



Entretien avec Amady Aly Dieng





Entretien avec *Amady Aly Dieng*
Lecture critique d'un demi-siècle de paradoxes

Abderrahmane Ngaidé



Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
DAKAR

©CODESRIA 2012

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV
BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal
Site web: www.codesria.org

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emmagasinage d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

ISBN: 978-2-86978-513-7

Mise en page : Sériane Ajavon

Couverture : Ibrahima Fofana

Impression : Imprimerie Saint-Paul

Distribué en Afrique par le CODESRIA

Distribué ailleurs par African Books Collective

www.africanbookscollective.com

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer des forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche à lutter contre la fragmentation de la recherche à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui est la plus ancienne revue de sciences sociales basée en Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani*, qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie* ; la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)*, et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie la revue *Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*, ainsi que la *Revue Africaine des Médias*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont diffusés par l'intermédiaire des « Documents de travail », la « Série de Monographies », la « Série de Livres du CODESRIA », et le *Bulletin du CODESRIA*. Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible en ligne au www.codesria.org.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), à la Fondation Ford, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), à TrustAfrica, à l'UNICEF, à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Sommaire

<i>Abréviations et acronymes</i>	vii
<i>Remerciements</i>	x
Introduction	1
1. Naissance et conquête du « sens » : Tivaouane, Diourbel, Saint-Louis et Dakar	9
2. La France : Quête de connaissances, débats et engagement militant	27
3. Lecture d'une dispersion paradoxale : vers « une longue indépendance ! »	47
4. Les paradoxes d'une économie extravertie : ajustements structurels des années 1980	63
5. Un intellectuel engagé et polémiste	83
6. Quelques perspectives d'un processus au goût d'inachevé !	103
<i>Annexes</i>	113
Encadrés de textes	113
Témoignages	117
<i>Appendice : Continuité ?</i>	129
<i>Bibliographie</i>	139
<i>Album photos</i>	140



Abréviations et acronymes

AEA	Association des étudiants africains
AEF	Afrique équatoriale française
AEMS	Association des étudiants musulmans du Sénégal
AGED	Association générale des étudiants de Dakar
AOF	Afrique occidentale française
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest
BM	Banque mondiale
BREDA	Bureau régional pour l'éducation en Afrique
CESAG	Centre africain d'études supérieures en gestion
CESTI	Centre d'enseignement des sciences et techniques de l'information
CERM	Centre d'études et de recherches marxistes
CND	Club nation et développement
CODESRIA	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
ENAM	École nationale d'administration et de magistrature
ENFOM	École nationale de la France d'Outre-mer
FEANF	Fédération des étudiants d'Afrique noire de France
FLN	Front national de libération
FMI	Fonds monétaire international

viii

FTM	Forum du Tiers-Monde
GEPA	Groupe d'études politiques africain
GAREP	Groupe africain de recherches économiques et politiques
IDEP	Institut africain de développement économique et de planification
IFAN/CAD	Institut fondamental d'Afrique noire/Cheikh Anta Diop
IRD	Institut de recherche pour le développement
MLN	Mouvement de libération nationale
MPS	Mouvement populaire sénégalais
MRP	Mouvement républicain et populaire
OERS	Organisation des États riverains du Sahara
ORSTOM	Office de recherches scientifiques des territoires d'Outre-mer
PAI	Parti africain de l'indépendance
PDS	Parti démocratique sénégalais
PS	Parti socialiste
RJDA	Rassemblement des jeunesses du RDA
RDA	Rassemblement démocratique africain
SEIB	Société électrique et industrielle du Baol
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
UDS	Union démocratique sénégalaise
UED	Union des étudiants de Dakar
UEMOA	Union économique et monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest
UGEAO	Union générale des étudiants de l'Afrique de l'Ouest
UGEMA	Union générale des étudiants musulmans d'Algérie

UGTAN	Union générale des travailleurs d'Afrique noire
UIE	Union internationale des étudiants
UNEF	Union nationale des étudiants de France
UNESCO	Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNTS	Union nationale des travailleurs du Sénégal
UPC	Union des populations du Cameroun
UPS	Union progressiste sénégalaise

Remerciements

Je tiens à remercier Anne Bernard dite Binta Ndiaye qui a accepté, malgré la chaleur suffocante de Boghé (Mauritanie) et son environnement peu propice aux activités intellectuelles, de relire avec perspicacité l'ensemble du manuscrit. Ce travail porte une de ses marques des plus indélébiles.

Je remercie le CODESRIA qui a non seulement placé en moi toute sa confiance, mais aussi m'a facilité la tâche par sa souplesse, sa compréhension et ses différentes orientations pour la concrétisation de ce travail.

Introduction

Petite histoire d'une rencontre

J'ai rencontré le doyen¹ Amady Aly Dieng la première fois chez un oncle, le docteur Hamat Bâ² avec qui il a partagé tant d'années de militantisme et d'engagement. Cela remonte déjà à plus d'une quinzaine d'années. Je ne savais pas qu'un jour, j'aurais la lourde et exaltante tâche de converser, des mois durant, avec lui sur non seulement son itinéraire, mais aussi sur l'animation politique et intellectuelle d'une époque qui l'a façonné, ainsi que les autres Africains et Sénégalais avec lesquels il devait partager, le restant de sa vie, un idéal de société, un rêve pour l'Afrique et une aventure intellectuelle encore vivace en lui.

Le doyen Amady Aly Dieng déroute par sa jeunesse et sa fraîcheur d'esprit. Un peu taquin s'il n'est moqueur avec un langage anecdotique plein de sarcasmes et d'humour ! Il fait sourire et détendre l'atmosphère s'il n'énerve. Les débats engagés, voire vigoureux, qu'il entretient avec les jeunes en témoignent amplement. Il a toujours « ce petit mot qui incite à la réflexion », comme le soutient le philosophe camerounais Jean-Godefroy Bidima.³

L'espace universitaire est, pour lui, comme une véritable seconde famille.⁴ Cette liaison presque organique qu'il entretient avec l'espace universitaire est déroutante car il aurait pu passer, tranquillement, sa retraite « remâchant » ses souvenirs de Poniatowski, de la rue des Écoles, révisant l'histoire avec son ami Ousmane Camara⁵ ou se privant les vendredis de suivre les conférences à la Librairie Clairafrique.⁶ Au lieu de cette retraite, sous l'ombre des arbres, le doyen Amady Aly Dieng a préféré garder ses relations avec un lieu « mythique » pour lequel il s'est longtemps dépensé et avec lequel il continue d'entretenir des relations cordiales sans se soucier de l'âge de ses interlocuteurs qui peuvent, dans la plupart du temps, être ses enfants ou ses petits enfants.

Mais l'intérêt qu'il porte à la connaissance ôte en lui toute relation de condescendance filiale, même si ses critiques acerbes dérangent, agacent et/ou instaurent de vives polémiques. Les discussions souvent très énergiques, parfois houleuses, ne perturbent pas cet amoureux du livre. Il aime les livres et leur consacre le temps nécessaire pour en rendre compte aux lecteurs des quotidiens de Dakar.⁷ En réalité, Amady Aly Dieng brûle encore de jeunesse.

Mes multiples rencontres avec lui depuis plusieurs années m'ont confirmé la place centrale qu'occupent la lecture et la discussion dans la formation universitaire.

Nous avons souvent « croisé » le fer pour une position que je jugeais inadéquate mais il restait serein et attentif à mes arguments. En un mot, il m'a appris la valeur de la contradiction et son poids dans la formation et la consolidation de l'esprit critique. Depuis lors, nos chemins ont continué à se croiser que ce soit en ville, à l'université ou dans des rencontres internationales.

De son café jusque sous l'ombre des arbres de la Faculté des lettres et sciences humaines⁸ où il a professé la sociologie avec son ami de toujours le professeur Boubacar Ly,⁹ je le suivais et l'écoutais. Il est intarissable. J'étais devenu comme son ange gardien.

Le doyen Amady Aly Dieng est obstiné et critique au point que beaucoup pensent, à tort ou à raison, qu'il est un insatisfait. Ses critiques radicales tous azimuts laissent parfois si elles ne provoquent une certaine amertume, voire une aversion. Les termes ne sont ni péjoratifs ni grossiers. Amady Aly Dieng est un homme paradoxal et complexe. Il trace des figures et construit des images desquelles il tire un discours « croustillant ». J'ai envie de dire qu'il est déconstructionniste¹⁰ pour ne pas dire « destructionniste » et par ce biais, il appelle non seulement à la réinterprétation des faits de sociétés, mais aussi à l'autocritique. Il « déformule » et désarticule tout et propose des relectures décomplexées des « réalités » admises et des convenances subordonnées. En quelque sorte, il perturbe l'ordre des discours à travers sa frêle silhouette et son sourire si narquois.

Et pourtant en nouant une conversation avec lui, on est plongé dans un monde dont l'effervescence intellectuelle n'a d'égale que la profondeur des changements que la période annonçait. Il fut un acteur à des moments où le doute politique dominait, la soif de connaître empruntait des chemins aussi multiples que les défis qui attendaient le continent et la volonté de prouver l'historicité des sociétés africaines conduisait encore aux hypothèses les plus osées. C'est cette période qu'il raconte (dont il rend compte) avec un brin d'émotion, mais aussi avec cette verve provocatrice qui lui sied si bien. Il n'a pas été avare en anecdotes savoureuses comme à son habitude pour que nos entretiens se poursuivent dans une bonne atmosphère.

Amady Aly Dieng a répondu à mes questions, avec son *piment* habituel, tout en mesurant à leur juste valeur les enjeux historiques et didactiques de cette entreprise.

À cette étape, je tiens à rappeler que les questions qui jalonnent ce livre-entretiens s'inspirent, pour une partie, d'un projet rédigé par Jean Bernard Ouedraogo¹¹ qui est un admirateur critique du doyen Amady Aly Dieng. J'en profite pour le remercier, mais aussi remercier Momar Coumba Diop¹² qui a placé en moi toute sa confiance en me conviant de manière solennelle à prendre en charge ce projet. Cette confiance m'a d'abord fait peur, ensuite m'a permis de saisir la valeur irremplaçable du partage dans l'espace universitaire et surtout dans le domaine de la recherche proprement dite. En acceptant ce projet, j'ai compris combien de fois la confiance en soi devait me permettre de répondre aux attentes, en relevant les défis d'une telle entreprise. Aussi ma longue collaboration¹³ avec le CODESRIA, inspirateur du projet, ne pouvait que me rassurer davantage.

Donc, c'est fort de cette triple confiance que j'ai engagé, pendant plus d'une année, des entretiens enregistrés et des discussions informelles avec le doyen. Ces

discussions informelles autour d'un café, et chaque matin, m'ont permis de percer ce côté presque « mystérieux » qui maintient le doyen encore jeune et vivace. Cette entreprise ne pouvait se faire qu'en empruntant ce chemin salvateur de la critique du fait historique vécu. L'acteur s'est prêté, lui-même, à cette critique sans laquelle sa mémoire aurait failli à la valeur intrinsèque du témoignage.

Alors qu'on entamait la seconde conversation de cette série d'entretiens, le doyen Amady Aly Dieng prononça cette sentence lourdement chargée : « Oh fatigué ! Il est 18h 45 ! J'oublie là ! J'ai un problème de mémoire... ». Il venait de toucher à un sérieux problème, un problème qui alimente les débats actuels : les enjeux et les usages de la mémoire.

Voici donc campé l'enjeu de l'entreprise : éprouver la mémoire d'un acteur afin d'en tirer la matière d'un livre. C'est donc cette mémoire « parallèle » (rebelle, « dissidente » !!!) que le projet du CODESRIA a souhaité faire entendre afin que les générations actuelles et de demain puissent s'inspirer de ce qui s'est passé pour mieux affronter l'avenir et bâtir une nouvelle Afrique capable de défier le temps du monde. Ce temps a besoin de « confronter » les mémoires et de les mettre en perspective, de tirer de ce qu'elles enseignent les meilleures pistes susceptibles de nous permettre de mettre en place de nouveaux paradigmes et de nouvelles modalités du vivre ensemble.

Au-delà de son itinéraire personnel, c'est bien de l'effervescence d'un temps qu'il s'agit. Chaque trajectoire « biographique » peut paraître singulière, mais elle ne prend son sens et son vrai relief que quand elle est remise dans son contexte. D'ailleurs, ici, il ne s'agit point d'une biographie à la française se rapprochant de la fiction littéraire, ni d'une biographie à l'anglo-saxonne qui recherche l'exhaustivité jusqu'au détail près des faits. Il ne s'agit pas aussi d'une entreprise qui a pour objectif une simple volonté de faire témoigner une figure. Elle va au-delà et essaie de sortir de l'entreprise holiste pour contribuer à rendre à la partie sa place dans le tout.

Se déroule donc l'histoire d'un demi-siècle plein de bouleversements, d'espoirs mais aussi d'incertitudes fondées sur l'énigme que pose l'advenir de tout un continent.

Quelques repères biographiques¹⁴

Amady Aly Dieng est né dans cette petite bourgade, Tivaouane, qui allait se développer sur les « bords » du Dakar-Saint-Louis (DSL) et qui est devenue, par le biais de l'histoire, la capitale de l'une des confréries musulmanes les plus puissantes de l'Afrique de l'ouest : la confrérie tijane. Aujourd'hui la famille maraboutique Sy y règne et organise un *gamou*¹⁵ annuel qui voit affluer des milliers de fidèles venus de partout : de l'intérieur du Sénégal, de la sous-région et du monde.

Amady Aly Dieng est définitivement rentré au Sénégal en 1967. Dès lors, il débute sa carrière professionnelle comme assistant à la Faculté de droit et de sciences économiques qui était exclusivement contrôlée par les coopérants français. Il a travaillé surtout avec Madame Sylviane Jeanney Guillaumont qui assurait les cours d'économie monétaire en deuxième année et de comptabilité nationale en 4^e année. Il assurait les travaux pratiques de Madame Jeanney Guillaumont dont le mari s'occupait d'économie de développement. Ensuite, il aura en charge d'assurer les travaux

pratiques de comptabilité nationale de Mademoiselle Monique Meyer qui est devenue entre temps madame Anson Meyer.¹⁶ Par ailleurs, le doyen exécutait les travaux pratiques de Maître Abdoulaye Wade, actuel président de la république, qui faisait le cours d'économie monétaire en deuxième année. Mais il donnait aussi des cours d'économie aux juristes et assurait en même temps ceux d'économie politique aux candidats capacitaires en deuxième année.

De 1967 à 1970 Amady Aly Dieng s'occupait de ces différents enseignements et poursuivait la rédaction de sa thèse en économie¹⁷. Il soutiendra sa thèse en 1971 sous la direction de Maître Abdoulaye Wade. Après sa soutenance, le doyen Amady Aly Dieng va intégrer l'UNESCO, dirigé par Bakary Kamian, comme assistant de recherche sur la recommandation de l'égyptologue Cheikh Anta Diop. Par la suite, il deviendra consultant pour le compte du BREDA (section régionale de l'UNESCO basée à Dakar). C'est sur ces entrefaites qu'il sera recruté en janvier 1976 à l'Agence nationale de la BCEAO comme économiste principal. Là encore, il obtient l'appui indispensable de Mbaye Niang. Dès son intégration, il fut affecté au Service des études et quelques temps après nommé chef de ce même service qu'il connaissait déjà de l'intérieur. Le Service des études regroupait quatre sections : la balance des paiements, les statistiques monétaires, la campagne agricole et l'économie générale ; domaines dans lesquels il avait déjà une expertise.

Après 8 ans à la tête de ce service, le doyen Amady Aly Dieng est muté au Contrôle interne d'abord, ensuite au Contrôle financier. Pendant qu'il était chef de service, il fut nommé conseiller associé au Conseil économique et social pour le compte duquel il avait produit une étude sur la « Répartition des revenus au Sénégal » sur la recommandation de Samir Amin qui était, en ce moment, directeur de l'IDEP. Parallèlement à ce travail, il assurait des cours d'anthropologie économique et d'histoire économique de l'Afrique contemporaine à la Faculté de droit et de sciences économiques. C'est dans ce cadre, qu'il va inviter Daniel Cruise O'Brien auteur d'un ouvrage de référence sur les mourides¹⁸ et Pierre Philippe Rey polytechnicien devenu par la suite anthropologue. Ce dernier est auteur d'un livre paru aux Éditions Maspero, intitulé *Alliances de classes*. Il perpétuait ainsi cet esprit d'ouverture et de quête de connaissances qui ne l'a jamais quitté et qui se vérifie dans ce qu'il appelle dans la seconde partie de ce livre « nous ne cessons de courir les conférences mon ami Ousmane Camara et moi ». Il donnait ainsi la chance aux étudiants de s'ouvrir aux idées d'éminents chercheurs de passage dans la capitale sénégalaise.

Rappelons que pendant ses années de chômage, le doyen fréquentait de manière assidue les séminaires de l'IDEP. Cette fréquentation lui a permis d'assister à plusieurs rencontres dont celle organisée entre les chercheurs en sciences sociales latino-américains et africains en 1973, ainsi qu'à la rencontre des chercheurs de l'Asie à Madagascar en 1975. Notons que le doyen collaborait, de manière continue, avec l'IDEP depuis 1969, année durant laquelle il sera désigné pour participer à un séminaire sur la balance des paiements présidé par Chedli Ayari.

En 1987, le doyen prend sa retraite et reprend le chemin de l'université où il va assurer un cours sur l'histoire des faits économiques et sociaux en première année et un autre sur l'histoire de la pensée économique en deuxième année. En dehors de la

Faculté de droit et de sciences économiques, le doyen dispensait des cours d'initiation à l'économie au département d'histoire et de géographie. De même il donnait des cours à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), au Centre d'études de sciences et techniques de l'information et de la communication (CESTI) et à l'université Gaston Berger de Saint-Louis. L'espace universitaire dont il est familier ne pouvait que lui offrir l'occasion de se reconverter ou plutôt de revenir dans un espace qu'il n'a jamais quitté.

Parallèlement à ses enseignements, il continue d'assister à différentes manifestations scientifiques internationales et à contribuer à l'animation des ateliers du CODESRIA à travers ses Assemblées et autres séminaires que l'organisme tient à travers le continent. Tout cela permettait au doyen Amady Aly Dieng d'être au fait des avancées de la recherche en sciences sociales et humaines. Il était sollicité de partout non seulement pour son activisme politique (en tant que témoin des activités des étudiants africains en France) mais aussi en tant que personne-ressource. C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire son apport à la rencontre d'Oran en Algérie sur le postmodernisme. Comme souligné un peu plus haut, son âge ne l'empêche pas de rencontrer de jeunes chercheurs qui, par leurs activités intellectuelles et leurs perspicacités, lui redonnent espoir quant à la place grandissante de l'intelligence africaine dans l'évolution des idées du monde.

Amady Aly Dieng est resté intransigeant par rapport à sa ligne de conduite : ne jamais se compromettre tout en continuant de respecter la parole donnée. Cette éthique se vérifie bien dans le témoignage que fait de lui son ami d'enfance, quand ce dernier choisit d'entrer en politique à la fin des années 1970. En effet, Ousmane Camara écrit au moment de son entrée en politique en juin 1979 : « Je commence immédiatement une visite de proximité avec la muette désapprobation de mon voisin et ami Amady Aly Dieng ».¹⁹ Cette ligne de conduite est la marque essentielle de sa lucidité et le sceau indélébile de la vitalité de son engagement.

Ainsi donc, ces entretiens ne pouvaient réussir qu'avec non seulement la complicité intellectuelle mais aussi humaine agissante de l'acteur lui-même. Sans sa collaboration, cette entreprise était vouée à l'échec. Mais j'assume toutes les imperfections qui peuvent, par moment, trahir l'esprit assigné au livre.

Ce livre d'entretiens se subdivise en six parties. Dans la première le doyen revient sur son enfance, son apprentissage à l'école des « Blancs », ses premiers voyages à travers le Sénégal et son arrivée à l'université de Dakar. La seconde partie retrace son séjour en France, les débats intellectuels et politiques à la veille de l'indépendance à travers les syndicats étudiants et de leur rôle dans la prise de conscience de l'élite africaine en relation avec les gens de la diaspora. Dans la troisième partie, le doyen brosse le tableau général du début des indépendances africaines en s'appuyant sur l'exemple du Sénégal. Il discute, dans cette partie, des choix difficiles à opérer après le « retrait » de la métropole.

La quatrième partie dresse un bilan mitigé de l'économie africaine à travers celle du Sénégal – après le choix de la monoculture arachidière qui n'a pas répondu aux attentes – pris entre les rets de la politique d'ajustement structurel²⁰ qui a fini d'installer

la pauvreté sur le continent. La cinquième partie discute de son engagement intellectuel, revient sur ses publications majeures et décrit le caractère débatteur du doyen. Dans la sixième et dernière partie Amady Aly Dieng « dessine » des perspectives peu reluisantes à partir de ce qu'on pourrait appeler ici le « bilan » d'un demi-siècle d'observation, d'analyse et de réflexion sur la trajectoire du continent. Ce « bilan » est un prétexte pour donner son avis mitigé sur l'effervescence, déjà perceptible, autour de la prochaine élection présidentielle prévue en février 2012 au Sénégal.

Enfin, le livre est enrichi d'une bibliographie d'Amady Aly Dieng, d'extraits de ses textes tirés de ses livres qui ont suscité des débats, de témoignages, d'un « Appendice »²¹ rédigé par le philosophe camerounais Jean-Godefroy Bidima et d'un album photos.

Notes

1. Beaucoup appellent Amady Aly Dieng le « doyen ». J'ai pris la décision d'utiliser ce qualificatif, tout au long de nos entretiens, par respect et déférence et pour une question de commodité dans le langage.
2. Hamat Bâ est médecin et homme politique à la retraite. Il fut président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF).
3. Échange via mail, mai 2011. Je rappelle que Jean-Godefroy Bidima (Camerounais) est membre de cette « diaspora intellectuelle africaine » qui continue d'assurer la circulation du Savoir et de « l'expertise africaine » dans le monde. Il a longtemps séjourné en France avant de s'installer aux États-Unis où il enseigne la philosophie à Tulane University (Nouvelle-Orléans). Il a une grande admiration pour le doyen. Il a d'ailleurs exploité quelques uns de ses écrits dans le cadre de sa thèse publiée sous le titre de : *Théorie critique et modernité négro-africaine : de l'École de Francfort à la « Docta spes africana »* (Paris, Publications de la Sorbonne, 1993, 343 p). Il est l'un des rares chercheurs africains à publier dans la collection « Que-Sais-Je ». Parmi ses écrits nous pouvons citer pour exemple : *L'art négro-africain* (Paris, PUF, *Que sais-je ?*), *La philosophie négro-africaine* (Paris, PUF, *Que sais-je ?*). Il était très enchanté quand je l'ai informé du projet du livre-entretien. Il a bien voulu rédiger un « Appendice » que j'ai intitulé : « Continuité ? » pour signifier que le débat ouvert par Amady Aly Dieng en 1978, 1983 et 1985 avec la parution de ses trois ouvrages : *Hegel, Marx, Engels et les problèmes de l'Afrique noire*, *Contribution à l'étude des problèmes philosophiques en Afrique noire* et *Le marxisme et l'Afrique noire. Bilan d'un débat sur l'universalité du marxisme* est toujours d'actualité et qu'il mérite d'être poursuivi par la nouvelle génération non seulement de philosophes mais aussi de chercheurs tout court. En effet, Bidima soutient, dans un échange mail, que « ce qu'il dit [Amady Aly Dieng] est si important » qu'il est urgent de remettre ses idées en perspective et les discuter. C'est dans ce cadre que nous suggérons la réédition de cette trilogie pour la diffuser afin de ressusciter les débats autour des questions théoriques en sciences sociales et humaines. D'ailleurs son dernier livre sur Hegel et les quelques réactions qu'il a suscité mérite une attention. Lire à ce propos le dernier ouvrage d'Ibrahima Sow : *La philosophie africaine du pourquoi au comment* (Dakar, IFAN/Ch. A. Diop, 2010, 360 p).
4. En 2007, le doyen Amady Aly Dieng offre une partie de sa bibliothèque à l'Université Cheikh Anta Diop. Par ce geste, il perpétue les rapports qui le lient à l'institution.

5. Il partage avec Amady Aly Dieng une longue expérience intellectuelle et militante ; leurs itinéraires vont se séparer mais leur amitié restera intacte. Ils entretiennent, jusqu'au jour d'aujourd'hui, des relations cordiales. Lire son livre *Mémoires d'un juge africain. Itinéraire d'un homme libre* (Paris/Dakar, Karthala/Crepos, 306 p). Ce livre est d'ailleurs préfacé par Amady Aly Dieng.
6. En effet, depuis mars 2007 des conférences se tiennent tous les vendredis à l'espace Clairafrique université à l'initiative du professeur Oumar Ndao avec ses différents collaborateurs. Cet espace redonne vie à la discussion et aux échanges indispensables dans la formation individuelle et collective. Le doyen Amady Aly Dieng fait partie des fidèles. En effet, il ne rate jamais l'occasion de venir écouter et débattre des questions de l'heure; perpétuant ainsi une vieille habitude : « courir » après les conférences comme il le dit lui-même.
7. Lire le premier tome des ses *Notes de lecture d'un dissident africain* (T. I, Québec, Le Nègre éditeur, 2010).
8. Il se plaît d'ailleurs à nous appeler les « ombrophiles » sans pour autant nous quitter. En réalité, cette place est un amphithéâtre à ciel ouvert où nous continuions tard à discuter de tout avec lui. Pour mieux marquer sa présence parmi nous, je l'ai surnommé « Recteur de « l'université » des ombrophiles ».
9. Ami de longue date d'Amady Aly Dieng, sociologue et avec lequel il partage les mêmes soucis. Il est l'auteur d'une thèse monumentale sur l'enseignement publiée en 6 tomes aux éditions l'Harmattan sous le titre de *Les instituteurs au Sénégal de 1903 à 1945*.
10. Sans aller au-delà de la définition la plus simple de la déconstruction selon ce qu'en dit Jacques Derrida.
11. Sociologue d'origine burkinabé qui fut secrétaire exécutif adjoint du Codesria. C'est un grand admirateur d'Amady Aly Dieng qu'il appelle de manière affectueuse le « doyen ». Quand il parle du doyen, il magnifie en lui son côté « homme-œuvre », témoin indispensable d'une période qui a participé au façonnement de l'élite africaine. Ses multiples occupations ne lui ont permis de suivre de manière plus régulière l'évolution du travail.
12. Sociologue et chercheur à l'IFAN, c'est l'un des rares chercheurs à avoir coordonné ces dernières années des travaux irremplaçables sur le Sénégal contemporain. Discret, courtois, rigoureux et fin observateur de la scène politique sénégalaise, il m'a permis de conduire ces entretiens. En réalité, il est au cœur du travail, mais ses diverses occupations ne lui ont pas permis de le suivre de plus près. Ces multiples conseils m'ont toujours accompagné et m'ont servis pour réorienter le contenu des entretiens. Il a mis à ma disposition son bureau de l'IFAN, procuré quelques documents qui ont servi à conduire le travail.
13. Je suis un « pur » produit du CODESRIA. Dès les années 1990, j'ai bénéficié d'une subvention de l'organisme pour terminer mon DEA avant d'obtenir une seconde bourse pour ma thèse. Ensuite, l'organisme m'a permis, à des occasions répétées, de participer à des séminaires, colloques et instituts qui m'ont aidé à parfaire ma formation de chercheur et surtout de nouer des relations scientifiques variées et enrichissantes que j'exploite encore aujourd'hui.
14. Nous pouvons suivre son itinéraire intellectuel tout au long de la première et de la seconde partie du livre.
15. Rencontre religieuse durant laquelle les talibés et le pouvoir renouvellent leur « allégeance » à la famille maraboutique.
16. Monsieur Anson Meyer était chercheur en linguistique à l'IFAN.

17. « Le rôle du système bancaire dans le développement de l'Afrique de l'ouest ». Son jury était composé de Samir Amin et de Paul Desneuf.
18. O'Brien Donal B. Cruise, 1971, *The Mourids of Senegal. The Political and Economic Organization of an Islamic Brotherhood*, Oxford, Clarendon Press, XXII-321 p.
19. Lire *Mémoires d'un juge africain. Itinéraire d'un homme libre*, p. 175.
20. « Un programme d'ajustement structurel (terme dérivé de l'anglais *structural adjustment*), lié à une facilité d'ajustement structurel, est un programme de réformes économiques que le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique. Il s'agit d'un ensemble de dispositions dont certaines agissent sur la conjoncture et d'autres sur les structures et qui résultent d'une négociation entre un pays endetté et le Fonds monétaire international (FMI) pour modifier le fonctionnement économique du pays (le FMI conditionnant son aide à la mise en place de réformes qu'il considère pérennes). Ces crédits sont dénommés entre autres *prêts d'ajustement structurel* ou des *prêts d'ajustement sectoriel* (*Structural adjustment loans* ou *sectoral adjustment loans*). Les crédits sont débloqués par tranches successives à mesure que le programme d'ajustement structurel est mis en place. » (Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Ajustement_structural, visité le 16/06/2011 à 13h28). C'est ce qui est arrivé à la plupart des pays africains.
21. Cet « Appendice » interprète et poursuit le débat ouvert par l'ouvrage d'Amady Aly Dieng : *Contribution aux problèmes philosophiques en Afrique noire*.

1

Naissance et conquête du « sens » : Tivaouane, Diourbel, Saint-Louis et Dakar

« Pour Descartes, l'homme est sujet, et il l'est pour ainsi dire trois fois : *conscient de ce qu'il est, maître de ce qu'il fait, auteur de la science*. Sujet de sa propre pensée, il sait ce qu'il pense, il peut savoir tout ce qu'il est, il est tout ce qu'il peut penser, il n'est rien d'autre. La conscience est parfois obscure ou confuse, mais elle peut toujours devenir claire à elle-même, accéder à la rationalité et par conséquent se connaître telle qu'elle est. Elle ne peut donc être complètement abusée, puisqu'elle est l'ultime instance d'éclaircissement et le sujet dernier de toute connaissance possible ».

Francis Wolf, *Notre humanité. D'Aristote aux neurosciences*,
Paris, Fayard, 2010, p. 91.

A. Ngaidé : Bonjour doyen Amady Aly Dieng. Nous débutons, aujourd'hui 09 février 2010,¹ mois de votre naissance, un livre entretiens. Pouvez-vous nous parler de votre famille, de la date et du lieu de votre naissance ?

A. A. Dieng : Je suis né le 22 février 1932 à Tivaouane dans le Kayor. Cette ville avait déjà de l'importance car elle se trouve sur l'axe Dakar/Saint-Louis (DSL). C'était une ville bien connue pour la traite des arachides. Elle était belle à cause de sa verdure extraordinaire, surtout à l'escale, là où se trouvait l'administration des colonies comme on le disait à l'époque.

C'était aussi une ville ombragée. C'est dans cet univers paisible que je suis né. Mon grand-père est *maacinanke*.² Quand il est arrivé au Sénégal, il parlait à peine wolof. C'était un *jananke*.³ En effet, les gens de Djenné étaient ingénieux en matière de confection de grands boubous brodés. Il était aussi *élimane* (imam) en même temps. Ma grand-mère maternelle, quant à elle, est soninké. Elle s'appelait Oumoul Khaïry Dramé. C'est l'une des filles de Mamadou Lamine Dramé⁴, le marabout de Bakel. Elle a d'abord séjourné à Ndiassane, village situé à 5 km de Tivaouane. C'est de là qu'elle viendra, pour les besoins de son commerce, s'établir de manière définitive dans la ville de Tivaouane. En effet, elle était vendeuse de légumes et de poissons secs... Voilà campé un peu le décor dans lequel je suis né.

Je fais partie de cette génération née pendant que les effets néfastes de la crise de la fin des années 1920⁵ finissaient de détériorer les conditions de vie des populations dans les colonies. J'ai grandi dans cette atmosphère d'après la guerre de 1939 à 1945⁶. Donc, ma génération a connu la crise et ses corollaires : la crise alimentaire surtout. D'ailleurs cela se reflète, aisément, sur notre constitution physique. Les gens de ma génération sont petits. Alors que mes frères, ceux qui sont nés bien après moi ont eu la chance d'échapper à cette ambiance de misère. Mes frères sont plus grands que moi. Ils ont hérité de la taille de ma grand-mère paternelle. Elle était une grande femme. Elle s'appelait Hawoyel Hamady. Et mon père avait l'habitude de nous dire que, avec beaucoup d'ironie, quand il allait au marché dès qu'il voyait une femme grande, il était assuré que c'était ma grand-mère. Mais je ne suis pas resté très longtemps à Tivaouane.

En effet, mon père servait à Mbacké dans le Bawol comme chef de gare. Donc nous passons du Kayor au Bawol. Par la suite, il sera muté à Kidira pour occuper le même poste. Kidira sera une étape importante dans ma vie. En effet, la ville de Kidira était caractérisée par son melting-pot. Elle était habitée par plusieurs ethnies. On y rencontrait des Wolof, mais en petit nombre, des Soninké, des Haalpulaar, des Maures, des Bambara et une minorité Khassonke. Donc, j'étais obligé d'apprendre toutes les langues de ces ethnies pour pouvoir converser avec les jeunes de mon âge. Mais nous parlions wolof à la maison. Cette émulation sociale m'a instruit et m'a ouvert de nouveaux horizons que je n'aurais pu acquérir en restant à Tivaouane. Elle m'a permis de comprendre combien la diversité ethnique et linguistique pouvait être importante dans la vie d'un individu. Je peux affirmer que c'est à partir de ce moment que j'ai compris l'importance des contacts ethniques et linguistiques. C'est pourquoi je n'ai jamais négligé ce phénomène dans mes analyses des sociétés sénégalaise et africaine. En effet, le Sénégal a toujours semblé uniforme, homogène alors que dans la réalité il est d'une diversité culturelle et ethnique enrichissante.

Cette période était aussi caractérisée par une énorme chaleur. Nous étions obligés, pour nous rafraîchir, de prendre des douches nocturnes salvatrices. La nature était à notre portée. Nous étions entre les royaumes des lions, des hippopotames et des serpents. Le soir quand les lions rugissaient, nous avions l'impression qu'ils étaient à côté et cela nous faisait peur. Mais, j'allais m'habituer à cette situation et l'intégrer dans mon environnement et le plus immédiat. Les reptiles aussi ne manquaient pas. Très souvent, à cause de la chaleur, ils venaient se réfugier dans nos chambres. Ils se lovaient au bord des canaris attirés par la fraîcheur. Si j'ai tenu à rappeler tout cela, c'est juste pour regretter aujourd'hui la disparition de la faune et de la flore et cette péjoration du climat qui en est la principale cause. C'est ce que je peux appeler la période de Kidira.

Donc, mon père jouait non seulement le rôle de chef de gare mais aussi celui de télégraphiste et d'agent de sécurité. En effet, durant cette période seul le télégraphe marchait. Le personnel de la gare était réduit. Le soir, quand le train entraînait en gare, on était obligé d'utiliser du gaz pour pouvoir éclairer la

gare et je me souviens que l'aiguilleur était un *baalpulaar*. Beaucoup d'immigrés *baalpulaar* formaient le gros des employés et ils s'occupaient du *keip* (la voie), c'est-à-dire l'entretien de la voie ferrée.

A. Ngaidé : Pouvez-vous encore continuer à décrire quelques images lointaines de cette ville de Tivaouane qui vous a vu naître et grandir. Pouvait-on vraiment la qualifier de ville ou était-elle dans le processus de le devenir ?

A. A. Dieng : La ville de Tivaouane était semi-urbaine. Elle avait une allure rurale. Elle n'était pas encore une ville parce que beaucoup d'Africains n'avaient pas les moyens de construire des maisons en dur. Leurs revenus leur permettaient juste de construire des maisons en banco qui étaient plus solides que les cases en paille. Ma famille habitait le quartier dénommé *koulikidiané* qui est non loin de la maison d'El hadj Malick Sy. La majorité des habitants de ce quartier étaient des castés. Nous étions l'une des rares familles non castée.⁷

Tivaouane allait, progressivement, perdre de son lustre d'antan après la construction du chemin de fer Thiès-Niger. En effet, la construction de cette ligne allait déclasser le DSL et toutes les gares qui jalonnaient la voie vont tomber en disgrâce. Cette situation va conduire à la migration de beaucoup d'habitants de Tivaouane. Ils choisiront de s'installer à Khombole situé non loin de Toubatoul où se trouvait l'administrateur des colonies. Mais il faut noter que je ne me souviens que très peu de cette période car j'étais encore jeune. Je ne vais connaître réellement Tivaouane que quand « nous sommes revenus au Sénégal », comme on disait à l'époque en 1938.

Dès mon retour, mon oncle paternel (demi-frère de mon père, comme on l'habitude de dire), Amadou Samba Dia qui était chauffeur de son état m'initie au Coran. Après cette première initiation, mon père jugea nécessaire de me confier à un marabout toucouleur qui s'appelait Amadou Diallo. Je fais remarquer qu'à cette époque les marabouts étaient soit Toucouleurs, soit Soninke, soit Socé et quelquefois Maures. Les Wolofs ne l'étaient pas du tout et leur manière d'enseigner nous faisait rire. Les meilleurs maîtres coraniques étaient des *Nars* (Maures) comme on les appelait. J'avais l'avantage, durant cette période, de maîtriser l'écriture en caractères arabes. Je ne récitais pas seulement mais je pouvais lire et c'est l'une des raisons pour lesquelles, le marabout me confiait la garde du foyer quand il était absent.

Diourbel était encore une ville semi-rurale parce qu'il y avait encore de la végétation sauvage dans la ville et beaucoup de bœufs, de vaches étaient élevés en pleine ville. C'est la raison pour laquelle, je peux affirmer que Diourbel n'était pas encore urbanisée.

A. Ngaidé : Quels sont les personnages marquants de cette époque de rencontre ?

À quel moment vous vous êtes rendu compte du fait colonial en tant que tel ?

A. A. Dieng : Le fait colonial je l'ai surtout perçu à travers la guerre. Parce que je suis entré à l'école coloniale en octobre 1939, c'est-à-dire juste après le déclenchement de la seconde guerre mondiale. À cette époque, le seul personnage

que nous connaissions, à travers les échos qui nous parvenaient, était Hitler. L'image d'Hitler a traversé l'histoire pour s'imposer jusque dans l'imaginaire des populations des campagnes africaines. D'ailleurs, une chansonnette antifasciste est née durant cette période. Les populations la fredonnaient: « *Hitler gorou fatou leer, limaley yenne moy kbandi pétrole ak sakou lancer*⁸ ».

Je n'allais ressentir le poids du fait colonial qu'avec la pénurie de denrées de première nécessité. En effet, les populations manquaient d'alimentation. D'ailleurs, cela est si vrai que dans certaines villes on a institué purement et simplement les cartes de ravitaillement. Mais, il faut noter que les Européens étaient favorisés par rapports aux indigènes. Ils pouvaient avoir du pain alors que les indigènes ne pouvaient pas s'en procurer. Donc les autorités coloniales donnaient la part belle aux Européens. Ensuite, quand nous sommes arrivés en 1938 à Diourbel (1939-1945), je me rends compte de la présence des d'Européens. Ils travaillaient à la SEIB (la Société électrique et industrielle du Baol). Ils étaient, pour la plus part, des techniciens et/ou des militaires.

J'ai réussi mon Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE), en 1945, année de la disparition de Roosevelt. Ce fut un grand événement mondial car le drapeau français était en berne. L'année 1945 était l'année du décès de Serigne Moustapha, premier khalife de la confrérie mouride.

- A. Ngaidé :** Vous venez de dire que la présence européenne était plus voyante à Diourbel qu'à Tivaouane. Pensez-vous que la rencontre de ces mondes aux logiques si différentes et aux tactiques opposées présageait quelque chose ?
- A. A. Dieng :** Il faut d'abord souligner que nous n'avions aucune perspective pour l'indépendance durant cette période. Nous ne songions même pas à cela. Nous étions sous la dépendance la plus totale à cette époque et le toubab⁹ était le maître absolu du devenir africain. C'était un fait consacré. D'autant plus consacré que nos parents nous répétaient sans cesse que : « *Toubab yi gno fi nek mounougnou tchi dara* »¹⁰ et chacun essayait de s'attirer leurs faveurs, surtout pour l'obtention d'une promotion sociale quelle qu'elle soit. C'est aussi la période où ils nommaient les chefs de cantons. Les Européens encourageaient et comblaient de faveurs leurs collaborateurs et punissaient les contestataires de l'ordre qu'ils souhaitaient imposer. En effet, les rumeurs de la mise en résidence de Serigne Bamba en 1912 à Diourbel couraient encore. Mon père me le rappelait très souvent. Il me disait aussi que cette époque avait coïncidé avec le commandement d'Ely Manel Fall. En effet, Ely Manel Fall était chef de canton du Bayar (cercle du Bawol). Il sera remplacé à ce poste par Alioune Sylla désigné intérimaire à la place de Salmon Fall. Mais Alioune Sylla n'est resté qu'un petit moment car les Seereer le contestaient en argumentant qu'il était toucouleur. Les populations disaient : « *kokou Toucouleur-la, Yéli Codou mome legnou beugue* ». Ely Manel Fall était un jeune instituteur qui a joué le rôle d'intermédiaire entre Sérigne Bamba et l'administration coloniale. Tout ce que nous savions sur Serigne Bamba ne dépassait pas les rumeurs selon lesquelles il était en résidence surveillée à Diourbel.

- A. Ngaidé :** Parlez-nous à présent de l'école et de son influence sur le façonnement futur de l'intelligentsia sénégalaise et africaine. En un mot, votre itinéraire scolaire.
- A. A. Dieng :** Comme je l'ai déjà souligné, je suis rentré à l'école en octobre 1939. Nous étions 114 élèves au CP1¹². Je ne sais pas si tu t'imagines un peu ce que cela signifie ! Nous étions sur trois rangées et nous ne disposions pas de tables-bancs. Nous n'avions que des bancs sur lesquels nous posions nos ardoises pour pouvoir écrire nos leçons. Ma première année s'est bien déroulée. En effet, j'avais bénéficié des enseignements d'un moniteur qui avait un grand sens pédagogique. Il savait allier les classes et les sorties de classes. Il s'appelait M. Blondin Diop.

Il était un très grand pédagogue. Quand nous faisons une leçon sur le tam-tam : il organisait, purement et simplement, une journée tam-tam à l'école. Si nous voulions connaître le forgeron ou le tisserand, il nous amenait visiter leurs ateliers sans aucun problème et cela nous permettait de mieux saisir leur statut et leur rôle dans la société. Ensuite j'ai poursuivi mes études primaires jusqu'au CM1 sans grandes difficultés. J'allais suivre pour la première fois de ma vie les enseignements d'une institutrice française. C'était la femme du directeur de l'école qui s'appelait M. Jean Fillipi, un Corse. Sa dame avait deux classes. En fait, on retrouvait deux niveaux dans une même salle de classe : les élèves du CM2 et ceux du CM1.

Elle nous a appris et par cœur beaucoup de chants patriotiques français pour glorifier la France. Nous étions sous le Régime de Vichy¹³. D'ailleurs, une grande photo du Maréchal Pétain était accrochée au mur de la salle de classe. Je me souviens encore de ce qui était écrit sur la photo : « J'ai été avec vous dans les jours heureux, je resterai avec vous dans les jours sombres ». Chaque lundi on assistait, au milieu de la cour de notre école, à une cérémonie consacrée à la levée du drapeau français. Et on était obligé de chanter : « Maréchal, nous voilà tu nous as redonné l'espérance, le héros de Verdun... ».

Nous étions obligés de les réciter à cause des circonstances de l'époque. Et cela est si vrai que quand nous faisons la gymnastique, on imitait les jeunesses hitlériennes. Nous tapions la main sur nos poitrines en répétant : « *Yape yapo France, AOF, Yab, Yab* » et on tendait la main exactement comme pour exécuter le salut hitlérien. Nous étions dans l'obligation de nous aligner sur Vichy. Je me souviens, un jour, mon père m'a appelé pour me conseiller : « Si on te parle de de Gaulle et de Pétain, dis que tu ne les connaissais pas ». Puis un jour, mes petits camarades de classe toubabs m'ont posé la question. Je leur ai dit que je ne les connaissais pas.

Nous partagions les mêmes classes que les fils des gendarmes, des postiers, du commissaire et de tous les employés français. Tout cela peut paraître anecdotique mais il me semble important de le souligner afin de décrire avec exactitude l'esprit qui régnait à l'époque. Beaucoup de cadres toubabs travaillaient à l'usine de la Société d'électricité du Baol (SEIB) créée en 1923 ; par conséquent, leurs enfants suivaient leurs cours à l'école en même temps que nous. En classe

de CM2, nous avons connu une épidémie de méningite. On nous avait mis en quarantaine. Je juge, avec le recul, que cette décision était imprudente de la part du maître. Malgré tout, on continuait de fréquenter les classes parce que, tout simplement, les maîtres étaient soucieux de leur promotion. Celle-ci dépendait des concours et des différents examens qu'ils passaient. À cette époque, notre maître s'appelait M. Bâ. Il venait de Kédougou, du bled comme on disait à l'époque. Comme il était de coutume, notre instituteur entretenait un jardin.

En effet, Diourbel était une localité au climat favorable au maraîchage à cause de la vallée du Sine. Il y avait beaucoup d'eau douce en ce moment. Il suffisait de creuser des *séanes* pour obtenir une eau saine pour le maraîchage. On n'avait pas besoin de creuser des puits profonds pour atteindre la nappe phréatique. Elle affleurait. Les travaux manuels étaient presque inclus dans le cursus des élèves. Nous étions obligés d'arroser le jardin de l'école ; et pendant l'hivernage nous consacrons un mois sur les trois, à la culture de l'arachide. Les élèves les moins « doués » exécutaient des travaux pratiques. Ils fréquentaient ce qu'on appelait, à l'époque, les « écoles des galères » à l'image de ce qui se passait dans les prisons. En fait, c'était ça aussi la coloniale !

Je signale que durant cette période beaucoup d'élèves venaient en classe avec des haillons et étaient obligés de marcher à pieds pour rejoindre l'école. Il n'y avait pas d'habits. Beaucoup d'entre eux étaient galeux par manque d'hygiène. Le savon était rare. Il n'y avait que le savon fabriqué localement par les Africains. Il n'y avait pas de cantine et beaucoup d'élèves attendaient devant la caserne des militaires pour pouvoir manger les restes des soldats car eux, contrairement au reste de la population, étaient relativement bien nourris. C'est pour vous dire tout simplement que nous étions en période de pénurie du point de vue de l'alimentation. Mais on l'était aussi sur le plan des livres.

Il était presque impossible, d'importer des livres et la craie manquait aussi. On était obligé d'utiliser une craie appelée « craie de Sélibaby » qui nous venait des carrières de Mauritanie. Elle grinçait au contact du tableau et des ardoises. Ce n'était pas commode. Pour économiser nos cahiers, nous étions obligés de tracer des lignes sur les pages intérieures des couvertures. Nous partageons nos livres à deux ou à trois. Voilà, vite ramassées, les conditions dans lesquelles nous avons fait nos études primaires.

Comme je l'ai dit tantôt ; j'ai réussi mon certificat d'études sans aucun problème majeur. Mon père souhaitait que je fasse le concours d'entrée à l'école Blanchot qui faisait partie des Écoles Primaires Supérieures (EPS). Mais son ami Alioune Badara Sow qui était commis à la police de Diourbel me dit : « Ton père ne connaît rien en matière d'enseignement. Je vais t'amener au lycée ».

Néanmoins, j'ai passé le concours – c'est la première fois d'ailleurs que je sortais du cercle familial - à Thiès. En effet, tous les candidats étaient regroupés dans la ville de Thiès. Thiès était une ville qui « grouillait » de Toubabs à cause de la base militaire aérienne et du chemin de fer. Elle est toujours visible. Elle se trouve derrière l'école normale de Sébikotane. C'est là que j'ai noté la présence

de soldats malgaches. D'ailleurs, j'avais un ami qu'on appelait « *mangouche* » à cause de la clarté de sa peau. Mais j'ai échoué au concours d'entrée à l'école Blanchot. C'est par la suite, que l'ami de mon père m'amena à Saint-Louis. J'ai passé l'examen parce qu'il n'y avait pas encore de concours pour l'obtention de la bourse.

Le concours pour bénéficier de la bourse ne sera institué qu'en 1946. C'est ce concours qui a permis à Ousmane Camara de venir au lycée. Donc je réussis sans aucun problème. L'ami de mon père jugea nécessaire que je m'inscrive en A pour que je fasse le latin. À cette époque, il était impensable pour les Noirs de faire du latin à plus forte raison du grec. Finalement, on m'a admis en moderne en 1945.

Alioune Badara Sow a fait des démarches auprès de l'administration pour qu'elle accepte de m'inscrire en section A selon mon désir. C'est grâce à sa persévérance que j'ai pu faire latin. Il est non seulement très intelligent, cet ami de mon père, mais aussi perspicace. Il me dira par la suite qu'en restant en externat, je risquais de ne point maîtriser le français. Il connaissait un français « progressiste ». En effet, il jugeait qu'une fois au sein de cette famille, je vais pouvoir pratiquer le français avec les enfants de ce dernier. Il était persuadé qu'en restant à Sor (quartier situé derrière l'île), je risquais fort de ne jamais me familiariser avec la langue de l'enseignement, en l'occurrence le français. Ce qui était vrai. Donc, je suis resté à l'externat une année durant. Finalement, ce fut un malheur pour moi que de rester chez ce français. Mon correspondant buvait beaucoup. Il lui arrivait d'organiser des « soirées de beuverie » les samedis. Alors, il nous libérait pour soit nous demander d'aller au cinéma, soit d'aller jouer dans les rues de Saint-Louis avec nos camarades. J'ai appris auprès de lui à reconnaître toutes sortes de liqueur : Marie Blizard, Dubonnet... Mais je n'ai jamais bu une seule goutte d'alcool. Par contre, le plus âgé d'entre nous, et qui jouait le rôle de commissionnaire attitré, buvait beaucoup. Il a été détruit par l'alcool.

Aujourd'hui, je puis dire que j'ai eu une grande chance en ne tombant pas dans le piège de l'alcool et de la débauche. C'est fort de cette expérience que j'ai soumis à mon père l'idée d'intégrer l'internat l'année suivante. Malgré son statut de petit fonctionnaire de la coloniale, mon père consentit le sacrifice nécessaire pour me payer ma place à l'internat.

En effet, durant l'année 1946-1947, j'ai pu rejoindre l'internat. Mais avant d'entrer à l'internat, il me fallait passer un examen de français selon la décision de madame Charles Béart qui est une institutrice. C'est elle qui nous donnait des cours de géographie en 6^e. Nous doutions de sa qualification.

Mon père était dans une grande gêne pendant mes vacances. En effet, il se demandait comment procéder pour que je puisse continuer à faire mes devoirs de français. Finalement, il s'est adressé à un avocat malien qui habitait la gare. C'est ce dernier qui m'a initié à la lecture. J'allais pour la première fois lire *Le dernier des Mohicans*.¹⁴

Quand je suis entré à l'internat, je découvris que les Sénégalais n'étaient pas en grand nombre. Il n'y avait que des Dahoméens, des Togolais, des Ivoiriens, des Voltaïques, ou des métis Soudanais et des Guinéens. Mais nous avions

l'avantage voire l'obligation donc de parler français pour nous faire comprendre les uns les autres. On avait à notre disposition une bibliothèque. Nous passions tous nos moments à lire avec les Camara Ousmane, les Kacha (Kane Cheikh Hamidou) qui est devenu administrateur civil. Les deux passaient leur temps à dévorer les romans policiers.

Nous avions aussi un journal dans lequel nous apprenions à écrire des articles. Mais les articles étaient surtout humoristiques. Le journal s'appelait *l'Écolier Noir*. Il était dirigé par Kacha. Il faut noter que les aînés nous aidaient beaucoup. Donc en restant à l'externat, je ne pouvais pas bénéficier de cette aide si précieuse pour consolider mes acquis scolaires. Et surtout qu'il y avait une rivalité entre les Sénégalais et les autres élèves qui venaient des autres territoires sous administration coloniale. En effet, c'est dans ce cadre que les Aw Tidiane, nos aînés, nous encourageaient en nous disant : « Attention, il ne faut pas vous faire dépasser par les *niagne* ». Les « *Niagne bawo* » comme on les appelait à l'époque.

L'essentiel à retenir, durant cette période, c'est bien notre soif de savoir et d'acquisition de connaissances. Nous voulions connaître les classiques français, mais aussi les écrivains de la Renaissance : les Joachim Du Bellay, les Pierre Ronsard. Nous récitons leur poésie par cœur : « Cueillez dès aujourd'hui les roses de la vie ». Nous cherchions à comprendre comment les Français défendaient leur langue en l'enrichissant.

Nous étions très sensibles aux problèmes de la langue et plus particulièrement des langues de nos pays. Nous nous posions la question de savoir pourquoi on ne nous enseignait pas nos langues et pourquoi on ne les développait pas. On cherchait à savoir comment les autres déployaient des efforts pour leur langue. Ils devenaient ainsi, sans le vouloir ni le souhaiter, des sortes de pionniers, voire de guides, pour nous dans la lutte que nous menions pour la reconnaissance de nos langues. Donc la Renaissance était une période très appréciée par l'ensemble des élèves que nous étions. Ce n'est pas pour rien que, plus tard, Cheikh Anta Diop reprendra le terme de « renaissance ». En 1948, il écrira dans la revue de Madeleine Rousseau, *Musée vivant*, un article : « Peut-on parler de Renaissance Africaine en 1948 ? ».

D'ailleurs, cette date coïncide avec un événement important : la célébration de l'abolition de l'esclavage. A cette occasion, nous avons été amenés à danser la biguine avec les Antillaises sur la place Faidherbe. Elles portaient leurs foulards et chantaient en chœur : « Adieu foulards, adieu doudou ». C'est durant cette année là qu'Alioune Diop est venu tenir une grande conférence dans laquelle, il soutenait qu' « il n'y avait pas de grande civilisation sans un souffle de christianisme ». Cette assertion créa un tollé dans la ville. Tout le monde répétait : « Un fils de musulman qui ose dire des choses de ce genre ! ». Il venait de créer, l'année d'avant, sa revue *Présence Africaine*. Cette époque correspond à une période durant laquelle beaucoup de conférenciers venaient, par le biais de l'Alliance française, à Saint-Louis.

La ville était la capitale du Sénégal et on y rencontrait beaucoup d'Antillais, de Français et de militaires. La ville était déjà très cosmopolite. Le Cercle Messe des officiers, situé au sud de l'île, abritait une bibliothèque que nous « pirations » de temps en temps. L'un de nos professeurs allait chercher tous ses corrigés dans cette bibliothèque. Un jour, nous avons subtilisé l'un des corrigés qu'il devait utiliser en classe. Mais, il nous a pris en flagrant délit et nous a vertement sermonnés. Nous étions tout penauds Mayoro Ndaw et moi.

Comme je le disais tantôt, beaucoup de conférenciers venaient nous entretenir comme Emmanuel Mounier, l'ami d'Alioune Diop. D'ailleurs il lui rendra hommage dans *Lettre à un ami africain*¹⁵ dans le premier numéro de *Présence Africaine*. Par la suite, il publiera *L'éveil de l'Afrique noire* aux Éditions du Seuil en 1948. Il va d'ailleurs reproduire, dans son livre, la rédaction de Mariama Bâ. C'était un excellent devoir. Je me rappelle ce bout de phrase : « On a blanchi ma raison... mon sang est demeuré noir... ». Elle évoquait les souvenirs qu'elle avait de son ancienne demeure qui se trouvait au quartier des abattoirs (*betoirs*, comme on disait, sur la corniche). Mariama Bâ était une rufisqueoise. Plus tard elle écrira *Une si longue lettre* et *Chant écarlate* (1979 réédité en 1981). On découvrait aussi Marème Bâ qui sera la future épouse d'Obèye Diop.

Dans son second livre Emmanuel Mounier parlera du Magal avec quelques photos de Ely Manel Fall et du Khalife général Falilou Mbacké. Parallèlement à cela, nous allions à des concerts animés par les civils ou les militaires français. En effet, la femme de notre directeur qui était une grande pianiste nous amenait de temps en temps avec elle. Il nous était aussi permis d'aller au cinéma pour voir quelques prodiges sur le plan musical. Je me souviens encore de ce jeune prodige de 9 ans qui jouait excellemment bien du violon.

En fait, c'est pour te dire que nous avons la chance de suivre les conférences de multitude de gens comme les Bernard Simiot, Georges Duhamel entre autres.

- A. Ngäidé :** Quelles leçons vous enseignait-on en histoire et en géographie par exemple ?
- A. A. Dieng :** Tout naturellement on nous enseignait exactement le programme français comme tous les petits métropolitains. Je me souviens encore que nous avions un professeur qui s'appelait Lorenzini, un Corse. Il était toujours fier de nous parler de la bataille d'Austerlitz¹⁶ et du « petit » Napoléon qui était Corse comme lui. Le programme qu'on nous enseignait était identique et il ne pouvait pas en être autrement dans la mesure où la France cherchait à nous franciser purement et simplement. Nous connaissions tous les départements français, aucun d'entre eux ne nous échappait. D'ailleurs *Rousseau* exigeait qu'on le sache par cœur. Il n'y avait pas encore d'histoire d'africanisation. Pour l'anglais, on étudiait les grands auteurs Shakespeare, Wordsworth..., en latin c'était pareil aussi c'est Tite-Live. Ce n'est pas comme aujourd'hui (*Africanae Latine Discunt*) où l'enseignement s'est diversifié avec une possibilité d'étudier une multitude d'auteurs. On est plus au temps de l'enseignement classique.

Mais, il faut noter aussi, qu'il y avait des textes qui nous choquaient. Enfin qui me choquaient personnellement. Par exemple, à l'école primaire, on nous parlait des « dépenses inutiles » qui figurent dans *Mamadou et Bineta*, la façon dont on ridiculisait Samory avec le capitaine Peroz. Dans ce texte, il était dit que les Africains n'avaient pas besoin de chaussures dans la mesure où ils ont : « le talon tellement épais au point qu'il n'est vraiment pas nécessaire qu'ils achètent des chaussures ». Et ce qui me choquait encore le plus, c'est qu'à la fin de notre cycle primaire, on nous remettait un manuel qui s'appelait *Manuel d'agriculture* dans lequel, on pouvait lire ceci :

« - Enfant, une fois grand qu'allez-vous choisir ?

Je serais cultivateur ».

Cette phrase-là m'a profondément irrité. Au Lycée, les Européens nous disaient : « Ici, c'est nous qui commandons et personne d'autre ne peut le faire à notre place ». Voilà les quolibets et les chahuts dégradants que nous subissions à l'école.

Finalement, arrivé en quatrième, il fallait choisir une deuxième langue. Je voulais faire grec. Les gens m'ont dit que le grec était trop difficile. Pour me dissuader, on me donnait l'exemple d'Abdoul Aziz Wane qui était un élève très brillant, mais qui fut obligé d'abandonner le grec ! J'avais commencé à apprendre l'espagnol que j'ai abandonné par la suite. J'ai insisté pour faire grec parce que tout simplement je pensais pouvoir choisir dans le futur le métier de médecin et sachant que tous les termes médicaux sont d'origine grecque, il me fallait maîtriser cette langue.

Mais, quand je suis allé voir M. Jean Galet qui était l'ancien directeur du lycée Joost Van Vollenhoven¹⁷ (communément appelé lycée Vanvo), et qui était le seul agrégé de lettres que nous avions. Il me dit : « Vous ne pouvez pas nous quitter comme ça ! Nous sommes six dans la classe de seconde. Vous n'allez pas nous laisser comme ça et rejoindre une classe de C pour faire des mathématiques. Ah non ! ». Je suis resté un trimestre en C et puis, je suis revenu avec lui. Mais il m'a, par la suite, persécuté. C'est ainsi que j'ai pu suivre les enseignements en grec. Mais j'étais, aussi, intéressé par les mathématiques. C'est la raison pour laquelle, malgré la classe de philosophie, j'ai décroché le prix de mathématiques.

Quand j'ai eu bouclé le cycle du Lycée, arriva la phase de l'université et là, il me fallait choisir une spécialité pour poursuivre mes études.

- A. Ngaidé :** Vous avez parlé, tout à l'heure, du cosmopolitisme qui régnait au niveau de l'internat. Étions-nous déjà en présence de l'émergence d'une Afrique nouvelle à travers l'introduction de l'école française ?
- A. A. Dieng :** Mais bien sûr ! Ça signifiait beaucoup de choses parce que les gens rêvaient d'instruction et surtout de changements. En quelque sorte, on s'européanisait ! On portait des costumes ! Ce sont des faits réels qu'il ne faut surtout pas nier. Les gens aspiraient à devenir des Toubabs. La preuve, on achetait des casques comme le fameux casque colonial. Il est évident que si

vous les mettez aujourd'hui, vous allez attirer la curiosité des autres, voire provoquer l'hilarité de tout le monde. Pendant que nous, à l'époque, c'était une partie de notre décor vestimentaire et surtout cela consacrait notre entrée dans la civilité européenne. Et cela faisait de nous des *Toubab Njalakbar*⁸ comme on le disait à l'époque.

Donc nous aspirions aux changements et sur tous les plans. C'était à la mode hein !

Mais, nous avions aussi les échos des engagements politiques de nos camarades qui étaient au Lycée Vanvo. A cette époque, il n'y avait que le RDA qui avait quelques recrues parmi les élèves : les Thierno Bâ, Septime Dodé un ivoirien, Jean Suret-Canal, qui n'est pas resté très longtemps à Vanvo. Il y avait d'autres Français progressistes aussi qui étaient des administrateurs comme cet ancien administrateur Maître Baillache.

La lutte anticolonialiste commençait avec ces balbutiements et nous y assistions de loin. Je me souviens très bien quand la grève du lycée a démarré en 1952, le proviseur soutenait que nous étions instrumentalisés par le Parti communiste français, en particulier par Jacques Duclos. Moi, je n'avais jamais entendu parler ni du Parti communiste, encore moins de Jacques Duclos. Je venais juste de boucler mes 20 ans. C'était donc pour la première fois que j'entendais parler de tout cela et je n'y comprenais rien du tout alors. Du communisme je ne savais rien. Tout ce que je savais c'est que nous avions un Soudanais qui s'appelait Berthet Cheikh Sidia qui lisait les livres de Mao Tsé-Toung comme : *De la nouvelle Démocratie* (1919) ... On avait aussi un Dahoméen du nom de Théodore Bankolé qui s'intéressait à cette littérature. Ce sont les seuls qui s'occupaient de marxisme à l'époque.

Aussi faut-il signaler que nous n'avions pas, à notre portée, assez de livres sur la théorie marxiste. Tous les livres que nous avions, abordaient le nationalisme renforcés en cela par la revue *Présence Africaine*. C'est le nationalisme qui nous mobilisait. En réalité, nous étions des culturalistes. La preuve c'est que moi-même j'animais une association qui s'appelait l'Association des amis de la culture de Diourbel. On avait même une publication : le *Lien culturel*, qui est trouvable à l'IFAN. J'étais avec Sy Hamet Kwery, Ousmane Camara, Lamine Diakhate et Papa Souley Ndiaye étudiant en médecine. Lamine Diakhate travaillait à l'IFAN et était un disciple de Senghor ; il nous faisait des conférences sur la civilisation, sur Lévy Brühl... Diakhate était, en quelque sorte, le protégé de Senghor. Il connaissait beaucoup de choses en matière d'ethnologie.

Durant toute cette période, nous faisons des conférences un peu partout. Ousmane Camara faisait des conférences à Diourbel et d'autres à Kaolack. La Jeunesse Scolaire du Sine Saloum collaborait étroitement avec les Amis de la culture de Diourbel. Il nous était facile de nous déplacer par le biais de l'autorail. On pouvait aller facilement à Kaolack à partir de Diourbel, car la distance n'était pas si longue. Nous étions dans une atmosphère où il fallait apprendre coûte que coûte.

En 1949, Thierno Bâ fut arrêté parce qu'il avait organisé une manifestation contre le gouverneur général M. Béchart, à la suite de l'organisation des journées antifranquistes. J'ai bien dit antifranquistes ! Ce n'était pas anticolonialisme mais anti-franquisme ! Il fallait qu'il passe le baccalauréat. Nous avons reçu des pétitions que nous avons signées. Nous étions encore très jeunes. Nous ne savions pas très bien ce qui se passait sur le plan purement politique. Thierno Bâ était soutenu par l'ancienne association : l'Association des Étudiants Africains (AEA). D'ailleurs, il en était le responsable.

Tout cela, pour te dire que malgré le peu de culture politique dont nous étions porteurs, nous étions proches les uns des autres pour défendre des idéaux de justice et d'égalité.

A. Ngaidé : Oui, justement vous parliez tout à l'heure d'association des étudiants africains. Je veux savoir si vous formiez un véritable groupe uni avec les Guinéens, les Ivoiriens et les Voltaïques malgré cette concurrence que j'appelle plutôt émulation ?

A. A. Dieng : Oh ! Pas tellement hein ! Il n'y avait pas de liens très forts. Parce que les Sénégalais avaient des préjugés à l'égard des autres, particulièrement ceux qu'ils appellent « niagues », « niagues bawo ». Au contraire il y avait une « féroce concurrence » teintée de xénophobie. Ces gens là ont connu le Lycée avant nous. Parce que n'oublions pas que le lycée était payant, avant et pendant la guerre et eux seuls pouvaient le faire parce qu'ils avaient des parents riches : planteurs de Côte d'Ivoire, du Dahomey... Ils étaient très avancés de ce point de vue là. Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que dans l'un de ses livres Emmanuel Mounier écrira que le Dahomey c'était le « quartier latin » de l'Afrique de l'ouest. Il est à l'origine de ce qualificatif. En effet, le Dahomey était bien scolarisé, d'ailleurs on pouvait le constater avec la forte présence des élèves originaires de ce territoire à l'école de médecine de Dakar. Ils étaient aussi nombreux à l'École normale William Ponty¹⁹. Mais je dois aussi signaler que ce manque de contact entre nous était peut être lié, en partie, à la politique coloniale. En effet, les élèves étaient « parqués » par territoire d'origine à Sébikhotane.

Tout cela limite, un peu, les possibilités d'union et de solidarité entre les élèves et c'est vraiment regrettable.

A. Ngaidé : Et après Saint-Louis ?

A. A. Dieng : C'était le chemin pour Dakar en 1952. Je débarque à Dakar et me retrouve étudiant d'abord en Lettres, parce que j'envisageais de faire carrière en philosophie ou en latin-grec. Mais j'ai consulté le professeur de philosophie Lacroze qui venait de Bordeaux. Je signale qu'il était là pour superviser le baccalauréat et nous étions affiliés à l'Académie de Bordeaux et non à celle de Dakar. Par conséquent, nous étions des bacheliers de Bordeaux. Il m'a dit : « Vous voulez faire philosophie ? Est-ce que vous avez le PCB (Physique-Chimie-

Biologie) ? » Je lui ai répondu non. Il me rétorqua : « Qu'il est recommandé d'avoir un certificat de sciences pour pouvoir faire la philosophie ». Ah ! Moi ne l'ayant pas fait je dis alors que je renonce. Donc je suis parti pour faire propédeutique en lettres grec-latin. Nous avions des professeurs qui venaient des lycées. Ils n'étaient pas des professeurs d'université. Notamment M. Pinçon qui était un agrégé de lettres et aussi M. Thomas qui n'était pas agrégé. Il était simple professeur d'enseignement secondaire. Par la suite, il deviendra le doyen de la Faculté des lettres. Il avait une mémoire extraordinaire. Il récitait des passages entiers de Bergson et il aimait aussi nous faire des tests psychologiques... Mais tout cela nous agaçait bien sûr. De temps en temps, il nous faisait faire des exposés sur Bergson et notamment sur le thème du Rire. Je me souviens encore de l'exposé de Ly Baïdy sur le rire. Ly Baïdy avait une excellente maîtrise de l'expression orale. Il était éloquent.

Comme je l'ai dit tantôt, le nationalisme commençait à pointer. Je dis bien à pointer. Je me souviens encore que Tidiane Baïdy Ly nous a fait une conférence sur la « Démocratie chez les Deenyanke » à l'école de médecine là où se trouve l'actuel l'Institut de développement économique et de planification (IDEP). Abdoulaye Ly venait fraîchement de rentrer de France. Il a pris la parole pour dire : « M. Ly, votre histoire est historisante. Il n'y a aucune dynamique. Qu'est-ce que vous nous racontez ? La démocratie chez les *deenyanke* ? ».

Rappelons tout simplement que nous étions en train de chercher des républiques et des démocraties pour les « balancer » à la figure des Toubabs. Et c'est dans la même veine qu'en 1955, Assane Sylla sortit son article « La République *léboue* » dans *Présence Africaine*. C'était donc le temps où nous défendions nos rois. Nous refusions le qualificatif de sanguinaire qui leur était accolé afin de redorer leur image. C'est fort de tout cela que je peux affirmer que le nationalisme pointait à l'horizon. Mais ce qui a surtout renforcé notre nationalisme, c'est que les professeurs n'étaient pas toujours compétents à Dakar. Les documents circulaient pour dénoncer leurs carences intellectuelles et pédagogiques, alors qu'ils gagnaient beaucoup d'argent. Nous les rattachions à l'éducation nationale française et au ministère des colonies qui, tous les deux, ne se souciaient pas trop de notre formation et de la qualité de l'enseignement qui nous était prodigué et préféraient nous envoyer du personnel de la coloniale. C'est-à-dire des agrégés non pas pour la France, mais pour l'Afrique ou des agrégés militaires qui n'étaient pas très compétents dans leur travail et surtout ceux d'entre eux qui exerçaient à l'école de médecine.

- A. Ngaidé : Parlez-nous un peu de l'émulation à cette période là au sein de l'espace universitaire.
- A. A. Dieng : L'espace universitaire se distinguait par les conférences qui s'y déroulaient. Il y avait beaucoup de conférences qui se tenaient aussi à l'extérieur surtout à Daniel Brottier là où se trouve la librairie Clairafrique actuellement.

Vous voyiez défiler les Léon Gontran Damas, ou alors les premiers cadres sénégalais comme Valdiodio Ndiaye, Assane Seck, Abdoulaye Ly et aussi Louis Vincent-Thomas. A 18h, tous les commis de l'administration coloniale défilaient pour suivre les conférences parce que ça leur servait dans leurs concours administratifs. A l'époque il était difficile d'être pistonné. Il fallait passer des concours et les gens venaient apprendre pour avoir la culture générale. En effet, dans les concours de l'époque, il y avait toujours une épreuve de culture générale. Donc, ils venaient non seulement écouter mais aussi s'instruire auprès de nous.

Les débats politiques aussi commençaient à être très âpres. Je me souviens très bien qu'Abdoulaye Ly avait très bien compris cette aubaine. Il n'était pas marxiste mais il était fin connaisseur de la littérature marxiste. Or ceux qui se disaient marxistes ne connaissaient pas la littérature marxiste parce qu'ils étaient à Dakar où on ne vendait pas de livres marxistes. Il a fait une conférence qui a terrorisé les progressistes. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux étaient absents ce jour là. Il nous parla de personnages que nous ne connaissions pas : Boukharine, Karl Kautsky, de Rosa Luxemburg et d'autres... Durant cette période nous ne bénéficions pas d'initiation au marxisme. Les gens ne connaissaient rien de l'œuvre de Karl Marx, *Le Capital* (1957).

En 1954, Amadou Mahtar Mbow est venu donner une conférence au centre Daniel Brottier sur « Haïti, une République noire ». Il y avait énormément de monde. Tout le monde était enthousiasmé et on répétait : « *Ndèkè*²⁰, il y a une République Noire dans le monde : Haïti ! ».

Les batailles idéologiques commençaient et elles étaient dirigées contre le système colonial. Mais ceux qui étaient déjà allés en France étaient plus armés que nous. Ils ont connu des littératures autres que celles que nous avions jusqu'ici. Ici, nous n'avions que les librairies Clairafrique et Viale. C'est cette librairie qui a imprimé le livre de Jean Villard : *Histoire du Sénégal*. A cette époque je me souviens encore que le frère de Ray Tra qui s'appelait en réalité Mamadou Traoré, Ansoumana Traoré est intervenu lors de la conférence de Léon Gontran Damas. Il s'est mis à attaquer les bourgeois « repus ». Il n'a pas épargné le Gouverneur général Cornut Gentil. Il nous a récité par cœur les poèmes de Césaire : « Ceux qui n'ont inventé ni la poudre, ni la boussole... ». Damas de lui dire : « Je dirais à Césaire qu'il y a quelqu'un qui connaît ses poèmes mieux que lui ». Il était intervenu violemment à une conférence organisée par l'Association Générale des Étudiants de Dakar (AGED) à la cité universitaire.

Le directeur des affaires politiques du gouvernement, Le Général Gipoulon, qui sera le dernier gouverneur du Soudan français, y assistait. Il était toujours en chandail. Il se faisait passer pour un type ordinaire alors que c'était le directeur des affaires politiques. Il venait écouter. Donc l'administration elle-même sentait que quelque chose était en train de changer grâce à ces conférences.

A. Ngaidé : J'imagine aussi qu'il y avait des étudiants qui venaient des autres territoires aofiens...

A. A. Dieng : Nous n'étions pas que des Sénégalais. Il y avait aussi nos amis des autres territoires, mais le gros était formé par les Dahoméens. L'Association générale des étudiants de Dakar (AGED) était dirigée par des Toubabs avec quelques nègres et quelques métis. C'est nous qui avons renversé la vapeur quand nous sommes venus de Saint-Louis armés de cet esprit révolutionnaire provenant de la grève de 1952. Cette grève nous a radicalisés. Ce renversement de situation nous a permis d'avoir des communistes au sein de l'association. Je me souviens encore très bien avoir été celui qui rédigeait la pétition qu'on devait remettre à Senghor, député du Sénégal, qui était de passage lors du décès d'Iba Mar Diop, le maire de Dakar. C'est moi-même qui ai écrit la pétition dans la maison du médecin africain d'origine guinéenne qui abritait la réunion.

Donc, ils nous ont littéralement chassés et ils ont fait quelque chose qui nous a profondément émus. Ils ont attaqué les étudiants ivoiriens en disant que ce sont eux, membres du RDA, qui nous ont poussés à faire la grève. Parmi eux figuraient deux élèves de la Côte d'Ivoire : Nguessan Koffi qui est devenu politicien et Alexis Alesse qui finira par mettre fin à ses jours.

A. Ngaidé : Quelle était la configuration physique de l'université ? C'est-à-dire les bâtiments, la cité universitaire et la cité pédagogique. Est-ce que vous pouvez décrire un peu pour qu'on sache les mutations qui se sont produites après ?

A. A. Dieng : Quand je suis venu pour la première fois en 1952, les cours se donnaient au Lycée Vanvo pour les sciences et la médecine, le droit et les lettres. C'est par la suite que tout sera transféré à la cité universitaire dans le grand bâtiment²¹ qui était affecté aux médecins africains. C'est là que se trouvait la bibliothèque et le restaurant (1952, 53, 54, 55). Ce grand bâtiment était même habité par quelques fonctionnaires du Gouvernement général. Nous n'étions pas très nombreux. La preuve c'est que les gens de ma génération pouvaient loger des gens qui sont de la ville à la cité universitaire. C'était facile.²² Mais ce qui est caractéristique, c'est qu'on y avait créé en 1953 un cercle d'études.

Je vais te dire quelque chose qui va peut être te surprendre. Les gens faisaient des exposés sur la base du livre de Georges Politzer : *Les principes fondamentaux de philosophie*.²³ Ce cercle d'études était fréquenté par Alassane Ndaw qui était lui-même surveillant au Lycée Delafosse, Assane Seck qui était directeur de la cité. Mais avant cela, il s'occupait du service social qui avait pour fonction de distribuer de l'argent à des étudiants nécessiteux.

Nous avions des amis Dahoméens qui faisaient des exposés sur le marxisme alors qu'ils n'étaient pas marxistes. Ce cercle d'études était animé par un étudiant en lettres, Camara Khaly Basile, qui était anglophone et marxiste. Ce dernier était un poète qui connaissait très bien le jazz et la poésie négro-américaine et notamment celle de Langhson Hugues. Il lui arrivait de faire des émissions

radio sur le jazz. Il était avec Makward Idriss, un Sénégalais d'origine marocaine, qui est devenu professeur de littérature aux États-Unis. Il a invité d'anciens étudiants rentrés en Afrique comme Khalilou Sall, ingénieur sorti de SUPELEC et Abdou Moumouni, agrégé de physique. Ces derniers ont donné une conférence sur « Les mésaventures de la dialectique » qui est un ouvrage collectif dirigé contre les thèses de Maurice Merleau-Ponty et commandité par le parti communiste.

A la cité, on distribuait des journaux comme *France-Nouvelle*. Cette presse était vendue par un communiste français. C'était un toubab communiste qui assurait la diffusion de la littérature marxiste. Nous avions aussi une bibliothèque à l'AGED. Dans cette bibliothèque, il y avait une littérature anodine et orientée vers les questions africaines. Sur Marx, on avait que ce que les pères écrivaient. En effet, la librairie Clairafrique appartient à l'Église catholique du Sénégal.

Il existait aussi une association d'étudiants musulmans, dirigée par Ly Ciré. Il publiait une brochure : *A la recherche de l'islam* à Présence Africaine dans le cadre du cercle d'études créé par l'AMEA. C'est là d'ailleurs que son oncle Oumar Wone se mettra à fustiger tous ceux qui fréquentaient les conférences d'André Ribard qui était un ancien préfet anticlérical. Il n'était pas tendre avec le Parti communiste français et pourtant il était marxisant. Cette atmosphère de bouillonnement qui existait à la cité a été favorisée par le fait que les autorités universitaires voulaient sanctionner les dirigeants de l'AGED. Elles avaient menacé de les exclure de l'université française. Je ne sais pas si tu imagines un peu, à cette époque, ce qu'une sanction voulait dire ? Où pouvait-on aller ? Dans les pays de l'est ? Il n'en était pas question car il était impossible d'obtenir un passeport. Il faut signaler, au passage, que l'AGED a beaucoup contribué à la prise de conscience des étudiants. Elle a changé en 1952, nous avons liquidé le président qui était un dahoméen Badarou Daouda. Nous l'avons liquidé avec l'aide des élèves qui venaient de l'École normale William-Ponty et ceux qui venaient du Lycée Faidherbe. Nous le considérions comme un fervent défenseur du corporatisme.

N'oublions pas qu'à cette époque-là aussi le chef d'orchestre des étudiants de l'AGED était un toubab qui s'appelait Charvet. Le Gouvernement général soutenait fortement l'AGED parce que l'association était dirigée par des Français. Il nous a acheté des instruments de musique et il nous faisait beaucoup danser pour que nous n'abordions pas les problèmes politiques fondamentaux de l'Afrique. Ils nous amenaient des jeunes filles venant de Rufisque, de l'école des sages femmes d'état, des infirmiers d'état, tous à Fann. Les étudiants aimaient bien s'habiller et certains portaient des smokings. Beaucoup d'étudiants se précipitaient pour aller à Dakar pour acheter de beaux costumes chez Raoult Daubry et de belles chaussures chez le Marocain Secat.

A. Ngaidé : Aviez-vous déjà l'idée d'aller en France ?

A. A. Dieng : Non ! On n'y pensait pas à ce moment précis. On se disait, il faut d'abord terminer la licence. Pour moi en tout cas ! Parce qu'aller en France, c'était facile, sauf pour les gens de droit. Le droit débouchait sur une licence. Pour tous les autres c'était la propédeutique et de ce fait on était obligé d'aller en France pour continuer nos études supérieures. Et aussi pour les étudiants en médecine, ils étaient obligés d'arrêter en deuxième année pour aller poursuivre le reste en métropole. Donc aller en France n'était pas une préoccupation, c'était même fatal pour nous.

Notes

1. C'est aussi mon mois de naissance. En effet, je venais de fêter mon anniversaire la veille le 08/02/2010. Simple coïncidence naturelle !
2. Originaire du Macina, royaume peul plus connu sous la Dîna du Macina (Lire Bintou Sanankoua, *L'Empire peul du Macina*, Paris, Karthala).
3. « Couturier-brodeur » de poches de grands boubous, spécialité par excellence des Toucouleurs.
4. Résistant soninké qui luttait contre la progression coloniale vers ce qui deviendra plus tard le Soudan français.
5. La crise économique de 1929.
6. La seconde guerre mondiale (Nazisme, massacre des Juifs ...).
7. Pour avoir plus d'informations sur l'organisation en castes au Sénégal lire avec intérêt le travail d'Abdoulaye Bara Diop *La société wolof. Tradition et changement*, Paris, Karthala, 1981, 359 p.
8. « Hitler l'homme de 'Fatou la claire', ce que je souhaite pour toi c'est d'avoir un bidon de pétrole et un sac de lames rasoir ».
9. Terme par lequel on désigne l'européen de manière générale.
10. Traduction libre de la maxime : « Les Européens sont maîtres et nous ne pouvons rien contre leur présence ».
11. « Celui-là est un toucouleur, nous lui préférons Yéli Codou ».
12. Cours Préparatoire 1^{ère} année.
13. « Le Régime de Vichy est le régime politique de Philippe Pétain qui assura le gouvernement de la France du 10 juillet 1940 au 20 août 1944 durant l'occupation allemande, et dont le siège se situait à Vichy, alors en zone libre. Après le vote des pleins pouvoirs constitutants le 10 juillet 1940 par l'Assemblée nationale, la mention *République française* disparaît des actes officiels : le régime est dès lors désigné sous le nom d'État français. Du fait de son aspect particulier dans l'histoire de France, de sa légitimité contestée et du caractère générique de son nom officiel, le régime est le plus souvent désigné sous les appellations Régime de Vichy, Gouvernement de Vichy, voire simplement Vichy » (Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9gime_de_Vichy, visité le 16/06/2011 à 13h21).
14. Roman historique de James Fenimore Cooper publié pour la première fois en 1826 et plusieurs fois adapté au cinéma.
15. On peut lire la lettre au lien suivant : [http://www.missions-africaines.net/index.php?id=article&tx_ttnews\[tt_news\]=138&cHash=7165a4d8a9](http://www.missions-africaines.net/index.php?id=article&tx_ttnews[tt_news]=138&cHash=7165a4d8a9), visité le 16/06/2011 à 13h48).

16. « La bataille d'Austerlitz (aujourd'hui Slavkov u Brna, en République tchèque) surnommée la « bataille des Trois Empereurs », se déroule le 2 décembre 1805 (11 frimaire an XIV) dans le Sud de la Moravie, et plus précisément entre Brünn et Austerlitz. Après neuf heures de combats, la Grande Armée de Napoléon Ier bat les forces austro-russes de l'empereur François Ier d'Autriche et du tsar Alexandre. L'Angleterre, bien qu'invaincue, reste seule, ce qui met fin à la Troisième Coalition. Outre son importance stratégique, cette bataille, ainsi que la campagne qui l'a précédée, menant la Grande Armée de Boulogne-sur-Mer jusqu'à Austerlitz, est considérée comme le chef-d'œuvre tactique de Napoléon Bonaparte, et, encore de nos jours, enseignée dans de nombreuses écoles militaires. Austerlitz semble être la seule bataille où Napoléon ait pu choisir le terrain, y amener l'ennemi et lui imposer son plan : la totalité des autres furent soit des batailles de rencontre plus ou moins improvisées (Marengo, Iéna, Eylau, Lutzen, Dresde), soit des forçages de positions où l'ennemi préféra attendre l'Empereur (Friedland, Wagram, la Moskowa). » (Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_d%27Austerlitz, visité le 16/06/2011 à 13h24).
17. Cours secondaire de Dakar qui a pris le nom du capitaine et officier colonial d'origine hollandaise et naturalisé français en 1940. Lycée phare d'où est sortie une partie de l'élite sénégalaise. Il a été rebaptisé Lycée Lamine Guèye.
18. Traduction littérale : « Européen de Njalakhar » du nom d'un village situé pas loin de Saint-Louis.
19. « École normale William Ponty est l'école normale fédérale de l'Afrique-Occidentale française (AOF) qui a formé – avant l'ère des indépendances –, la plupart des instituteurs, médecins et cadres d'Afrique de l'Ouest, dont de nombreux ministres et chefs d'État ou de gouvernement, tels que Félix Houphouët-Boigny, Modibo Keita, Hubert Maga, Hamani Diori, Sylvanus Olympio, Mamadou Dia ou Abdoulaye Wade. Plus de 2000 élèves, surnommés « Pontins », en sont issus. L'école a changé plusieurs fois de dénomination, de statut et de localisation : créée à Saint-Louis en 1903, elle est transférée sur l'île de Gorée en 1913, puis à Sébikhotane, près de Rufisque, en 1937. L'institution se perpétue après l'indépendance, mais perd de sa spécificité avec les réformes du système éducatif, puis la multiplication des Écoles de formation d'instituteurs (EFI). Vue comme un établissement « prestigieux », un « vivier », une « pépinière » de futurs cadres par les uns, elle est décriée par d'autres comme un instrument idéologique, « jouant le même rôle que l'armée coloniale auprès des tirailleurs », « l'école de la soumission, de la compromission, de l'équilibre à tout prix », voire « le cimetière de l'intelligence africaine ». Au-delà des différentes approches, l'École normale William Ponty a assurément occupé une place significative dans la vie sociale, culturelle et politique du XXe siècle en Afrique de l'Ouest » (Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole_William_Ponty, visité le 14/06/2011 à 23h 47).
20. Expression qui traduit un étonnement/émerveillement.
21. Actuel pavillon A, bâtiment imposant situé à l'intérieur du « campus social ».
22. Aujourd'hui la situation de paupérisation a atteint des proportions inquiétantes à la cité universitaire. En effet, les chambres peuvent accueillir jusqu'à huit étudiants.
23. Livre publié aux Éditions sociales en 1954.

2

La France : Quête de connaissances, débats et engagement militant

« ... il faut aller apprendre chez eux l'art de vaincre sans avoir raison ».

Cheikh Hamidou Kane, *L'Aventure ambiguë*, Paris, 10/18, p. 47.

- A. Ngaidé :** Vous deviez, fatalement, comme vous le dites aller en France poursuivre vos études. Parlez-nous des préparatifs, des formalités et de vos sentiments à la veille de ce départ.
- A. A. Dieng :** Je suis allé en France après avoir réussi mon concours d'entrée à l'École nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM). Ainsi, je devenais de facto fonctionnaire français. J'étais donc étudiant avec le statut de futur haut fonctionnaire. Je n'ai pas eu beaucoup de problèmes parce que mon statut me permettait de me loger et heureusement pour moi et pour ceux d'entre nous qui avaient le même cursus. Mais j'ai passé trois semaines à Antony en tant que « clando » avant d'avoir une chambre à la France d'outre-mer, chambre que je partageais avec Ousmane Camara. Quand il est parti rejoindre sa chambre individuelle Abdou Diouf l'a remplacé.

Nous occupions la chambre 238 qui est devenue par la suite très célèbre. En effet, elle était devenue le lieu de rencontre de beaucoup d'étudiants en particulier Oumar Wane, Joseph Van den Reysen, Birane Wane, Joseph Mathiam etc. Osendé Afana, un étudiant camerounais était hébergé dans cette chambre durant les congrès de la FEANF. Il était membre de l'Union des Populations du Cameroun (UPC¹). Avec lui, je discutais beaucoup du contenu du livre de Georges Balandier. Fang du Cameroun, Afana était intéressé par les positions de ce sociologue français sur son ethnie. Nous discussions très souvent sur l'usage des langues africaines dans le domaine politique. Il envisageait de soutenir une thèse sur l'économie cacaoyère. Il finira par se résoudre à publier un livre aux Éditions Maspéro. Il sera malheureusement assassiné par les troupes d'Ahidjo.

Je dois signaler que je connaissais déjà la France. La France n'était pas une inconnue pour moi. J'y ai transité à plusieurs reprises pour aller aux [congrès de](#)

l'UNEF (Union Nationale des Étudiants de France) en 1956 à Strasbourg. D'ailleurs c'est là que je voyais pour la première fois Roger Garaudy. Il représentait le parti communiste français à ce congrès. Je passais pour aller à Prague, Vienne, en Union Soviétique et faire des visites qui dureraient presque un mois. Donc ma venue en France ne pouvait épouser le parfum d'une première découverte. Cependant, un seul problème nous préoccupait, la peur de s'abandonner à la paresse et ne pas suivre les cours. En effet, certains d'entre nous, une fois arrivés, « hibernaient » tout l'hiver. Par conséquent, il fallait se battre pour être un étudiant sérieux, studieux et poursuivre des études régulières. Heureusement que mon intégration à l'école nationale a été un facteur favorable parce que c'était une école dans laquelle on était surveillé. On nous soumettait à des examens réguliers et nous étions interrogés au jour le jour. Une fois une matière enseignée on devait faire un examen écrit ou un oral ou les deux à la fois.

Dès lors, il était, pour moi judicieux d'être sérieux. Cette rigueur m'a permis de surmonter les difficultés. Mais je ne suis resté à Paris que l'année 1957-1958. Je suis revenu à Diourbel pendant les vacances, à la veille du référendum de septembre 1958 pour préconiser le vote en faveur de l'indépendance des pays africains et tenir des conférences. Cette attitude était absolument intolérable pour l'administrateur français. L'administrateur de la France de Diourbel, Lafay qui avait servi d'abord à Labé en Guinée a commis un rapport demandant à la direction de mon école de m'exclure.

En effet, l'administration avait jugé que mon attitude était incompatible avec mon statut de haut fonctionnaire. Mais les autorités sénégalaises ont vite réagi Mamadou Dia et Senghor étaient opposés à cette décision qu'ils considéraient comme dirigée contre les parlementaires sénégalais parce qu'en ce moment là le gouvernement français favorisait Houphouët Boigny au détriment de Léopold Sédar Senghor. Ils ont donc protesté contre cette décision d'exclusion des jeunes qui manifestaient leur opposition au référendum.

Ensuite, nous avons même été avec le président de l'Association des élèves de l'ENFOM, Desoy voir Senghor qui résidait dans un appartement situé au 2, rue Alexis Tocqueville à Paris. Le député du Sénégal nous a dit que la décision de nous exclure était injuste et qu'elle aurait dû être cassée par le Conseil d'État si jamais on faisait un recours. Mamadou Dia indigné a proposé qu'on me maintienne comme auditeur libre avec le statut de fonctionnaire sénégalais. C'est-à-dire qu'on devait nous traiter comme des fonctionnaires. Je signale que je n'étais pas seul à être renvoyé de cette école. C'était le cas de Diallo Naha qui avait le tort d'être secrétaire général de la section de l'Union démocratique sénégalaise (UDS) de Kaolack. Il n'avait pas encore passé le concours A, B, C. Il était élève stagiaire nommé par le gouvernement sénégalais.

Donc nous avons été exclus sur ces entre-faits. Quand le chef du gouvernement a voulu me réintégrer, j'ai refusé purement et simplement malgré la demande pressante de mon père qui m'intimait de regagner l'école. En effet, mon père voulait que je reste, mais je lui ai dit que je ne le ferais pas. J'avais

découvert que j'étais dans un lieu qui était celui des oppresseurs et que dans ces conditions, il m'était inconcevable de continuer. C'est ainsi que je suis resté à Paris pour préparer trois diplômes d'études supérieures que j'avais déjà entamé quand j'étais à « Colo » comme on avait l'habitude de dire.

Après mon renvoi de l'ENFOM, les camarades de la FEANF m'ont proposé le poste de vice-président aux affaires culturelles. J'étais devenu membre du bureau exécutif présidé par Hamat Bâ. Ousmane Camara devait être le vice-président aux affaires extérieures. Diallo Naha a lui accepté de réintégrer l'ENFOM en qualité d'auditeur libre.

A. Ngaidé : Quels sont les différents acteurs que vous avez trouvés sur le terrain en arrivant en France pour poursuivre vos études ?

A. A. Dieng : De quels acteurs s'agit-il ? Des étudiants militants ? Il y avait surtout Ousmane Camara que je connaissais très bien. Nous étions des amis d'enfance et nous habitions la même chambre à la cité universitaire (la 238). C'est là d'ailleurs que nous tenions les réunions d'un noyau du PAI (Parti Africain de l'Indépendance). On faisait des exposés.

Je me souviens encore de l'exposé d'Ousmane Camara intitulé : « Que faire de Lénine ? ». Et nous étions de grands lecteurs des *Principes du Léninisme* de Staline qui était un résumé de la pensée de Lénine avec tout ce que cela comporte comme principes dogmatiques et en même temps nous brandissions, à titre de viatique, *Les principes élémentaires de la philosophie* de Politzer comme souligné plus haut.

Je tiens à faire un témoignage sur mon ami. En effet, Ousmane Camara était un homme curieux et avide de connaissances. Il lisait beaucoup et surtout des romans policiers. Il lisait aussi des journaux humoristiques comme le *Canard enchaîné*, *l'Express*, des revues comme *L'Esprit*, *Les Temps Modernes* de Jean-Paul Sartre. D'ailleurs c'est durant cette période cruciale que je l'ai vu lire un ouvrage qui nous a beaucoup marqué *Portrait du colonisé* (1957) d'Albert Memmi, un juif tunisien. Des extraits entiers étaient publiés dans les deux revues : *L'Esprit* et *Les Temps Modernes*. La revue *L'Esprit* était produite par les catholiques alors que la revue *Les Temps modernes* était gérée par Jean-Paul Sartre. C'est pour dire tout simplement que cet ouvrage a obtenu des supports pour une large diffusion des idées qui y étaient contenues et, par conséquent, il ne pouvait échapper à notre vigilance.

Je rappelle que je courais les conférences avec Ousmane Camara. Je me souviens encore de cette conférence sur « La pensée de Charles Maurras » tenue aux Sociétés Savantes, boulevard Saint-Germain, Paris 6^e pour assister à une conférence. Dès que nous sommes entrés dans la salle nous sommes apparus comme insolites. Et quelqu'un de nous approcher pour nous dire : « Comment avez-vous appris la tenue cette conférence ? ». Nous lui avons répondu que nous l'avons appris par voie de tract. Mais dès les premiers propos tenus par le professeur venu d'Orléans, nous avons compris et nous nous sommes précipités pour sortir de la salle.

En effet, le professeur disait : « La France n'est pas bien gouvernée, il faut rétablir la monarchie ». C'était des militants de Jeune Nation qui, très souvent, persécutaient les Arabes et les Noirs. Donc c'est dire que venant de Dakar, nous étions avides de connaissances, toujours prêts à défendre les Africains en disant qu'ils ont une culture, qu'ils sont bâtisseurs de civilisations. Ils ont une histoire etc. Parce qu'on les accusait d'être sans histoire et sans culture. C'est cela qui explique notre goût effréné de vouloir nous battre à l'intérieur de l'histoire en montrant que celle de l'Afrique est brillante et qu'elle est fastueuse. Mais indépendamment de ce combat aussi, nous continuions de courir derrière la recherche de la connaissance indispensable pour continuer notre combat. Nous assistions aux conférences d'André Ribart qui est un préfet progressiste; qui a écrit un ouvrage qui se trouvait dans la bibliothèque de beaucoup d'étudiants africains et qui s'appelle : *La prodigieuse histoire de l'humanité*. Cet ouvrage a été publié en 1946. Et nous assistions aux conférences organisées soit aux Sociétés Savantes, soit à la Mutualité non loin de la librairie Présence Africaine.

Donc Paris était pour nous un lieu de conquête du Savoir voire de la civilité. C'est pourquoi d'ailleurs Ousmane Camara et moi nous allions souvent au théâtre TNP (Théâtre national populaire) pour voir de grandes pièces avec Maria Casarès interprétant *Phèdre*² etc. Et c'est aussi un lieu où officiait un homme Louis Jovet que nous connaissions à peine au lycée Faïdherbe parce que Pierre Ringel qui était en tournée en Afrique avait fait du théâtre pour les jeunes que nous étions et il nous parlait beaucoup de ses rapports avec Louis Jovet... Ce dernier a d'ailleurs préfacé son livre publié après sa tournée d'un mois en Afrique. Il l'a intitulé : *Molière en Afrique*, quelque chose comme ça... C'est la première fois que nous voyions de façon concrète Louis Jovet jouer des pièces de théâtre.

Jusque-là, on mémorisait simplement les paroles, mais on ne voyait pas comment le jeu pouvait se faire. Là, je souligne que c'était l'une plus grandes faiblesses de l'enseignement colonial. C'est-à-dire que ceux dont on parle on ne les connaît pas concrètement ; c'est comme la neige dont on entendait parler.

- A. Ngaidé :** Au-delà de la personnalité d'Ousmane Camara qui vous était très proche, votre ami d'enfance... Est-ce que vous aviez d'autres acteurs avec lesquels vous échangez ? Quel était leur état d'esprit au moment où vous viviez en France ?
- A. A. Dieng :** J'ai tissé des relations personnelles et culturelles, si je puis dire, avec Osendé Afana qui était un membre de l'UPC (Union des populations du Cameroun) comme je l'ai dit tantôt. Osendé était intéressé par l'économie cacaoyère sur laquelle il voulait faire sa thèse. Il avait, comme beaucoup d'entre nous, lu le livre de Balandier *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*.³ Il était très intéressé par ce sujet d'autant plus qu'il était Fang. Or, Georges Balandier avait étudié les réactions des peuples Fang et Bacongo de Brazzaville face au colonialisme. Georges Balandier a essayé de voir leurs rapports au système colonial. Or, Osendé était un Fang camerounais. On discutait beaucoup des langues et de la

possibilité de transposer les concepts scientifiques français dans les langues africaines ; et nous mesurions les difficultés que nous pouvions rencontrer avec ce volontarisme linguistique. D'un autre côté aussi, il était intéressé par toute la littérature qui était consacrée au cacao. D'ailleurs tout cela débouchera sur un livre qu'il publiera et qui s'appelle : *L'économie ouest-africaine*. Dans ce livre, on voit déjà l'influence de la pensée marxiste et singulièrement la pensée de Mao. Parce qu'il s'intéressait aux classes sociales et au régime de l'époque qu'il avait qualifié de féodal, qualificatif très contesté. Il qualifiait ainsi les *Lamidas* de Peuls du Cameroun.

En dehors de lui, j'étais très attentif aux cours d'ethnologie de Paul Mercier. C'est avec lui que j'allais découvrir le monde anglo-saxon. Il nous disait toujours qu'il ne fallait pas que nous soyons des ethnologues de fauteuil... Il avait une très bonne connaissance de la langue anglaise. Beaucoup de textes de *Présence Africaine* étaient traduits de l'anglais au français par ses soins. Cependant, il avait une voix désagréable. Il développait beaucoup d'énergie verbale. Mais malheureusement le « salonnard » de Balandier l'a éclipsé. Il était brillant, il savait faire des réparties. Ils avaient écrit à l'époque en 1952, ne l'oublions pas, un ouvrage ensemble qui s'intitule : *Particularisme et Évolution : les pêcheurs Lébou* dans le cadre de l'IFAN de Saint-Louis.

L'historien Henri Brunschwig (un Alsacien) qui était un français très nationaliste bien entendu de par sa judaïté m'a aussi captivé. Il nous parlait de la France qu'il avait choisie au temps de l'annexion de l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne en 1870 suite à la défaite de la France. Mais il était, dans ses premiers travaux historiques, assez progressiste. Mais bien après il deviendra très conservateur. Il nous agaçait toujours avec sa formule : « La décolonisation stade suprême du capitalisme » parodiant évidemment Lénine. Cela m'agaçait. Je lui portais la contradiction ; ce que n'appréciaient pas d'ailleurs mes camarades qui me demandaient de faire attention. Mais ce n'était pas mon problème.

Notre professeur de sociologie urbaine, le gouverneur Robert de Lavignette m'avait aussi beaucoup marqué. Il s'est beaucoup attardé sur *Ville cruelle* d'Eza Boto, c'est-à-dire le livre d'Alexandre Biyidi, devenu par la suite Mongo Béti. L'auteur opposait Tanga Nord, Tanga Sud, les Européens et les Africains. Il était très lyrique parce que c'était un écrivain. Il nous disait toujours qu'il détestait par exemple les cheminées, c'est-à-dire l'industrialisation et qu'il préfère que l'Afrique restât agricole et pastorale. Il avait de ces formules qui nous faisaient souvent sourire ou rire comme par exemple : « L'Afrique est un vaste cimetière d'enfants sur lesquels trônent les champions de l'existence : les vieillards ». Il aimait beaucoup ces types d'envolées, néanmoins il était très pédagogue. Il avait dirigé aussi beaucoup de mémoires. Parce qu'en étant à l'ENFOM on était obligé de rédiger des mémoires de fin d'études. C'est dans ce cadre d'ailleurs qu'il encadrait pas mal d'élèves comme les Babacar Bâ et d'autres dont j'ai oublié le nom. Mais en dehors de cela ce qui m'avait frappé dans les cours, c'est qu'on faisait des statistiques, de la comptabilité et des séances sur les partis

politiques dont on était dispensé. Mais moi je suivais les cours du professeur Maurice Duverger. Il était séduisant avec des conversations agréables.

En effet, son cours était ponctué d'anecdotes. Il avait une grande admiration pour le Général de Gaulle qui était le personnage central de l'époque, puisque de Gaulle a pris le pouvoir et occupait le devant de la scène. Il était à la fois grand de taille, mais aussi par sa renommée internationale. Comme disait Ousmane Camara : « Il va faire des enjambées en Afrique pour porter la bonne parole française et empêcher les gens de voter non ; c'est-à-dire de voter pour l'indépendance ».

A. Ngaïdé : Quels étaient les thèmes de vos débats et les initiatives que vous preniez devant la réalité coloniale en France ?

A. A. Dieng : Les débats tournaient autour de la recherche, et par tous les moyens, des civilisations africaines, des démocraties africaines, de la philosophie africaine. C'est ainsi que beaucoup étaient enthousiasmés par le livre du Révérend Père Placide Tempels *La philosophie bantoue*. Les gens disaient que les Toubabs nous ont gratifiés d'une philosophie à nous Africains. A la même époque vers les années 1955, Assane Sylla qui travaillait à l'IFAN avait écrit *La république léboune* comme je l'ai dit à l'instant. Laquelle république fut une « trouvaille » française. Assane Sylla argumentait que ce sont les Français qui l'ont dit. D'ailleurs c'est Raffanel qui l'a dit pour la première fois. Mais il ne suffit pas qu'un Blanc dise quelque chose pour que ce soit vrai ! C'est l'une des raisons pour lesquelles Cheikh Anta Diop était très critique à l'égard de cette thèse. Cheikh Anta Diop a soutenu que c'est une monarchie religieuse, mais pas une république à proprement parler. Ensuite que ladite république léboune est contrôlée par les familles : les Dial Diop etc. C'est à la même époque que Baïdy Ly nous a fait une conférence sur la « démocratie *deenyanké* » comme je l'ai souligné dans la première partie de notre discussion.

A. Ngaïdé : Rebondissons sur vos débats en France....

A. A. Dieng : Enfin, nos débats, en France, portaient essentiellement sur le marxisme.

A. Ngaïdé : Étiez-vous marxiste ?

A. A. Dieng : Non je n'étais pas marxiste. Tu sais, on me traitait même d'anti-communiste, d'antisoviétique parce que j'ai l'esprit très critique. En fait, je ne voulais pas m'enfermer dans une doctrine déterminée d'avance. La preuve : j'ai milité au Parti communiste à peine 8 mois avec Ousmane Camara avant de démissionner. Et nous n'avons plus renouvelé nos cartes. Ils cherchaient à nous astreindre à vendre *L'Humanité*, nous faire jouer le rôle d'ouvriers. Je leur ai dit que moi je ne suis pas un ouvrier.

Je ne me vois pas porter le bleu de chauffe. Je ne suis pas non plus paysan. Je suis un petit bourgeois intellectuel. Je suis un urbain issu de la deuxième génération. Dans ces conditions vraiment vous pouvez continuer à discuter de

vos problèmes mais ça ne me concerne pas, moi je vais chercher une autre voie. C'est dans ce cadre là que nous avons cessé et nous avons repris la quête du savoir un peu partout. L'attitude du Parti communiste français à l'égard du problème de l'indépendance était très discutée dans nos cercles.

Par exemple, le problème de l'indépendance de l'Algérie n'a jamais été admis par le Parti communiste. C'est au dernier moment que les communistes français ont admis le Fait national algérien. Ils avaient même traité les nationalistes algériens de provocateurs quand ils ont lancé leur mouvement en 1954. On accusait les dirigeants de ce mouvement d'être des agents américains.

Là, c'est le chauvinisme français qui s'exprimait parce tout simplement il n'y a pas un parti aussi nationaliste à souhait que le Parti communiste français avec toujours son slogan : la France ceci, la France cela... On nous tympanisait avec la Révolution française qui dit-on a joué un rôle très important dans la trajectoire du monde. Tout cela était, bien entendu, très discuté dans nos milieux. C'est pourquoi il y avait des personnes réticentes par rapport à ce discours. En même temps, beaucoup de gens rejetaient le centralisme démocratique. C'était tout simplement un centralisme et non de la démocratie.

Les discussions n'étaient pas approfondies ce sont les dirigeants qui tranchaient les questions de manière dogmatique. Tout cela n'était pas compatible avec l'esprit petit bourgeois intellectuel, étudiant contestataire qui ne respecte absolument rien et qui transgresse les dogmes établis et pensés comme incontestables.

Indépendamment de ces débats sur le marxisme, il y avait aussi d'autres débats qui tournaient autour de la négritude qui était très critiquée. Mais il faut avouer aussi que nous avions une admiration presque « religieuse » pour Aimé Césaire qui était membre du Parti communiste français jusqu'en 1956 c'est-à-dire au moment des événements de Hongrie. Il fascinait les étudiants africains. Les gens lisaient ses poèmes, par contre Senghor n'était pas beaucoup lu. Quelques rares africains lisaient ses poèmes. Il faut noter ici une chose intéressante, c'est que les gens étaient réticents par rapport à la notion de race. La race noire ! C'est pourquoi ils étaient un peu dubitatifs par rapport à Présence Africaine. Parce qu'Alioune Diop, malgré son nationalisme, était resté prisonnier du culturel et du civilisationnel.

Les gens se méfiaient beaucoup d'autant plus qu'il était devenu chrétien. On le soupçonnait d'être trop en rapport avec le Mouvement républicain et populaire (MRP) dirigé à l'époque par Georges Bidault, un historien. Le MRP était un mouvement extrêmement réactionnaire qui avait organisé les États généraux de la colonisation. Les gens étaient très gênés parce que Georges Bidault était considéré comme un nationaliste incontestable et très sympathique.

Je me souviens qu'André Ribard avait dénoncé Alioune Diop en disant à peu près ceci : « Voilà un africain qui glorifie le fait qu'on ait nommé un premier archevêque africain. Or, disait-il, Alioune Diop n'a rien compris. Il ne sait pas ce qui se passe dans les caves du Vatican ».

Je dois rappeler, en passant, que les conférences d'André Ribard permettaient à tous les Africains de se retrouver tous les premiers lundis de chaque mois.

En définitive, les problèmes de races étaient au centre de nos discussions. Et je me souviens très bien de nos débats autour du panafricanisme aussi. En effet, quand on parlait de panafricanisme, nous voulions tout simplement faire la distinction entre le panafricanisme et le pan-négrisme. Mais cette distinction n'était pas facile à faire car les deux mouvements tendaient à se recouvrir dans leurs principes fondamentaux.

A. Ngaidé : Justement, comment l'idéal panafricain est-il né au sein de cette diaspora qui était en train de se constituer à Paris ?

A. A. Dieng : En réalité, comme tu le sais déjà, cette idée panafricaine a été répandue par des gens qui étaient arrachés de leur continent. C'est-à-dire les Caribéens, les Américains noirs ou mulâtres... C'est de là que l'idée est partie. Il faut rappeler qu'ils ont beaucoup écrit sur l'Afrique plus que les Africains eux-mêmes ; parce que ces derniers ne pouvaient pas encore le faire car ils venaient tout juste d'entrer à l'université. Leur porte-parole était Georges Padmore. Padmore a écrit *Panafricanisme ou communisme (Panafricanism or communism)*. Il était évidemment marxiste. Il a travaillé même pour la IIIe internationale. Mais il a divorcé avec le communisme. L'un de ses adversaires a été Marcus Garvey. Garvey se prenait comme une sorte de prophète. Je dois souligner, qu'il était très admiré par le président Nkrumah. Pour s'en rendre compte, il suffit de lire ce qu'il dit de lui. Vous comprendrez quel était son degré d'admiration pour Marcus Garvey et cela est si vrai que ce dernier a influencé directement la politique de Nkrumah. En ce sens que la compagnie de navigation de Nkrumah s'appelait la « Black Star » ainsi que son équipe de football aussi s'appelait le « Black Star ». La « Black Star » était l'emblème de Garvey quand il voulait monter sa compagnie de navigation pour rapatrier les « Nègres » en Afrique. Mais il a, finalement, connu une faillite qui lui a coûté excessivement cher. Il y avait aussi un côté mystique chez lui ; c'était un « remueur » de foule. Ce n'était pas un intellectuel de la trempe de W. E. B. Dubois. D'ailleurs W. E. B. Dubois le détestait.

Donc c'est à cette époque qu'il nous fallait définir notre position vis-à-vis de la diaspora. Nous avions aussi les Arabes de France qui formaient une diaspora, mais eux parlaient de panarabisme, de panislamisme ... Nous faisons une distinction avec le panafricanisme qui nous a été légué par les « anciens » Africains, alors que nous n'avions pas les mêmes problèmes. Nous commençons à être très conscients que ce nationalisme ne peut être qu'endogène et ne pouvait pas venir de l'extérieur. Mais on s'appuyait sur ces figures pour démontrer que les Africains pouvaient être aussi des producteurs de savoir comme par exemple W. E. B. Dubois ou d'autres qui ont beaucoup écrit. Il s'agit entre autres des chercheurs comme l'Haïtien Joseph-Anténor Firmin qui a écrit *De l'égalité des races humaines (Anthropologie positiviste)*[†] pour répondre à Arthur Gobineau, l'auteur de *L'Inégalité des races*. Membre de la société d'Anthropologie de Paris, il défendait la thèse de l'Égypte nègre.

Nous nous sommes réunis à quatre au Pavillon de la France d'Outre-mer de la cité universitaire, boulevard Jourdain dans le 14^e arrondissement : Ousmane Camara, Pape Ndiaye Soulèye, Papa Gallo Thiam⁵ et moi-même. Nous avons planché sur l'ouvrage de Georges Padmore qui n'était pas encore traduit en français. Donc nous passions des nuits et des nuits à lire pour produire un document que nous avons intitulé : « Les étudiants africains et l'unité africaine ». J'ai publié ce document dans le second tome de mon livre consacré à la FEANF⁶. Nous démontrions que nous étions anti-impérialistes. Ce qui nous importait le plus c'est la lutte anti-impérialiste, ce n'était pas les questions de couleur et qu'à la limite quelqu'un pouvait être blanc et être notre allié et que quelqu'un peut être noir et être notre ennemi. Nous prenons l'exemple de Moïse Tshombé. Moïse Tshombé n'est pas notre frère, mais Fidel Castro oui. C'était la formule consacrée à l'époque. Bon, c'était à l'emporte-pièce, mais ça veut dire ce que ça veut dire : cette récusation de la question de la couleur, l'idéalisation du monde noir ...

Tous les Noirs sont noirs, mais ils n'ont pas les mêmes intérêts. Nous, ce qui nous importait le plus, c'était la lutte des classes, la lutte des intérêts et ça nous ne le perdions pas de vue. C'est la raison pour laquelle nous étions hostiles au panafricanisme. Le panafricanisme nous a séduits parce que tout simplement nous envisagions un État uni, mais quelques années plus tard nous nous posions la question de savoir si cette perspective d'un État continental était vraiment réaliste ?

Mais, on déplorait en même temps un phénomène propre aux personnes qui étaient dans l'espace français, c'est-à-dire la balkanisation. C'est cela qui a renforcé cette idée de panafricanisme, c'est-à-dire que nous pensions que nos États n'étaient pas viables s'ils sont divisés. Mais ce n'était pas formulé de manière systématique en ces termes. Nous voulions régler le problème par le panafricanisme, mais nous ne nous posions pas la question de savoir quels sont les obstacles réels et les facteurs favorables au panafricanisme. Parce que tout simplement tous ceux qui parlent de panafricanisme n'avaient pas les mêmes intérêts et leurs idées ne correspondaient pas du tout à l'unité du continent. Chacun veut être Pape chez soi et ne veut point être second ailleurs.

Par conséquent nous avons eu un problème extrêmement sérieux pour nous en sortir par la suite. L'Afrique est l'un des continents qui compte plus d'États au monde. 53 États c'est ahurissant.⁷

Des états de 500 000, de 1 000 000, de 2 000 000 habitants qu'est-ce que cela représente dans le cadre du capitalisme dans lequel nous étions intégrés ! Mais absolument rien. C'est dans ce cadre que nous sommes entrés dans le panafricanisme. C'est par le biais des discussions autour de ce concept que nous avons pensé à l'indépendance du continent africain. La mystique de l'idée de l'unité des pays africains a été tellement poussée au point que par exemple nos amis du Mouvement de libération nationale (MLN) dirigé par Joseph Ki-Zerbo et Albert Tévoédjéré ont noué un dialogue avec nous du PAI. Nous défendions l'indépendance avant toute tentative d'unité continentale. Par contre, les membres du MLN militaient quant à eux pour une union. Ils pensaient qu'il fallait sacrifier

l'indépendance en attendant que les Africains soient prêts. Voilà le thème général de la discussion que nous avons eue au congrès de 1958.

A ce congrès il y avait eu beaucoup de discussions. Ces discussions ont débouché sur une conférence prononcée par Babacar Bâ, l'ancien ministre des finances du Sénégal. Le thème tournait autour du socialisme africain. Il donnait dans son exposé l'exemple des « *Dampés* du Dahomey » comme modèle du collectivisme africain. Il disait, en fait, que c'était ça le socialisme africain. Ousmane Camara en a profité d'ailleurs pour leur régler leurs comptes. Ce jour là il s'est, vraiment, dépassé dans l'attaque et la critique effective de cette position du MLN. Cette sortie n'a pas manqué d'envenimer les relations entre le PAI et le MLN. Le MLN voulant un socialisme authentique et pas un socialisme dit scientifique que mon ami Amadou Dicko récusait. Il était un professeur d'espagnol, un voltaïque, membre actif du mouvement de Joseph Ki-Zerbo. Il avait une belle plume. Il avait écrit un ouvrage qui s'intitule *Journal d'une défaite*. Il avait été préfacé évidemment par Joseph Ki-Zerbo.

Nous avons fait un long voyage en Chine ensemble. Nous sommes restés ensemble deux mois pour visiter la Chine populaire. Mais il commençait à être déçu par ses camarades disant qu'ils étaient plus intéressés par les affaires que par la révolution à proprement parler. Mais Dicko attaquait aussi les gens du PAI en soutenant qu'ils ne sont ni marxistes, ni léninistes, ni conséquents. Il avait l'art de la plaisanterie et avait un humour caustique.

A cette époque, on était au cœur des querelles idéologiques entre ceux qui étaient considérés comme des catholiques et nous. En effet, la caractéristique essentielle du MLN c'est que le mouvement a été créé par des chrétiens, mais beaucoup de musulmans y ont adhéré. C'est le cas de Cheikh Hamidou Kane, Babacar Bâ, Amadou Sow, Mamoudou Touré, Mbaye Mbengue. Pas mal de gens ont adhéré, mais je pense que c'était en réaction contre le marxisme-léninisme. L'Église avait une certaine cohérence de ce point de vue-là, parce qu'elle avait des organisations qui se défendaient contre le communisme à travers le MRP... Mais signalons que l'Église avait aussi un rapport de complicité avec la colonisation, situation qui n'était pas facile à endosser. Et tous ces catholiques voulaient montrer qu'ils étaient nationalistes. Joseph Ki-Zerbo et Albert Tévoédjéré soutenaient que c'est compatible. Ils avaient un complice dahoméen qui s'appelle l'abbé Robert Sastre qui leur démontrait qu'on pouvait croire en Jésus et être africain. Tout cela ressort dans leur littérature qui se retrouve dans *Tam-Tam*. C'est un journal des étudiants catholiques dont le siège était rue Thibaut dans le 14^e arrondissement près d'Alésia.

Durant toute cette période, les Robert Cornevin donnaient des conférences auxquelles nous assistions. Les débats étaient assez houleux et portaient sur des questions de l'avenir de l'Afrique, l'indépendance et le système social à adopter. Non seulement nous nous soucions de l'indépendance, mais en même temps aussi le statut social nous préoccupait. Nous, nous posions la question cruciale de savoir une fois indépendants, qu'allons-nous faire ? C'est la raison pour

laquelle on comprend qu'après les indépendances beaucoup de gens aient attaqué le colonialisme, mais ils étaient devenus les alliés de gens de l'extérieur et ça, celui qui l'exprime de manière vigoureuse avec beaucoup de conviction, d'intuition si je peux dire, c'est Frantz Fanon l'auteur de *Les damnés de la terre*⁸. Un ouvrage qu'il faut saluer parce que c'est vraiment un ouvrage essentiel qui a théorisé le devenir des pays africains après les indépendances et particulièrement le FLN algérien.

Je pense qu'il faut rendre hommage à Frantz Fanon. Il a pu réaliser ce travail théorique sur la base de sa formation de psychanalyste, de philosophe et aussi en tant que bon militant antillais. C'est lui qui a « pataugé » pendant longtemps dans la négritude, mais qui a réussi à se dégager par la suite. Malheureusement il est mort jeune à l'âge de 36 ans seulement. Il n'avait pas « décoché » toutes ses flèches. C'est regrettable pour un esprit aussi fécond et qui vivait à une époque aussi cruciale de notre devenir continental.

A. Ngaidé : Quels auteurs, philosophes et idéologues, prédominaient dans vos discussions ? Et à quelles conclusions aboutissiez-vous dans vos débats ?

A. A. Dieng : Les philosophes ! Vous savez, là il y a une grande pauvreté de l'esprit de la part des jeunes intellectuels de l'Afrique occidentale comparés à ceux de l'Afrique centrale : « l'Afrique des Bantous » comme on a l'habitude de dire. La philosophie n'était pas appréciée en Afrique occidentale. En effet, l'esprit philosophique n'était pas très développé. Il faut rechercher les véritables raisons de cet état de fait. Par contre, les intellectuels chrétiens avaient la Bible. Et la religion chrétienne avait maille à partir avec les philosophes grecs, à utiliser les idées des philosophes comme par exemple Platon, Plotin, Saint-Thomas d'Aquin, Aristote... Tout cela a joué en faveur de ces intellectuels d'Afrique centrale. Ensuite l'existence de grands séminaires est un facteur favorable à la réflexion. Enfin, la philosophie est considérée comme une discipline qui nie l'existence de Dieu chez les musulmans d'Afrique occidentale.

Nous, au contraire, on se contentait de Politzter et une fois qu'on l'a récité et après avoir lu Mao *A propos de la contradiction*, on se croyait détenteur du viatique philosophique nécessaire pour affronter le monde bouillant des débats de l'époque. Mais un auteur fascinait beaucoup les étudiants africains : c'est Roger Garaudy dont j'ai parlé tantôt. Il avait l'art de la pédagogie dans le sang. Il savait rendre les choses complexes accessibles et on voyait dans tous les rayons des bibliothèques des étudiants africains *Les cinq essais humanistes* et *Les perspectives de l'homme*. Les gens lisaient un tas d'ouvrages rédigés par Roger Garaudy.

À l'époque, on sentait que Sartre n'avait pas beaucoup de respect pour lui. Il ne le considérait pas du tout comme un véritable philosophe. D'autant plus qu'il ne maîtrisait pas la langue des philosophes : l'allemand. Il s'était orienté vers le russe.

En effet, il a soutenu une thèse sur la liberté, pour accéder au titre de docteur, en Union soviétique. On assistait aux débats organisés par le Parti communiste et qu'on appelle la Semaine de la pensée marxiste qui se tenait à la Mutualité avec les philosophes comme J.-P. Sartre, les Jean-Pierre Vigier, certains

physiciens comme Gilbert Mury. Je pense que tout cela a été très stimulant pour nous, avides que nous étions de connaissances. Cela nous a permis non seulement de nous familiariser avec les penseurs et les acteurs du marxisme, mais aussi de suivre les débats entre les marxistes. Je me souviens d'un ouvrage qui était beaucoup lu par les premières générations : *Les mésaventures de la dialectique* de Merleau Ponty. Le livre était vendu par les Éditions sociales. Je l'ai retrouvé d'ailleurs dans les affaires de mon ami Mamoudou Touré qui est loin d'être marxiste. Mais les gens lisaient des ouvrages qui leur permettaient de comprendre les idées qui agitaient notre temps. J'avais un ouvrage que les gens qui n'étaient pas marxistes lisaient aussi : *La question nationale et coloniale* de Staline. D'ailleurs on voit très bien que Cheikh Anta Diop s'y réfère dans *Nations nègres*, et notamment dans sa préface. Il défendait, qu'on ne devrait rien lui reprocher parce que Staline lui-même réclame la nation en insistant sur sa dimension culturelle.

L'Université nouvelle était aussi un lieu où on apprenait le marxisme à travers un certain nombre de leçons données par des professeurs ou alors pour nous familiariser avec l'histoire des sciences. Les conférences étaient, entre autres, organisées par Luce Langevin. J'ai suivi ces cours là et j'ai même gardé, jusqu'à l'heure actuelle, les brochures qui étaient publiées dans le cadre du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) que dirigeait Roger Garaudy. Je lisais aussi les petits ouvrages qui étaient publiés comme par exemple les ouvrages du philosophe Guy Besse sur la *Théorie et la pratique*. Nous avions à notre disposition un tas de publications ; sans parler de *France Nouvelle* qui était un hebdomadaire dans lequel écrivait les Yves Bénot. Nous avions aussi les *Lettres françaises* pour ceux qui s'intéressaient à la littérature avec Jean Marcenac qui était sous la coupe d'Aragon. Il sera à l'origine d'un tas de problèmes entre Aragon et Aimé Césaire. En effet, il s'attaquera à Depestre en se moquant de lui parce qu'étant sous la domination d'un français qui venait nous ramener au sonnet et le présentant comme quelque chose de national.

Donc nous avions des discussions intéressantes sur les possibilités d'émergence d'une poésie nationale en Afrique et la revue *Présence Africaine* répercutait ces différents débats dans ses colonnes.

- A. Ngaïdé :** Dites-nous comment le panafricanisme s'est diffusé parmi cette diversité quand on sait que la fragmentation des appartenances et les contradictions des uns et des autres pouvaient gêner une idée unificatrice des aspirations ?
- A. A. Dieng :** Chacun interprétait son panafricanisme comme je l'ai déjà dit. En effet, certains le considéraient comme un bouclier contre le communisme. Je pense que c'est par anticommunisme que beaucoup sont devenus panafricanistes. Donc l'enjeu était important. Toutes ces discussions nous ont évidemment permis d'entrer en contact avec Nkrumah. Mais déjà en 1958, Nkrumah avait commencé à se comporter comme un chef d'État africain. C'est-à-dire, qu'il a changé, sous le coup des félicitations, l'encensement comme étant le premier pays d'Afrique noire en dehors de l'Éthiopie et du Liberia à être indépendant.

Nkrumah est finalement devenu un mystique. D'ailleurs, il s'appelait le rédempteur : *Asagyefo*. Par la suite, il a entretenu le culte de la personnalité qui a finalement coûté trop cher à son régime.

Nous avons fêté avec beaucoup de faste l'indépendance du Ghana aussi bien à Dakar qu'à Paris. Nous avons envoyé une délégation avec Charles Diané qui en a fait un compte-rendu intéressant, lumineux et poétique en même temps.

Nkrumah convoquera la « All peoples conference » (La conférence des peuples). Mais il faut rappeler que contrairement à l'ambiance du moment, Nkrumah préférerait mener une lutte pacifique à l'image du Mahatma Gandhi. Nous, nous étions en pleine guerre avec l'UPC, le FLN dont les combattants luttent contre les Français. Lui se permet de nous sortir la doctrine de la non-violence ! C'est pourquoi nous l'avons contesté à l'époque. Je me souviens, je suis revenu de cette conférence, j'ai fait le compte-rendu au congrès de la FANF le 26 décembre alors que la conférence s'est tenue le 13 du même mois. On était aussi gêné par la sympathie qu'il manifestait pour Israël, attitude qui heurtait la conscience des Arabes.

Notons-là toutes ces contradictions internes qui apparaissent et qui auront des répercussions incalculables sur les futurs rapports entre les États. D'ailleurs cela explique, en partie, pourquoi les conférences ne se tiennent plus au Caire, mais plutôt à Conakry et à Accra : une réaction, si vous voulez, du monde noir contre le monde arabe.

Généralement ce sont des contradictions qu'on tait mais qui ont, à un moment donné, bloqué les solidarités. Il faut avoir vécu toute cette période pour comprendre l'importance des débats, leur orientation et leurs influences sur les relations bilatérales. Ce n'est écrit nulle part, mais il est bon de comprendre cette situation. C'est ce qui explique, en partie, la tenue de la *All peoples conference*. Nous avons représenté la FEANF et l'UGEA à la conférence Afro-asiatique de Conakry tenue en avril 1960 avec la présence d'Anouar El Sadate, de Ben Barka et aussi de Frantz Fanon qui était ambassadeur du FLN à Accra.

La FEANF et l'UGEA ont fait une déclaration commune à cette conférence. Ce fut une occasion pour moi de rencontrer pour la première fois Félix Moumié, un des dirigeants de l'UPC. Je me souviens encore d'un chèque qu'il m'a remis pour que je puisse le toucher à Dakar où je devais faire une escale avant de rentrer en France. C'est à la même époque que j'ai suivi une grande conférence donnée par Cheikh Anta Diop à l'école Clémenceau sur l'Égypte nègre avec évidemment la présidence de Lamine Guèye qui le présentait comme un savant et un digne fils de l'Afrique.

- A. Ngaidé :** Pensez-vous que les concepteurs du panafricanisme avaient des ambitions réelles pour réclamer l'indépendance ou des intentions dissimulées pour faire passer un message autre que celui de l'indépendance du continent africain ?
- A. A. Dieng :** Ceux qui utilisaient le panafricanisme voulaient l'indépendance comme les autres. Mais l'indépendance à la condition qu'on ne devienne pas pays

communiste. Il y avait même une idée de capitalisme national qui n'était en fait qu'un simple rêve, une illusion. Parce que le capitalisme mondial, ne pouvait permettre l'émergence d'un capitalisme local. C'est là où se trouve la plus grosse difficulté.

L'époque était aussi une période où l'on discutait de la possibilité d'encourager la naissance d'une bourgeoisie nationale africaine, le terme étant d'ailleurs peu clair. Parce que la bourgeoisie nationale suppose l'existence d'une nation or on se demandait si les pays africains étaient des nations ou pas. C'était une question sur laquelle il n'y avait ni beaucoup d'études ni beaucoup de réflexions dignes de ce nom. On l'utilisait comme cela, mais par la suite le maoïsme est venu apporter quelques précisions en explicitant ce qu'était la bourgeoisie nationale et ce que représentait la bourgeoisie compradore.

Notons seulement qu'il y avait des gens qui étaient très rétifs devant l'utilisation de ces termes parce qu'ils signifiaient, pour eux, tout simplement le communisme. D'ailleurs Senghor a joué sur cela pendant très longtemps en parlant du marxisme « sinisé » par Mao. Il prônait une lecture africaine du marxisme-léninisme.

Senghor voulait que l'Afrique soit dans la Communauté franco-africaine et il était même pour l'Eurafrique. C'est-à-dire une Afrique complément de l'Europe et non pas rivale de l'Europe. L'Afrique serait à la batterie culturelle et les Européens seraient à la pointe de l'industrie. Et cela apparaît, d'ailleurs, dans ses poèmes. « Le sang noir dans tes veines qui dérouté tes articulations d'acier au sexe de buisson ardent ». Ça c'est du Senghor. Par la suite, Senghor arrivera à cette notion de panafricanisme à cercles concentriques. Parce qu'il était attaché à la francophonie et l'expérience l'a bien démontré. Il est mort académicien français ! Il est mort aussi président de la francophonie. Donc Senghor, par la position même qu'il prenait, n'était pas toujours d'accord avec les autres chefs d'État africains. Il représentait vraiment la France. Il soutenait que la langue française est comme de la confiture dans sa bouche. Il parlait même d'un Commonwealth à la française.

Toutes ces choses me paraissent importantes et la jeune génération doit réfléchir sur cette période dont les conséquences sont encore visibles. Qu'est-ce que cela veut dire ? Elle ne connaît pas un certain nombre d'auteurs par exemple l'allemand Antonin Ziska qui a écrit un ouvrage qui s'appelle : *L'Afrique complément de l'Europe*. C'est-à-dire que l'Afrique doit rester agricole et les Européens s'occuperont d'industrie. Comme Senghor parle de la raison et de l'émotion : on peut symboliser l'émotion par l'agriculture, la raison par l'industrie.

Dans le contexte de l'époque, je pense qu'il faut saluer ce que Cheikh Anta Diop a fait, c'est-à-dire insister sur la nécessité d'industrialiser nos propres pays. En cela, il a tiré les leçons du mercantilisme et singulièrement du colbertisme. Il était anti-Colbert dans la mesure où il était contre le Pacte colonial qui stipule que l'Afrique ne doit pas avoir des industries, mais en même temps il est pour l'industrialisation des colonies comme le voulait Colbert aussi pour la France.

Cheikh Anta Diop a un double visage ici qui était venu à propos. Ce double visage se déclinait comme suit : être colbertien et anti-colbertien mais tout cela dans l'intérêt suprême de l'Afrique. C'est-à-dire que l'Afrique a besoin de s'industrialiser.

D'ailleurs, cela se ressent dans le titre de l'un de ses livres *Les fondements économiques et techniques d'un futur état fédéral* qu'il a changé par la suite et qui était le résumé de tout ce qu'il pensait. Mais, c'est cela qu'il faut retenir à mon avis. Mais aujourd'hui on ne parle plus d'industrialisation on ne parle que de l'agriculture.

On ne peut pas développer un pays sans industries ; ce n'est pas possible. Je n'ai jamais vu encore un pays dans le mode qui s'est développé sans industrialisation. Cela n'existe nulle part dans ce monde.

A. Ngaidé : Est-ce que cette question faisait l'objet de débats entre vous quand vous étiez en France ?

A. A. Dieng : Oui, cette dimension fascinait beaucoup de gens et cela a réuni des gens qui n'étaient pas prêts d'être réunis. Sur ce plan là les gens ne pouvaient pas attaquer Cheikh Anta Diop en tout cas ceux qui étaient du PAI. C'est d'ailleurs ce qui nous a donné un phénomène assez particulier au Sénégal : ça nous a produit un étudiant en médecine qui passait tout son temps à s'occuper de l'industrialisation du continent africain.

Oumar Wone disait : « *Diourbel amna sarbon* » (« Il y a du charbon à Diourbel »). Et il « bâchait » tous les livres qui étaient consacrés aux ressources minérales de l'Afrique. Cette année-là était une année sabbatique pour lui. En effet, il ne s'était pas consacré à ses études de médecine. Il n'a fait que bouquiner. Il a même tenu des conférences sur ces questions : par exemple sur la question de l'industrie. Tout cela le fascinait.

Je pense que cela peut paraître comme un détail, mais c'est important de le souligner pour voir la mentalité des gens de notre époque. Oumar Wane disait même qu'il y avait du pétrole au Sénégal mais les gens n'y croyaient pas du tout. Il avait lu le livre de Raymond Furon : *Les ressources minérales de l'Afrique*. Il passait tout son temps à la bibliothèque de la Documentation française située près des quais de la Seine.

Donc, l'orientation économique et les choix stratégiques pour rehausser l'économie africaine nous intéressaient à plus d'un titre. Nous n'étions pas dupes du tout face aux stratégies économiques et financières de la métropole et des conséquences qu'elles pouvaient avoir sur l'évolution future du continent.

A. Ngaidé : Les organisations syndicales des étudiants africains en France sont-elles issues de ces discussions idéologico-politiques à la veille des indépendances ?

A. A. Dieng : En fait, ce sont les difficultés matérielles consécutives à la deuxième guerre mondiale qui ont favorisé la naissance des syndicats étudiants. Ils étaient, au départ, corporatistes et donc défendaient les intérêts matériels (logements,

bourses...) et moraux des étudiants. On vivait dans le monde du ravitaillement qui existait encore après la guerre. On dénombrait l'existence de beaucoup de gens qui étaient tellement affaiblis qu'ils avaient contracté la tuberculose au point que bon nombre d'entre eux se sont retrouvés dans des sanatoriums. Il n'y avait pas d'organismes pour s'occuper d'eux parce que tout simplement tout cela était nouveau : l'envoi massif d'étudiants africains en France. Cette situation a permis aux étudiants de s'organiser comme toute minorité le ferait pour résoudre ses problèmes spécifiques. C'est comme cela que sont nées des associations qui avaient pour première vocation de répondre à des exigences purement corporatives. Elles s'occupaient de bourses, de logement surtout car il était difficile pour se loger en France à cause du racisme ambiant de l'époque. Mon Dieu, ce n'était pas facile de se loger !

Dans les cités universitaires il y avait des quotas, donc les places étaient trop limitées. Je pense que ce sont ces facteurs là qui ont permis au mouvement étudiant de se « corporatiser » d'abord et ensuite de se rendre compte que tout problème de subsistance et de bourse pose, en définitive, de réels problèmes politiques. Le système colonial n'était pas favorable à l'idée d'octroyer des bourses aux étudiants africains pour poursuivre leurs études en France.

J'en profite pour dire que c'est dans ce cadre qu'il convient de souligner l'acte généreux de Lamine Guèye qui a octroyé systématiquement des bourses à des gens qui n'avaient pas le niveau du baccalauréat.

Il disait toujours : « Envoyez 1000 étudiants et 10 réussiront, les autres ne réussiront pas certainement, mais ils auront au moins l'avantage de découvrir que le Blanc est comme le Noir. Il peut être paralytique (« *lafagne* » en wolof) comme tout homme ». Il disait au moins que ce serait un gain psychologique extraordinaire pour les Africains. Ce qui était, en partie, totalement vrai. C'est lui qui a envoyé tous ces élèves et étudiants qui sont devenus par la suite des avocats et des personnalités importantes sur l'échiquier national. Ce ne sont pas les bourses du Gouvernement général, ni celles du gouvernement du Sénégal, mais celles de la mairie de Dakar qui ont permis à beaucoup d'étudiants africains de poursuivre des études supérieures en France.

La mairie de Lamine Guèye a envoyé pas mal de jeunes gens comme Cheikh Anta Diop, Cheikh Boubacar Fall, Valdiodio Ndiaye, Ndiaye Boubacar Guèye Yaguemar, Charles Diallo un guinéen, etc. Ils étaient tous des boursiers de la municipalité de Dakar. D'ailleurs, c'est pourquoi, les agents de la mairie sont très fiers de montrer le journal de l'AOF dans les colonnes duquel était publiée la liste des boursiers de la mairie de Dakar. Après la mairie de Rufisque a commencé à imiter celle de Dakar mais dans des proportions moindres : une ou deux bourses par an.

La mairie de Saint-Louis aussi leur emboîtera le pas en octroyant, à son tour, des bourses. Toute cette politique de promotion des étudiants a joué un rôle très important dans la formation de la première élite sénégalaise. C'est pourquoi vous voyez beaucoup d'élèves des lycées et collèges partirent en France

à partir de la 4^e classe. C'est d'ailleurs pourquoi, ils ne pouvaient pas faire l'université. Ils entraient dans des écoles d'électricité : Bréguet, Charliat, Ampère... Il y en a même qui sont devenus des personnalités et qui étaient réparateurs de radios. Je n'ose pas citer des noms. Mais enfin le monde des élèves et des étudiants africains devenait hétéroclite.

Il faut noter aussi que beaucoup en ont profité pour passer le baccalauréat. Parce qu'après la guerre, il y a eu beaucoup de sessions spéciales. Il suffisait d'avoir été militaire pour faire la licence en un an et demi. C'était un décret présidentiel français qui le permettait. Lamine Guèye en a bénéficié. Beaucoup de nos avocats en ont bénéficié. Ils ne sont pas restés plus de deux ans. Parce qu'il fallait avoir quatre certificats pour obtenir la licence en dehors de la propédeutique.

Beaucoup en ont profité parce qu'ils étaient déjà avancés en âge surtout s'ils avaient été militaires car, comme je l'ai dit, ils avaient droit à cette faveur.

Donc, le syndicalisme étudiant est né dans le sillage des revendications « logistiques », mais vite il allait investir la politique.

A. Ngaidé : J'imagine que des étudiants français ou d'autres nationalités étaient très proches de vous. Quels types de débats tenaient-ils avec vous ?

A. A. Dieng : C'est le Parti communiste français à travers son organisme l'Union des étudiants communistes (UEC) qui nous était le plus proche. Les étudiants du Parti Communiste étaient dans le comité anticolonialiste qui regroupait pratiquement tous les ressortissants des colonies françaises : les Antilles, la Réunion avec Maître Vergès qui était un leader. Il a été d'ailleurs secrétaire général du Comité anticolonialiste. Il existait un comité « anti-colo » qui était fréquenté par Ousmane Camara et par Fara Ndiaye. Il y avait un représentant français qui avait rompu avec le Parti communiste Philippe Robrieux qui a écrit des livres contre le Parti Communiste montrant combien ils étaient déviationnistes et pro-colonialistes. Donc, ce sont ces rapports que nous avions avec les Français.

À un moment donné, nous avons rompu avec l'UNEF parce qu'elle ne voulait pas se prononcer sur le problème colonial. Nous avons repris les relations avec eux, mais il n'en reste pas moins vrai que nous avions des relations plus suivies avec les jeunes communistes françaises. Les gens vivaient à l'écart de la société française. Ils étaient dans la cité et ils avaient rarement les occasions de rencontrer les Français sauf bien sûr dans les facultés.

A. Ngaidé : Parlez-nous de la naissance de la FEANF.

A. A. Dieng : La FEANF est née à la suite de l'initiative de cinq sections d'académie comme on les appelait à l'époque : Montpellier, Lyon, Paris, Bordeaux, Toulouse. Ce sont elles qui se sont réunies pour créer un organisme fédérateur. Les gens étaient organisés sur le plan académique et territorial. C'est-à-dire, qu'ils appartenaient à un territoire, mais ils étaient dans une académie. Dès lors, se

posa une question cruciale celle du : comment structurer la FEANF ? Fallait-il la concevoir selon le critère territorial (donc fédéral) ou académique ?

Donc, il y avait là une contradiction terrible. Il y avait deux tendances : la tendance des Sénégalais qui était très unitaire et qui voulait organiser la FEANF sur la base des sections académiques. Il y avait la tendance des Ivoiriens qui étaient anti-sénégalaise. Ils étaient pour l'organisation de la fédération sur la base des sections territoriales (thèse défendue par Lamine Diabaté par exemple). D'autant plus que leur territoire est un territoire relativement riche. Ils recevaient des subventions extrêmement importantes et ils ne voulaient pas les partager avec les autres. Heureusement que nous avons trouvé un compromis dans la direction de la FEANF en prenant des Togolais, des Camerounais comme président et non pas des Sénégalais. Parce que les Sénégalais occupaient presque tous les postes au départ.

La FEANF a été créée en 1950 sur l'initiative de groupes comme le Groupement africain de recherches économiques et politiques (GAREP) qui était dirigé par Abdoulaye Ly, ensuite par les étudiants RDA qui étaient dirigés par Cheikh Anta Diop à cette époque là. Mais le premier dirigeant des étudiants RDA est un guinéen, Nki Traoré, élève à Scientia qui sera remplacé par Cheikh Anta Diop et ensuite Cheikh Bruno Claver qui est un ivoirien. Ils ont pu réussir à créer ces organismes sur la base du strict respect de leur orientation apolitique. En effet, la pratique politique divisait les étudiants africains.

Le congrès de constitution était prévu à Toulouse et finalement il s'est tenu à Bordeaux où il y avait beaucoup de médecins africains comme Hamelon qui était le doyen des étudiants. Quelques uns d'entre eux étaient même les correspondants de certains élèves qui étaient au Lycée comme certains tchadiens Vertu et Bonnot qui a été finalement assassiné à Paris. On a chargé une petite commission de trois personnes Louis Atayi, Amadou Makhtar Mbow... pour s'occuper de la déclaration de la FEANF à la Préfecture de Paris. Et le premier congrès s'est tenu à Paris en avril 1951 et c'est au cours de ce congrès qu'on a nommé Solange Faladé⁹ une dahoméenne, venue en France dans les années 1935 avec sa sœur et qui deviendra, par la suite, psychiatre qui sera d'ailleurs du côté des personnes ayant défendu les thèses de Lacan. Elle a même hérité de la bibliothèque de Lacan. C'est la première femme militante. Elle voulait faire pédiatrie, mais elle a préféré dévier vers la psychiatrie. D'ailleurs, elle a fait un an de stage à Dakar pour se familiariser avec les problèmes d'hygiène mentale.

A son retour en France, elle avait ouvert un petit cabinet du côté de la rue du Pont pas loin du Quartier Latin sur les bords de la Seine avec Roger Bastide et mon ami qui est décédé et qui a été un des témoins de mon mariage : le professeur Babacar Diop qui était psychiatre. Je vous ai parlé de la manière dont la FEANF est née. Mais elle va se consolider vers les années 1956. Cette année consacre son adhésion à l'Union Internationale des Étudiants (UIE) pour la première fois. Cette adhésion a suscité un grand débat dans la mesure où l'UIE était considérée comme un organisme communiste.

Notes

1. Lire le livre d'Achille Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, Paris, Karthala, 1996.
2. Tragédie en cinq actes et en vers de Jean Racine (1677).
3. Voir la seconde édition « profondément remaniée » publiée en 1963, Paris, PUF, 529 p.
4. Cet ouvrage a été réédité en 2003 à l'Harmattan.
5. Connue comme championne de France en saut après avoir battu Damaciot.
6. *Les grands combats de la FEANF. De Bandung aux indépendances 1955-1960*, Paris, l'Harmattan, 2009, 267 p., Voir annexe n° 3, pp. 209-219.
7. En fin janvier 2010 un référendum organisé au sud Soudan consacre la naissance du 54^e état africain.
8. Plusieurs fois réédité. Voir publication de 1981 dans la Petite collection Maspero.
9. Elle a été enterrée à Cotonou.



3

Lecture d'une dispersion paradoxale : vers « une longue indépendance ! »

« La décolonisation, qui se propose de changer l'ordre du monde, est, on le voit, un programme de désordre absolu (...). La décolonisation est la rencontre de deux forces congénitalement antagonistes qui tirent précisément leur originalité de cette sorte de substantification que secrète et qu'alimente la situation coloniale (...). Dans la décolonisation, il y a donc exigence d'une remise en question intégrale de la situation coloniale ».

Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Petite collection Maspéro, 1981, p. 6.

- A. Ngaidé :** Quel a été le rôle de la FEANF dans l'avènement des indépendances africaines ?
- A. A. Dieng :** Le rôle de la FEANF a été très important pour l'avènement des indépendances dans la mesure où les étudiants africains qui étaient en France avaient une très grande expérience politique qui s'exprimait à travers des organisations politiques telles que le Groupe d'études politiques africain (GÉPA), le Groupement africain de recherche économique et politique (GAREP) et ensuite l'Association des étudiants RDA qui a été créée en 1950. Toutes ces organisations ont permis au mouvement étudiant d'avoir des positions politiques globales sur la situation que vivaient les Africains à l'époque de la domination occidentale. C'est pourquoi ils ont été amenés à promouvoir, dans leur majorité, le mot d'ordre d'indépendance nationale.

Tout cela a été, pratiquement, coordonné par les différentes organisations dans le cadre de leurs réunions privées. Par la suite, la FEANF a, elle aussi, pris à bras-le-corps le mot d'ordre. Il faut signaler qu'elle était au début une association corporative qui voulait intéresser l'ensemble des étudiants, évitant du coup sa politisation qui pouvait conduire à des dissensions inconciliables entre ressortissants de plusieurs territoires. On ne tenait plus compte de l'importance de l'appartenance idéologique, philosophique, religieuse, territoriale etc.

En agissant ainsi, la FEANF a réussi à fédérer l'ensemble des étudiants et à les amener progressivement à avoir des attitudes nationalistes conséquentes et vigoureuses. C'est à partir du 8^e Congrès que l'organisation s'est radicalisée pour se prononcer clairement sur l'indépendance nationale en soutenant le mouvement de la lutte des Algériens à travers l'Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie (UGEMA) qui collaborait beaucoup avec la FEANF, et aussi dans le Comité anticolonialiste qui regroupait non seulement les étudiants des Antilles c'est-à-dire les Guadeloupéens, les Guyanais, les Martiniquais mais aussi les étudiants de la Réunion à travers notamment Jacques Vergès. Par conséquent, tous ces pays dits d'Outre-mer étaient impliqués dans la lutte pour l'indépendance de nos propres pays.

A. Ngaidé : Est-ce que le débat pour l'indépendance était intense entre les étudiants ?

A. A. Dieng : Il y avait des débats et ils se reflétaient dans la littérature même des étudiants. Je vous ai dit tantôt que les débats tournaient, durant cette période, autour de la revalorisation de l'histoire politique, sociale et culturelle du continent. Nous savons bien que le système colonial, appuyé par des études ethnologiques, avait disqualifié l'homme africain jusqu'à nier la valeur de ses structures mentales et les exemples ne manquent pas dans ce domaine. Évidemment que nous avons une attitude tout à fait différente et c'est la raison pour laquelle les nationalistes comme les Joseph Ki-Zerbo présentaient, par exemple, Samory Touré comme un Vercingétorix africain. Ce sont là des analogies qui allaient dans le sens de la lutte pour la révolution et la restauration de l'image des résistants à la colonisation. C'est la période aussi où l'on parlait des grands héros nationaux comme El Hadj Omar, Maba Diakhou, Lat Dior et tous les autres Africains qui ont tenu tête à la machine coloniale.

Donc l'histoire était convoquée et les journaux étudiants reflétaient bien ces débats idéologiques. Ils consacraient des rubriques entières à l'histoire des pays africains et singulièrement celle des grands empires : Ghana, Mali, Songhoy... C'était la fierté des gens d'Afrique de l'époque et surtout ceux de l'Afrique occidentale française. Je pense que tout ceci s'inscrivait dans le combat idéologique que nous menions contre la colonisation et le capitalisme mondial qui le sous-tendait. La colonisation disait « ceci » et nous nous disions l'inverse.

A. Ngaidé : Y avait-il une volonté affirmée d'harmonisation des moyens de la lutte, un réel sentiment d'union à la veille des indépendances ?

A. A. Dieng : Les volontés d'union étaient nettement affirmées. Mais il faut reconnaître aussi qu'il y avait une volonté de dissociation, de séparation qui était encouragée par la colonie par l'entremise de la création des Associations Territoriales. En insistant et en travaillant avec elles, la colonie tentait d'affaiblir la FEANF. Cela constitue à mes yeux un phénomène extrêmement important et c'est l'une des raisons pour lesquelles, quand l'indépendance est arrivée, la FEANF s'est retrouvée très affaiblie. Désormais, les associations territoriales

n'avaient affaire qu'à leurs autorités nationales et non aux autorités fédérales. La fédération n'avait plus d'interlocuteurs en face : pas de fédération d'AOF, ni d'AEF... Il y avait des territoires et tout cela est imputable à la politique active de balkanisation du continent. C'est un facteur qui a laminé les bases de la FEANF ; et cela, dès le vote de la Loi Cadre Defferre¹. C'est pourquoi je disais toujours à qui voulait m'entendre que le ver était déjà dans le fruit.

A. Ngaidé : Dès lors, que vous inspire l'année 1958 ?

A. A. Dieng : C'est une année décisive, en ce sens que c'est à partir de cette année-là qu'on a voulu octroyer aux pays africains une semi-autonomie. En commençant d'abord par le Togo qui avait un statut spécial puisque le territoire était sous tutelle des Nations-Unies. Et 1958, c'était aussi la campagne de De Gaulle qui a sillonné l'Afrique de Paris à Madagascar, en passant par Brazzaville, Abidjan, et évidemment d'abord l'épisode de la Guinée avec Sékou Touré qui l'a indisposé et ensuite les pancartes qui l'accueillirent à Dakar.

Je pense que tous ces phénomènes étaient importants et cela a préparé à l'accession, comme on dit, à la souveraineté internationale, mais on ne disait pas à l'indépendance nationale à proprement parler. Des accords dits de coopération furent signés mais ils n'étaient, évidemment pas, des accords de partenariat mais des accords entre pays inégaux à cause de la présence des bases militaires françaises.

Elles demeuraient là comme un symbole de la domination et le monopole économique français se perpétuait aussi. En fait, les liens de dépendance étaient toujours vivaces. Nous avons bien compris que l'indépendance politique n'était que formelle, mais qu'il n'y avait pas indépendance économique à proprement parler.

Plus tard, les charges économiques allaient conduire les Français à suggérer la nécessité de faire payer la gestion des colonies par les Africains eux-mêmes. La métropole ne pouvait plus gérer la domination par ses propres frais et il fallait que les indigènes consentent un effort local. C'est l'une des raisons pour lesquelles dès 1960, la FEANF s'est indignée contre cet état de fait. Par la suite notre organisation exigea la rupture des liens politiques, la liquidation des monopoles coloniaux, en même temps que celle des bases militaires françaises en Afrique pour assurer notre véritable souveraineté. Ainsi donc, nous pouvons dire que ce fut une période cruciale et tout à fait importante à partir de laquelle la France s'est engagée à jouer la carte réaliste.

A. Ngaidé : Où est-ce que vous étiez en 1958 ? Étiez-vous à Dakar lors du passage du Général de Gaulle ?

A. A. Dieng : L'arrivée du Général de Gaulle m'a trouvé ici au Sénégal en vacances. Je venais d'intégrer l'ENFOM et je devais revenir au Sénégal pour préparer mon mémoire. J'avais choisi de travailler sur la Société électrique et industrielle du Baol (SEIB) ; donc j'étais obligé de venir sur le terrain pour pouvoir faire mes enquêtes. C'est pourquoi j'étais là. Mais, étant là, j'ai refusé d'obéir à la Loi

de la réserve comme je l'ai souligné plus haut. J'ai organisé des meetings à Diourbel où nous demandions l'indépendance purement et simplement. Et bien entendu l'administrateur des colonies qui s'appelait Lafay qui a servi à Labé a envoyé des stagiaires pour pouvoir m'espionner et faire un rapport, lequel rapport sera déposé à la direction de l'école ; dès que je suis arrivé; on m'a signifié mon exclusion pure et simple. Parce que j'avais participé effectivement, disent-ils, comme haut fonctionnaire à la campagne pour le NON et cela était intolérable pour un fonctionnaire « français ».

La conséquence de ce comportement vous la connaissez déjà. C'est mon exclusion.

A. Ngaidé : Pouvez-vous nous parler de cette histoire des pancartes qui alimente encore les polémiques ?

A. A. Dieng : Je vais vous dire ce que moi j'ai perçu de *mon lieu d'observation*. Quand De Gaulle est venu, il y avait hésitation par rapport à l'itinéraire que devait emprunter son cortège. Le protocole a hésité entre la corniche et l'autoroute. C'était pour empêcher les contestataires de manifester par des pancartes. Finalement l'administration coloniale a retenu la corniche et c'est par là que De Gaulle est finalement passé. Je le revois encore dans la voiture avec le Maire de Dakar Lamine Guèye et le Gouverneur général. On avait des macarons qui demandaient l'indépendance immédiate suivant le mot d'ordre de Cotonou : « Indépendance immédiate, confédération multinationale ». C'était le mot d'ordre. On a fait un grand meeting au champ de course, emplacement actuel du CESAG.

Et après le meeting, nous avons marché le long des allées du centenaire jusqu'à la Place Protet. C'est là que nous avons retrouvé des porteurs de pancartes mais des pancartes assez bizarres et qui ne correspondaient pas du tout à nos aspirations. Cette manifestation était organisée par le Mouvement populaire sénégalais (MPS) qui était le RDA, version Houphouët Boigny, un « collaborateur ». C'est Doudou Guèye qui dirigeait tout cela. Il leur avait demandé de porter des pancartes sur lesquelles étaient inscrits des slogans qui disaient : « Vers une autonomie administrative », « Une autonomie culturelle ». Cela nous a naturellement révoltés. On s'est précipités sur eux pour les chasser parce que ce n'étaient pas des militants, c'étaient des vendeurs d'eau : des Bela, des esclaves des Touaregs qui avaient été réquisitionnés pour la circonstance.

N'oublions pas que nous étions dans le cadre de l'AOF donc les Soudanais, les Nigériens et tous les autres ressortissants aofiens étaient présents à Dakar et tout naturellement à la manifestation. Par conséquent nous les avons chassés. Et nous avons remplacé leurs pancartes par d'autres qui étaient soigneusement préparées par Abdoulaye Ly. En effet, c'est lui qui a tout conçu. Pourquoi ? C'est parce que lui, il était pour l'indépendance alors que Senghor et Lamine Guèye avaient des avis contraires. Il est resté à Dakar alors que Senghor et Mamadou Dia étaient absents. Il ne faut pas oublier que dès que Senghor et Lamine Guèye ont quitté Cotonou, ils sont allés en France. Ils étaient dans une

commission préparatoire de la nouvelle constitution. Abdoulaye Ly était le secrétaire général adjoint de l'UPS. Donc, il lui revenait d'organiser les choses et profiter de cette occasion pour populariser les mots d'ordre de Cotonou.

Les organisateurs de l'accueil du Général avaient aussi aménagé des places pour mettre des anciens combattants qui étaient favorables au OUI. L'on notait aussi la présence des femmes militantes de Lamine Guèye. Elles étaient en grande toilette et étaient là pour accueillir de Gaulle dans la tradition de la *teranga* sénégalaise² comme ils disaient. Toute cette manifestation était orchestrée pour s'opposer aux mots d'ordre qui avaient été, unanimement, adoptés au congrès de Cotonou.

Le Général de Gaulle commence par s'adresser aux « Porteurs de pancartes ». Il y avait à cela deux raisons. Il y avait deux pancartes qui l'ont agacé et sur lesquelles était inscrit : « Assassin de Thiaroye³ ». En fait, de Gaulle était accusé d'être l'instigateur du massacre de Thiaroye. Une autre pancarte affichait : « Vive le FLN ! ».

Évidemment, c'était intolérable à l'époque qu'on ose reprendre la revendication d'indépendance du FLN qui était en lutte armée contre la France. Tout acte tendant à soutenir le combat des patriotes algériens, en cette occasion, était considéré comme un moyen de décourager l'armée française dans sa répression en Algérie. Donc, il avait bien vu ces deux pancartes et c'est pourquoi, il a commencé à s'adresser à leurs porteurs. N'oublions pas qu'il était déjà écœuré par la façon dont il avait été accueilli à Conakry et voyant les « Porteurs de pancartes... ». Il ne pouvait qu'être abasourdi.

Voilà comment les choses se sont passées depuis *mon lieu d'observation*. Je signale qu'à l'occasion de cette manifestation Valdiodio Ndiaye a remplacé Mamadou Dia. Il était donc là en tant que représentant de l'État sénégalais naissant après la Loi-cadre et il a fait un discours que beaucoup de gens ont approuvé. Ce discours, je dois le dire, est un discours entièrement rédigé par Jean Colin. D'ailleurs j'ai vu la mouture dans les archives d'Abdoulaye Ly et il m'a dit que Valdiodio n'a ajouté qu'une seule phrase à la main. Il me l'a fait lire.

Donc, c'est bien Abdoulaye Ly qui a organisé ce qu'on pourrait appeler, aujourd'hui, une contre-manifestation. D'ailleurs c'est lui-même qui a tenu toute la comptabilité. C'est-à-dire ce que cela a coûté en macarons, en impression et en confection de « sandwichs ». Les « sandwichs », ce sont de petites pancartes portées par les gosses qui déambulaient au moment de la manifestation. Je me souviens encore de leurs paroles. Je les entends crier « Caporal de Gaulle ! Caporal de Gaulle ». Ils ne disaient pas « Général ! ». C'était une manière d'attaquer cette haute personnalité qu'était de Gaulle nimbé des auréoles de la résistance française.

D'ailleurs un mythe têtue circulait sur de Gaulle. J'ai un ami, Malick Fall, qui a quitté Diourbel pour la manifestation et sa mère qui a un accent *seereer* nous disait : « *Eeh ! Malick dey demna ndakarou, dema tiit. De Gaulle buur mu kamil dina len diape Lagnar. Sounguène demé dina dagg sen gatt* » (Malick est parti pour Dakar, j'ai peur. De Gaulle le champion des arènes va vous arrêter à Lagnar –village

situé à une dizaine de kilomètres de Diourbel- et vous briser.). C'est anecdotique, mais c'est significatif du mythe qui entourait de Gaulle à l'époque. Ce grand homme qui, quand il lève les bras, ressemble à un lutteur imbattable. Donc nous avons une mission pour la FEANF. Elle avait envoyé d'autres étudiants comme Boubacar Ly et bien d'autres pour manifester notre désir d'obtenir l'indépendance.

A. Ngaidé : Que pensez-vous de cette incessante polémique autour des « porteurs de pancartes » ?

A. A. Dieng : Certains jeunes militants de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) ont tenté d'utiliser les manifestations de Dakar pour se prendre pour des héros en argumentant qu'ils étaient les « porteurs de pancartes » revendiquant l'indépendance immédiate. D'ailleurs, c'est l'une des raisons pour lesquelles quand on m'a parlé de « l'Association des porteurs de pancartes » j'ai purement et simplement décliné l'invitation.

Je me refuse à tout cela car les porteurs de pancartes étaient des gens qui étaient effectivement pour l'indépendance. Alors qu'il y avait des porteurs de pancartes qui s'inscrivaient dans l'UPS et qui étaient pour le OUI. Vous avez bien vu que c'est à partir de là que le parti s'est disloqué. Parce qu'il y avait deux camps celui du OUI et celui du NON.

Lamine Guèye était pour le OUI, c'est pourquoi il nous a fait un discours qui nous a déçu. Nous avons beaucoup d'admiration pour lui parce qu'il avait octroyé beaucoup de bourses pour la France. Il disait : « Un OUI n'a de sens que si on peut dire NON ». C'était de la phraséologie. Il aimait répéter : « Méfiez-vous de l'Africain qui ne parle pas, tant qu'il parle il n'est pas dangereux, mais quand il se tait, il devient dangereux ». On se disait : voilà quelqu'un qui désamorce la bombe. C'était cela son rôle. Il y a un phénomène que les historiens ignorent la plupart du temps, c'est que Gabriel D'Arboussier a pris la parole en tant que président du Grand Conseil de l'AOF. Il était bien connu dans le milieu étudiant parce qu'il est resté un anticolonialiste au moment où Houphouët Boigny avait amorcé le virage pour la « collaboration ». Il avait un don qui le rendait très populaire. C'était un excellent orateur doublé d'un grand agitateur et dans le vrai sens du mot. Il savait captiver les masses. Il est intervenu dans une brillante improvisation. Beaucoup de comptes rendus ont ignoré sa présence.

J'entends encore sa voix résonner dans mes oreilles.

D'ailleurs quand de Gaulle faisait son discours, il y avait un brouhaha tel qu'il était difficile d'entendre ce qu'il disait. Tout ce qu'on a retenu c'était : « Les porteurs de pancartes si vous voulez l'indépendance prenez-la... ». Le reste, on ne l'a pas entendu à cause de ce brouhaha extraordinaire qui sortait de la foule massée à la Place Protet.

Je me souviens encore avoir vu Gaïndé Fatma Cheikh Amadou Mbacké pendre la rue de Thiong et s'engouffrer dans sa voiture qui était du côté du marché Sandaga. Je le revois avec son grand turban avec toute sa majesté. Il

était socialiste comme Lamine Guèye. Il était venu ce jour là soutenir celui qu'il a toujours défendu contre Senghor. En effet, il n'a jamais accepté Senghor et n'a jamais adhéré à sa politique. Il a toujours été de l'autre côté.

A. Ngaidé : Vous semblez bien apprécier la teneur du discours de Gabriel D'Arboussier. Mais qu'a-t-il dit de mémorable ce jour là ?

A. A. Dieng : J'avoue que Gabriel D'Arboussier a été très vague et accueillant. C'est tout. Mais il n'est pas allé loin du point de vue politique. C'est son verbe qui a séduit les gens mais cela n'a pas changé la situation. C'était comme un coup de pétard. Mais cela n'a servi à rien car les masses étaient surchauffées. Les gens avaient commencé à s'habituer aux techniques de lutte, c'est-à-dire renverser les voitures et les brûler. C'était la première fois que je voyais cette « innovation » dans le panorama de Dakar où je vivais depuis 1952.

A. Ngaidé : Peut-on vraiment considérer l'indépendance comme un moment de libération collective ?

A. A. Dieng : Je pense qu'on a remis l'indépendance à des gens qui étaient des « collaborateurs » ; par conséquent il n'y avait pas un changement fondamental. Pour eux c'est la continuation si l'on tient en compte les événements qui sont survenus. La France défaite à Dien Bien Phu, défaite aussi en Afrique du nord et au Cameroun où l'UPC la contestait, par la voie de la lutte armée. Et donc, la France était dans une situation extrêmement difficile. C'est pourquoi je pense que les gens n'ont pas ressenti réellement les effets d'une indépendance bénéfique pour nos propres pays.

A. Ngaidé : Et pour le commun des mortels...

A. A. Dieng : Il y avait un enthousiasme réel. Avec les exactions de la colonisation les gens étaient contents d'être indépendants et libres. Mais il ne faut pas oublier que quelque temps après le néocolonialisme s'est installé et les populations se mirent à se demander : « A quand la fin de l'indépendance ? ». Parce que les frais de gestion étaient énormes, on a créé des armées nationales, des ambassades, des postes de ministres etc. Tout cela pesait lourdement sur le dos du paysan africain et du sénégalais dont l'agriculture commençait à connaître un déclin réel à cause des produits concurrents comme les oléagineux : tournesol, soja... Tout cela était pénible à supporter et les populations furent gagnées par la lassitude et la déception.

A. Ngaidé : Pouvez-vous nous parler de la Fédération du Mali. Elle fut l'une des premières expériences d'indépendance commune ?

A. A. Dieng : Oui mais c'est l'époque où on luttait pour avoir l'unité des pays africains. C'était notre credo et qui a débouché sur le mouvement panafricain. Mais il faut voir les choses telles qu'elles se passent dans la réalité. Malheureusement, cette lutte pour l'unité des pays africains a correspondu

avec l'octroi de l'indépendance à de petits pays : l'indépendance alimentée à un nationalisme grégaire. Et cette forme de nationalisme est devenue l'ennemi du panafricanisme et du désir d'unité. C'est un phénomène qu'il faut bien percevoir afin d'analyser ses réelles conséquences sur la suite de l'histoire du continent.

Donc, il n'y avait pas de forces sociales à proprement parler pour soutenir le message de quelques gens isolés comme les étudiants qui maîtrisent mieux le contenu de ce que les gens de la diaspora avaient mis dans le concept de panafricanisme. C'est durant cette période d'ailleurs que nous nous sommes mis à lire des nuits et des nuits le texte de Georges Padmore : *Africanism, Communism* en anglais car le livre n'était pas encore traduit. Nous avons sorti un document, comme souligné plus haut, pour définir ce que nous entendions par unité africaine.

Nous défendions l'idée selon laquelle l'unité était un moyen et non une fin. S'unir pourquoi et autour de quoi ? C'était la question centrale qui nous préoccupait. En tout cas pas autour de la race comme certains avaient tendance à le croire ; poussés qu'ils étaient par les gens de la diaspora. Pour nous, la race n'était pas un élément déterminant. Des gens d'une même race peuvent être dans des camps différents voire opposés. C'est comme cela que nous percevions les réalités du continent. C'est dire que l'anticolonialisme l'emportait sur les histoires du panafricanisme « racialisé ». Ce qui est caractéristique, c'est que la balkanisation était là et que l'on avait déjà environ 16 états (14 pour l'AOF plus le Togo et le Cameroun). Avec tout cela, nous étions déjà en ordre dispersé et c'était l'un des vœux, malheureusement, d'Houphouët Boigny.

Houphouët Boigny représente quelque chose qu'il faut analyser très sérieusement. Il a tenu compte de la situation de l'époque pour pouvoir tirer le maximum du système colonial. Le Sénégal a été le premier pays mis en valeur à partir de la culture arachidière et vers les années 1950 le Sénégal a perdu ce leadership du point de vue économique ; parce que l'essentiel des ressources de l'AOF étaient tirées des rentes produites par l'arachide et cela a permis d'embellir la capitale contrairement à Abidjan, sa concurrente.

En 1950, Abidjan allait prendre sa revanche. Et pourquoi ? Parce que d'abord il y a eu la guerre de Corée. Les matières premières comme le café, le cacao et le caoutchouc étaient des produits stratégiques. Ceci a favorisé la Côte d'Ivoire. Premier élément. Deuxième élément, la Côte d'Ivoire n'avait qu'un Wharf et n'avait pas un port en eaux profondes. On a percé le canal de Vridi et pour la première fois, la Côte d'Ivoire allait avoir un port en eaux profondes. Le port d'Abidjan commençait ainsi à devenir le premier port de l'AOF alors que, dans les temps anciens, les ports les plus importants étaient Kaolack et Rufisque car il avait un Wharf. Mais Rufisque sera par la suite supplanté par Dakar. En effet, dès qu'on a aménagé Dakar, la ville de Rufisque a perdu de sa superbe. Troisième élément important, Houphouët Boigny rallie la France en 1950. Il collabore, avec la bénédiction de François Mitterrand qui était ministre des colonies. Donc tous ces éléments ont joué en faveur de la Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire qui n'était pas mise en valeur va l'être tardivement et on voit se dresser le « jeune homme économique » que constitue la Côte d'Ivoire face au vieillard que représente le Sénégal. C'est pourquoi d'ailleurs, durant cette période de prospérité, les Sénégalais disaient qu'il ne faut pas qu'on prenne l'essentiel du budget pour subventionner des pays qui ne sont pas mis en valeur et qui n'ont pas de recettes budgétaires comme le Niger, la Mauritanie, la Haute-Volta (Burkina).

Dès lors, nous pouvons comprendre pourquoi, plus tard, Houphouët Boigny dira : « La Côte d'Ivoire n'est pas la vache à lait de l'Afrique noire ». Et d'ajouter aussi que tout ce que les pays de l'AOF produisent comme recettes sert à embellir Dakar, même les rues qui devaient être bitumées par la mairie de Dakar étaient réalisées aux frais du budget de l'AOF, Dakar étant la capitale fédérale. Et beaucoup de fonctionnaires fédéraux venaient travailler au Sénégal et non en Côte d'Ivoire.

La rivalité entre Dakar et Abidjan ne relevait pas de l'inimitié entre Senghor, l'intellectuel agrégé et Houphouët l'instituteur chef de canton. Cette rivalité n'était pas crypto-personnelle. En réalité, c'est à partir du Sénégal que les milieux économiques français contrôlaient tout, car toutes les industries étaient situées dans la région du Cap Vert et avaient comme « débouché » l'hinterland y compris même le Gabon, l'Algérie pour l'huile, Madagascar... Houphouët Boigny supportait mal cette situation de domination qu'exerçait le Sénégal sur les autres territoires. C'est pourquoi il a presque obligé les industries à aller s'installer en Côte d'Ivoire. C'est comme cela qu'il a demandé, par exemple, que les Grands Moulins de Dakar deviennent les Grands Moulins d'Abidjan. Dans ces conditions, et ayant les mêmes types d'ambitions, ils deviennent des pays rivaux et leur complémentarité vole en éclats. Tous les antagonismes entre Senghor et Houphouët Boigny ont pris racines dans ce magma.

- A. Ngaidé :** Mais quelle est l'influence de cet antagonisme sur la Fédération du Mali ?
- A. A. Dieng :** Mais justement c'est Houphouët Boigny qui a demandé sa liquidation et la France a soutenu son initiative. Et pourquoi ? Parce que la France soupçonnait le Soudan (Mali actuel) de soutenir la lutte algérienne à cause de la proximité de la bande Saharo-sahélienne. Il y avait cette arrière-pensée qui alimentait les sentiments des uns comme des autres. Et n'oublions pas qu'à l'époque la France voulait créer l'Organisation des États Riverains du Sahara (OERS). Cela a provoqué un tollé au Maroc, en Algérie et en Tunisie et il faut souligner que Mamadou Dia a soutenu vigoureusement la candidature de Senghor au poste de président de la République du Mali. Il était hostile à la candidature de Modibo Keita soutenue par les Soudanais. A la dissolution du Mali, Ousseynou Seck, un grand chroniqueur à la radio fédérale disait : « *Eh Mali deena kouko rog gnou rog la. Nko ak dema'ni mounongno ande* ». (La fédération du Mali est morte. On enterrera celui qui l'enterrera. « je dis » (en langue mandingue) et « je dis » en wolof ne peuvent pas cheminer ensemble). Autrement dit, il a *bambarisé* le

Soudan et *wolofisé* le Sénégal. Mamadou Dia est celui qui a décrété la sécession parce qu'il était pratiquement un chef d'État à ce moment là.

D'ailleurs, c'est à l'occasion de la présidence de la République du Mali qu'il y a eu le clash. Parce que les Soudanais étaient pour Lamine Guèye et les Sénégalais étaient pour Léopold Sédar Senghor. Les Soudanais argumentaient que c'est un pays musulman et que par conséquent, Lamine Guèye devrait en être le président. En plus, ne l'oublions pas, Lamine Guèye est né à Médine au Soudan français. Donc, il avait la sympathie des partisans de Modibo Keïta.

A. Ngaidé : Quelles sont les personnalités les plus marquantes de cette époque de l'indépendance ?

A. A. Dieng : Parmi les personnalités les plus marquantes il y avait sans aucun conteste Mamadou Dia. Pourquoi ? Parce que tout simplement c'était un nationaliste. Et il voulait le traduire dans la politique économique du pays naissant.

Le Sénégal était une chasse gardée des hommes d'affaires français et de leurs acolytes. C'est la raison pour laquelle, bien qu'étant senghoriste, il a voulu faire une politique que Senghor désapprouvera : liquider les « petits blancs » et les Libanais. Ainsi, l'action de la Chambre de commerce dirigée par Charles Gallenca a été décisive dans sa liquidation politique. Il avait créé un crédit populaire pour octroyer des prêts aux artisans sénégalais. Il ne voulait plus qu'on importe des matériels de bureau. Là, il venait de toucher à de gros intérêts. Je ne sais pas s'il s'en était rendu compte. Le crédit social a joué ce rôle important dans la mise en œuvre de sa politique nationaliste. C'est la raison pour laquelle il a été vite mis en minorité dans son propre parti et plus tard a été renversé purement et simplement. En fait, Mamadou Dia préconisait une politique de rigueur.

N'oublions pas aussi qu'au moment de son renversement les députés avaient augmenté leur solde. Il était en désaccord avec cette décision. Il était aussi contre le fait que les hommes politiques et les marabouts deviennent des actionnaires dans les sociétés, qu'ils s'octroient des prêts auprès des organismes gouvernementaux avec la perspective de ne pas rembourser les dettes contractées. Ce combat lui a donné une certaine popularité au sein du peuple, mais aussi une impopularité dans les milieux de l'élite naissante.

Pourquoi ? Parce qu'il s'est mis à faire croire que l'indépendance était acquise et que les gens devaient plutôt se sacrifier et se serrer la ceinture. Mais les fonctionnaires ont commencé à faire la grève et plus particulièrement ceux de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN). A la suite de cela, Mamadou Dia a révoqué 3 000 travailleurs à l'époque.

Je ne sais pas si vous imaginez ce que cela représente. C'est la première fois que les gens vont connaître le chômage avec toutes les incidences sociales qui en découlent : appauvrissement des ménages, dislocation des familles et compromission des études des enfants. De ce fait, la situation sociale devenait intenable.

En plus Mamadou Dia avait une attitude qui n'était pas coopérative avec les étudiants africains. Par exemple, il a supprimé les 4 000 000 de francs qui constituaient la subvention qui devait être octroyée aux étudiants sénégalais. Il a déclaré vertement qu'aucune subvention n'était désormais possible. Cela a été à l'origine de l'hostilité qui s'est instaurée entre les étudiants et lui ; alors que ces derniers le soutenaient sur le plan politique et, par ailleurs, sur tous les plans.

En agissant ainsi, il a réussi à ne pas en faire des alliés potentiels dans son combat politique contre Senghor. Les travailleurs aussi n'étaient plus ses alliés. Dès lors il était facile de le renverser sans que personne n'ait à protester. C'est cette situation qui lui aliène une partie de la population.

Dès lors, son avenir politique était scellé. C'est pourquoi quand il a eu des problèmes avec Senghor la population ne l'a pas suivi.

A. Ngaidé : Parlez-nous de la teneur des débats en 1962 entre Senghor et Mamadou Dia ? Vous qui étiez là dans l'espace sénégalais ; qu'est-ce que cela vous a fait comme effet ? Le « Coup d'État... ».

A. A. Dieng : Je n'étais pas sur place. J'étais en France. Mais je suivais attentivement ce qui se passait au pays à cette époque. Le Coup d'État, nous n'y croyions pas du tout. A l'époque on ne croyait pas à ce type de situation. Mamadou Dia a voulu tout simplement privilégier le parti par rapport à la Constitution, ce qui n'existait pas au Sénégal. Cette « tactique » n'existait que dans des pays où il y avait des partis fortement structurés et calqués sur le modèle du parti léniniste, du RDA, du PDG... Dans ces pays à parti unique, c'est la permanence du parti qui prévaut. Mamadou Dia voulait transposer cette technique de coercition au Sénégal, ce qui n'était pas possible.

En effet, les gens n'avaient pas l'habitude de ce type de fonctionnement parce que, tout simplement, le parti unique n'avait pas de prise sur les gens. Ils ont toujours connu des partis ou des comités électoraux. C'est la tradition politique sénégalaise.

Le Sénégal ne connaissait pas des partis fortement « charpentés », mais des partis à caractère électoraliste et clientéliste.

D'ailleurs, les partis s'identifiaient aux individus et, même, ils étaient très personnalisés. On avait entre autres : le parti diagniste, laministe, senghoriste, dioufiste et aujourd'hui wadiste. C'est une vieille tradition ancrée au Sénégal et qui n'était pas de la même nature que les partis qui venaient de s'organiser et qui, pour compenser leurs faiblesses, étaient fortement centralisés et anti-démocratiques aussi, puisque c'est la personnalité du chef qui compte.

A. Ngaidé : Au-delà de ce qu'on pourrait appeler la radicalisation de Senghor, de l'impopularité des mesures diaïstes ; qu'est-ce que cet événement a généré dans l'évolution politique du Sénégal ?

A. A. Dieng : Cette rupture a conduit à la naissance d'un parti présidentieliste pour la première fois. On assistait à la liquidation du parlementarisme. C'est l'une des

premières conséquences et des plus importantes de ce combat. L'événement de 1962 a porté aussi atteinte à l'embryon de démocratie et cela s'est aggravé par la suite. Ce n'est que parce que Senghor n'a pas pu résoudre les problèmes que les événements de 1968 sont arrivés : blocage des salaires et des activités politiques avec la dissolution des partis. D'ailleurs, le PAI avait été dissout bien avant ces événements par Mamadou Dia lui-même. Cette décision l'avait, déjà, rendu impopulaire.

Évidemment que le PAI avait commis l'erreur de vouloir lancer la lutte armée alors que les dirigeants n'étaient pas prêts à céder le pouvoir. A mon avis, ce fut une erreur monumentale de vouloir créer une lutte armée dans le Sénégal oriental. On a entraîné des gens à Cuba qui sont revenus et sont devenus commandants, capitaines dans une région où les gens parlent surtout bambara. C'était vraiment une aventure. Cela s'est passé en 1965.

Je me souviens très bien : c'est l'année où mon père est décédé. Je suis revenu au Sénégal et j'étais effrayé. J'étais membre du parti. Je suis allé à Kaolack pour voir les professeurs militants du PAI Kader Fall, Touré Abou, Amadou Booker Sadjji et pour leur demander ce qui se passait. Je me suis posé la question suivante : Qu'est-ce que cette aventure là ? Vouloir faire une lutte armée dans le Sénégal oriental ! C'est vraiment manquer de réalisme. On ne pouvait pas le faire à Dakar, car on était minoritaires. Le PAI n'était pas implanté dans les campagnes. Il faut dire la vérité.

Dans ces conditions, Senghor a pu atteindre l'un de ses objectifs : liquider quelqu'un qui le gênait dans la politique qu'il souhaitait mener. Mamadou Dia avait aussi accepté de faire venir un prêtre pour exécuter le plan de développement du Sénégal : le Père Lebret. Ce que Senghor n'ose pas faire, c'est un musulman qui le fait à sa place. D'ailleurs à chaque fois que Mamadou Dia prenait des mesures impopulaires, Senghor disait : « Ah Mamadou Dia a du caractère ». Ainsi il l'incitait à aller encore beaucoup plus loin en prenant des décisions impopulaires. C'était une manière de le liquider politiquement parce que, dans ce pays-là, on n'aime ni les gens à forte personnalité, encore moins les gens répressifs. Les gens aiment plutôt les chefs qui savent arrondir les angles et qui s'arrangent pour maintenir les équilibres nécessaires pour la tranquillité de la société et du même coup leur propre tranquillité.

A. Ngaidé : Pouvez-vous nous parler de l'homme Senghor le littéraire, le philosophe et le politicien en toute franchise ?

A. A. Dieng : Nous avons connu Senghor, contrairement à votre génération, comme député et pas comme président du Sénégal avec tout le respect que j'ai pour ces institutions. Nous avons été déçus par Senghor parce qu'il était du côté des Français. Non seulement dans sa poésie, mais aussi dans son action politique. Personnellement Senghor est l'un des auteurs que j'ai le plus lu du point de vue poétique *Hosties Noires* (1948), *Chants d'Ombre* (1945). Ces œuvres forment le gros de notre littérature de jeunesse. Mais quand on lit cela, on est sidéré par ce

que l'homme veut le métissage à la fois culturel et biologique. On le voit dans l'accent de certains de ses poèmes qu'il écrira par la suite comme *Éthiopiennes* (1956). Par exemple, le fait de valoriser Emma Pleyel et de parler de Soukeyna et d'Isabelle « ma sœur de lait ». Tous ces thèmes-là nous ont frappés. C'était une poésie de lamentations : « Pardonne à la France », « Place parmi les Nations, la France à la droite du Seigneur ». C'est cela Senghor !

Je suis d'ailleurs un peu étonné qu'Ousmane Camara ait mis dans ses mémoires cette phrase là.

Le Senghor poète ne nous mobilisait pas. Celui qui nous mobilisait, c'était Aimé Césaire du *Cahier d'un retour au pays natal* qui était une œuvre d'une dynamique intellectuelle et politique sans égale pour nous.

Au lieu de faire de sa négritude une honte, Aimé Césaire en fait un objet de combat et de lutte. Sa poésie était virile, éruptive, volcanique et finalement mobilisatrice. Alors que Senghor nous faisait dormir. Il nous démobilisait et faisait de nous des « tire ailleurs » alors que l'autre faisait de nous des combattants à proprement parler, des gens qui luttent contre la forteresse coloniale. Donc les poèmes de Césaire étaient récités, lus et bien connus. Mais des parties de ses poèmes seront critiquées par Cheikh Anta Diop. L'auteur de *Nations nègres et cultures* (1979), n'est pas d'accord avec la thèse césairienne selon laquelle les Nègres ne sont pas à l'origine de la science : « Ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole ». Pour lui, l'Égypte est la mère des sciences et de l'écriture.

Une chose m'a choqué aussi chez Senghor quand j'étais secrétaire général de l'Association général des étudiants de Dakar (AGED). Nous sommes allés le rencontrer chez Léon Boissier-Palun. Il nous a dit : « Les Africains commencent à être civilisés. Il ya des fleurs dans les Sicap ». J'étais atterré. Toute sa civilisation ne se trouve que là où il y a des fleurs. Il avait un complexe terrible vis-à-vis des Blancs et vis-à-vis même des Asiatiques.

Nous, nos civilisations ne sont pas des civilisations des fleurs. Chaque civilisation a ses préférences, ses propres structures. Ce ne sont pas les structures des autres qui doivent déterminer la manière dont nous percevons notre civilisation. Il considère que la civilisation de l'Occident est le modèle sur lequel nous devons nous aligner. J'étais atterré devant cette attitude d'imitation et de mimétisme aveugle. Elle m'avait profondément choqué chez Senghor.

Un autre élément m'a frappé chez Senghor : il attaquait toujours tous ceux qui s'attaquaient au colonialisme. Ne vitupérons pas le colonialisme, disait-il, et il a même osé dire que la France n'a pas à se justifier pour l'annexion des colonies. En fait, il les considérait comme de simples provinces de France. Vous pouvez le découvrir dans *Libertés*. Il nous a étonnés par sa prise de position aussi durant le débat qui a eu lors de la confection de la Loi-cadre. « Frappez l'imagination des Africains pour qu'ils se détournent de la revendication pure et simple de l'indépendance ». Il a eu à tenir les propos suivants à l'Assemblée de Strasbourg : « Au siècle de la bombe atomique, l'indépendance est une pure illusion ». Cette phrase se trouve dans le livre de son ami politique Aujoulat,

Aujourd'hui, l'Afrique (1958), qui était Secrétaire d'état aux colonies de la France d'Outre-mer. Donc, tout cela nous a éloignés purement et simplement de Senghor. Nous n'avions plus confiance en lui. Mais il faut dire aussi, que nous avons eu des problèmes avec Aimé Césaire à cause de sa fameuse lettre adressée au Parti communiste français. Dès lors, il a commencé à être contesté par un certain nombre d'Africains qui étaient du Parti communiste français. Parce que beaucoup d'étudiants africains militaient dans ce qu'on appelait le Groupe de langues, c'est-à-dire des groupes d'étudiants qui n'étaient pas des Français.

- A. Ngaidé :** Mais en tant qu'homme politique, Senghor a apporté quelque chose au pays. Il est le père de la nation sénégalaise non !
- A. A. Dieng :** Non, je le regrette. Il dit que la nation date du dépôt des *Cahiers pour les États généraux* et nous savons très bien que ce ne sont pas les Africains qui sont à l'origine de ce dépôt. Ce sont plutôt des Européens qui l'ont fait. Et dans ces *Cahiers* qu'est-ce qui était discuté ? Le monopole de la Compagnie du Sénégal pour l'achat des esclaves. Ils voulaient que ce soit libéralisé et que n'importe qui puisse acheter des esclaves donc ces *Cahiers* ne condamnaient pas l'esclavage. Dès lors, comment peut-on soutenir que cela puisse consacrer la naissance de la nation ?

Senghor va chercher la définition de la nation chez Ernest Renan. C'est que Renan, à propos de l'Alsace et la Lorraine annexées à l'Allemagne en 1870, a tenté de définir la nation. Il fait une distinction entre la conception ethnique adoptée par les Allemands et la conception politique adoptée par les Français. La définition française repose sur la volonté politique de vivre en commun. Et ce n'est pas pour rien que Lamine Diakhaté nous fatiguait avec le « commun vouloir de vivre ».

La nation se réduit à une simple volonté, c'est l'élection de tous les jours. Pour cela il n'est pas original et loin de là. Et le contexte politique du Sénégal de l'époque n'est pas le même que celui de la France et de l'Allemagne de 1870.

- A. Ngaidé :** Mais toujours est-il qu'on s'inspire de ce texte d'Ernest Renan comme base de discussion et d'appréhension de la notion de nation non !
- A. A. Dieng :** A mon avis, c'est le texte le plus faible de Renan. Parce que tout simplement, les intellectuels africains n'ont pas sérieusement réfléchi sur les questions nationales.
- A. Ngaidé :** Mais est-ce que Senghor n'a pas fait un pas dans ce sens là ?
- A. A. Dieng :** Mais son souci à lui, c'est de dire que c'est Pompidou qui lui a appris le socialisme, cela peut provoquer le sourire. Il était à la SFIO. Senghor n'a été que le véhicule d'une théorie qu'il tentait d'imiter tout simplement. Parce que pour lui, le modèle, c'est la France. La France c'est Renan. C'est tout et il veut appliquer cela au Sénégal.

Mais quelle originalité a-t-il ? Il n'y a aucune originalité dans sa démarche. Au contraire on peut lui faire un tas d'objections comme on l'a fait d'ailleurs à l'occasion de cette définition faite par les Français sur le « commun vouloir de vivre ». Mais il faut aussi convenir que la nation ne peut pas seulement se faire sur la base de la simple volonté. Il y a des éléments objectifs et non subjectifs qui sont là et dont il faut tenir compte.

À l'époque aussi, c'était une manière de récuser la définition de Staline, l'auteur de *Question coloniale et nationale*. Il était contre cette définition et il partagera cet avis avec Mamadou Dia en l'utilisant pour contester la définition des marxistes de l'époque. D'ailleurs, c'est l'une des raisons pour lesquelles quand Cheikh Anta Diop parle, dans *Nations nègres et culture*, de cette question il se réfère à Staline.

En disant que les deux éléments indépendance et culture nationale ce sont des phénomènes importants. D'ailleurs Théophile Obenga défend, que Cheikh Anta Diop aboutit aux mêmes résultats que les marxistes qui utilisaient le matérialisme historique. Mais, je pense que c'est une conception très instrumentaliste du marxisme.

Je pense sérieusement que la nation est une chose sur laquelle nous devons beaucoup réfléchir. C'est la question la plus complexe qui soit. Parce que nous avons les symboles de la nation au sens moderne du terme alors que nous n'en avons pas la réalité économique, sociale, culturelle, linguistique. Nous ne l'avons pas.

Comment voulez-vous acclimater des choses qui ne peuvent pas prendre racines ? Il y aura toujours un rejet de ce greffon d'État-nation. Parce que tout simplement on ne veut pas reconnaître aujourd'hui les ethnies. Et aujourd'hui les gens en parlent alors qu'à l'époque les gens ne faisaient pas mention de ces structures sociales. On parlait de race. Pour s'en convaincre, vous pouvez lire le premier article de Cheikh Anta dans *Présence Africaine* où il emploie le terme de race wolof. Terme utilisé par les colonisateurs, mais sans qu'aucune critique ne soit portée. On utilisait indifféremment les termes tribu et race. Or, le terme de tribu, pour nous, avait une connotation raciste. Pourtant, les Blancs l'utilisent pour désigner des Blancs, c'est comme le terme barbare aussi. Mais dès qu'on parle de barbares on pense que c'est spécifique aux Africains.

- A. Ngaidé :** Vous pensez que Senghor n'a pas cherché à gommer les différences entre les ethnies en essayant de créer un *homo-senegalensis* ?
- A. A. Dieng :** Non parce que tout simplement cela l'intéresse pour calmer les esprits et éviter les contestations. C'est un refus camouflé de la lutte des classes. Parce que les nations sont constituées de classes qui connaissent des antagonismes et ils n'en veulent pas.

Tous ces gens qui ne veulent pas d'antagonismes te parlent de races, rassemblement, unité nationale. Si tu leur dis unité, ils te disent nationale. Mais où est la nation ? Est-ce que la nation a eu le temps de se constituer ? Mon ami Mokhtar Diouf^t a écrit un livre, mais je ne suis pas accord avec ses hypothèses et affirmations. Je pense qu'il est tombé dans un piège qui l'a conduit à parler

d'harmonie et d'unité au point de nier l'existence de différences fondamentales entre les composantes des populations sénégalaises. Par là, il nie l'existence des ethnies alors qu'elles sont une réalité prégnante de la modernité sociale et politique sénégalaise.

A. Ngaidé : Mais l'œuvre politique de Senghor mérite une attention particulière ?

A. A. Dieng : Mais on peut l'utiliser de manière critique et sortir du sentier que les gens empruntent habituellement. Il a hérité d'un État, mais ils ne disent pas qu'il a créé un État néocolonial. Regarde bien autour de toi et compare les noms des sociétés à celles françaises. Il a remplacé le **F** de France par le **S** de Sénégal. C'est du mimétisme. Il a beau attaquer les gens, mais il est aussi vulnérable. Il n'était pas suffisamment armé pour le faire. Ce qui l'intéresse dans le marxisme, ce sont les écrits humanistes des prêtres comme Calvès, etc. C'est tout. En fait, Senghor n'a pas pris en compte les vrais fondements de la théorie marxiste.

Ce sont là les différents chantiers ouverts au début des années 1970. Le Sénégal a donc démarré les premières années de son indépendance sur des chapeaux de roues, situation qu'il fallait gérer avec un tact politique conséquent et réfléchi.

Notes

1. « La loi n° 56-619 du 23 juin 1956, dite Loi-cadre Defferre, autorisant le gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, est adoptée sur l'initiative de Gaston Defferre, ministre français d'Outre-mer et Maire de Marseille, et Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire et maire d'Abidjan. On l'appelle « Loi-cadre » car elle habilite le gouvernement à statuer par décret dans un domaine réservé en principe à la loi. Elle crée dans les territoires d'outre-mer des Conseils de gouvernement élus au suffrage universel, ce qui permet au pouvoir exécutif local d'être plus autonome vis-à-vis de la métropole (toutefois le mode de scrutin reste défavorable aux habitants locaux). Elle crée aussi le collège unique alors que jusque là les habitants étaient répartis en deux collèges selon leur statut civil (de droit commun ou de droit local). La Loi-cadre sera complétée par plusieurs décrets d'application concernant les territoires d'outre-mer », (Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi-cadre_Defferre, visité le 13/06/2011, 18h05).
2. Hospitalité « légendaire » des Sénégalais.
3. Massacre de soldats africains de retour de la seconde guerre mondiale dans le camp de Thiaroye en banlieue dakaroise, le 1er décembre 1944. Ce massacre a été immortalisé par le cinéaste sénégalais Sembène Ousmane (Camp de Thiaroye film sorti en 1988 et censuré en France pendant longtemps).
4. Économiste, chercheur à l'IFAN et auteur de *Le Sénégal. Les ethnies et la nation*, Dakar, NEA.

4

Les paradoxes d'une économie extravertie : ajustements structurels des années 1980

« De mon temps tout le monde chantait. (Excepté moi, mais j'étais déjà indigne d'être de ce temps-là). Dans la plupart des corps de métiers on chantait. Aujourd'hui on renâcle. Dans ces temps-là, on ne gagnait pour ainsi dire rien. Les salaires étaient d'une bassesse dont on n'a pas l'idée. Et pourtant tout le monde bouffait. Il y avait dans les plus humbles maisons une sorte d'aisance dont on a perdu le souvenir. Au fond, on ne comptait pas. Et on n'avait pas à compter. Et on pouvait élever des enfants. Et on en élevait. Il n'y avait pas cette espèce d'affreuse strangulation économique qui, à présent, d'année en année, nous donne un tour de plus. On ne gagnait rien ; on ne dépensait rien ; et tout le monde vivait.

Il n'y avait pas cet étranglement économique d'aujourd'hui, cette strangulation scientifique, froide, rectangulaire, régulière, propre, nette, sans une bavure, implacable, sage, commune, constante, commode comme une vertu, où il n'y a rien à dire, et où celui qui est étranglé a si évidemment tort ».

Charles Péguy, *L'argent*, Paris, Gallimard, 1948, p. 12.

- A. Ngaidé :** Doyen, après avoir discuté de la crise de 1962, de Senghor, que pensez-vous des années 1970-1980 dont les conséquences se font encore ressentir sur les orientations des politiques sociales ?
- A. A. Dieng :** Cette période qui va de 1962 à 1970 est marquée par la crise du système capitaliste mondial. Je n'entre pas dans les détails. Il s'agit de la crise pétrolière de 1973 qui a posé des problèmes aux pays occidentaux qui venaient de rompre avec leurs colonies. Il fallait que les gens s'ajustent par rapport à leur situation afin d'assurer leur développement. C'est la raison pour laquelle la période va nous mener progressivement vers les programmes d'ajustements structurels. Puisque jusqu'ici, disent les bailleurs de fonds, les équilibres macro-économiques étaient rompus. Mais le proclamant, ils pensent surtout aux intérêts des bailleurs de fonds parce qu'ils veulent mettre les pays en situation de rembourser la dette extérieure qui pesait lourdement sur l'avenir des États

africains. Le faisant, ils ont mis des programmes intermédiaires dont la vocation consistait à chercher à assurer un minimum d'équilibre macro-économique. Mais c'est surtout en 1980 qu'on a commencé à appliquer les programmes d'ajustements structurels constatant que l'intervention du FMI n'était pas suffisante.

En effet, le FMI ne s'occupait, en principe, que d'ajustement conjoncturel et de déficit temporaire de la balance de paiement, c'est-à-dire que, quand vous êtes déficitaire, le FMI peut vous aider à surmonter la passe difficile. Mais finalement, on découvre que la crise est un problème purement structurel. Problème structurel que nous devons comprendre comme ceci : on dépense plus que ce que l'on a en termes de ressources et cela on ne peut le faire que quand on emprunte. C'est-à-dire quand on anticipe sur les revenus à venir.

Dans ces conditions, les pays choisissent la voie de la facilité qui consiste à emprunter. Mais si vous empruntez, il arrive un moment où vous êtes obligés de rembourser et il se trouve qu'à la période où vous devez répondre aux exigences de la dette, vous n'êtes pas en mesure d'honorer vos engagements et que l'utilisation des subsides alloués par le FMI et la Banque mondiale n'a pas permis de dégager des ressources susceptibles de rembourser la dette extérieure. Souvent, on a effectué des dépenses improductives. On a vu, durant toute cette période, la création de gouvernements pléthoriques, la multiplication d'ambassades budgétivores. On continuait d'entretenir des armées dont la gestion pesait et pèse encore lourdement sur les finances publiques. Ces mêmes armées ne sont même pas capables de défendre le pays en cas d'agression extérieure. C'est l'une des raisons qui conduisent les gouvernements à signer des accords secrets avec l'ancienne puissance tutélaire afin de garantir, en quelque sorte, leur souveraineté internationale.

Tout cela m'amène à soutenir que les recettes n'augmentent pas au moment où les dépenses montent de manière vertigineuse. C'est la raison pour laquelle, le FMI et la Banque mondiale qui sont les garants de l'ordre économique et financier international interviennent dans les économies nationales. Mais le FMI tout seul ne va pas intervenir sans l'accord de la Banque mondiale qui s'occupe de problèmes moins structurels. C'est-à-dire de choses qui sont pérennes alors que le FMI comme je l'ai dit, s'occupe de choses provisoires. On a commencé à appliquer cette politique au Sénégal à partir des années 1980. Mais quand on l'a appliquée, elle a tout simplement échoué. Parce que l'intervention a correspondu à une période préélectorale. C'était la fin du mandat de Senghor. Diouf devait préparer les élections de 1983 dans des conditions sociopolitiques et économiques difficiles.

Le Sénégal n'avait pas respecté à la lettre les critères établis par la Banque mondiale pour pouvoir rembourser sa dette et renforcer sa balance économique. Dans ces conditions de non respect des modalités, on va suspendre – parce que c'est le langage diplomatique – les interventions de la Banque mondiale. C'est donc un échec. On demandait au gouvernement d'augmenter les prix des denrées de première nécessité.

Dès lors, il est compréhensible que tout cela ne puisse pas faciliter la tâche à un gouvernement qui sollicite le suffrage des électeurs. C'est dans ces conditions que dès sa réélection; le président Abdou Diouf prit des mesures impopulaires en procédant à l'augmentation des prix des denrées de consommation courante. Qu'est-ce qui s'est passé réellement ?

La Banque mondiale et le FMI nous demandaient de rétablir les équilibres macro-économiques. Mais si on y réfléchit bien on constate que les tentatives de rétablissement des grands équilibres macro-économiques étaient conçues pour permettre, comme je l'ai déjà souligné, aux États le remboursement des dettes aux bailleurs de fonds et non pas pour assurer la croissance et le développement. C'est la période durant laquelle le FMI et la Banque mondiale – les Institutions de Bretton Woods – insistent sur les notions de « croissance » et de « développement ». Mais la croissance est interprétée surtout du point de vue « quantitatif », alors que le développement implique une certaine répartition des revenus qui est de nature « qualitative ».

Par exemple, il fallait savoir si les écarts des revenus entre les privilégiés et les démunis croissent ou ne croissent pas. Dans ces conditions, on a choisi de faire en sorte que la fiscalité pèse essentiellement sur les populations. En effet, cette période est caractérisée par la mise en place de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Toutes les différentes denrées qui sont de consommation importante et qui, en même temps, intéressent directement les populations sont surtaxées. Cette TVA grève les budgets familiaux et augmente la paupérisation dans les villes. Quelle est la philosophie de cette fiscalité ? En définitive, ce sont les pauvres qui vont payer plus que les riches. Pourquoi cela ? Parce que la fiscalité indirecte ; c'est-à-dire la fiscalité sur les dépenses, les populations ne la connaissent pas. Elle pèse sur l'ensemble des contribuables sans distinction de revenus. Ce qui veut dire en termes simplifiés que pauvres et riches paient la même chose à l'État.

Prenons un exemple révélateur de la situation : si on taxe les denrées alimentaires comme le riz, produit d'importation et de consommation courante au Sénégal, on pénalise la population à faible revenu et donc les couches les moins aisées, alors que les nantis ne ressentent absolument rien par rapport à cette hausse.

Autrement dit, derrière ce semblant d'égalité devant la fiscalité se cache une réelle inégalité de traitement des consommateurs dont les revenus sont totalement disproportionnés. Il ne faut pas oublier que les impôts sur les dépenses ne sont pas prélevés directement par les agents de l'État, mais par les commerçants et les industriels. Ces derniers se contentent tout simplement de donner aux trésoriers le produit de la récolte. Et puis, comme il est impossible d'y échapper cet impôt indirect est particulièrement injuste. C'est comme une sorte d'anesthésie fiscale. Cette politique explique les énormes recettes générées par beaucoup de gouvernements. L'État africain, aujourd'hui, est devenu un véritable « gangster » qui fait du hold-up sur citoyens.

Autrement dit, ce sont les institutions qui ont mené une politique qu'elles ont recommandée et qui a abouti à l'appauvrissement des populations. C'est pourquoi cela fait sourire quand on entend dire que les gens luttent contre la pauvreté. C'est l'objectif le plus médiocre pour moi. Cela veut dire qu'on se bat sur la défensive alors qu'on devrait lutter pour enrichir le pays comme dans tous les pays qui se sont développés et où l'on s'est d'abord intéressés « à la richesse des nations ». Cela a été à la fois le cas de l'Angleterre et celui de l'Allemagne qui voulait rattraper son retard après le XIXe siècle. C'est pourquoi on parle de la « richesse des nations » avec Adam Smith alors qu'en Afrique nous assistons impuissants à la « pauvreté des nations ».

Dès lors, il faut s'ajuster mais cet ajustement a surtout pénalisé les catégories sociales les plus démunies. Toute la technique utilisée était de réduire la consommation des populations, sous prétexte qu'elles achètent des produits importés. Donc pour équilibrer la balance des paiements et singulièrement la balance commerciale, il faut faire en sorte qu'on importe moins et qu'on encourage l'exportation. Dès lors, il fallait réfléchir à une véritable philosophie de l'exportation des rares produits dont disposent nos états.

En effet, il le fallait pour obtenir les devises nécessaires pour rembourser la dette extérieure car celle-ci a été contractée en devises et par conséquent, elle doit être remboursée en devises et non pas en monnaie nationale. C'est l'une des raisons qui me pousse à dire que ces programmes furent rudes au point de mettre l'ensemble des populations dans une situation de pauvreté endémique.

- A. Ngaidé :** Quelles sont les conséquences politiques directes de ces programmes sur la société de manière générale ? Assistons-nous à un relâchement de l'emprise des politiciens sur les citoyens ou à la naissance d'un type nouveau de clientélisme « parasitaire » ?
- A. A. Dieng :** Ces politiques éloignent les dirigeants des populations qui ne voient plus leurs aspirations satisfaites par ces mêmes dirigeants. Tout cela a créé des crises énormes au niveau politique dans les pays africains. Mais se faisant, on laisse les populations de côté. On ne les sollicite que pour la fiscalité et les gouvernements continuent à faire des dépenses « fantaisistes », avec une pléthore de ministres, d'ambassades, d'armées... On crée même des dépenses artificielles. Au Sénégal par exemple, il y a la multiplication des postes de Président de conseil d'administration alors que cette fonction aurait pu être assurée par les directeurs, une tradition qui a longtemps été expérimentée. Ces institutions n'ont été créées que pour donner du « fromage » à certains hommes politiques.

L'État a parallèlement multiplié les ambassades dont la vocation était de caser des « naufragés » politiques ou des adversaires et, du coup, les éloigner de l'espace national de contestation. Tous ces postes juteux n'étaient pas nécessaires. En adoptant cette politique, le régime d'Abdou Diouf voulait légitimer la redistribution des rentes et émoluments.

- A. Ngaidé :** Revenons un peu sur les années 1970. Malgré tout ce que vous avez dit sur les crises multiformes, l'espace politique sénégalais s'ouvre avec la naissance du PDS en 1974. Quelle était la teneur des débats à ce moment considéré comme un véritable tournant politique en Afrique et plus particulièrement au Sénégal ?
- A. A. Dieng :** On a essayé de démocratiser parce qu'on voit très bien que les régimes étaient dictatoriaux et que l'atmosphère qui régnait pouvait faire exploser la marmite sociale. C'est l'époque aussi où l'on favorise les débats : les intellectuels ayant été frustrés pendant longtemps, par les pratiques de restriction de l'espace public, ils respirent un nouvel air. Au Sénégal, on va créer le Club Nation et Développement (CND) qui devait assurer l'indépendance nationale et, en même temps, le développement. Ce cadre a permis de calmer certains intellectuels qui n'étaient pas reconnus par les partis ou qui se disaient technocrates. Parce que ceux qui sont dans les partis traditionnels ne veulent pas de ces gens qui sont à l'extérieur de leur monde. C'était une manière de faire en sorte que la tension politique diminue. Senghor l'a fait avec beaucoup d'habileté en créant son CND, mais aussi en veillant sur les orientations de cet organisme.

Voilà donc la situation de 1974. C'est à ce moment aussi que seront reconnues un certain nombre de tendances et Senghor les a bien réglementées et cela a permis de passer un cap tout à fait difficile à cette époque. Et c'est ce qui va préparer son départ du pouvoir programmé en 1981. Bien inspiré par l'ampleur possible de la crise, Senghor quitte tranquillement le pouvoir et laisse à son dauphin Abdou Diouf le soin d'affronter la réalité.¹

- A. Ngaidé :** Mais quels étaient les sentiments dominants au moment de la naissance du Parti démocratique sénégalais (PDS) et plus tard de la libéralisation de la vie politique intervenue en 1981 ?
- A. A. Dieng :** Celui qui a créé le PDS avait bien dit qu'il avait créé un parti de contribution dans le sillage du parti dominant. En effet, Abdoulaye Wade n'arrivait pas à s'implanter au niveau de sa base, sa région d'origine Kébémér.² Mais beaucoup de gens aussi ont pensé qu'on pouvait utiliser ce parti naissant pour en faire un véritable parti d'opposition. C'est cela qui a fait que sa structuration fut recadrée. Le PDS n'est plus un parti travailliste, mais se réclame du libéralisme politique. Libéralisme, travaillisme sont deux orientations totalement opposées.

Le libéralisme, c'est le langage des patrons et le travaillisme c'est une doctrine qui prend en charge les intérêts des travailleurs comme on le voit en Grande Bretagne. Donc, c'est cela qui a réorienté les fondements de ce parti qui épousera les idéaux du libéralisme. Mais cela me semble être une véritable absurdité car le libéralisme, c'est le langage des forts et non pas celui des faibles. Tout pays qui veut se développer doit protéger au moins son industrie. Nous pouvons citer entre autres exemples l'Angleterre et le Japon. L'Angleterre par exemple n'a opté vraiment pour le libéralisme qu'en devenant un pays industriel en forte concurrence avec la Hollande. Elle s'est imposée de manière hégémonique dans le monde européen.

A. Ngaïdé : Quelle lecture faites-vous de la situation durant ces années là en Afrique avec les cascades des Coups d'État et des suspensions des Constitutions ? Est-ce que tout cela est lié aux politiques d'ajustement ?

A. A. Dieng : C'est parce qu'on a appliqué une politique d'ajustement qui était défavorable aux masses africaines, et cela a créé des mouvements de contestation qu'on ne pouvait éviter ou tout au moins qu'on ne pouvait calmer qu'avec la venue de Coups d'État militaires. On sait bien que les militaires ne sont pas des démocrates, mais c'est une manière, pour l'extérieur, de régler provisoirement ces problèmes nés des politiques d'ajustement structurel. Et avec le mouvement de démocratisation, on a avalisé purement et simplement la prise du pouvoir par ces militaires qui troquent leur tenue et qui deviennent des Présidents de la République *ad vitam eternam*.

Nous pouvons citer des cas mais ils sont tellement nombreux qu'il est inutile de les énumérer. Cela démontre encore une fois que ceux qui sont à l'extérieur ne sont pas tellement favorables à une véritable démocratie, c'est-à-dire des gouvernements dans lesquels les masses joueraient un rôle primordial. Mais on souhaitait plutôt les canaliser, perpétuer cette ascendance, consolider cette assise politique sur les populations, en les laissant vivre sous des régimes à économie asphyxiée.

A. Ngaïdé : Et comment expliquez-vous que le Sénégal ait pu échapper à cette vague de Coups d'État qui a renforcé la chute des économies africaines ?

A. A. Dieng : Parce que tout simplement, le Sénégal est un chouchou de l'extérieur et son instabilité risquait d'entraîner une chaîne ininterrompue de perturbations dans la sous-région ouest-africaine. C'est surtout parce que le Sénégal est entouré de pays qui pouvaient lui créer des problèmes : les rapports avec la Guinée de Sékou Touré, le Mali de Modibo Keita, la Mauritanie de Moktar Ould Daddah qui tourne les yeux vers le monde arabe... Ceci fait du Sénégal un point stratégique en plus de la présence, sur son sol, d'une base militaire importante. On a préféré donc aider le Sénégal pour le maintenir stable. Il y a eu beaucoup d'interventions au Sénégal.

D'ailleurs, ils ont commencé à expérimenter le programme d'ajustement structurel au Sénégal et c'est assez significatif. C'est pourquoi on l'a laissé faire ce qu'il voulait. Ainsi, l'état ne respectait plus les critères de performance mais on a continué malgré tout à le financer d'une façon ou d'une autre. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les gouvernants ne disent jamais que les programmes ont été rompus parce que c'est un langage heurté, mais ils disent qu'ils ont été suspendus.

Évidemment ce sont des subtilités de langage qui cachent mal la manière dont le Sénégal a été aidé d'une façon peu loyale par rapport aux autres pays d'Afrique. En conclusion, nous pouvons dire que le Sénégal apparaissait comme la tête de pont de l'impérialisme.

A. Ngaidé : Durant cette période, on assiste au Sénégal à ce qu'on a appelé la décentralisation. Pensez-vous que cette politique était judicieuse ?

A. A. Dieng : Mais tout cela provient des concepts lancés par la Banque mondiale, c'est-à-dire la bonne gouvernance (*Good Governance*). D'ailleurs cette idée de bonne gouvernance a été discutée entre les experts de la Banque mondiale qui ont une orientation anglo-saxonne de la gestion du pouvoir. Le Canada qui avait une vision spécifique par rapport à la bonne gouvernance a également participé aux discussions. Ce dernier pays disait qu'il fallait décentraliser afin d'impliquer les populations pour qu'elles ne se révoltent pas.

Pour les anglo-saxons, il y a une conception spécifique du pouvoir et c'est pourquoi ils ont parlé de décentralisation et de transfert de pouvoirs aux collectivités locales. Cette décentralisation a bien été utilisée par les gouvernements africains à d'autres fins. En réalité on leur demandait d'expliquer aux populations et leur faire admettre la nécessité de ces ajustements. Ils ont tout fait pour que leurs bases sociales se développent et que leur pouvoir se perpétue. C'est tout. Mais on n'a pas supprimé les privilèges : on les a transférés purement et simplement aux gens et cela a permis aux gouvernants de « caser » pas mal de personnalités. Donc ce sont des « réformettes » qui ne vont pas très loin et qui n'ont pas un caractère radical. C'est mettre de la pommade sur la plaie et pas plus.

Finalement, on n'est pas allé au-delà de ce que mérite une plaie, c'est-à-dire un traitement en profondeur et donc plus à même de soigner le mal dont les états souffraient.

A. Ngaidé : Quelles sont les incidences de tout cela sur le fonctionnement des entreprises et de la bourgeoisie nationale pour l'économiste que vous êtes ?

A. A. Dieng : Mais qu'est-ce qu'on appelle national ici ? Qu'est-ce qui appartient aux Africains réellement ? Pas grand-chose ! Ce sont des entreprises intermédiaires, étrangères, qui exploitent l'ensemble des ressorts des économies africaines. D'ailleurs c'est la raison pour laquelle les industries qui étaient là à Dakar du temps de l'AOF sont restées étrangères.

Et aujourd'hui, le Sénégal sert toujours de rampe pour les débouchés de l'extérieur comme cela se passait au temps colonial.

A. Ngaidé : Mais quelles étaient les influences directes de l'ajustement structurel sur le fonctionnement de ces entreprises dites « nationales » ?

A. A. Dieng : Il faut noter déjà qu'on avait morcelé cette économie à partir de la balkanisation née des indépendances nationales. On parle maintenant d'espace national, d'espace territorial... Mais, dans ces conditions, certains pays vont essayer de se protéger purement et simplement de la concurrence des autres. Donc, tout cela provoque des conflits entre les pays et entre leurs différents dirigeants. En fait, les programmes d'ajustement structurel interviennent dans ces conditions tout à fait difficiles : par exemple en élevant les taxes on crée des problèmes de contrebande.

Est-ce que nos pays sont en mesure de mettre des douaniers tous les 20 km ? Ce n'est pas possible. C'est la raison pour laquelle le FMI veillait sur les relations entre le Sénégal et la Gambie pour limiter la contrebande gambienne qui risquait de mettre en échec purement et simplement sa politique.

Et pourtant durant toute cette période on a beaucoup importé des produits de première nécessité, venant des pays occidentaux, à travers la Gambie. Et, ce sont des entreprises dites « nationales » qui s'adonnaient à ce type de trafic sans que personne ne s'y oppose de manière vigoureuse.

A. Ngaidé : Pensez-vous que les années 1970 présageaient déjà la crise que connaît l'économie arachidière au Sénégal par exemple ?

A. A. Dieng : L'économie l'arachidière était déjà morte depuis longtemps. C'est une crise à laquelle les gens se sont adaptés depuis bien longtemps. Lesieur s'est adapté avec le soja, le tournesol. Dès lors, l'arachide ne pouvait plus tenir le coup. L'huile d'arachide n'était plus un monopole du Sénégal, d'autant plus qu'il y avait beaucoup d'huile produite à partir d'autres plantes secondaires. Mais cette huile comme l'huile de palme de la Côte d'Ivoire avaient d'autres destinations et les autres oléagineux dont on a encouragé la culture en Asie et en Indonésie par exemple étaient en progression.

Par conséquent, je pense que tous les pays étaient dans une situation extrêmement difficile, c'est-à-dire les contrôles incessants des frontières et en même temps les difficultés à avoir des programmes de développement fiables engendrent des problèmes difficilement surmontables dans le cadre de la gestion de l'UEMOA.³ Parce que le FMI et la Banque Mondiale ne reconnaissent pas cette instance. Ils ne reconnaissent que les États membres de l'UEMOA. Ils mettent en place des programmes avec les membres de l'UEMOA et cela peut engendrer des incohérences incommensurables au sein de l'instance elle-même. C'est la raison pour laquelle ils ne discutaient jamais de cette question de l'UEMOA. Ils ne connaissent que des États nationaux du moins « souverains » c'est tout. Et faire une politique, en dehors d'un ensemble cohérent, soudé est vouée purement et simplement à l'échec.

A. Ngaidé : Quel était le débat des économistes, des tenants de l'économie sénégalaise, des intellectuels durant cette période ?

A. A. Dieng : Les débats étaient plutôt animés par les experts étrangers. Du point de vue économique, ceux qui trônaient ici c'étaient surtout ceux de l'extérieur. Dans le cas précis du Sénégal, nous n'avions que Samir Amin⁴ pour contester cet ordre. C'était la seule voix qui se faisait entendre. Il n'y en avait pas d'autres. Et cela s'explique aisément. Il est marxiste et contre le capitalisme mondial. Il a beaucoup étudié *Le Capital* et il a produit énormément d'études sur la base de cette formation marxiste. Tel n'est pas le cas des autres économistes africains. Ceux-ci préfèrent adopter la doctrine néolibérale. Ainsi ils deviennent stériles car ils produisent peu. Parce que les catégories de cette école de pensée ne sont

pas adéquates pour l'étude de l'économie de nos propres pays. On ne parle que de consommation et on laisse de côté les producteurs parce qu'on a peur. On n'interprète leurs travaux comme une critique adressée au système d'exploitation capitaliste. Les acteurs économiques de nos pays ne souhaitent pas que les autres comprennent les travers de leur système de fonctionnement.

De ce fait, beaucoup ne te parleront pas de la répartition des revenus et des sources de revenus. Dis moi aujourd'hui si tous ceux qui se disent libéraux ont produit quelque chose d'intéressant dans ce domaine ? C'est comme le cas de Wade qui se prend pour un libéral. Dans leur majorité, les économistes Africains et Sénégalais n'ont fait que suivre la masse des experts des instances internationales. Ils n'avaient pas la possibilité d'offrir des alternatives à ce qui se passait sous leurs yeux. Ils étaient intellectuellement impuissants.

A. Ngaidé : Mais Mamoudou Touré a joué un rôle prépondérant dans cette histoire d'ajustement structurel non !

A. A. Dieng : Mais justement c'est pourquoi je suis étonné de ses positions actuelles. Il a joué un rôle important dans la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel. Il a été le directeur de l'un des départements du FMI. A-t-il mis le Sénégal sur les rails du développement ? À toi de juger !

A. Ngaidé : Je souhaite que vous reveniez sur l'économie arachidière, de son rôle, de sa panne et des éventuelles conséquences de cette crise sur le long terme...

A. A. Dieng : L'arachide a été cultivée au Sénégal pour limiter les coûts de main-d'œuvre en France. Avant on consommait l'huile de lin qui était extrêmement chère. En effet, elle faisait appel à plus de bras en France alors que les Français avaient un haut niveau de vie.

Au Sénégal, l'arachide se faisait à titre secondaire. On s'adonnait plutôt aux cultures vivrières. Et la culture arachidière ne coûtait pas très chère pour le Français. Et ce n'est pas un hasard si l'huile d'arachide rentre dans la consommation des Français surtout avec les frites : *French potatoes* comme disent les Américains. Avec son extension au Sénégal, la France visait à réduire le coût au producteur afin de lui permettre d'être plus concurrentielle par rapport aux autres pays européens. Mais lorsque la France est rentrée dans le marché commun, on lui a demandé de ne plus soutenir le prix de l'arachide au producteur. Dès lors, il faut donc obéir à la loi du marché mondial. C'est à partir de ce revirement là que le prix de l'arachide a connu une forte baisse. En effet, le prix est passé à 17 francs alors qu'il était auparavant à 25 francs. Ainsi, nous assistons progressivement à une diminution du pouvoir d'achat des paysans et, du coup, à un désintérêt grandissant de leur part vis-à-vis de la culture de l'arachide. On a connu une année où on a eu une bonne récolte, mais les gens n'ont pas voulu commercialiser leur récolte. Ils ont préféré la vendre ailleurs, en Gambie notamment, où les prix étaient plus élevés ; ou bien ils l'ont purement

et simplement utilisé dans la trituration locale pour produire de l'huile d'arachide et avoir du tourteau nécessaire pour leurs animaux.

Tout cela était bien entendu un moyen de résister aux effets négatifs des décisions françaises de ne plus soutenir la culture arachidière. Mais il ne faut pas perdre de vue, comme je l'ai déjà dit, qu'à l'extérieur les gens commençaient à développer le tournesol, le soja et d'autres produits de substitution.

L'Amérique produisait et produit encore des quantités énormes d'huile, la Chine aussi... Donc l'arachide n'avait plus d'avenir. C'était un moteur en panne et puis l'arachide est un produit pauvre destiné aux couches sociales non aisées de France. Cela est si vrai que le produit n'a pas pu porter une agriculture de type capitaliste comme chez les planteurs de Côte d'Ivoire. Chez les planteurs on cultive des produits riches qui sont destinés à des riches. Mais le cacao et le café,⁵ qui les consomme ? Ce ne sont pas les paysans ! Ce sont des gens relativement nantis ; donc ça pouvait permettre l'émergence d'une agriculture de type capitaliste produite par une main-d'œuvre ouest-africaine comme les Mossis....

Au Sénégal ce n'était pas possible. Au contraire, l'agriculture arachidière a favorisé le développement des confréries religieuses car les marabouts ne paient pas de salaires aux talibés. Les talibés préfèrent toucher un *salaire métaphysique*, dans l'au-delà : le Paradis. C'est cela qui explique que ce produit pauvre n'a enrichi qu'une classe de commerçants et de traitants... Et tout cela rend précaire une économie dont le principal produit d'exportation reste l'arachide.

A. Ngaidé : Donc tout cela n'a pas permis l'émergence d'une bourgeoisie nationale solide et consciente de son rôle d'avant-garde ?

A. A. Dieng : Non, au contraire car nos bourgeoisies sont compradores. Au Sénégal c'est le commerce extérieur qui est important. Comme du reste, la Côte d'Ivoire qui a une économie extravertie tournée vers les marchés extérieurs mais avec des produits riches. Mais qui ne les commande pas malheureusement, donc elle en subit aussi les effets pervers. Dès lors on peut la qualifier, elle aussi, de bourgeoisie dépendante. Elle est esclave et ne peut pas avoir l'initiative sur le marché mondial qui contrôle les prix et qui engrange les profits. Vous n'avez pas d'initiative lorsque vous ne contrôlez pas votre marché intérieur. Alors que chez nous la priorité est donnée au marché extérieur. Et même pour la monnaie, sa valeur externe est plus importante que sa valeur interne.

La preuve, c'est que tous les chefs d'État ont des monnaies frappées à leur effigie quand ils sont indépendants monétairement. Mais, en même temps, ils ne cherchent qu'à avoir des devises pour pouvoir rentrer dans le marché international où l'on a une grande variété de production. Cette variété n'existe pas dans les pays africains qui ont décrété une indépendance monétaire sans aménager leur économie réelle par rapport à leurs desiderata qui consiste à avoir une économie indépendante de toute emprise extérieure. Ce qui n'est pas possible encore aujourd'hui et c'est bien dommage pour les peuples.

A. Ngaidé : Mais vous venez de dire que l'arachide a enrichi plutôt certains membres de confréries alors qu'on sait que ce produit est au cœur de l'économie sénégalaise. Comment expliquer cette situation où la rente ainsi engrangée ne puisse pas servir à des investissements bénéfiques et conséquents pour l'ensemble des populations ?

A. A. Dieng : Mais c'est la France qui gagnait dans l'extension de la culture arachidière car elle répondait à ses besoins. N'oublions pas que le Sénégal est couplé à la France et ce pays en fait ce qu'il veut. A un moment donné, la France a soutenu la politique arachidière, mais à un autre, elle s'en est détournée parce qu'elle préférerait acheter l'huile de soja. Cette huile tend à supplanter l'huile d'arachide. D'ailleurs, c'est l'une des raisons qui expliquent cette énorme campagne contre l'arachide. En effet, elle est accusée d'être cancérigène à cause de la présence de l'Aflatoxine... Mais ce sont aussi des batailles qui se comprennent sur le plan du marché mondial qui voit arriver d'autres huiles dites plus « saines » et moins chères. Mais dès que le Sénégal a compris que l'économie arachidière ne répondait pas à ses objectifs économiques, l'État tenta une politique de diversification des cultures commerciales. Qu'est-ce qu'on a fait ? On a décidé d'encourager la culture du coton. Alors que le pays produit à peine 30 à 35 000 tonnes de coton⁶ par an, ce qui ne représente absolument rien sur le plan africain et mondial. D'ailleurs, le coton subissait les contrecoups de la concurrence des tissus synthétiques comme le tergal.

Donc cette culture n'a pas été à la hauteur des attentes économiques, sociales et politiques. C'est dire tout simplement que les pratiques agricoles ne sont pas pensées en fonction de nos besoins mais de ceux de l'extérieur. Les importateurs sénégalais de riz préfèrent vendre du riz cambodgien, thaïlandais, brésilien, pakistanais, etc. à la place du riz de la vallée du fleuve Sénégal ou de la Casamance. C'est sur la base de ce constat que j'ai parlé de bourgeoisie compradorie alliée de l'extérieur dont les bénéfices ne profitent point au pays.

A. Ngaidé : Tout ce tableau que vous venez de brosser dessine les contours d'une situation « catastrophique » et qui a renforcé économiquement, socialement et politiquement les confréries. Comment expliquer ce balancement des confréries entre l'économique et le politique au Sénégal ?

A. A. Dieng : N'oublions pas une chose importante : la politique d'ajustement dans laquelle nous sommes entrés en 1980 a conduit à la disparition progressive des « marabouts de l'arachide » pour reprendre la formule consacrée par Jean Copans.⁷ Nous avons aujourd'hui des marabouts de l'émigration, « activité » plus rentable que l'arachide. L'arachide, tu la cultives 4 à 5 mois alors que tu dois vivre 12 mois.

Par conséquent, le surplus que peut te donner un marabout est très faible. Alors que l'immigré travaille onze mois sur douze. Il a des revenus permanents très importants. C'est pourquoi d'ailleurs la fermeture de l'usine de Diourbel n'a pas suscité une grande mobilisation, ni provoqué un émoi de la part des marabouts.

L'émigration a renforcé l'économie des confréries. Ce sont tous ces éléments combinés qui ont condamné l'arachide à mort. Les marabouts ne s'occupent

plus que de ce qui permet aux Sénégalais de sortir. Les marabouts interviennent dans la délivrance des passeports, dans la facilitation d'obtention des visas... Et il y a des familles maraboutiques qui sont devenues spécialistes dans cette nouvelle activité lucrative.

En fait les marabouts et leurs adeptes de la même confrérie se sont positionnés économiquement et ont réussi à entrer dans les rouages de la politique politicienne. Et les politiciens qui contrôlent les leviers de l'état leur sont affiliés d'une manière ou d'une autre espérant, par ce jeu, profiter de leur aura pour la fidélisation de leur électorat.

En définitive, retenons tout simplement que l'économie de nos pays dépend des réglementations et des exigences extérieures et cette situation de risque fort de perdurer malgré les discours volontaristes de ces dernières années.

A. Ngaidé : Ne pensez-vous que c'est le problème de *l'homme sénégalais* et de sa conception du monde qui est finalement posé ?

A. A. Dieng : L'homme sénégalais est une notion contestable. Certains opérateurs économiques pensaient que l'arachide allait constituer les fondements de leur prospérité. Mais ce produit a été court-circuité par les produits plus riches de l'agriculture ivoirienne. Il suffit de regarder ce pays qui a une économie plus diversifiée sur le plan agricole pour s'en rendre compte. Il exporte la banane, l'ananas, le cacao et le café alors que le Sénégal n'a que l'arachide et les produits de l'arachide comme le tourteau, destiné aux animaux.

La Côte d'Ivoire a connu de réels progrès dans le domaine agricole et depuis les années 1950. La guerre de Corée a joué un rôle important dans le boum économique de quelques pays exportateurs de caoutchouc. En effet, cette guerre a fait flamber les prix de ce produit stratégique devenu indispensable dans l'industrie automobile (les camions militaires...). Le café et le cacao entraient aussi dans l'alimentation des soldats.

Effectivement, je pense bien que l'un des plus grands problèmes du Sénégal reste bien la perception qu'a l'homme sénégalais de son présent et de son devenir. Il est symptomatique de constater comment il est soumis aux jeux de pouvoir entre les différentes instances qui gèrent sa vie. Si les confréries garantissent une certaine stabilité sociale, force est de constater que le seul *salairé métaphysique* ne peut garantir un développement économique et social. Il ne peut pas permettre l'émergence d'une bourgeoisie nationale consciente qui investit le surplus de son gain afin de générer des emplois qui garantissent un salaire minimum.

A. Ngaidé : En tant qu'économiste, qu'auriez-vous conseillé au gouvernement sénégalais pour rectifier la trajectoire prise par l'agriculture arachidière afin de lui redonner l'oxygène nécessaire pour qu'elle respire à grands poumons ?

A. A. Dieng : Nos dirigeants actuels ne sont pas des hommes d'affaires. Ils n'aspirent pas à produire, ils n'aspirent qu'à consommer ce que d'autres produisent. Cette attitude confirme cette mentalité de rentiers dont j'ai parlé tantôt. C'est la raison

pour laquelle ils s'intéressent surtout au contrôle de l'État et le transforme en un moyen d'enrichissement. Ils n'inciteront pas une politique de production agricole et industrielle. Ce sont les services qui les intéressent.

D'ailleurs c'est ce qui explique, en partie, l'explosion immobilière que nous observons à Dakar. C'est seulement pour produire des *marchands de sommeil* et de service : des bureaux, des services d'exportation, de gestion... Ce que je peux préconiser pour des pays comme le Sénégal, c'est bien d'opter pour l'industrialisation. Il est évident qu'aucun pays au monde n'a pu se développer sans une véritable industrie. Malheureusement, nos dirigeants ont renoncé à l'industrialisation, perspective qui aurait pu garantir une certaine aisance financière et du coup une stabilité des ménages les plus touchés par les crises devenues endémiques.

L'industrialisation de l'Afrique n'était perceptible que dans les discours de revendication pour l'indépendance économique. C'était l'avis par exemple de Cheikh Anta Diop. Il faut lire son livre : *Les fondements industriels et culturels d'un futur État fédéral* (1960) ; c'est là, par exemple, qu'on mesure l'engagement de Cheikh Anta Diop sur la voie dans laquelle se sont engagés les Français du temps du mercantilisme triomphant.

Le discours de Colbert tournait autour, justement, de l'industrialisation. Il a cherché à protéger l'industrie française grâce au Pacte colonial ou système de l'Exclusif. Le Pacte colonial a été un véritable obstacle au développement des colonies françaises. Je pense que le débat est encore à l'ordre du jour et qu'il nous faut encourager l'émergence d'une bourgeoisie industrielle nationale capable d'impulser un véritable développement. Aujourd'hui, nous n'avons que des hommes d'affaires. Ce ne sont que de simples « affairistes » et qui sont là à attendre qu'il y ait une manne pour se la partager. Regardez comment les politiciens s'intéressent au marché public des routes, les ponts, la fourniture de l'administration, les taxes de ceci ou de cela...

Les gens ne travaillent que pour de l'argent facile et pour eux-mêmes. Quand ils ont cet argent, c'est simplement jouir ou construire des immeubles or un immeuble n'est pas un investissement productif. C'est une consommation de longue durée comme la voiture. Ce type d'investissement n'a aucune incidence sur la vie des populations. C'est un investissement mort.

Dès lors, il est donc urgent, non seulement de diversifier notre agriculture, mais aussi de développer des industries dignes de ce nom et capables de peser, par la qualité de leurs produits, sur le marché mondial qui est de plus en plus exigeant. Il nous faut aussi une véritable bourgeoisie entreprenante clairvoyante et surtout citoyenne.

- A. Ngaïdé :** Alors, selon vous, comment encourager l'émergence d'une telle bourgeoisie ?
- A. A. Dieng :** Cela ne dépend en fait que de la structure sociale du pays. Nos pays ne portent pas une structure sociale favorable à l'industrialisation. L'industrie demande beaucoup de temps et d'investissements. Les gens que nous avons n'ont pas pu accumuler. Ce sont des « have not ». Des « have not » ne peuvent

pas devenir du jour au lendemain des « have », ce n'est pas possible. C'est le drame dans lequel nous vivons. C'est la raison pour laquelle quand tu analyses la situation on dit que tu es pessimiste, mais c'est la situation qui l'impose.

Dès lors, il me semble impossible de régler ce problème avec du simple volontarisme. Cela me paraît démentiel parce que les gens doivent penser que quand ils ont un projet et qu'ils souhaitent le mettre en œuvre, il faut qu'ils aient une force sociale qui les portent et qui est intéressée à sa réalisation. Ils n'ont pas besoin de l'ameuter. Et si elle comprend très bien que cette entreprise est son affaire, elle la soutiendra. Mais si cet esprit n'y est pas elle ne la soutiendra pas. Ce n'est pas par des phrases comme « c'est avec la volonté politique » que les choses vont avancer. Non, je crois que même si cette dernière existe et que les moyens économiques et sociaux de cette politique sont là, il manque quelque chose.

Je crois que nous continuerons à perdre notre temps dans la rhétorique politique. Nous serions généreux, mais ni réalistes ni conséquents.

A. Ngaidé : Tout ce que vous dites là me donne envie de vous reposer la question de savoir s'il ne faut pas faire une psychologie de *l'homo-senegalensis* ?

A. A. Dieng : Tu sais, je n'aime pas trop ce terme d'*homo-senegalensis* parce que tu essentialises le débat. Le principe de soutenir que tous les Sénégalais sont pareils relève du rêve ! Les Sénégalais sont différents les uns les autres. Mais la psychologie c'est une manifestation qui n'est pas fondamentale au sens qu'on lui donne. Cette approche psychologique tend à nous amener à lutter contre les effets mais pas contre les causes. Prenons l'exemple aujourd'hui de l'histoire de la mendicité. C'est une manifestation d'une situation qu'on ne maîtrise pas intérieurement. Dans ces conditions, je ne peux pas parler de *l'homo-senegalensis* comme le Nègre, les Africains, les Français... C'est une commodité de langage qui cache une misère intellectuelle criarde. Nous n'arrivons pas à interroger le concept afin de lui rendre son contenu et percevoir à travers lui un comportement généralisable et valable pour l'ensemble des citoyens sénégalais. Je suis contre toute forme d'essentialisation.

A. Ngaidé : Justement, c'est de cette misère intellectuelle et cette paresse d'agresser les concepts que je souhaite que vous discutiez...

A. A. Dieng : Mais on ne le fait pas. L'Africain te dira toujours notre pays est en voie de développement et tu as envie de sourire et de le traiter de tous les noms d'oiseaux. Il te dira « nous sommes insuffisamment développés » ou il tentera de te convaincre que son pays est émergent. Mais d'où ? Et qui sont les immergés ? On ne questionne pas le langage utilisé par « nos adversaires ». Nous sommes absents de la réflexion proprement dite et cela participe, je pense bien, au retard que nous constatons et au maintien de la médiocrité.

Je m'interdisais toujours de dire Afrique Occidentale Française. Par contre, je disais toujours Afrique sous domination française par exemple. D'autres te diront francophone pour éviter ce langage. Tu suis les débats qui sont menés autour de l'utilisation de tel ou tel autre concept, etc.

A. Ngaidé : Là, vous touchez au problème des « universaux ». Est-ce que ceux concoctés en Occident répondent à nos réalités ?

A. A. Dieng : Mais bien sûr que non !

A. Ngaidé : Qu'est-ce que vous préconisez dans ce cas là ?

A. A. Dieng : Mais les gens ne sont pas créatifs. Ce sont des gens « castrés ». Tout cela est lié à une seule volonté d'obtenir un diplôme. Ils veulent tranquillement être des conservateurs jusqu'à gérer même ce que les Européens géraient naguère. C'est la raison pour laquelle, même dans la recherche maintenant on affecte les gens pour la collecte des données et du point de vue théorique, ce sont les Européens qui théorisent. Le cas ORSTOM⁸ est là pour prouver mes assertions. On prend des Nègres de service qui « ramassent » la matière première et les autres font le reste en argumentant que les Africains sont incapables de théoriser. Les Africains sont très paresseux en matière de réflexion.

La plupart du temps leurs travaux sont descriptifs et trop synthétiques. Rares sont ceux qui peuvent rivaliser avec leurs collègues occidentaux alimentés par le renouvellement de leurs connaissances et la lecture des productions les plus récentes dans leur domaine de compétence. C'est tout cela qui explique ces carences théoriques caractéristiques des productions intellectuelles africaines. Ils ne peuvent pas rivaliser. Sauf pour ceux qui ont eu la chance de lire le marxisme dans le texte, ceux-là travaillent mieux que les autres. Mais ceux qui se contentent des petits bréviaires, des formules ou des *Principes du léninisme* sont restés à la marge ; car ces lectures sont très simplistes. Elles ont un caractère purement pédagogique. Et, tout ce qui est pédagogue est très séduisant au départ. La pédagogie fait beaucoup plus appel à l'image, à la métaphore. Dès lors, il faut dépasser cette méthode et emprunter la voie de la recherche pure. C'est-à-dire utiliser les concepts à proprement parler afin de produire des œuvres non seulement intelligentes mais aussi utiles. Je trouve que la voie simpliste de la pédagogie est éminemment paresseuse. Mais quand tu formules pareilles critiques, tu es vite stigmatisé, voire haï, et ta position devient « politiquement incorrecte ».

A. Ngaidé : Cela me permet de vous poser la question de savoir quelles sont les influences de cette période d'ajustement structurel sur l'enseignement : l'université, l'école primaire, en fait sur tout le système éducatif ?

A. A. Dieng : Ce sont les effets conjugués de cette période qui ont définitivement liquidé l'enseignement. On prône maintenant le remboursement de la dette extérieure, il faut arrêter les dépenses publiques, pas de routes mais les réhabiliter, pas de dispensaires mais des cliniques, pas d'écoles publiques mais des instituts privés. Tout cela a tué l'ensemble des ambitions. Ils nous disent que nous n'avons pas besoin de grands cadres. C'était le discours de la Banque mondiale à l'époque. Par conséquent, il faut développer l'enseignement secondaire comme dans le système japonais afin de s'en sortir. Avec la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994 qui est une conséquence de l'ajustement structurel, les intellectuels ne

peuvent plus accéder aux livres. Ils ne peuvent plus voyager. Ils ne peuvent plus être au même niveau d'information scientifique que leurs collègues européens. Ils disent qu'ils ont fréquenté les mêmes écoles et qu'ils ont les mêmes formations théoriques qu'eux, alors qu'ils ne savent pas qu'ils sont en train de pâlir !

La presque « institutionnalisation » des classes à double flux (produit de la Banque mondiale) n'a aucun sens. Les gens font le triple des heures de cours, c'est-à-dire la journée continue. Tout cela a liquidé purement et simplement le système éducatif. Vous pouvez le constater aujourd'hui à l'université avec le niveau des étudiants. Le niveau de tous ceux qui viennent du secondaire et du primaire ces dernières années laisse à désirer. Il y a aussi cette atmosphère nationaliste qui voudrait qu'on enseigne dans les langues dites nationales. Mais je me demande où sont les nations ! Chacun se gargarise de grands mots, mais en réalité la réflexion n'est pas au rendez-vous. Si vous êtes quelqu'un qui met en cause le système, vous n'entrerez jamais à l'université. Ou bien, si vous l'intégrez vous allez en être expulsé tôt ou tard. Il n'y a plus de grands débats à l'université et c'est bien dommage pour cet espace qui aurait dû préserver cette effervescence intellectuelle pour sa survie. Même au niveau des étudiants, on ne discute plus sinon les discussions tournent autour de la façon de s'insérer dans le marché du travail. Mais on ne réfléchit plus suffisamment.

Vous voyez, dans nos pays on peut se poser la question de savoir à quoi servent nos ministères des finances. Ils ne sont que des ministères des salaires et des traitements et c'est tout. C'est juste une caisse qui sert à courte vue. Le ministère du plan n'existe plus. On l'a annexé au ministère des finances. Alors que le ministère du plan servait à dessiner des projets d'avenir, de mise en place de grandes projections pour les investissements pour impulser le développement et la prospérité des pays. Mais c'est dommage car tout cela n'existe plus dans nos pays. La disparition du Ministère du plan est une catastrophe pour l'avenir de nos pays, son rôle régulateur et surtout prospectiviste était fondamental dans l'architecture économique.

A. Ngaidé : Ne pensez-vous pas que tout cela est lié à la faiblesse des filières techniques ? Nous assistons de plus en plus à la désertion des filières scientifiques, cette situation ne joue-t-elle pas un rôle négatif dans le renouvellement des connaissances ?

A. A. Dieng : Mais oui. Pour les techniques, si l'on prend par exemple la France, on constate qu'elle a aménagé ces filières sous forme de grandes Écoles, un système qui n'existe pas en Afrique. Nous avons l'université à laquelle tout le monde peut accéder alors qu'on entre par voie de concours aux grandes écoles. Les étudiants font beaucoup de physique et de mathématiques. Ils ne font pas de littérature à part à Ulm⁹, mais là aussi c'est un enseignement de haut niveau qui est dispensé.

En fait, nous avons hérité d'un système qui n'est pas le nôtre et qui est le produit d'un combat de la bourgeoisie contre la féodalité qui contrôlait l'université et surtout contre l'église avec le latin et le grec qui étaient des langues

très valorisées. Nous avons appliqué le système universitaire, héritier des volontés coloniales et puis, encore une fois, la France ne pouvait favoriser la naissance d'une élite capable d'impulser une véritable industrialisation en Afrique. Elle nécessite la mise en place de grandes écoles comme Ponts et Chaussées, Arts et Métiers, Centrale, Polytechnique, École de Chimie, SUPELEC... Ces écoles ont été créées en rapport avec les intérêts de la bourgeoisie pour ses entreprises et les meilleurs ont été choisis au concours préparatoire. Nous n'avons pas tout ça. C'est la raison pour laquelle les gens étaient fascinés par le latino-helléniste Léopold Sédar Senghor. C'est un des produits du système d'enseignement français et vous voyez bien aussi que c'est un catholique. Il a toujours été du côté de l'Église, du côté de la France. Je pense que c'est l'une des raisons fondamentales qui ont fait qu'ils n'ont pas brillé en mathématiques.

Les agrégés de mathématiques, il n'y en avait pas. C'est récent; de plus, l'agrégation dissimule autre chose. Les agrégés le sont à titre étranger. Il n'y a pas de concours entre les nationaux. On te classe par rapport à un Français, mais tu ne peux pas enseigner en France parce que tu n'es pas dans la fonction publique française. Ce sont autant de questions sur lesquelles nous devons réfléchir afin d'analyser les conséquences que cela a sur le développement mental et en même temps aussi sur le débat intellectuel que cela peut susciter dans le pays.

- A. Ngäidé :** Mais quelles recommandations pouvez-vous faire vous qui avez vécu ces expériences là ?
- A. A. Dieng :** Mais les intellectuels doivent avoir une attitude critique et en même temps être au courant de ce qui se passe dans le monde entier à l'heure actuelle. Ce qui implique la maîtrise des langues étrangères. Je refuse qu'on s'enferme dans la francophonie. C'est plutôt la « francofolie » ou la « franco-asphyxie » qui sont par conséquent peu intellectuelles. Et, c'est la France qui se défend derrière ce projet parce qu'elle est attaquée. Alors que les Anglais n'ont pas besoin de créer une structure analogue pour se défendre.
- A. Ngäidé :** Mais ceci ne relève pas essentiellement des chercheurs mais d'un système d'enseignement qui est là et qui est en train de prouver ses limites comme tant d'autres systèmes dans le monde.
- A. A. Dieng :** Je suis d'accord. Oui c'est le système qui engendre tout cela. Mais il faut aussi oser avouer que la France veut favoriser sa langue et sa culture. Les Français ont créé des institutions pour « caser » des Nègres comme Senghor puis Abdou Diouf.
- A. Ngäidé :** Vous pensez qu'il nous faut une refondation sérieuse, une réflexion approfondie de l'orientation actuelle de l'enseignement en Afrique et au Sénégal pour répondre aux exigences du monde moderne ?
- A. A. Dieng :** Je suis en accord qu'il faut le faire sérieusement alors, pas avec de petites réformatettes. Quand je vois des gens s'exciter ici pour le LMD,¹⁰ je me

dis qu'ils sont vraiment « out ». Ils transposent des choses qui viennent de l'extérieur qui sont difficilement applicables dans le contexte de nos pays où l'économie bat de l'aile. Nos campus ne sont pas comme ceux de l'autre côté de l'océan. A-t-on jamais vu des étudiants prendre des coupes-coupes en Europe ?

Ici, cela se fait : barrer la route, brûler les voitures. Hélas, j'espère qu'un jour ils n'iront pas jusqu'à brûler la bibliothèque universitaire. Ce n'est pas à exclure. Plus grave, c'est qu'on n'a pas pris une mesure pour parer à cette éventualité en mettant, par exemple, une brigade de sapeurs pompiers aux abords de la bibliothèque centrale. Alors que cela aurait dû être le premier réflexe. Un pyromane même peut venir de l'extérieur brûler la bibliothèque. C'est vous dire que rien ne permet d'envisager un avenir serein dans la mesure où beaucoup sont ceux qui ne se prennent pas au sérieux face aux réalités complexes qui gouvernent nos états.

A. Ngaidé : Ce que vous dites des coupes-coupes me permet de faire un petit retour sur mai 1968 et son influence sur l'orientation des réflexions et les changements sociaux qu'elles ont engendrés.

A. A. Dieng : Mai 1968¹¹ a conduit les gens à découvrir le décalage qu'il y a entre les études telles qu'on les fait en France et telles qu'elles sont faites à Dakar. Mais, en mettant tout cela en cause, les propositions n'ont pas été sérieusement étudiées. Et cela laisse un vide. On a retenu surtout l'aspect guerre, guérilla urbaine. Mais on ne s'est pas intéressé réellement aux raisons profondes de cette contestation pour les traiter intellectuellement parlant, pour savoir ce qu'il faut faire. Parce que quand on veut mettre en œuvre notre désirata sur le plan culturel, nous sommes tout de suite bloqués. Par exemple, sur les langues nous sommes bloqués. Parce que nous voulons une homogénéité qui n'existe pas au bout du compte, et que nous sommes incapables de travailler sur la diversité. Quand on parle du Sénégal comme nation, on emploie des concepts vides, infondés et qui ne rendent pas compte de la réalité sociopolitique du pays. Les frontières du Sénégal ont été pour l'essentiel le fruit de Faidherbe, et rassemblent en leur sein différentes communautés ayant chacune ses propres spécificités et leurs modes de lecture de ce que c'est que l'état.

A. Ngaidé : Je pense que mai 1968 a eu une influence significative sur nous !

A. A. Dieng : Mais cela a été le fait d'étudiants qui ne sont pas toujours responsables et qui ont mis en cause le système qui était déjà là pesant et coercitif. Il ne faut pas oublier qu'on avait bloqué tous les salaires. Ce n'est pas pour rien que l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS) est venue se joindre au mouvement étudiant, mais en réalité Senghor ne craignait pas les étudiants. Il disait que tant qu'ils sont à la cité universitaire et se livraient à des quolibets contre lui ce n'est pas grave, mais s'ils franchissaient la route de Ouakam il leur « casserait les reins ». Il comprenait très bien que le mouvement des travailleurs était plus dangereux que tout. Il avait réussi à les domestiquer par l'entremise des syndicalistes comme Doudou Ngom.

- A. Ngaidé :** Est-ce que le mouvement de Dakar était un prolongement de ce qui se passait en métropole ?
- A. A. Dieng :** D'une certaine manière, oui. Il y a une imitation qu'on le veuille ou non. Mais il y a eu aussi mai 1968 à Dakar bien que le contexte fut totalement différent. Parce qu'en France, la structuration sociale n'est pas la même que celle qui prévalait au Sénégal. Ici, nous avons des étudiants privilégiés, d'une certaine manière, par rapport à la société. Ils étaient même *super-privilégiés*, ce qui n'est pas toujours le cas des étudiants français. Par exemple, ici, les étudiants exigeaient à ce qu'on paye les bourses pendant les vacances. Cela faisait partie des revendications matérielles des étudiants.
- A. Ngaidé :** Pouvez-vous dresser un résumé de cette situation qui a prévalu à la fin des années 1970-1980 ?
- A. A. Dieng :** Pour le faire, il faut tenir compte de l'évolution à l'extérieur avec toutes les crises qu'a connu le système capitaliste (crise pétrolière...) pour en déduire que nos pays ont été utilisés par les grandes puissances, comme la France, pour s'ajuster mais en reportant les méfaits de la crise sur nous. Résultat : nous avons eu la réaction des organismes internationaux qui demandaient aux pays de rembourser leur dette extérieure. Mais ces institutions n'ont pas été faites pour nous mais pour les bailleurs de fonds. Ne l'oublions pas. Quand on parle, nous disons toujours que nous sommes membres de la Banque mondiale, mais c'est la France qui était à notre place à l'époque coloniale.

Donc cette période a correspondu au début de l'indépendance qui nous a conduit à la volonté de bâtir des États sur le même modèle que les Français : avoir une armée nationale, une diplomatie nationale, des écoles nationales si je puis dire. Malheureusement notre économie ne pouvait pas supporter tout cela. C'est dans ces conditions que l'ajustement structurel est apparu et cela a conduit à la liquidation de nos économies qui étaient fragiles, à casser tous les ressorts de l'Afrique en général et du Sénégal en particulier. La Banque mondiale a beaucoup poussé les pays africains à diminuer les dépenses publiques à caractère social parce que tout simplement la dette extérieure est une dette publique.

Dès lors, c'est le budget national qui doit la rembourser. C'est la raison pour laquelle autant la Banque mondiale a favorisé la corruption en Asie autant, elle lutte contre cette pratique en Afrique parce qu'elle ne favorise pas le remboursement de la dette extérieure. Les corrompus le sont avec les fonds publics. La corruption a vidé les caisses de l'État au point que les fonds qui existaient ne pouvaient suffire pour rembourser la dette publique. Cette nouvelle situation est à l'origine de la création d'organismes dirigés par des Africains. Ces organismes ont pour vocation de lutter contre la corruption. Mais tout cela se traduit par une lutte contre les effets. Donc, la lutte contre la corruption ressemble à du « donquichotisme ». Cette forme de lutte ne peut pas donner de grands résultats. Et, les bailleurs de fonds savent que ces « combattants » sont un danger

pour eux parce que tout simplement ce sont en quelque sorte leurs concurrents. Les gens préfèrent adopter l'adage devenu comme une règle dans la société sénégalaise : « *Sama kees mba keesu buur* » (« Ma caisse ou celle de l'État »). Ce comportement a fini de ruiner l'ensemble des maillons de la société et la pauvreté s'est installée désarticulant les rapports familiaux. La confiance a disparu emportant avec elle le peu de valeurs qui restait. C'est la mort dans l'âme que j'assiste, impuissant, à cette situation triste de délabrement de la morale et de l'éthique.

Notes

1. Lire à ce propos M. C. Diop et Mamadou Diouf, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Paris, Karthala.
2. Petite bourgade située à plus d'une centaine de kilomètres de Dakar sur l'axe Dakar/Saint-Louis.
3. Union économique et monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest.
4. Lire à ce propos le livre entretiens de Demba Moussa Dembélé, Samir Amin. *Intellectuel organique au service de l'émancipation du sud*, Dakar, Codesria, 2011, 202 p.
5. Je remercie Anne Bernard dite Binta Ndiaye qui a attiré mon attention sur la « classe » des consommateurs de café en France. En effet, elle avance que « le café est traditionnellement la boisson des classes populaires en France, le thé étant consommé par les classes aisées. Par exemple, dans les coronas du Nord de la France, les mineurs de fond et leurs familles ne consomment que du café du matin au soir. Idem pour les paysans (en plus du gros rouge qui tache) ». (Échange via mail le 07/06/2011).
6. L'État s'est fixé l'objectif d'atteindre une production de 50 000 tonnes par an pour les années à venir; booster qu'il est par la hausse des prix. En effet, le prix de la tonne est passé de 189 FCFA à 210 FCFA sur le marché mondial. Cette information m'a été communiquée par mon ami Abdourahmane Faye, ingénieur agronome au ministère de l'agriculture.
7. Lire son livre *Les marabouts de l'arachide*, Paris, Éditions Sycomore, 1980.
8. Office de recherche scientifique des Territoires d'Outre-mer devenu depuis quelques années IRD Institut de recherche pour le développement. D'ailleurs Instituts et universités français se sont appauvris au point que beaucoup de chercheurs migrent vers d'autres horizons.
9. École normale supérieure de Paris, plus connue sous l'appellation de « Normale Sup ».
10. Licence, Master, Doctorat. Réformes entamées dans les universités sénégalaises et qui peinent encore à être bien comprises que ce soit de la part des étudiants ou que ce soit de la part des enseignants eux-mêmes.
11. Lire le témoignage d'Abdoulaye Bathily : *Mai 1968 à Dakar : ou, la révolte universitaire et la démocratie*, Éditions Chaka, Paris, 1992, 191 p.

Un intellectuel engagé et polémiste

Amady Aly Dieng « répond toujours avec son franc-parler. S'il en est ainsi, c'est parce que Dieng se prend très au sérieux. Il prend la vie au sérieux. Personne n'a pu le corrompre et encore moins le capturer pour domestiquer sa pensée et l'enfermer ensuite dans la logique terrible du « soutien mercenaire ». Cet homme indépendant et libre est notre ami, même s'il lui arrive très souvent de nous agresser verbalement, de nous reprocher une absence de pédagogie, de nous traiter de « néo-wébériens » ou, quand il veut être très méchant, d'antimarxistes. Pendant nos longues discussions, il affiche son goût prononcé pour la polémique, en allant bien au-delà de ce que Djibril Samb appelle "la critique hostile" ».

Momar-Coumba Diop et Mamadou Diouf, « La trajectoire d'un dissident africain », préface à *Notes de lecture d'un dissident africain*, T. I, Québec, Le Nègre éditeur, 2010, p. 13.

- A. Ngaïdé :** Je souhaite, aujourd'hui, aborder une partie de votre vie qui tourne autour de votre engagement intellectuel et scientifique. Quelles sont les motivations qui vous ont conduit à choisir ce chemin difficile pour les Africains de l'époque ?
- A. A. Dieng :** Je dois dire que dès le Lycée et en classe de seconde ; j'avais été influencé par un professeur qui s'appelait Jean Galet et qui était agrégé de Lettres. Il a été proviseur au Lycée Van Volleven, plus connu sous l'appellation Lycée Vanvo. Il nous dressait une liste d'ouvrages à lire et il nous indiquait une méthodologie qui me paraît encore, aujourd'hui, tout à fait efficiente : avoir un cahier et écrire sur une page les mots que nous ne connaissons pas et à charge pour nous de consulter le dictionnaire, la seconde page est réservée aux belles phrases que l'auteur avait pu écrire. Nous avons scrupuleusement respecté ses recommandations d'autant plus que c'est un professeur pour lequel nous avons une grande admiration en raison de sa maîtrise du français, du grec et du latin. C'est l'un des rares professeurs qui nous faisait faire des thèmes grecs et qui nous permettait de nous exercer à la prosodie. Voilà d'où est parti mon goût pour la lecture.

Ce faisant, dès que je suis arrivé en classe de philosophie, j'ai eu un autre professeur formidable qui avait enseigné en Tunisie, sur l'île de Djerba, dont il était toujours nostalgique. Il était très relax avec nous. Nous n'étions pas tendus et nous étions très familiers avec lui. Il avait l'art de la lecture. A chaque fois, il nous lisait des passages entiers de *Ainsi parlait Zarathoustra* de Nietzsche et de *Regards sur le monde actuel* (1931) de Paul Valéry. Il avait l'habitude de nous dire que nous ne comprendrions ces textes que quand nous serions des hommes mûrs. Et de temps en temps aussi il nous lisait des passages de Claude Bernard. Il nous dispensait aussi de rédiger intégralement nos devoirs. Il nous demandait de mettre quelques idées forces, de bien les agencer et c'est sur cela qu'il nous jugeait. En fait, il nous apprenait à aller à l'essentiel : la concision.

J'avoue que cette période fut un excellent tremplin pour moi ; et c'est donc à partir de ce moment que j'ai commencé à m'intéresser à la lecture et à l'approfondissement de mes connaissances.

Arrivé à l'université, j'ai évidemment rencontré le mouvement nationaliste. C'est ce qui m'a conduit à adhérer aux idéaux des associations syndicales et/ou religieuses. J'étais membre de l'Association des Étudiants Musulmans de Dakar dirigée par Ciré Ly qui était étudiant en médecine à cette époque là. Nous rencontrions dans ce cadre là les étudiants chrétiens qui étaient nationalistes et qui dénonçaient l'intégrisme chrétien à l'image de celui prôné par Monseigneur Lefebvre. C'était un archevêque colonialiste, très conservateur et on le saura davantage quand il aura des déboires avec le Pape.

De l'autre côté aussi il y avait le mouvement des parents d'élèves, le mouvement syndical surtout celui des enseignants et aussi les partis politiques que nous voyions évoluer singulièrement dans le territoire sénégalais. Les grands partis étant des partis « collaborationnistes », il y avait un parti qui s'appelait l'Union Démocratique Sénégalaise dont les membres avaient été exclus du RDA en 1955 à Conakry en même temps que la section du Niger et la section de l'Union des populations du Cameroun (UPC). Nous baignions dans cette atmosphère très politique et j'ai senti la nécessité de m'armer intellectuellement pour pouvoir mener le combat contre les partisans du système colonial qui s'exprimaient surtout dans le domaine de l'ethnologie.

Nous étions particulièrement intéressés par la philosophie bantoue du Révérend Père Placide Tempels. D'autant plus que ça nous apparaissait, dans notre naïveté, comme le *Discours de la méthode* des Nègres. Il faut noter que l'influence d'Alioune Diop et de Léopold Sédar Senghor y était pour quelque chose. Tous les deux recommandaient la lecture de ce livre, qui devrait être un livre de chevet pour tout Africain, parce qu'il nous révèle que nous avons une philosophie que nous ne connaissions pas auparavant. Le Révérend Père Placide Tempels avait eu le mérite d'explicitier lui-même cette philosophie que nous ne connaissions que de manière implicite.

Tout cela flattait notre nationalisme culturel. On était fier d'avoir notre philosophie à nous Africains qui pouvait rivaliser avec celle des Européens qui

nous dominent. Étant armés de tout cela, nous étions obligés de parcourir tous les ouvrages qui pouvaient intéresser l'Afrique. Mais la Librairie Clairafrique n'était pas pourvue d'ouvrages marxistes. Au contraire, on y trouvait des ouvrages qui étaient dirigés contre le marxisme, surtout ceux écrits par le Révérend Père Calvez et un autre qui s'appelait Henri Chambre. Nous étions là avec des camarades qui s'intéressaient au marxisme et qui militaient dans le Rassemblement des Jeunesses du RDA (RJDA). Ils parlaient du marxisme et nous voulions savoir ce que c'était. Cette animation autour des idéaux marxistes va conduire à la création d'un cercle d'étude en 1953 à la cité universitaire. Ce cercle nous permettait d'examiner la pensée de Marx et c'est dans ce cadre que je vais rencontrer pour la première fois le livre de Politzer, *Les Principes fondamentaux de la philosophie*.

Le caractère pédagogique des séances nous séduisait. Elles étaient simples et didactiques. Elles tournaient autour de la compréhension de la question de la dialectique : par exemple le passage de la quantité à la qualité, l'interaction universelle, le principe de la contradiction. Ensuite, le cercle nous a introduit dans les pensées de Mao par le biais de la lecture de son petit ouvrage intitulé *A propos de la pratique*.

A. Ngaidé : Pouvez-vous « quantifier », chose difficile, certes, la part exacte de la connaissance du marxisme, la lecture du *Capital* notamment, dans votre formation scientifique ?

A. A. Dieng : Ma formation scientifique a été influencée par la lecture du *Capital*. Cette lecture a été menée non seulement en France (Paris) avec l'aide d'un certain nombre de grands intellectuels comme Maurice Bouvier-Ajam qui est un économiste, un historien comme Jean Bruhat, mais aussi un philosophe qui travaillait avec Levis Strauss, Maurice Godelier. Il nous a fait un exposé remarquable sur l'articulation du *Capital*. Et plus particulièrement, comment on passe du Livre I, au Livre II et au Livre III et toutes les liaisons dialectiques qui rendaient la pensée de Marx puissante et surtout cohérente. Cette démarche nous a permis d'étudier sérieusement *Le Capital*.

J'avoue que j'ai étudié l'œuvre de Marx, huit ans durant, avec un premier groupe qui était composé de Samba Sow, d'Amadou Moustapha Wade et aussi de Bernard Founou, d'origine camerounaise, chercheur au Forum du Tiers-Monde ici à Dakar. Ensuite Boubacar Ly, Cheikh Bâ et moi avons travaillé *Le Capital* presque douze ans à raison d'une réunion tous les quinze jours. Nous avons découvert que *Le Capital* était une œuvre difficile et qu'une lecture collective était plus rentable qu'une lecture individuelle et isolée. En quelque sorte, nous nous épaulions les uns les autres et les auteurs ayant travaillé sur la pensée de Marx nous servaient de miroir pour mieux appréhender si nous avions assimilé oui ou non la pensée de Marx. Nous ne l'avons pas regretté parce que cela a permis de féconder notre pensée, de nous intéresser davantage à la philosophie et aux problèmes méthodologiques et épistémologiques qui sont tout à fait nécessaires pour un chercheur en Afrique. Notre familiarisation avec l'œuvre de Marx nécessitait ce sacrifice là.

Nous étions motivés par cette volonté d'utiliser les principes fondateurs du marxisme pour l'appliquer en Afrique. C'est ce qui explique la publication de mon premier ouvrage : *Hegel, Marx, Engels et les problèmes de l'Afrique Noire*. Je souhaitais savoir ce que ces trois penseurs avaient écrit sur notre continent et ce qu'on pouvait en tirer comme leçons applicables dans le contexte de nos sociétés. Et cela m'a permis de comprendre une chose : que le marxisme était surtout fait pour les pays développés, surtout pour le *prolétariat*. Néanmoins, on peut s'inspirer de la logique qui se dégage du *Capital* pour appliquer ces propres logiques dans nos propres pays sans servilité et en faisant preuve d'indépendance et d'ouverture d'esprit.

Nous ne nous sommes pas contentés de petits ouvrages de vulgarisation comme *A propos de la contradiction* et des *Propos du léninisme* de Staline. Voilà encore quelqu'un qui nous influencera parce qu'il était très dogmatique, très pédagogue et facile d'accès, mais il n'avait pas la culture ni d'un Lénine ni d'un Engels, encore moins d'un Marx. C'était un ancien prêtre entré dans le marxisme, géorgien emmuré un peu dans la culture soviétique russe et ne connaissant pas les langues étrangères comme savaient le faire Engels, Lénine et Karl Marx lui-même. Il était dans un ghetto linguistique qui l'empêchait vraiment d'être un véritable créateur. Finalement, je pense que la lecture et la compréhension de l'œuvre de Marx a été salutaire et déterminante dans ma trajectoire intellectuelle.

- A. Ngaidé :** Ce dévouement pour la maîtrise de l'œuvre de Marx ne rencontrait-elle pas quelques rejets de la part des autres qui pouvaient penser que vous étiez égarés dans les pensées d'une théorie « athée » et « antireligieuse » ?
- A. A. Dieng :** Marx était instrumentalisé par notre génération. Et pourquoi ? Parce que c'est l'intellectuel qui a fait la critique la plus intéressante du capitalisme et la version coloniale du capitalisme. Dans ces conditions, nous ne pouvions pas négliger ce penseur. Il nous ouvrait des horizons qui nous permettaient de penser notre situation et d'agir en conséquence par rapport au fait colonial. Donc Marx, Engels constituaient des sources pour nos réflexions politiques et philosophiques. Ce qui m'intéressait, c'était la dimension sociale de sa pensée et cette dynamique qu'elle ne manquerait pas de susciter en moi. Sa position religieuse m'importait peu et les bruits faits tout autour ne me divertissaient pas.
- A. Ngaidé :** Plus explicitement, vous voulez dire que la pensée et l'action doivent aller de pair ?
- A. A. Dieng :** Bien sûr ! Ce n'est pas pour rien que le marxisme insiste sur la notion de transformation et non d'interprétation. Il faut, certes, interpréter mais dans le but de transformer la situation. Le marxisme était très séduisant parce que c'était une théorie anticolonialiste dans ses principes et qui est née dans des pays colonisateurs ; en tout cas dans ses principes. Lénine était anticolonialiste, Marx aussi d'une certaine manière était anticolonialiste mais avec quelques hésitations. Staline aussi, qui a écrit un ouvrage qui nous a beaucoup séduits, *Le marxisme*,

la question coloniale et nationale, était anticolonialiste. Ils démontraient tous, dans leurs œuvres, que la pensée et l'action étaient inséparables.

A. Ngaidé : Donc votre intérêt pour la philosophie combiné à la contestation de l'ordre colonial datent de cette époque d'initiation aux principes théoriques et aux fondements pragmatiques du marxisme ?

A. A. Dieng : En effet, il date de cette époque là. Parce qu'on ne peut pas aborder le marxisme sans la philosophie. C'est d'ailleurs l'une des faiblesses du « marxisme africain » surtout quand on considère que le philosophe Hegel qui a inspiré Marx est l'un des philosophes les plus difficiles au monde. Lire *La Logique* n'est pas donné à n'importe qui même à un philosophe qui est de bonne formation ; or Lénine lisait dans le texte allemand. Il a utilisé ce texte de Hegel en pleine guerre : la première guerre mondiale pour pouvoir écrire un ouvrage comme *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*.

Nous ne pouvions pas, comme les autres, absorber le marxisme en nous basant sur sa version prolétarienne européenne. Nous l'avons étudié de manière autonome en puisant dedans ce qui nous intéressait. Nous avons notre propre problématique. Nous étions certes alliés de ces partis mais cela ne voulait point signifier que nous devions forcément épouser les perspectives qui s'inspirent des réalités de l'Europe de l'époque. Nous devions nous ouvrir aux principes du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » pour être conséquents avec nous-mêmes et d'accompagner le mouvement de revendication de notre indépendance.

A. Ngaidé : Est-ce que vous ne fonctionniez pas là par simple analogie ?

A. A. Dieng : A l'époque l'analogie était une voie de passage nécessaire, mais aussi critiquable parce qu'on ne voit que ce qui est semblable et on ne voyait pas ce qui était dissemblable. C'était, certes, une infirmité dans le raisonnement, mais il fallait passer par cette étape. Mais aujourd'hui, j'ai pris l'habitude de dire que le raisonnement par analogie est une attitude paresseuse. Le marxisme était notre viatique. En face il n'y avait pas grand-chose. C'est bien beau de prendre Jean Paul Sartre, mais c'est un philosophe difficile que nous n'avons pas abordé. Ce n'est pas pour rien que Senghor a demandé à Jean Paul Sartre de faire la préface d'*Orphée Noir*. Préface dans laquelle, il soutient des positions qui sont très discutables et qui ont été discutées déjà par Gabriel d'Arboussier en 1949. Ce qu'il appelait : « La Négritude, une dangereuse mystification ».

Gabriel D'Arboussier est un métis porteur d'une vaste culture que beaucoup d'Africains n'avaient pas dans le cadre du RDA – c'est lui-même qui a écrit le rapport du RDA – et qui lui permettait de critiquer Jean Paul Sartre poliment mais fermement. Il a aussi critiqué l'orientation d'Alioune Diop. C'est un personnage qui nous a beaucoup séduits. Moi, il m'a particulièrement séduit déjà quand j'étais au Lycée. J'étais maître d'internat. Il a tenu à Saint-Louis au Cinéma Vox situé au sud, une conférence remarquable et qui a soulevé toutes

les foules d'autant plus qu'au crépuscule il a terminé sur Thiaroye. C'était un grand orateur. Dans ses mémoires Ousmane Camara utilise le même terme pour le qualifier et rendre compte de l'image qu'il a retenu de lui. A l'époque, le verbe avait beaucoup d'utilité. Les gens ne pouvaient persuader les autres que par la parole.

Par conséquent, la rhétorique était nécessaire dans le cadre de la lutte pour l'indépendance.

A. Ngaidé : Avez-vous lu la philosophie de Hegel avant ou après avoir abordé l'œuvre de Marx ?

A. A. Dieng : Concomitamment. C'est grâce aux auteurs que je viens de citer que j'étais obligé de voir ce que ce grand penseur que fut Hegel avait écrit sur l'Afrique noire. Mais il faut dire qu'en le lisant j'ai été victime de l'opinion que certains philosophes africains avaient sur Hegel. Je pense qu'ils ne l'ont pas toujours très bien lu. Ils ne connaissaient certainement pas les positions dissimulées du philosophe. N'oublions pas qu'à l'époque la censure battait son plein en Europe. On oublie très souvent cette dimension qui a dû influencer soit sur beaucoup de trajectoires, soit sur l'interprétation de leurs écrits. Les gens étaient obligés de se cacher et d'utiliser le langage d'Ésope. C'est pourquoi un grand spécialiste de Hegel, Jacques Dhont qui maîtrise très bien l'allemand -je le connais personnellement et je le fréquente très souvent- a écrit *Hegel secret*. Dans ce livre, il montre que Hegel était obligé de faire attention à ce qu'il dit, au point qu'il ne confiait pas ses lettres à la poste. Il soupçonnait la censure de le surveiller.

Donc, je dois avouer que je me suis trompé sur Hegel parce que beaucoup d'auteurs africains qui l'ont étudié n'ont pas lu ce que Hegel connaissait de l'Afrique qui était consigné dans un ouvrage très important *L'Afrique* de Karl Ritter qui n'a pas été en Afrique mais qui avait une documentation énorme sur le continent. Son ouvrage fait 1 500 pages et il est en trois tomes. Et Hegel dit que c'est grâce à Karl Ritter qu'il a eu un tableau d'ensemble sur l'histoire et la géographie de l'Afrique.

Beaucoup d'Africains n'ont pas pu, à l'époque, lire les travaux de Karl Ritter, y compris moi-même. Je l'ai cherché partout à la Bibliothèque Nationale où il n'existait pas. C'est Pierre Franklin Tavarès qui m'a indiqué que l'ouvrage se trouvait à l'Institut de Géographie situé rue Saint Jacques à Paris. Je suis allé là-bas, je l'ai trouvé et Tavarès m'en a fait une copie. Cet ouvrage est remarquable parce qu'il est axé sur la mer Méditerranée. On ne peut pas comprendre la pensée de Hegel si on ne s'intéresse pas à Karl Ritter. Heureusement qu'un professeur gabonais du nom de Gilbert Zué-Nguéma (2006) a fait une thèse sur Hegel pour mieux comprendre sa véritable pensée et il a utilisé les travaux de Karl Ritter.

A. Ngaïdé : Comment se fait-il qu'un économiste comme vous s'intéresse autant à la philosophie de manière aussi pointue ?

A. A. Dieng : Mais nous ne pouvons pas faire du marxisme en ignorant la philosophie. N'oublions pas qu'Adam Smith était aussi un philosophe. D'ailleurs, il a écrit un petit article qui s'intitule « Origine de la philosophie ». C'était aussi un moraliste et il a beaucoup vanté la mer Méditerranée qui était la plus grande mer intérieure. Elle est calme. C'est la mer où l'on trouve le plus d'îles et de presqu'îles. C'est le lieu de l'enfance de la navigation et elle a donné naissance à de grandes villes côtières situées du côté de la Méditerranée qui ont développé des civilisations florissantes. Il s'agit de l'Égypte. Il vante l'Égypte sur la base de ce qu'Hérodote en dit.

Karl Ritter sera un héritier d'Adam Smith. Il fait remarquer que l'audace n'est pas le propre de ceux qui veulent naviguer sur l'océan Atlantique, mais plutôt sur la Méditerranée. Cette mer regorge de presqu'îles, l'Ibérique, l'italienne, l'adriatique et aussi de grandes îles comme la Sardaigne, la Corse, Malte... L'avantage, ici, c'est que l'homme n'est pas très éloigné du continent et il peut apprendre à naviguer plus facilement.

Les plus grands navigateurs de l'océan Atlantique viennent tous de la Mer Méditerranée. Tu prends Marco Polo, Alvise Cadamosto, Christophe Colomb... C'est assez significatif parce que les connaissances qu'ils ont pu accumuler sur cette mer leur ont servi pour affronter les autres océans du monde. Or, l'océan Atlantique n'offre pas ce visage. Il faut donc être audacieux et aventurier pour vouloir traverser cet océan qui fait peur.

A. Ngaïdé : Donc la philosophie était nécessaire pour pouvoir consolider vos acquis en termes de maîtrise de la théorie économique et des dynamiques sociétales ?

A. A. Dieng : C'était absolument nécessaire. Parce que beaucoup d'économistes sont non seulement en même temps des politistes mais aussi des philosophes. Quand on voit les Stuart Mills discuter de la notion de liberté on comprend mieux pourquoi la philosophie est indispensable. Tu vois bien que c'est un économiste mais qui s'intéresse à d'autres notions qui relèvent de la philosophie pour rendre sa pensée plus incisive.

A. Ngaïdé : Tout cela me permet encore une fois de comprendre comment vous avez aussi un penchant pour la sociologie. Ces disciplines sont-elles complémentaires ?

A. A. Dieng : La sociologie, c'est aussi grâce à l'influence du marxisme et de la pensée allemande que je m'y intéresse. Les Allemands ont développé la philosophie parce que socialement et politiquement ils étaient impuissants. Pour compenser ce retard, ils ont développé la puissance de la pensée par la philosophie. Ils ont rêvé de la Révolution française. D'ailleurs quelqu'un comme Emmanuel Kant suivait de près les événements liés à la Révolution de 1789 en France.

Autrement dit, faute de pouvoir faire la révolution les Allemands pensent et réfléchissent. C'est l'une de leurs forces. Ils ont prolongé toute cette réflexion jusqu'à la naissance de la sociologie. Parce qu'autant la bourgeoisie allemande

était en retard du point de vue de l'industrialisation par rapport à l'Angleterre et à la France, autant ils ont révolutionné la pensée en développant leur puissance intellectuelle.

En effet, l'Allemagne était un pays faible et arriéré. Il faut dire que souvent les pays faibles et arriérés peuvent avoir la possibilité de dépasser les pays avancés, s'ils s'y mettent sérieusement. On le constate nettement en étudiant l'histoire. Il suffit pour cela de suivre l'évolution du matérialisme qui est né en Angleterre et qui s'est développé par la suite avec les Lumières.

La société et la bourgeoisie dirigeante allemandes étaient faibles. Bismarck a dû utiliser les Junker pour pouvoir réaliser l'unité allemande. Cela fait qu'on ne peut pas s'étonner que la sociologie économique soit née en Allemagne. Alors que la sociologie est arrivée de manière tardive en France. Ce sont des agrégés de philosophie qui faisaient de la sociologie : des gens comme Émile Durkheim. Cela explique peut-être l'absence de concours d'agrégation en sociologie. La sociologie n'a été instituée en France qu'entre 1956 et 1958 par Raymond Aron qui maîtrise très bien l'allemand. Rappelons qu'il a été au Lycée français de Berlin en même temps que Jean Paul Sartre. C'est lui qui a vulgarisé les idées de Max Weber. Et comme Max Weber s'intéressait à Marx, il m'a forcément intéressé.

Donc, c'est à partir de là que je me suis intéressé à la sociologie économique. D'ailleurs, je donnais un enseignement dans ce domaine en année de licence et maîtrise. Cela m'a conduit à m'intéresser à certains auteurs et tout naturellement à Max Weber et plus particulièrement à son ouvrage sur la ville comme je l'ai souligné un peu plus haut.

A. Ngaidé : Quel sociologue vous a le plus inspiré et quel domaine de sa pensée vous a le plus influé ?

A. A. Dieng : C'est sans conteste Max Weber : sur la ville comme je viens de le souligner à l'instant, mais aussi ses développements sur les rapports entre le savant et le politique. Je pense que je ne suis pas le seul à avoir été influencé par ce sociologue.

Je me rappelle bien qu'un ambassadeur du Congo résidant à Dakar était aussi influencé par ce penseur, mais dans le sens négatif du terme. En effet, il l'utilisait pour dénoncer les marxistes français et les anthropologues défenseurs de l'existence de modes de production asiatique et africain qui sont restés tributaires de l'ordre mondial. Bien qu'il représente officiellement un pays qui avait opté pour le marxisme, il était hostile au marxisme. Il confectionnait des brochures qu'il distribuait à tout le monde.

A. Ngaidé : Et quelle expérience avez-vous tirée des enseignements que vous dispensiez ? Et quels sont, en quelques mots, les éléments centraux de ces enseignements et ce qu'ils pouvaient apporter dans la construction de cette intelligence que vous souhaitiez voir émerger ?

A. A. Dieng : Quand j'enseignais à la faculté, j'avais un cours intitulé « Histoire des faits économiques et sociaux » et cela m'a permis d'initier les étudiants aux travaux d'Immanuel Wallerstein, de Fernand Braudel, d'André Gunder Frank

et aussi de Samir Amin. Ce sont des auteurs qui ont été profondément inspirés par le marxisme et qui me permettaient d'aborder un large éventail de questions qui touchent directement la situation qu'on traversait. A mon avis, elle n'était compréhensible qu'en l'abordant sous l'angle du marxisme. J'ai toujours pensé et je pense encore que l'une des plus grosses faiblesses de l'enseignement néoclassique que l'on donne est d'ignorer la qualité et de s'intéresser beaucoup plus aux facteurs de production comme la terre, le travail, le capital ...

Donc, un africain qui épouse le néoclassicisme risque d'être très stérile du point de vue des recherches. Par contre le marxisme, bien utilisé, constitue un élément fécondant. Donc, cette approche me permettait de revenir sur l'histoire des pays dit hégémoniques : de la péninsule ibérique à la Hollande, de la Hollande à l'Angleterre, de l'Angleterre aux USA.

Voilà le canevas à partir duquel je bâtissais mon enseignement et je pense que mes étudiants ont apprécié cette démarche qui leur offrait la possibilité d'élargir leur champ de connaissances et de leurs perceptions du monde.

- A. Ngaidé :** Est-ce que tout cela apportait quelque chose de nouveau pour la compréhension du fonctionnement de nos sociétés ?
- A. A. Dieng :** L'analyse de nos sociétés est généralement abordée en dehors de toute perspective historique. L'histoire économique est complètement négligée. C'est l'histoire diplomatique ou l'histoire des Grands Empires, c'est-à-dire une histoire « valorisation » qui retenait l'attention des chercheurs africains. On se tait sur les choses pensées « honteuses ». Il faut avouer que la traite des Nègres, par exemple, n'aurait pas pu avoir lieu s'il n'y avait pas des chefs africains qui étaient des complices, corrompus par l'extérieur. Par conséquent, je lutte contre cette démarche « sur-valorisante » de notre histoire. C'est-à-dire passer son temps à glorifier notre histoire et ne pas voir en face nos propres faiblesses comme les Japonais qui ont su corriger leurs faiblesses et faire des progrès en s'inspirant de leur histoire la plus récente. Nous continuons de nous « gargariser » pour dire que nous sommes premiers en tout et qu'on a atteint la perfection. Nous sommes parfaits comme Dieu. En réalité, nous travaillons avec des hommes qui sont des êtres imparfaits mais perfectibles.
- A. Ngaidé :** Était-il pertinent de dispenser ces cours à partir de cette perspective un peu trop marxisante ?
- A. A. Dieng :** C'était une démarche pertinente : les étudiants comprenaient mieux l'économie sénégalaise quand je remontais loin dans le passé et surtout depuis l'institution du comptoir de Saint-Louis. Ils saisissaient mieux les enjeux de l'économie sénégalaise et africaine articulée à celle du monde. Le cours n'était pas simplement abstrait, mais abstrait et concret à la fois. Et le concret est très intéressant sur le plan pédagogique. Si tu veux vraiment amener les gens à s'intéresser à ce que tu dis, il faut l'illustrer par des faits précis dont ils peuvent saisir la perception. Je ne parle pas de la connaissance scientifique, rationnelle mais de la perception.

Je veillais beaucoup à cette méthode pédagogique. C'est pourquoi j'incitais les étudiants à la discussion avec des questions qui leur permettaient d'aller plus loin dans l'analyse des faits économiques sur la base de la connaissance de l'histoire. Voilà pourquoi la perspective marxiste me venait en aide pour éprouver les questions que j'abordais avec mes étudiants.

- A. Ngaidé :** Beaucoup ont du mal souvent à vous classez dans une discipline. En fait, moi, au départ, je pensais que vous étiez économiste pur et dur, un point c'est tout...
- A. A. Dieng :** Ah ! Parce qu'on veut nous confiner à l'économisme et moi je refusais d'être enfermé dans ce ghetto. J'étais contre l'économisme, c'est du conventionnel. Cite moi un Africain qui se prend pour un néoclassique et qui a produit quelque chose de sérieux ? La production la plus sérieuse se situe à ce niveau là. Ces gens là qui sont capables de faire l'histoire économique pour lutter contre cette volonté de figer l'économie. Et l'économie est *atemporelle* et *aspatiale*. On te parle de *l'homo-economicus*, cela n'a aucun sens pour moi. Les hommes sont situés temporellement et spatialement. C'est à un moment donné de l'histoire et à en un tel lieu qu'on peut saisir l'évolution des pays. Les choses ne sont pas les mêmes, c'est la raison pour laquelle on constate la stérilité de tous ceux qui ont épousé le néoclassicisme. C'est une sorte de structuralisme qui ne dit pas son nom.
- A. Ngaidé :** Si je comprends bien, vous voulez dire que c'est cette perspective que vous vous êtes imposée qui vous a amené à écrire des livres...
- A. A. Dieng :** Oui, cela m'a obligé à écrire des livres. Malheureusement comme j'étais à la Banque Centrale je n'avais pas assez de temps mais sinon mon rêve était d'écrire l'histoire économique du Sénégal. Cela me paraît utile à plus d'un titre. Cet enseignement avait été inauguré par Samir Amin contrairement à ce que souhaitait un Africain néolibéral, c'est-à-dire qu'on fasse de la Faculté une Business School. Samir Amin lui a pris le contrepied pour pouvoir enseigner l'anthropologie économique et en même temps aussi l'histoire économique contemporaine de l'Afrique.

Au début, cet enseignement était assuré par Catherine Coquery-Vidrovitch. Par la suite, je l'ai relayé. Après mon départ, le professeur Abdoulaye Bathily a continué à assurer le cours sur l'histoire économique mais après le cours fut supprimé du programme d'enseignement à la Faculté des sciences économiques. Parce qu'il n'y avait plus personne pour assurer cet enseignement. C'est ce qui s'est passé aussi pour l'enseignement de l'histoire économique de l'Afrique contemporaine. Et pourtant ces cours sont indispensables pour la compréhension non seulement des faits économiques mais aussi des fait sociaux et politiques.

A. Ngaidé : Pouvez-vous nous parler de vos livres en faisant à chaque fois un petit commentaire sur l'intérêt de chacun d'entre eux ?

A. A. Dieng : Le premier livre que j'ai écrit était destiné à analyser les positions sociopolitiques de ceux qui s'inscrivaient dans le courant marxiste.

Je souhaitais aussi démontrer la faiblesse philosophique des Africains se réclamant du marxisme. C'est d'ailleurs dans la même perspective qu'il faut inscrire la parution de mon second ouvrage : *Contribution à l'étude des problèmes philosophiques en Afrique noire*. Je suis rentré en plein dans le débat et j'étais obligé de m'intéresser à une énorme littérature pour faire le bilan de tout ce que les gens pensaient de la philosophie africaine : Paulin Hountondji, Marcien Towa et les autres...

A. Ngaidé : Est-ce que vous pouvez parler un peu de cette « fameuse » philosophie africaine qui continue de faire trop de bruits ?

A. A. Dieng : Les Africains font de l'ethnophilosophie. Évidemment, aujourd'hui les débats n'ont plus la même intensité et n'inspirent pas la même passion. Les gens sont devenus un peu plus sereins. Je pensais qu'il fallait lutter contre cet amalgame entretenu autour de cette philosophie. Au lieu d'avoir une philosophie telle que celle de l'Occident, il fallait avoir autre chose : l'ethnophilosophie, par exemple. Autrement dit, avoir une philosophie pour des catégories de gens bien précis ; qui est spécifique et qui ne s'ouvre pas à l'universel et qui revendique la particularité ; une philosophie qui est sur la défensive. Et s'entendre dire, nous avons une vraie philosophie ! C'est la raison pour laquelle j'ai beaucoup utilisé l'article de Fabien Eboussi Boulaga « Le Bantou problématique » (*Présence Africaine* n° 66 1968:3-40). J'ai beaucoup aussi utilisé la pensée de Hegel à travers la lecture qu'en fait Marcien Towa. C'est-à-dire la manière dont il définit la philosophie. Mais, le faisant, cela m'a créé un problème parce qu'à l'époque Pathé Diagne s'est fâché contre cette orientation en disant que c'était de l'europhilosophie. Il l'a attaquée dans un ouvrage qu'il a publié aux Éditions Sankoré.¹ Et j'ai longuement polémique avec lui. Je lui ai toujours reproché son nationalisme à orientation culturaliste.

En réalité ce ne sont pas les problèmes philosophiques qui l'intéressent, mais essayer de démontrer les spécificités des civilisations et des cultures africaines... Je pense que tout cela résulte de l'héritage colonial. Parce que les colons disaient qu'ils étaient en mission civilisatrice et que, par conséquent, il nous fallait leur opposer la nôtre dépouillée et spécifique. Ce n'est pas pour rien que Cheikh Anta Diop écrira *Nations Nègres et culture, Antériorité des civilisations nègres. Mythes ou vérité historique* (1967) et *Civilisation ou barbarie*. Tu peux toi-même constater comment le terme civilisation revient régulièrement dans ses titres. Bien entendu, c'est un terme qui était utilisé à l'époque dans le combat. Parce qu'on se disait « naufragés » de la civilisation. Il fallait prouver qu'on avait des civilisations à travers les Grands Empires de la zone sahélo-soudanienne.

Il me fallait aussi répondre aux critiques formulées contre mon premier ouvrage, *Hegel, Engels et Marx et l'Afrique Noire*. C'est pourquoi j'ai écrit *Le marxisme et l'Afrique noire. Bilan d'un débat sur l'universalité du marxisme*. J'avoue qu'il y avait des critiques qui étaient justes et d'autres qui n'étaient pas du tout fondées. J'avais, notamment, polémique avec Habib Mbaye qui était philosophe au département de philosophie de la Faculté des lettres et sciences humaines. Il est décédé. D'autres aussi comme Jean Pierre Faye qui est à l'École Normale Supérieure et j'ai critiqué d'une certaine manière Paulin Hountondji ainsi que Marcien Towa qui m'avait entraîné un peu dans sa ligne, alors qu'il débouchait sur une admiration du nkrumaïsme, influencé qu'il était par son livre le *Consciencism*. Livre dans lequel le leader ghanéen alignait des choses assez bizarres qui confinaient aux délires en mathématiques : la théorie des ensembles qu'il n'a pas écrit. Ce texte a été écrit par Ngouo Woungly-Massaga, un ancien militant de l'UPC qui vit encore aujourd'hui au Cameroun. Mais il finira par abandonner les principes de l'aile classique de l'UPC.

Je répondais en même temps à Cheikh Tidiane Gadio qui me reprochait de faire du « *naafisme* »² devant Senghor et de ne pas suffisamment critiquer Senghor. Gadio ne connaît pas mon itinéraire. Si j'ai souffert à l'université, c'est à cause de Léopold Sédar Senghor. Je ne lui en ai pas voulu et jusqu'au jour d'aujourd'hui, je ne lui en veux pas. Parce qu'il défendait ses idées en étant au service de l'impérialisme. Mais nous le connaissions mieux que les jeunes qui en parlent aujourd'hui. Parce que nous l'avons côtoyé lorsqu'il était député et non en tant que président de la république. Son poste, il l'a utilisé pour diffuser ses propres idées. Voilà !

- A. Ngaidé :** Comment vous est venue l'idée d'écrire le petit livre sur Hegel³ tout en essayant de convaincre vos lecteurs que Hegel n'était pas raciste ?
- A. A. Dieng :** C'est pour faire une mise au point destinée à amener les Africains à lire très attentivement les textes de Hegel. J'ai entendu trop de supputations sur lui. Des gens remarquables, des chercheurs de haut niveau et qui ont dit des choses inexactes comme par exemple Ki-Zerbo, Nkrumah, Wolé Soyinka, Théophile Obenga...
- A. Ngaidé :** Pourquoi attendre cette période pour le faire ? Pourquoi vous ne l'avez pas fait pendant que quelques uns d'entre eux étaient encore parmi nous ?
- A. A. Dieng :** Mais écoute c'est une question de temps aussi ! Tu sais très bien que nous avons de sérieux problèmes d'édition chez nous et que les travaux souffrent pour être publiés. Il me fallait aussi procéder à mon autocritique, me pencher sur mes insuffisances, sur mes lacunes et sur les erreurs que j'ai hérité de certains à qui je faisais confiance philosophiquement, parce que c'était leur métier, comme par exemple Marie Louise Diouf qui a écrit des choses invraisemblables sur Hegel alors qu'elle pratique très bien l'allemand. Elle a même soutenu un mémoire sur Hegel.⁴ Il faut signaler aussi l'existence d'autres

travaux académiques qui sont méconnus des Africains comme ce travail remarquable de d'Ava Rachel Bidjia soutenu à la Sorbonne et celui de mon ami Peter Harning un allemand qui maîtrise très bien le français. Il n'est pas d'accord avec moi, mais il soutient que les critiques formulées contre Hegel sont souvent infondées.

Je reconnais un certain nombre d'erreurs que j'ai pu commettre car ne maîtrisant pas la langue allemande. Je pense qu'il faut un peu de modestie en reconnaissant nos limites et en encourageant ceux qui ont les capacités de nous éclairer sur des champs épistémiques que nous ne maîtrisons pas. C'est seulement en adoptant cette attitude que nous pourrions sortir des pièges de l'interprétation.

A. Ngaidé : Mais il y a de très bonnes traductions de Hegel comme celles d'Hyppolite, de Gwandoline Zarczyck et Labarrière⁵ !

A. A. Dieng : Mais les traductions sont toujours influencées par celui qui traduit. Parce qu'il peut être enclin à traduire quelques aspects de la pensée de l'auteur en fonction non seulement de son intérêt mais aussi de son univers culturel.

Il y a certes de bonnes traductions mais personne ne les lit. Ils ne lisent pas Hegel. L'un des rares intellectuels sénégalais que je côtoie et qui a lu Hegel reste Abdoulaye Ly. Il est historien. Il est donc l'un des rares que j'ai vu posséder un de ces textes comme *La Phénoménologie de l'esprit*. Mais lui, il avait un projet, c'est de voir les grands ouvrages de la pensée française surtout parce qu'il s'exprime en français, pour pouvoir construire la même chose et l'adapter à l'Afrique. Cette tentative apparaît dans son livre *Les masses africaines et l'actuelle condition humaine* qu'il a publié en 1956 à Présence Africaine. Ce livre était son véritable manifeste. Il l'a écrit au moment où il était au GAREP qui était un groupement politique clandestin. Il incitait les gens à lire les grands classiques du marxisme. Lui, le préconisant à l'époque, il n'avait pas encore lu *Le Capital*. Il en avait lu un résumé ; celui fait par Borschave.

A. Ngaidé : En vous écoutant, j'ai envie de dire que ceux qui ont écrit dans les années 1950 le faisaient par « simple mimétisme » afin de prouver que les Africains pouvaient eux-aussi écrire des livres. A votre avis ?

A. A. Dieng : Non ce n'était pas seulement cela. Ce serait trop simplifier et dire que tout cela relevait d'une vanité malsaine et d'un désir de visibilité inappropriée. C'était un réel besoin. Il fallait combattre idéologiquement car la colonisation était bien installée avec son appareil idéologique qui bénéficiait d'énormes subventions pour la recherche sur nos sociétés. Par contre nous, nous n'avions rien. Beaucoup d'entre nous étaient des étudiants. Nous ne pouvions pas croiser le fer avec les maîtres parce que nous avons besoin d'eux pour passer nos diplômes. C'était donc une nécessité que de s'aligner sur eux en attendant. C'est ce qui explique, en partie, le phénomène Cheikh Anta Diop. Il était obligé d'avoir un esprit encyclopédique parce que nous luttions contre une totalité. Le système colonial était une totalité.

La bourgeoisie voulait liquider, par l'encyclopédie la féodalité considérée aussi comme un système total. Tout cela a incité les gens à travailler sur le plan intellectuel et dans tous les domaines : de la linguistique à la philosophie, de l'histoire à l'ethnologie. Il fallait couvrir plusieurs domaines et connaître un peu de tout pour rivaliser avec l'idéologie coloniale. C'est ce qui explique que Cheikh Anta Diop s'est intéressé à ces questions, mais normalement il est spécialiste des sciences exactes : la chimie essentiellement. Si Cheikh Anta Diop a beaucoup de prestige, c'est qu'il défendait l'indépendance non seulement politique mais aussi culturelle. C'est pourquoi il a essayé de passer par des arguments puisés dans tous les compartiments de la pensée.

A. Ngaidé : Cela veut dire, en termes simples, que le combat intellectuel était important durant toute cette période d'incertitudes ?

A. A. Dieng : Il était plus qu'important et il fallait le gagner. C'est pourquoi d'ailleurs quand les Européens ont découvert l'engagement des Africains, ils ont commencé à battre retraite sur un certain nombre de choses. Les chercheurs actuels ne reprennent pas les thèses de Lucien Lévy-Bruhl. C'est terminé. Il n'y avait que Senghor qui continuait à les véhiculer avec ses histoires de l'émotion est nègre et la raison est Hellène. Ce qui ne veut pas dire que Lucien Lévy-Bruhl est un « imbécile » ; tout ce qu'il a dit n'est pas faux. Mais encore une fois, les Africains ne lisent pas les ouvrages fondamentaux de ces écrivains. Par exemple on te parlera de *La mentalité primitive* (1992), par ce que l'ouvrage les a choqué. Mais il écrira après *Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures* et pourtant il y a le terme « inférieur » qui est insultant. Je ne vois pas un Africain citer cet ouvrage par exemple. Encore une fois, seul Abdoulaye Ly les cite. Bien d'autres n'ont lu que *La mentalité primitive*.

Quand je faisais mon certificat de philosophie (Morale et sociologie), Georges Gurvitch nous obligeait à lire cinq livres fondamentaux : le 1^{er} tome du Livre I du *Capital*. Nous avions aussi, dans le programme, *La mentalité primitive*. D'ailleurs même quand j'étais à l'ENFOM, j'étais obligé de lire cinq livres dont celui de Baumann Westermann et *Les Gens du riz* de Germaine Dieterlen...

Donc les travaux qui étaient publiés par les Africains répondaient à un véritable besoin.

A. Ngaidé : Comment expliquez-vous le fait que les intellectuels de la période pré-indépendance aient choisi la politique au lieu d'intégrer directement l'université pour diffuser le savoir qu'ils ont acquis ?

A. A. Dieng : Mais l'université était très fermée à l'époque déjà aux progressistes français mêmes. Si tu étais communiste tu ne pouvais pas avoir facilement un poste. En fait, les communistes les plus brillants ne pouvaient pas entrer à l'université. Ou s'ils y entraient, ils avaient des grades qui ne correspondaient pas à leur cursus. Cet ostracisme était aussi valable en métropole. Beaucoup d'intellectuels français en ont souffert toute leur vie.

Dès lors, comment penser entrer dans une université coloniale qui ne privilégiait que ceux qui répondaient à ses exigences et à ses ordres. Au-delà de toute utopie, c'est la vérité avec laquelle on devait s'accommoder.

A. Ngaidé : Mais quand l'université a ouvert ses portes pourquoi les intellectuels de cette période sont restés du côté de la politique ?

A. A. Dieng : Il est bien vrai que la politique, c'est la voie de la facilité. Il faut voir seulement le nombre de gens qui ont fait droit et qui sont devenus des avocats. Ils n'ont d'autre salut que de faire de la politique parce que tout simplement en restant en droit; je ne sais pas quel type de recherches ils peuvent réaliser. Nos juristes sont encore très rivés sur les textes anciens de la France. Ils ne sont pas innovateurs. Ils se contentent de reproduire les textes de lois français en les réadaptant un peu. C'est le propre du mimétisme et c'est bien dommage.

A. Ngaidé : Vous voulez dire que ce sont ces types de comportements qui ont longtemps empêché la naissance, par exemple, d'un département de sociologie à la Faculté des lettres et sciences humaines ?

A. A. Dieng : La sociologie n'a pas été prestigieuse parce qu'elle n'est pas sanctionnée par une agrégation. La sociologie était considérée comme une matière mineure d'autant plus que les Français eux-mêmes étaient « infirmes » de ce point de vue là. Beaucoup d'entre eux ont fait le « pèlerinage » en Allemagne. Le cas d'Émile Durkheim est là. Donc, ce sont des facteurs qui ont retardé le développement de la pensée sociologique ici-même au Sénégal.

Disons-nous la vérité, il était difficile de faire une thèse de sociologie à l'époque car ce sont des non-africanistes qui officiaient en la matière. Ce sont les Raymond Aron, les Georges Gurvitch, des gens qui ne s'intéressaient pas spécialement à l'Afrique.

A. Ngaidé : Jean-Paul Sartre a dû influencer pas mal d'Africains et de Sénégalais de votre époque, non ?

A. A. Dieng : Il a influencé les Africains. Mais son structuralisme n'intéressait pas beaucoup d'entre nous. Sartre, c'est l'homme de Saint-Germain où on allait danser, nous étions à la sortie de la seconde guerre mondiale. Sartre représentait dans une certaine manière celui qui est contre le système à la fois dans sa dynamique européenne que dans sa version coloniale. On le voit épouser la cause des Algériens par exemple, mais ce qui est caractéristique, c'est qu'il avait beaucoup de prestige. Il a fait des préfaces pour Frantz Fanon, *Les damnés de la Terre*, *Orphée Noir* de Senghor... et je crois aussi Lumumba. Sartre était trop difficile à comprendre. Dis-moi qui va lire *L'être et le néant* (1943) ? Même son théâtre les gens n'y allaient pas *Les mains sales* (1948), *Les mouches*, *La Putain respectueuse* (1946) ...

- A. Ngaïdé :** C'est son hermétisme qui décourageait ?
- A. A. Dieng :** Je me souviens quand on a organisé à la Mutualité en 1961 la semaine marxiste, Sartre est venu. Il faisait partie des intervenants. Il fallait voir les jeunes Français qui étaient venus l'écouter. Dès qu'il sortait les grosses formules comme « totalité totalisante » tu voyais ces jeunes admiratifs agiter leurs « crinières ». Cette attitude est un peu mystificatrice parce qu'il est très fort pour créer des mots très compliqués et des concepts complexes... Il y avait des gens qui avaient besoin de ces « vertiges verbaux ». C'est un langage hermétique mais je pense aussi qu'il était un peu mystificateur. Parce que, normalement, on parle pour se faire comprendre et non pour se faire admirer.
- A. Ngaïdé :** Mais cela dépend aussi de celui qui a les capacités de comprendre, non ? Vous avez dit, tout à l'heure, que Marx était difficile à comprendre, que Hegel était difficile à lire mais vous les avez lus et compris non !
- A. A. Dieng :** Mais les gens qui venaient n'étaient pas des intellectuels. Ils ne pouvaient pas accéder à la pensée de Jean-Paul Sartre. Même quelques philosophes maîtrisent mal le contenu de *L'être et le néant*. C'est d'un accès extrêmement très difficile. *L'existentialisme est un humanisme* est aussi un texte difficile et si tu poses la question à quelqu'un sur le contenu de ces ouvrages, il reste bouche-bée même après les avoir littéralement lus. Les gens n'étaient pas armés philosophiquement pour s'exercer à ce genre de lecture. Ils ne s'enrichissent pas de ces lectures car ils sont rivés au texte et à sa beauté stylistique.
- A. Ngaïdé :** Que pensez-vous de la sociologie de Bourdieu, Balandier ?
- A. A. Dieng :** Pierre Bourdieu ne m'a pas beaucoup accroché avec son histoire d'*habitus*⁶. Par contre, Balandier oui, je l'ai beaucoup lu quand j'étais à l'ENFOM : *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*. C'était notre bréviaire. Et d'autant plus qu'il était avec quelqu'un avec qui il a collaboré qui nous faisait le cours d'ethnologie, Paul Mercier. Il a écrit avec lui sur les Lébous.
- Par conséquent, il était intéressant dans la mesure où il a hérité de la pensée de Marcel Mauss : *La société totale*... Il a eu la chance de comparer deux types de sociétés, dans sa thèse, qui n'ont pas la même structure sociale et qui ont eu des réactions différentes par rapport à la situation coloniale. C'est en cela qu'il a innové de telle sorte qu'on le prenait au sérieux. Il a participé aussi à la formation de beaucoup de sociologues et d'anthropologues africanistes convaincus comme les Jean Copans.
- A. Ngaïdé :** Qu'est-ce que vous pouvez dire de l'enseignement de l'histoire depuis la naissance de l'université jusqu'au jour d'aujourd'hui ?
- A. A. Dieng :** Il faut qu'on sorte de la période de glorification. Réduire l'histoire de l'Afrique à celle de la bande soudano-sahélienne me paraît tout à fait juste. Beaucoup d'historiens africains ne s'intéressent qu'aux grands Empires. Or, l'Afrique n'est pas seulement que ça. Il y a aussi les Grands Lacs, l'Afrique orientale,

le Zimbabwe, l'Éthiopie... Il n'y a pas de périodisation par exemple dans l'enseignement de l'histoire africaine. Il n'y a rien. Une fois que tu as terminé d'enseigner l'histoire de Soundiata, par exemple, tu ne sais plus que faire.

A. Ngaidé : Je parle des « historiens modernes »...

A. A. Dieng : Les historiens sont investis dans la science politique maintenant. Ils font irruption sur cette scène. Parce que l'histoire est une totalité on peut y faire « du n'importe quoi ». Les historiens d'aujourd'hui sont devenus des « impérialistes » qui veulent penser la discipline des autres même s'ils ne sont pas compétents dans ce domaine. De telle sorte que nous courrons le risque de déboucher sur des synthèses qui ne reposent pas sur un background solide.

Regardez les « science-politistes » aujourd'hui, ce sont des historiens pour la plupart. Cette tendance se rencontre surtout dans les études africaines aux USA. Tout le monde devient historien à sa manière.

A. Ngaidé : Et l'école historique de Dakar ?

A. A. Dieng : Mais est-ce qu'elle existe réellement ? C'est la question que je me suis toujours posé. On parle de Dar es-Salaam, on parle de l'école de Dakar... Et je me dis mon Dieu où est le Grand Maître ? Où sont les revues ? Où sont les congrès ? Moi je ne les vois pas. Les revues, elles vivent. Elles sont éphémères.

A. Ngaidé : Vous voulez dire qu'à Dakar, l'histoire ne marche pas ?

A. A. Dieng : Mais toutes les entreprises ne marchent pas malgré l'engagement de quelques individus qui sont animés de très bonne volonté et qui ont fait des efforts. Ils ne peuvent pas se substituer à une collectivité qui devrait faire le travail.

Je pense qu'au département d'histoire, comme je l'ai dit, tout le monde est devenu science-politiste, à beaucoup d'égards. Les gens prennent des orientations très empiristes et souvent ils ignorent les phénomènes extérieurs et la liaison qui existe entre ces derniers et ce que nous vivons. Ils parlent beaucoup de local, mais pas de global. C'est l'une des faiblesses de nos études en histoire. Tout cela bien entendu est très sympathique. Ceci nous conduit dans un imaginaire terrible qui nous détache de la réalité et qui est incapable de nous expliquer la réalité telle qu'elle est à l'heure actuelle.

Les problèmes théoriques sont, rarement, abordés en histoire alors que beaucoup de paradigmes sont discutés aujourd'hui. Tous ces débats n'intéressent pas les gens surtout les Ouest-africains. Au Cameroun, par exemple, on discute beaucoup de ces théories là. Le débat est assez élevé dans cette partie de l'Afrique alors qu'ici nous n'assistons à rien. Les activités scientifiques sont mornes. J'ai une grande admiration pour les intellectuels camerounais parce qu'ils essaient d'innover dans leur domaine de compétence.

- A. Ngaidé :** Que conseillerez-vous à des jeunes qui aspirent à la connaissance et qui ne prennent plus le temps de lire ?
- A. A. Dieng :** Il faut d'abord chercher à savoir pourquoi ils ne lisent pas. Il y a plusieurs raisons à cela : l'absence de maîtrise de la langue française – c'est ce qui existe actuellement –, l'enseignement est devenu massif donc les gens ne sont pas bien encadrés alors qu'à notre époque, c'était l'élite qui était choisie et nous n'étions pas très nombreux. On bénéficiait d'un encadrement plus solide et les instituteurs étaient déjà formés à la base. Il y avait des écoles de pédagogie comme celle de William Ponty à Sébikhotane, Rufisque au Sénégal et Katibougou au Mali. Cet encadrement favorisait la pratique de la lecture et les Français étaient soucieux de diffuser leur littérature et leur langue. C'est pourquoi tu verras dans les écoles comme celle de William Ponty comment la langue française était chérie et recherchée. On punissait les gens pour les fautes et le rêve de chaque élève était de faire zéro faute (OFTE comme on disait à l'époque) et nous avons aussi l'institution du symbole. Par conséquent, tout ceci a disparu et a concouru au recul de la pratique correcte de la langue. Mais n'oublions pas aussi les raisons purement sociales. Nos sociétés ne sont pas favorables à la lecture. Ce sont des sociétés qui s'accaparent l'individu. Parce que la lecture a besoin d'un isolement.

Aujourd'hui, avec nos familles, on ne peut pas s'isoler. L'audiovisuel a aussi court-circuité l'intellect et les images ont liquidé les lettres à proprement parler, je ne dis pas les chiffres mais les lettres. D'abord, la disparition des internats aussi a dû jouer, parce que tout simplement dans les internats, il y avait des bibliothèques et on était obligé de lire. Il y avait des bibliothèques municipales comme à Dakar et à Kaolack... Cette politique aidait les gens à lire donc à avoir des livres sous forme de prêt pour des gens qui étaient démunis financièrement. Ensuite, dans les internats, on rencontrait d'autres jeunes venus d'autres pays. Ainsi, on ne parlait pas wolof, on parle français dans ces espaces de convivialités qu'étaient les internats. Ce sont des phénomènes qui ont existé et qui ont malheureusement disparu avec le temps.

Aujourd'hui, les gens se demandent à quoi bon lire si le résultat des études est d'empocher son diplôme et de chômer. Même les partis politiques encouragent les gens à ne pas passer leurs diplômes car ils ne servent à rien finalement. Donc, ils ne se soucient plus de l'excellence de la formation.

Ce qu'on peut dire à la jeunesse actuelle et la tâche qu'elle doit assumer, c'est de travailler pour bien comprendre le système dans lequel elle vit à l'heure actuelle. Il y a des débats théoriques auxquels elle n'assiste pas même s'ils sont à l'université qui est pourtant une institution où le savoir est normalement produit. Par exemple, Samir Amin continue de publier des ouvrages, mais qui les lit et qui en discute ? Il a une pratique africaine très importante qui aurait dû être vulgarisée. Il a fréquenté plusieurs pays africains. Il avait beaucoup de prestige et il était très écouté vers les années 1970. Mais tout cela est terminé.

Depuis que les pays de l'est se sont effondrés, le marxisme n'est plus le phare alors qu'à l'époque tout le monde se « piquait » de marxisme, y compris les adversaires du marxisme. Moi, je me souviens très bien, je connaissais beaucoup de gens qui lisaient le livre de Staline, Plekhanov alors qu'ils étaient très loin du marxisme. D'ailleurs, c'est pourquoi il a été instrumentalisé. Qui lit Marx, Lénine, Engels et Mao aujourd'hui ?

- A. Ngaidé :** Mais justement est-ce que les théories de ces intellectuels-là répondent aux exigences et aux questionnements de notre époque ?
- A. A. Dieng :** Il y a des changements qu'il faudra intégrer effectivement dans les sciences sociales que nous ne faisons pas même dans le cadre conventionnel du système. Regardez le nombre de gens qui disent qu'il faut ignorer le marxisme alors que des gens qui l'ont combattu nous expliquent que c'est le moment de le redécouvrir. Un type comme Jacques Attali qui, jusqu'à vingt ans n'a jamais entendu parler de Marx, déclare qu'il n'est pas marxiste et qu'il ne le sera, certainement, jamais mais qu'on ne peut pas se passer de Marx pour comprendre la crise qui préoccupe notre monde aujourd'hui.
- A. Ngaidé :** Pensez-vous que la relecture de Marx est, aujourd'hui, indispensable pour comprendre les crises qui traversent notre monde ?
- A. A. Dieng :** La lecture de Marx est devenue plus qu'indispensable. Mais pourquoi les gens parlent d'un « Retour à Marx » ? Il suffit de visiter le nombre de revues qui se créent ces dernières années comme par exemple : *Renaissance du marxisme* pour comprendre ce qui se passe dans le domaine des sciences sociales et humaines. Marx est bien là.
- A. Ngaidé :** Comment expliquez-vous ce retour presque « inopiné » vers les théories de Marx ?
- A. A. Dieng :** Parce que c'est le système dans lequel nous vivons qui est mis en cause et que les gens ne souhaitent pas réellement rejeter. Les gens bricolent sur les effets du système, mais ils voient les causes qui ont conduit à l'essoufflement du système. C'est là que se situent les débats à l'heure actuelle. Beaucoup sont ceux qui ignorent et qui, finalement, ne comprennent pas comment nous avons été intégrés au système capitaliste mondial. Quand Samir en parle on pense qu'il est dépassé.
- A. Ngaidé :** La crise économique actuelle est-elle suffisante pour consacrer le retour aux idées de Marx ?
- A. A. Dieng :** Mais Marx est plus qu'actuel. L'intervention, par exemple des États dans l'économie, est devenue fatalement nécessaire. Le monde a commis des absurdités avec lesquelles nous peinons à nous accommoder. Je prends un exemple au Sénégal : la Sonatel⁷ qui fait des bénéfices de 100 milliards a été pratiquement cédée à une entreprise publique française (Alcatel) et l'argument qui a été servi

est celui de la faillite de l'État alors que la société appartenait pratiquement à l'État sénégalais. Des analyses pointues ont été effectuées. Elles démontrent que la « main coloniale » est toujours là : à travers les communications, le besoin de domination militaire, territoriale...

Autant de questions qui méritent d'être traitées par des analyses expertes pour qu'on puisse tracer de nouvelles perspectives capables soit de nous sortir de la crise, soit d'atténuer ses conséquences dans le fonctionnement des tissus social et politique.

Notes

1. Lire son ouvrage *L'europhilosophie face à la pensée du Négro-Africain*, suivi de : *Thèses sur Épistémologie du réel et Problématique néo-pharaonique*, Dakar, Sankoré, 1981, 221 p.
2. Cheikh Tidiane Gadio traduit le terme par « esquive ».
3. Les Africains continuent de soutenir des thèses sur Hegel et cela démontre l'intérêt que porte la jeune génération des philosophes africains à la philosophie de Hegel. Nous signalons l'existence d'une thèse encore inédite d'un philosophe mauritanien : Sy Hamdou Rabby « Le principe d'effectuation dans la Phénoménologie de l'esprit de Hegel », Thèse soutenue en 2007 à l'Université de Mont-Saint-Aignan à Rouen (France), 631 p.
4. *Hegel et le monde non européen. Le cas de « Volgeïst » africain. Essai de démystification du discours philosophique africain*, Thèse de troisième cycle, Paris X, Nanterre, 1980-1981.
5. Traduction qui est publiée sous format poche par les éditions Gallimard dans la collection Folio/Essais : *Phénoménologie de l'esprit I et II*, 2004, 799 p.; pp. 809-1346.
6. Ce concept est important pour la compréhension de la sociologie de Bourdieu. Bourdieu explique que « L'habitus est cette présence du passé au présent qui rend possible la présence au présent de l'à venir » (*Méditations pascaliennes*, Éditions Seuil [Points/Essais], 2003, p. 304). Une définition plus simple nous apprend que c'est un « système de dispositions durables acquis par l'individu au cours du processus de socialisation qui génère et organise les pratiques et les représentations des individus et des groupes » (Pierre Bonnewitz, Pierre Bourdieu. *Vie, œuvres, concepts*, Paris, Ellipses, p. 120).
7. Société nationale de téléphone. Elle fait partie de l'une des rares structures qui affichent une santé financière qui force le respect.

6

Quelques perspectives d'un processus au goût d'inachevé !

Cinq tendances lourdes circonscrivent l'avenir... La première est l'absence d'une pensée de la démocratie qui servirait de base à une véritable alternative au modèle prédateur en vigueur un peu partout. La deuxième est le recul de toute perspective de révolution sociale radicale sur le continent. La troisième est la sénilité croissante des pouvoirs nègres (...). La quatrième est l'enkystement de pans entiers de la société et l'irrépressible désir, chez des centaines de millions de personnes, de vivre partout ailleurs dans le monde plutôt que chez eux – volonté générale de fuite, de défection et de désertion ; rejet de la vie sédentaire faute de pouvoir dire la résidence ou le repos. A ces dynamiques structurelles s'en ajoute une autre : l'institutionnalisation des pratiques de racket et de prédation, des spasmes brusques, des émeutes sans lendemain qui, à l'occasion, tournent facilement à la guerre de pillage (...). Quitte à utiliser l'État pour détruire l'État, l'économie et les institutions, cette classe est prête à tout pour conserver le pouvoir, la politique n'étant d'ailleurs à ses yeux qu'une manière de conduire la guerre civile ou la lutte ethnique et radicale par d'autres moyens.

Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010, p. 21.

- A. Ngaidé :** Cette crise systématique qui secoue tous les domaines de notre vie m'intrigue depuis plusieurs décennies. En effet, j'ai l'impression que l'incertitude et la rareté, dans tous les domaines, commandent notre devenir. Je ne sais pas si c'est par excès de pessimisme que je le pense ou si c'est en observant les réalités quotidiennes et en écoutant les gens que j'ai été amené à ce constat. Vous, qui avez vécu les décennies d'avant indépendance et suivi ce demi-siècle de « souverainetés nationales » ; qu'en pensez-vous ?
- A. A. Dieng :** La crise est à mon avis systémique. J'utiliserais plutôt ce terme qui rend mieux compte de la situation que tu qualifies de systématique. En fait nous avons eu la chance d'avoir vécu une période différente de celle que nous connaissons à l'heure actuelle. Donc c'est un excellent prétexte pour comparer les deux situations.

Nous étions dans une phase de capitalisme où la concurrence n'était pas très importante, mais aujourd'hui elle l'est devenue par la force des choses et chaque pays essaie, plus ou moins, de faire retomber les effets néfastes de la crise sur les autres. Nous avons essayé de tirer des leçons pour ce qui concerne l'entre-deux guerres en créant des institutions de régulation que sont essentiellement le FMI et la Banque mondiale. Et dans ce cas, il faut noter que le FMI a joué un rôle important en ce sens que, jusqu'à l'heure actuelle, on considérait que les crises étaient conjoncturelles, c'est-à-dire provisoires, non permanentes. Mais la réalité s'est montrée autre de telle sorte que par la suite nous avons compris que la crise est de nature structurelle.

Donc quelque chose de permanent, de durable en un mot, une crise qui atteint le système dans son essence. C'est ce qui explique les programmes d'ajustement structurel dont on a parlé plus haut. Ce qui est intéressant à retenir, c'est que cela nous amène à nous focaliser sur la notion de productivité : ce que les gens appellent les avantages comparatifs... Mais cette productivité se traduit par l'emploi des machines à la place des hommes. Dès lors, il est aisé de comprendre que cette situation soit imputable à la nature même du système. Le programme est d'éliminer les hommes quelque soient leurs besoins, tout en ne retenant que les hommes qui sont solvables. Tout cela démontre l'esprit cynique qui sous-tend le capitalisme.

Pour répondre à la croissance des besoins on n'a pas trouvé mieux que de créer deux catégories : des besoins ordinaires humains et des besoins solvables. Mais aujourd'hui, ce qui est frappant c'est bien l'importance du taux de chômage. Il atteint un seuil jamais observé dans le monde occidental. Le seuil de 3 pour cent qui était jugé intolérable est aujourd'hui largement dépassé dans plusieurs pays. Dans certains pays, il est à deux chiffres et peut atteindre les 10 pour cent, environ 3 fois plus que le seuil fatidique. Ce chiffre annonce un avenir peu reluisant pour la jeunesse.

Du coup, le chômage est devenu un phénomène banal, alors qu'il est à craindre qu'il ne porte préjudice au système lui-même. En effet, ce dernier se montre de plus en plus incapable de résoudre cette question. La régulation qu'on croyait pouvoir se faire par le biais du marché a connu un échec spectaculaire.

Je crois qu'il est même inopportun d'évoquer le témoignage d'un certain nombre d'économistes comme George Joseph Stigler¹ qui étaient très critiques par rapport aux projets établis par la Banque mondiale. Ces projets étaient conçus pour régler cette crise qui frappe non seulement les pays développés mais surtout les pays sous-développés que la crise n'a pas encore fini d'éprouver.

- A. Ngaidé :** Pensez-vous que cette crise, liée en partie à la mondialisation, exacerbe les crises politiques et sociales en Afrique ?
- A. A. Dieng :** C'est clair qu'il y a une forte corrélation entre la crise et les bouleversements sociopolitiques en Afrique. Parce que tout simplement, les

gouvernements africains d'aujourd'hui qui, normalement, sont redevables de leurs populations devraient être en mesure d'assurer l'avenir de la jeunesse. Or, cette jeunesse beaucoup plus instruite, mieux soignée, bien plus nombreuse qu'avant ne peut pas accéder à un emploi salarié. D'où cette propension à créer des termes comme *auto-emploi*. C'est-à-dire devenir son propre patron. En définitive, nous assistons à la prolifération de tous ces termes qui déterminent une situation qui s'apparente à un drame.

Parallèlement à tout cela, nous assistons à la glorification de l'informel qui, dit-on, produit des emplois. A mon avis, il ne s'agit rien moins que de sous-emplois. Pour reprendre l'ancienne terminologie, il s'agit d'un véritable chômage déguisé avec la multiplication du nombre de laveurs et de gardiens de voiture... Ce sont des emplois qui se sont multipliés, qui sont non seulement improductifs mais aussi parasitaires. Ils ne témoignent pas de la santé économique de nos pays ; au contraire, ils dévoilent de manière cruelle la réalité dans laquelle la jeunesse se trouve coincée.

D'ailleurs, c'est ce qui conduit une frange de la jeunesse à vouloir participer à la répartition des revenus qui sont concentrés entre certaines catégories sociales qui se sont enrichies sur le dos des contribuables. Si on s'amuse à faire la géographie ou la sociologie du vol on serait ébahi de constater que c'est un moyen - je ne me prononce pas sur la légalité ou l'illégalité de ces pratiques - de participer à la répartition des revenus. Ce qui me fait dire que nous avons la mentalité de « répartitionnistes » de revenus et non pas de production de plus-value. Ce phénomène avait été bien cerné par les économistes classiques que constituaient David Ricardo et Adam Smith.

Et aujourd'hui, le marché ne pouvant pas réguler la société on est obligé de revenir sur la nécessité de faire jouer à la fois l'État et le marché, et non plus seulement le marché à lui tout seul comme certains le prétendaient. Puisqu'entre temps, s'est développée une sorte de théologie du marché. D'ailleurs, beaucoup sont devenus de vrais « évangélistes » du marché. Cette situation est à la base du slogan vain de lutte contre la pauvreté ; alors que le phénomène avait été déjà discuté dès la naissance du capitalisme.

- A. Ngaidé :** Ce tableau que vous dressez semble complexifier davantage l'analyse de la situation sociale et politique qui prévaut dans nos pays. Cette atmosphère peut conduire à des déflagrations, par exemple dans la sous-région ouest-africaine qui est prise dans des perturbations devenues presque endémiques ! Je veux parler de ces différentes guerres qui désarticulent les tissus sociaux et plongent les populations dans le désarroi.
- A. A. Dieng :** Comme je viens de le souligner, le chemin de la légalité ne permet plus la répartition et l'accès aux revenus. Beaucoup d'acteurs sont, de ce fait, éliminés du marché et leur seul « salut » semble être le recours à la violence sous toutes ses formes. Cette situation est aggravée par les déclarations irresponsables des gouvernants qui veulent faire croire que leurs pays sont à

l'abri de la crise mondiale actuelle. Cette attitude me paraît tout à fait aberrante dans la mesure où beaucoup de phénomènes observés en Afrique sont liés à cette crise qui perdure et qui désarticule des économies plus solides que celles des pays africains.

Pourquoi je le soutiens ? Parce que depuis que le mur de Berlin est tombé il n'y a plus d'alternatives et celles qu'on nous présente ne sont que de simples réformettes qui sont destinées à corriger les erreurs ou les supposées erreurs du capitalisme mondial, ou alors à tenter de le rendre moins sauvage afin de le domestiquer. Alors qu'il faut attaquer le capitalisme dans son essence même ; car c'est bien là que réside le problème.

Comme je l'ai dit, c'est dans la nature et la logique même du système capitaliste qu'il faut aller chercher les causes de la crise que nous vivons. Il faut bien accepter que le capitaliste n'est pas là pour créer des emplois, il est là pour faire des profits même au détriment de l'emploi. Ce discours n'est pas souvent entendu. C'est pourquoi ceux qui, autrefois, instrumentalisaient le marxisme commencent maintenant à avoir des doutes et à « raser les murs ». Ils ne sont plus pour la lutte des classes, mais pour la lutte des « places ». Autrement dit, il s'agit dans la curée d'ensemble, de s'assurer la part du lion. Et, les Africains sont devenus féroces entre eux-mêmes. Ils ne sont pas féroces à l'égard de l'extérieur sur lequel ils n'ont aucune influence, mais ils le sont contre eux-mêmes. C'est cela qui explique, en partie, les problèmes d'insécurité, d'instabilité et de conflits chroniques qui surgissent sur le continent.

D'ailleurs, toutes ces explosions sociales visent d'abord les biens publics ou les biens des « gens du régime » à tel point, par exemple, au Sénégal, qu'on leur a aménagé un système d'immatriculation banalisée en cas d'émeutes. Ils ont aussi des points de ralliements facilement défendables en cas de danger et d'émeutes. Voyez-vous-même, ils n'habitent pas les banlieues et les artères qui mènent au centre-ville sont faciles à boucler. La configuration de l'espace est conçue pour parer à toutes les éventualités.

A. Ngaidé : Ce que vous expliquez me rappelle l'architecture haussmannienne et la configuration des artères de Paris. C'est un héritage colonial non !

A. A. Dieng : Non. Haussmann, c'est assez particulier parce que tout simplement cet architecte a conçu ses plans sur la base des manifestations des classes ouvrières considérées comme des êtres sauvages et des barbares en politique... Mais ici, ce n'est pas tout à fait la même chose.

À Dakar, par exemple, c'est la configuration péninsulaire qui répond à cette stratégie d'habiter en centre-ville car c'est un lieu plus facile à sécuriser. A Dakar nous avons la cité Boucro située à côté de l'Hôpital Principal. C'est un coin assez discret et stratégique qui permet à certains hommes politiques de se réfugier pendant les événements surtout à partir de ceux de 1968 qui ont secoué Dakar.

En somme, nous pouvons soutenir que toutes ces perturbations sont liées à un manque de projet de société de la part des dirigeants. Ils font des critiques,

mais des critiques de détail. Ils se présentent comme des alternatives alors qu'ils sont bons ou mauvais élèves du FMI. En effet, cette instance leur décerne un satisfecit ou un blâme pour bonne ou mauvaise gouvernance. Je pense que tout cela est aussi lié, comme je ne cesse de le répéter, à cette carence intellectuelle qui caractérise les élites africaines qui n'ont pas lu Marx. Je crois, sérieusement, qu'on soit d'accord avec lui ou non, que c'est l'un des auteurs qui a analysé le système capitaliste dans sa totalité. Il s'est employé à faire une critique serrée de l'économie classique.

A. Ngaidé : Que pensez-vous des crises politiques répétées en Afrique de manière générale et au Sénégal en particulier ?

A. A. Dieng : Comme je l'ai dit dans nos précédents entretiens, la première crise sérieuse que le Sénégal a connue était celle de 1968 quand le régime de Senghor a été remis en cause de manière sérieuse. Cette crise avait des origines budgétaires car la fiscalité commençait à prendre des proportions inquiétantes. On avait institué la taxe sur le développement qui s'est révélée être une grande ponction exercée sur les revenus des fonctionnaires et des salariés. Avec cette énorme ponction sur les salaires et les traitements, nous assistons à un appauvrissement des classes moyennes à cause de la diminution du pouvoir d'achat de toutes ces catégories qui constituaient des ressorts du système dans lequel nous nous trouvons. Ensuite, l'État sénégalais venait de se constituer et s'était mis à faire des dépenses de prestige et de visibilité d'une utilité douteuse.

A mon sens nous n'avons pas assez fait attention à ces différentes ponctions exercées sur le budget national au début de l'indépendance. Aujourd'hui, cinquante ans après, au lieu de s'améliorer, la situation s'est dégradée.

A. Ngaidé : Mais l'alternance intervenue au Sénégal en 2000 avait été vécue comme un moment majeur dans l'évolution des mentalités dans les domaines politique, social et économique. Plus de dix ans après, qu'en pensez-vous ?

A. A. Dieng : L'alternance a eu l'avantage de nous ramener à une meilleure connaissance de la société sénégalaise, en ce sens qu'il y a eu des bouleversements sociaux tels qu'ils ont influé sur le développement des événements politiques. Notons tout simplement que nous sommes en présence d'une classe politique qui n'a aucune ambition économique. Elle n'a d'autre ambition que de vivre grâce aux hommes d'affaires qui se battent autour des marchés de gré à gré. Et tout cela se fait aujourd'hui à grande échelle au vu et au su de tous. Ce système permet la mise en place d'une politique de corruption endémique.

Donc pour moi, l'alternance n'a pas été un événement important, mais un simple révélateur de pratiques latentes qui étaient dans le système. L'alternance a « prorogé » ce qui existait avant et singulièrement durant le régime d'Abdou Diouf. C'est-à-dire créer des privilèges énormes pour calmer une frange de la société. C'est ce qui fait qu'il n'est pas étonnant de voir ceux qui étaient avec Abdou Diouf rejoindre le nouveau régime parce que tout simplement, ils ne

veulent pas perdre leurs privilèges. On fait de la politique une profession pour avoir de l'argent et de la considération au sein de la société. Finalement, l'alternance a révélé ce côté qui était plus ou moins dissimulé. C'est l'une des raisons qui conduit les tenants du pouvoir actuel à dire : « Ils ont fait ça avant nous. Donc ne nous fatiguez pas ! ». C'est juste un changement d'équipe, mais pas un changement de programme et de perspectives pour l'amélioration des conditions socio-économiques des populations.

Les équipes sont interchangeable dans la mesure où ceux qui arrivent au pouvoir n'avaient aucune expérience gouvernementale. D'ailleurs, beaucoup de militants de l'extrême gauche sont entrés dans le gouvernement pour, disent-ils, apprendre à gouverner comme s'il existait, dans ce monde, un endroit où on forme les gens à la gouvernance. Voilà autant d'éléments qui n'ont pas retenu l'attention des chercheurs africains et sénégalais particulièrement. Parce que l'analyse de classes est laissée de côté, la dimension sociale est laissée de côté. On nous fait croire que nous sommes dans un monde de technocrates qui n'a rien à avoir avec les rapports sociaux qui structurent toute la communauté nationale. Ils se disent neutres, donc exempts de toute justification voire de toute analyse pouvant améliorer les conditions de vie des populations.

- A. Ngaidé :** Pensez-vous que cette négligence peut être interprétée comme une faute grave de la part des chercheurs ?
- A. A. Dieng :** Les chercheurs ne se sont pas du tout intéressés aux ressorts sociaux pour produire des analyses susceptibles de nous permettre d'y voir plus clair. Bon, écoutez, ils veulent eux aussi assister à la curée. Quand nous sommes conscients qu'en révélant certaines pratiques nous perdons nos privilèges, il y a de quoi se taire. Les gens ne sont pas motivés pour ça. En plus quand ils le font on les accuse de marxistes.

Je pense qu'un intellectuel doit être « dangereux » en révélant la « vérité ». La vérité est explosive. Elle est révolutionnaire. C'est pourquoi les gens ne sont pas mobilisés pour l'affronter car on y perd plus que ce qu'on y gagne. Ils croulent sous le poids des exigences sociales au point qu'ils n'ont pas le temps de faire de la recherche approfondie comme dans les pays développés.

La division du travail est telle que les dirigeants ne considèrent pas que la recherche puisse être utile pour eux. Les gens ne mesurent pas l'importance de la réflexion dans la mise en place de politiques publiques adéquates. Par exemple, les renseignements ne sont utilisés que pour réprimer alors que les renseignements généraux auraient dû servir à la compréhension réelle de la situation du pays afin de prendre les mesures idoines pour la régler au bénéfice de la quiétude sociale. Il est vrai que les systèmes de renseignement n'ont pas pour vocation de trouver des solutions, mais ont pour rôle d'alerter les tenants du pouvoir afin d'esquisser des solutions.

Dans ce sens Senghor a été très habile en développant par exemple Radio Sicap. Il lançait des informations pour tester l'opinion et ensuite il prenait les décisions pouvant améliorer la situation.

Par conséquent, aujourd'hui les gens ne s'intéressent pas à la recherche pour connaître la société. Ce qui les intéresse, plutôt, c'est pour qu'ils soient bien vus à Washington ou à Londres. Pour cela, ils sont prêts à payer des sommes énormes pour savoir ce qui se passe dans les couloirs des instances internationales.

- A. Ngaidé :** Est-ce que vous pouvez nous dire un mot sur le jeu politique sénégalais depuis la tenue des Assises nationales ?
- A. A. Dieng :** Il m'est difficile de me prononcer sur les assises nationales. Parce que je n'y ai pas participé. Et quand on n'est pas d'accord sur leur tenue, il est évident qu'il est difficile de porter un jugement.
- A. Ngaidé :** Mais pourquoi vous n'avez pas accepté d'assister aux assises, un événement considéré comme un tournant politique et social au Sénégal depuis l'avènement de l'alternance ?
- A. A. Dieng :** Si les partis politiques sont incapables de s'entendre ce ne sont pas les gens de la société civile qui vont régler les problèmes d'autant plus que cela a été l'occasion pour la société civile d'apparaître non plus comme une société civile, mais plutôt comme un parti politique déguisé, camouflé...
- A. Ngaidé :** Cela peut apparaître comme une accusation grave de votre part non !
- A. A. Dieng :** Ah non ! Ce n'est pas une accusation. Le constat a été fait par bien d'autres avant moi. Donc, je ne serai pas soupçonné « d'accusation grave » comme tu dis.
- A. Ngaidé :** Donc vous voulez dire, par là, que la société civile sénégalaise ne joue pas son rôle ou tout simplement qu'elle n'existe pas de manière formelle...
- A. A. Dieng :** Mais est-ce qu'on peut parler de société civile sénégalaise ? Je te retourne ta question. J'évite d'ailleurs d'utiliser ce terme parce que je trouve que c'est inadéquat. Dans ce pays, les gens se réveillent, rassemblent quelques personnes et disent qu'ils sont de la société civile ; au nom de quoi ? Ils n'ont aucune légitimité pour se déclarer « société civile ».
- A. Ngaidé :** Que serait pour vous une société civile, dès lors que vous contestez « l'état-civil » de ces organisations ?
- A. A. Dieng :** Il faut d'abord noter que les conditions ne sont pas remplies pour consacrer l'émergence d'une société civile digne de porter ce qualificatif. Nos sociétés ne sont pas encore suffisamment différenciées. Les rapports personnels, les rapports de sang, les rapports de castes... continuent de jouer un rôle important dans nos comportements quotidiens.

Nos sociétés ne se sont pas émancipées d'un certain nombre de choses qui font que l'homme sénégalais n'est pas encore un citoyen dans le plein sens du terme. On a l'habitude d'entendre dire par-ci et par-là ; citoyen, républicain alors que ce sont de simples mots. C'est une situation qui va certainement advenir, mais nous sommes encore loin de la réalisation de cet idéal. Donc, notre discours prend l'allure d'une incantation pure et simple autour de ces concepts dont la traduction concrète pose problèmes. De ce fait, le concept de société civile est importé depuis le temps de Mitterrand jusqu'à celui de Kouchner.

En définitive, je souhaite dire tout simplement que nous sommes en panne ; que ce soit du côté socialiste ou que ce soit du côté dit, aujourd'hui, libéral. La classe politique est laminée de partout. Le parti libéral qui dirige le pays n'a rien de libéral en soi. Toutes ces infrastructures qui émergent, seulement, dans la capitale sont des moyens adéquats pour extorquer de l'argent au contribuable sénégalais. D'ailleurs la capitale est aujourd'hui coupée du pays. Elle tourne le dos au monde rural et exacerbe les luttes foncières dans une presque île qui étouffe. Les réserves foncières sont épuisées. J'ai l'impression que les luttes autour de la propriété foncière vont être très graves ces prochaines années. Il ne faut pas oublier qu'à l'indépendance le pays faisait à peine 3 millions d'habitants alors qu'aujourd'hui on compte plus de 12 millions de Sénégalais qui souhaitent tous converger vers Dakar.

Déjà des problèmes surgissent de partout avec les derniers découpages administratifs dont les soubassements sont bien entendu les tentatives de contrôle du foncier et de réécriture de la carte électorale dans les banlieues à la veille de l'élection présidentielle de 2012. C'est pourquoi, nous assistons, ces derniers temps, à des scènes de violences répétées. Les populations commencent à résister face à l'accaparement des terrains par les gens les plus nantis de ce pays et qui se sont enrichis grâce à leur immixtion dans les affaires économiques, comme je l'ai souligné plus haut.

Je pense sérieusement que l'infrastructure doit répondre à un plan de développement global bien réfléchi et bien pensé pour que ses résultats puissent peser sur la balance budgétaire. C'est donc cette situation très confuse qui a conduit à l'émergence de ces différentes organisations qui se réclament de la société civile et qui « capturent » les financements extérieurs.

- A. Ngaidé :** Dès lors, quels sont les mécanismes à mettre en place pour tracer des perspectives de sortie de crise pour le Sénégal ?
- A. A. Dieng :** Voilà encore un autre terme : « sortie de crise » ! Je suis très critique à l'égard de son utilisation. Elle est devenue abusive au point de brouiller tous nos sens. Pour sortir de la crise, il faut renoncer au capitalisme. Mais pour atteindre ce but, il faut une longue bataille qui repose sur des luttes entre les classes. Il ne faut pas passer tout son temps à se cacher : la lutte des classes n'est pas une invention des marxistes. C'est une invention de la bourgeoisie contre la féodalité. Nous tentons de ranger tout cela de côté sans nous rendre compte

que nous faisons fausse route. La lutte des classes existe dans nos sociétés. Il suffit de regarder les phénomènes sociaux comme les mariages par exemple. Les gens se marient selon leur appartenance à la même classe. Faites un tour dans les mosquées ! Ce sont des phénomènes que nous souhaitons nous dissimuler parce que nous-mêmes nous sommes intéressés. C'est une tendance naturelle, certes, de se marier selon l'appartenance à la même catégorie sociale, mais il faut aussi le reconnaître et ne pas le cacher. C'est très clair qu'un « have not » ne peut pas vivre avec « une have » et vice-versa. C'est une réalité et je ne recule pas devant la discussion autour de ces faits.

Maintenant la question qui se pose, c'est que faut-il en faire pour tracer une politique de développement social et économique ? Parce que tout simplement, on n'invente pas les classes sociales sur lesquelles on s'appuie pour gouverner ou impulser le développement. On les trouve sur place. Elles stagnent ou elles se développent et cela ne dépend absolument pas de nous.

Par conséquent, il appartient aux gens férus dans le domaine des études prospectives - ceux qui ont des projets de société - de répondre à la question de savoir comment les utiliser.

A. Ngaidé : Que pensez-vous de la perspective 2012 ?

A. A. Dieng : D'abord, je pense que nous sommes arrivés à une situation de désespoir, de confusion totale extrêmement dangereuse pour le pays : en ce sens que nous sommes en présence d'un Président qui a atteint un certain âge et qui souhaite continuer encore à gouverner. Et pourtant, certaines personnes averties lui conseillent de sortir par la grande porte. C'est-à-dire de partir et d'assurer une transition douce. Cette situation peut conduire à des phénomènes de violence très grave. Je ne parle pas de la tentative de « dynastisation » du pouvoir et de l'inexistence actuelle de règles budgétaires claires. La bourgeoisie s'est révoltée contre la féodalité sur la base de la mauvaise utilisation de la fiscalité non !

Ensuite, depuis quelque temps on ne discute que de régime présidentiel, parlementaire et comment revoir le fichier électoral. En somme, comment utiliser des instruments pour qu'ils deviennent des fins en soi. Il faut coûte que coûte conquérir le pouvoir. Mais conquérir le pouvoir pour quoi faire et pour qui ? Je pense que la violence a commencé déjà de manière sporadique dans le pays. Et pour détourner les gens, on les autorise à marcher selon les bonnes volontés du pouvoir.

Pour l'opposition, je ne vois pas encore son ambition et son projet de société. Je me pose cette question depuis toujours.

A. Ngaidé : Que conseillerez-vous au pouvoir et à l'opposition à la veille de 2012 pour qu'il n'y ait pas de violences pré et postélectorales ?

A. A. Dieng : Je n'ai rien à leur dire. Ils sont majeurs et doivent savoir à quoi s'en tenir dans ce genre de situation. Ils ne sont ni malades ni inintelligents pour que je leur prodigue des conseils et leurs propose des recettes de gouvernance et de gestion des tensions devenues de plus en plus visibles.

Je pense qu'ils ne sont plus radicaux comme ils le pensaient. Ils sont aussi conservateurs que les autres. Il faut chercher, et à tout prix, des compromis et des consensus pour maintenir un certain équilibre. Quand on met tout le temps la stabilité au centre d'un régime, c'est qu'on est conservateur. Pour nous rendre encore malheureux, ils discréditent l'ordre à venir pour maintenir celui dans lequel ils nous gouvernent. C'est aussi simple que ça. En un mot, il faut maintenir l'ordre qui permet de piller le pays ; un point, c'est tout. Voilà le statu quo dans lequel nous vivons !

Enfin, j'espère tout simplement que les gens pourront se ressaisir à temps pour remettre au goût du jour les notions de travail, d'éthique de la responsabilité, de renforcement de la confiance, de reconstruction des valeurs républicaines et la volonté de développement pour l'ensemble du peuple sénégalais dans un environnement sous-régional apaisé. Il est à craindre que les vertus cardinales, qui nous font croire que l'homme sénégalais est un homme de paix, volent en éclats.

Il n'y a pas plus violent que celui qui a perdu ses repères. Les incertitudes sont telles qu'un tournant salvateur est devenu indispensable pour l'amorce d'une nouvelle ère de quiétude et de sérénité.

Dakar, le 11 juin 2011

Note

1. Ancien Vice-président de la Banque mondiale.

Annexes

Encadrés de textes¹

Extrait 1

Hegel, Marx, Engels et les problèmes de l'Afrique noire,² Paris, Nubia, 1978, 159 p.

« Hegel et l'Afrique noire » (pp. 43-62)

« Hegel refuse aux peuples non européens la possibilité d'accéder à *l'histoire* et à la *philosophie*. Il a cherché à donner des bases à ses thèses sur les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique (...). A partir de sa thèse fondée sur les bases géographiques, il détermine la place de chaque continent dans l'histoire universelle (...). Ces considérations générales sur les rapports entre l'esprit des peuples et les données géographiques vont permettre à Hegel d'appliquer la notion « d'état de nature » déjà présente chez Hobbes et J.-J. Rousseau à l'Afrique noire, mais dans un sens particulier... Hegel divise l'Afrique en trois parties : l'Afrique *proprement dite*, située au sud du Sahara constitue le haut pays avec d'étroites étendues de côte au bord de la mer. Cette Afrique est à peu près inconnue des Européens ; l'*Afrique européenne* située au nord du désert est un pays de côtes ; le *basin du Nil*, la seule vallée de l'Afrique qui se rattache à l'Asie. L'Afrique proprement dite isolée des autres parties du monde est hors de l'histoire. Elle n'appartient pas à la civilisation, elle est à l'état de barbarie (...). Comme on le voit, Hegel est un Européocentriste forcené. Pour lui, le siège de l'histoire universelle se trouve autour de la Méditerranée » (pp. 43; 46)

« Marx et l'Afrique noire » (pp. 63-81)

« Marx a choisi de s'intéresser essentiellement au mode de production capitaliste qui, né et développé en Europe occidentale, a créé les conditions matérielles et sociales de passage à un régime supérieur : le communisme. Dans ces conditions, les pays qui n'ont pas connu le développement d'un capitalisme interne et à grande échelle, ne pouvaient occuper qu'une place marginale dans son œuvre. Ces pays situés en Afrique, Asie, Amérique et Océanie n'ont été étudiés qu'en fonction du développement du capitalisme occidental (...). De fait, il serait illusoire de demander à Marx de traiter des problèmes de l'Afrique noire dans le *Capital* qui est essentiellement consacré à l'étude systématique du mode de production capitaliste d'abord en Europe, développé dans ce même continent et plus tard en Amérique du Nord (...). De toutes ces données, il convient de tirer un certain nombre

d'enseignements qui seront utiles pour orienter les chercheurs africains en général et des chercheurs marxistes en particulier » (pp. 63; 67; 68).

Extrait 2

Contribution à l'étude des problèmes philosophiques en Afrique noire,³ Paris, Nubia, 1983, 181 p.

« Introduction » (p. 7)

« Lorsque nous publiions notre livre sur Hegel, Marx, Engels et les problèmes de l'Afrique noire, nous avons abordé la question de l'existence de la philosophie africaine. Nous avons abouti à des conclusions qui nous paraissaient essentielles : la première, c'est qu'en aucun cas, la *Philosophie bantoue* du R. P. Tempels ne peut constituer la philosophie des Africains. Elle était entachée d'ethnocentrisme et, comme telle, elle participait à la justification du système colonial. La deuxième conclusion est la nécessité d'une critique à l'encontre de l'orientation de la jeune génération de philosophes africains, « frais émoulus des universités européennes ou américaines » pour reprendre les termes de Yaï. En effet, nous leur reprochions de ne pas être en mesure d'exprimer les préoccupations de nos peuples : « La principale faiblesse des jeunes philosophes progressistes comme Paulin Hountondji, Towa, etc., réside dans leur silence sur *la langue* qui devrait servir de véhicule à l'intervention philosophique. En effet, si l'on veut faire participer les Africains au développement d'une véritable pensée philosophique, il faut développer les langues de nos pays. Déjà Cheikh Anta Diop a ouvert la voie dans ce domaine. Les jeunes philosophes et hommes de science de l'Afrique ont pour tâche de s'exprimer, de forger des concepts scientifiques et philosophiques dans les langues du pays. C'est à ce prix qu'ils seront mieux à même d'exprimer les préoccupations de nos peuples ». Si nous n'avons pas été très sévère et pas assez critique à l'égard de ces philosophes africains, c'est que nous avons été sensible à leurs efforts pour montrer qu'en aucun cas l'ouvrage du R. P. Tempels ne peut constituer le *Discours de la méthode* des Africains » (pp. 7-8).

« Les tâches des jeunes philosophes » (pp. 91-124).

« Les discussions qui ont eu lieu sur l'existence d'une philosophie africaine et sur la critique de l'ethnophilosophie ont été très fructueuses dans la mesure où de jeunes philosophes africains commencent à produire des textes relatifs aux rapports qu'entretiennent l'Afrique et la philosophie. C'est un événement qui augure bien l'avènement de plusieurs courants philosophiques auxquels les différentes familles politiques cherchent à se référer implicitement ou explicitement pour avoir leurs lettres de noblesse philosophiques. Mais les discussions ont une histoire qui peut éclairer leurs enjeux, leurs orientations et leurs contenus. Elles gravitent incontestablement, qu'on l'avoue ou non, autour du marxisme, comme science susceptible d'être appliquée à l'étude et à la solution des problèmes de l'Afrique noire » (p. 91).

« Conclusion » (p. 178)

« Les philosophes et les autres spécialistes des sciences sociales ont pour tâche d'établir des relations correctes entre la philosophie, la science et les exigences des formations sociales en rapport avec les luttes sociales qui s'y déroulent. Ce travail complexe nécessite des recherches interdisciplinaires minutieuses qui pourront contribuer aux progrès des sciences sociales en Afrique noire. Les conditions d'un développement d'une philosophie moderne susceptible de favoriser l'émancipation des peuples d'Afrique méritent de faire l'objet d'un examen sérieux et approfondi de la part des philosophes africains. Car il existe une production philosophique africaine exprimée dans les langues européennes. Il est bon d'en évaluer la portée sociale et de réfléchir sur la nécessité de promouvoir les langues africaines pour en faire des langues d'expression scientifique et philosophique. C'est une tâche énorme à laquelle notre génération ne peut se dérober » (p. 178).

Extrait 3⁴

Le marxisme et l'Afrique noire. Bilan d'un débat sur l'universalité du marxisme, Paris, Nubia, 1985, 146 p.

« Introduction » (p. 7)

« La publication de *Hegel, Marx, Engels et les problèmes de l'Afrique noire* a suscité de nombreuses critiques auxquelles il est nécessaire de répondre avec sérénité et objectivité. L'enjeu des discussions sur les rapports entre le matérialisme historique et les problèmes de l'Afrique noire est trop important pour que nous ne répondions pas aux critiques qui nous ont été adressées. Notre objectif a été en grande partie atteint. Nous convions nos compatriotes africains à un débat sérieux et fraternel. La plupart de nos critiques ont répondu à cet appel et ont fait un grand effort pour mettre le doigt sur les difficultés ou les problèmes rencontrés dans l'utilisation du marxisme dans la perspective de transformer les sociétés de notre continent dans l'intérêt de la majorité de ses populations. En vérité, nous cherchions à inviter les Africains, marxistes ou non, à se débarrasser des différentes formes d'eurocentrisme qui règnent dans les sciences de la nature et dans les sciences sociales. C'était pour nous une condition nécessaire, mais non suffisante à la réalisation de sérieux progrès dans la connaissance et la maîtrise du devenir des sociétés de notre continent ».

« L'eurocentrisme et les sciences sociales » (pp. 36-51).

« Les hommes de science européens exercent une influence néfaste sur les chercheurs des pays du Tiers monde. Ils leur imposent des thèmes de recherches qui, dans la plupart des cas, les éloignent des réalités et des préoccupations de leur pays, ainsi qu'une échelle de valeurs et de prestige qui en fait des émigrés dans leur propre terroir. Priorité doit être accordée à une liste de recherches qui répondent aux besoins des pays du Tiers monde. Par exemple, une grande place devrait être accordée aux

sciences sociales et à la biologie à condition que celle-ci soit orientée vers l'étude des problèmes de l'agriculture tropicale et des nouvelles sources d'alimentation. Dans cette perspective, les universités joueraient un rôle important pour former non des « technocrates fonctionnels », mais pour exercer une critique sociale. De ce fait, elles auraient à contribuer à l'élaboration d'une civilisation autonome en mettant en cause le concept aliénant et aliéné du sous-développement qui implique un même décalage quantitatif de modernisation. Le refus d'une grande partie de la technologie occidentale qui tisse habituellement et subrepticement de nouvelles dépendances politiques à l'égard des grandes firmes multinationales et des grands pays industriels doit figurer en bonne place dans les programmes de ces universités rénovées. Ainsi seulement des recherches originales pourront être entreprises en matière de techniques qui ne nécessiteraient pas des équipements trop onéreux et emploieraient une grande quantité de main-d'œuvre. Cette préoccupation ne veut guère dire qu'il faut se cantonner au « bricolage » ou aux « technologies d'occasions et arriérées » (p. 45).

« Formations sociales et classes sociales » (pp. 52-97)

« Il convient de souligner que c'est le capitalisme industriel qui contribue essentiellement à réduire la lutte des classes à la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. Une telle démarche ne fait pas apparaître le rôle des autres classes dans la lutte. Les marxistes africains doivent être conscients de ce phénomène; sinon ils ne seront pas à même de mener correctement l'étude de leur propre société à la lumière du matérialisme historique. En effet, dans les pays africains, le capitalisme industriel s'est implanté tardivement et de l'extérieur. Par ailleurs il occupe une place marginale. Si on prend à la lettre les remarques de Marx et si on veut les appliquer à l'étude des sociétés africaines, dans les statistiques publiées, la proportion d'ouvriers industriels qui se trouvent par mi les travailleurs salariés. Ce danger n'est pas imaginaire. Certains dirigeants de parti marxiste-léniniste ont consacré beaucoup d'efforts pour montrer qu'il y a des ouvriers industriels ou, à défaut, des salariés suffisamment nombreux pour justifier la nécessité de la création de leur parti. C'est une attitude beaucoup plus idéologique que scientifique. Il faut explorer d'autres voies et s'engager dans une nouvelle problématique. Il convient d'étudier les classes sociales telles qu'elles apparaissent dans nos sociétés. C'est une tâche complexe qui ne peut s'accommoder d'un simple travail de bricolage » (p. 92).

Témoignages

« Amady Aly Dieng : Rigueur et sens du compromis »

Bernard Founou Tchuigoua⁵

J'ai rencontré pour la première fois Amady Aly Dieng à Clermont Ferrand (France) en 1959 quand il était Président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) et moi Vice-président de la section académique. Nous nous sommes rencontrés par la suite à l'occasion des congrès de la FEANF et de l'Union nationale des étudiants du Kamerun (UNEK) dont entre temps j'étais devenu Vice-président chargé des relations internationales après avoir quitté Clermont Ferrand pour Paris en 1961. Amady Aly Dieng imposait le respect par sa mémoire extraordinaire, sa rigueur dans le débat et son sens du compromis pour sauver l'unité de la grande organisation estudiantine. Sur ce dernier point, je témoigne que l'UNEK était la section territoriale la plus difficile à gérer (avant la loi Cadre de 1956) car elle revendiquait un traitement spécial à cause de ses relations étroites avec l'Union des populations du Cameroun (UPC), seul mouvement en lutte armée pour l'indépendance en Afrique noire à la fin de la décennie 1950.

En 1963, j'ai rejoint l'Algérie à la suite de la dissolution de la section de France de l'UPC dont j'étais membre du Secrétariat. Nous sommes revus une décennie plus tard lorsque je suis arrivé à Dakar (Sénégal) comme enseignant à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP). C'est bien plus tard que j'ai rejoint son groupe de lecture lorsque j'ai su qu'il avait obtenu de ses collègues la lecture du *Capital* et d'autres œuvres de Marx.

Retenons néanmoins que ce groupe n'a jamais eu pour objectif de faire l'exégèse de Marx ou de tout autre auteur. L'objectif était surtout de conserver l'habitude de prendre connaissance de la pensée de certains auteurs directement dans le texte. La culture, la philosophie et l'histoire dans leurs rapports avec l'Afrique noire étaient des axes privilégiés. De ces discussions, je retiens que les rapports intellectuels qu'entretient Amady Aly Dieng avec ses pairs sénégalais sont mauvais avec Léopold Sédar Senghor, ambivalents avec Cheikh Anta Diop et très bons avec Abdoulaye Ly auquel il fait souvent référence quand il parle de la mondialisation polarisée de Samir Amin. Analysant plus globalement le profil des intellectuels africains

francophones, Amady Aly Dieng considère que l'Afrique centrale francophone produit plus de philosophes que l'Afrique occidentale. Une caractéristique de ce groupe est qu'il n'a jamais discuté la production de ses membres. Par contre, Amady Aly Dieng a régulièrement rendu compte de leurs publications dans la rubrique « bouquins » qu'il tient dans plusieurs quotidiens dakarois.

Situer Amady Aly Dieng dans le débat sur les défis majeurs de l'Afrique Noire

Quels sont les défis majeurs auxquels les peuples africains sont confrontés et sont en droit d'attendre de leurs groupes de technoscientifiques appelés couramment intellectuels des propositions de sortie de crise ?

De notre point de vue, l'Afrique noire apparaît comme une sous-région qui souffre d'une fragilité et d'une vulnérabilité extrêmes dans la globalisation impérialiste dite libérale. Une société fragile se caractérise par le fait qu'une situation de chaos peut s'installer facilement à la faveur d'un choc d'origine interne relativement bénin. Elle est vulnérable lorsqu'elle subit passivement des chocs d'origine extérieure qui peuvent conduire aussi au chaos. Le chaos étant le synonyme du recul des acquis dans le domaine du respect et de la garantie des droits humains, dans les domaines des libertés individuelles, de la protection sociale pour tous et de l'égalité des sexes (cf. Onu 1948).

Les principales sources d'inquiétudes aujourd'hui :

1. Économie et société : Écart illégitime et grandissant entre une minorité de super privilégiés (2 à 5% de la population dans chaque pays) et une masse des misérables (70 à 80%) ;
2. Politique : dictature ou démocratie de procédure : des systèmes politiques conçus par le groupe des super-privilegiés et leurs alliés étrangers pour perpétuer le statu quo en évitant la remise en question de la structure du partage du produit social ;
3. Culture : une organisation du système éducationnel et universitaire inscrit dans les logiques de la reproduction du système social tel qu'il est. Ainsi tandis que la masse est maintenue dans l'analphabétisme par rapport aux exigences de la modernité, les moyens de l'État et ceux du privé sont mobilisés pour assurer une bonne éducation aux enfants des super riches. La maîtrise des langues d'origine européenne devient l'apanage des lettrés qui sont à leur service universitaires, cadres supérieurs des entreprises et de l'administration publique ;
4. Relations avec le système global : Dans sa majorité, l'élite intellectuelle fait l'autruche devant les mensonges sur les bienfaits de l'aide au développement et à la démocratisation alors qu'elle sert de ciment aux alliances qui permettent aux grandes puissances économiques de bloquer la construction des sociétés pleinement industrielles qui est la condition d'échapper à la menace de *chaotisation*.

Les dangers d'une telle structuration des sociétés postcoloniales ont-ils été anticipés par les intellectuels africains ? En fait, le débat porte sur les raisons de la phase

fragilisation/vulgarisation croissantes de l'Afrique à partir des années 1980. Quelle pourrait être la position d'Amady Aly Dieng sur cette question ? En me référant au dialogue que j'entretiens avec Amady Aly Dieng dans le petit groupe de lecture qu'il anime depuis plusieurs années je ne crois pas trahir sa pensée en disant que selon lui il faut trois conditions pour assurer le succès d'un grand projet global :

1. Il exprime les intérêts ou les aspirations d'un groupe social (ou d'une entité politique) identifiable par ses actions et par sa position dans le système social;
2. Il est cohérent et techniquement bien formulé ;
3. Les solutions aux conflits inévitables qui surgissent au cours de la transition ne compromettent pas la réalisation des objectifs.

Pour lui, la première condition est absolument essentielle. Or, abstraction faite du cas de Samir Amin, il nous ferait constater qu'en général les intellectuels africains de gauche ou marxisants concentrent l'attention sur la deuxième condition sans chercher à l'articuler à la première. En fait les intellectuels progressistes (anti impérialiste ou de gauche) n'arrivent à s'appropriier la pensée de Gramsci. Je résume ce que j'aurai dit à Amady Aly Dieng dans une discussion directe à ce propos.

Je suis d'accord avec Marx qu'un groupe social qui fonctionne comme objet dans l'histoire ne devient sujet que lorsqu'il passe de l'en soi au pour soi. Comment s'opère le passage d'une position à l'autre pour les classes et les peuples objets ? Lénine répond avec raison que dans certaines circonstances, c'est la pensée sociale produite ailleurs que dans le groupe qui l'aide à bien articuler ses intérêts. Gramsci ajoute avec raison aussi que depuis le début des temps modernes (début de la traite négrière pour nous), l'efficacité de cet apport augmente lorsque la théorie ou plutôt la pensée émane non pas d'un individu mais d'un groupe de penseurs et de chercheurs qu'il appelle intellectuels organiques à cause de leur décision collective de s'affirmer publiquement en tant que tels. A mon avis l'histoire de l'Europe, de l'Amérique et même de l'Asie depuis le XXe siècle montre la fécondité de cette conception du matérialisme historique. Dans des moments critiques, des intellectuels organiques se sont clairement identifiés, les uns avec des groupes privilégiés, les autres avec des groupes non privilégiés et cela à travers leurs publications dans des revues ou dans des collections de livres ayant une ligne éditoriale précise.

Mais en Afrique noire il faudrait aller au-delà de Gramsci pour chercher des sources d'inspiration dans un populisme de gauche apparenté au populisme russe du XIXe siècle et très différent de celui que nous avons connu chez nous dans les années 1960 car il était seulement politique et aussi méprisant de la paysannerie que le régime colonial.

Nous avons besoin d'un populisme qui part de la constatation aveuglante que les civilisations africaines précoloniales même les plus brillantes étaient plus rurales qu'urbaine et en tirer la conclusion qu'aujourd'hui encore l'appropriation positive de la ruralité est indispensable à l'efficacité des luttes contre la fragilisation et la

vulgarisation croissante. Autrement dit, les intellectuels progressistes doivent produire des œuvres qui montrent qu'ils se situent résolument du côté des classes non privilégiées et comment une bonne démocratie doit être fondée sur les principes indissociables de la croissance des libertés individuelles, du refus d'inégalités sociales illégitimes et de la polarisation de la mondialisation. Les intellectuels qui sont dans le groupe super-privilegiés ne peuvent accomplir ce travail qu'en se suicidant selon l'expression d'Amilcar Cabral.

Dakar, avril 2011

* * *

« Amady Aly Dieng : homme de savoir et de conviction »

Paulin J. Paulin Hountondji⁶

J'aurais été incapable d'écrire sa biographie : de lui, je sais en réalité bien peu de choses. Bien peu de ce qui intéresse le plus, aujourd'hui, le grand monde – ou les services de police : date et lieu de naissance, formation scolaire et universitaire, éducation religieuse, itinéraire militant, « dangerosité » (comme on dit aujourd'hui) pour l'ordre public, etc. Peu de choses, mais ce n'est pas non plus ce qui m'intéresse.

Ce qui m'a toujours fasciné chez Amady Aly Dieng est ailleurs : j'ai toujours perçu en lui l'homme de savoir et de conviction. Étudiant, j'aimais l'écouter chaque fois que, venant de la rue d'Ulm, où j'habitais, au boulevard Poniatowski, j'avais le bonheur de le rencontrer. C'est peu de dire que je l'écoutais : je buvais ses paroles. Non seulement il avait sur l'actualité politique dans nos pays une information précise, comme tout grand lecteur de la presse quotidienne, mais il analysait, interprétait, éclairait les événements. Et il le faisait sans le dogmatisme habituel de « ceux qui savent ». Il était prêt à vous écouter, pour peu que vous ayez une opinion contraire – ce qui m'arrivait rarement- ou que vous ayez des questions. Amady Aly Dieng était, pour moi, un de ces « grands frères » qui savaient créer du sens.

Je l'ai retrouvé beaucoup plus tard. J'avais moi-même fini par retourner au Dahomey, rebaptisé peu après « République populaire du Bénin », après un début de carrière universitaire à l'Université de Besançon, puis dans le Congo de Mobutu, rebaptisé Zaïre pendant que j'y étais. Je ne sais plus dans quelles circonstances je l'ai retrouvé. Il travaillait à la BCEAO, agence nationale du Sénégal. La ferveur militante était intacte, la curiosité aussi, et l'esprit alerte. Amady Aly Dieng suivait de très près les débats entre philosophes en Afrique et hors d'Afrique. Sur chaque grande question, il avait son opinion.

Lecteur infatigable, il savait se frayer son propre chemin à travers cette forêt d'idées, des plus sottes aux plus brillantes, des plus fantaisistes aux plus créatives. Je n'ai pas été surpris de recevoir à Cotonou, coup sur coup, sa *Contribution à l'étude des*

problèmes philosophiques en Afrique noire et son *Hegel, Marx, Engels et les problèmes de l'Afrique noire*. Et plus récemment, *Hegel était-il raciste ?* Autant de pierres dans le jardin des philosophes, venant d'un économiste avisé, d'un esprit encyclopédique auprès duquel bien des philosophes gagneraient à s'instruire. Ses ouvrages sur l'histoire de la FEANF, dont il a été président au début des années soixante, ses livres sur l'économie, ses précieuses notes de lecture et ses nombreux articles font de lui, par ailleurs, une mémoire incontournable et un maître incontesté.

A deux ou trois reprises, alors que j'étais à Dakar pour quelques jours, il m'est arrivé de me rendre chez Amady Aly Dieng pour consulter sa riche bibliothèque. Je viens d'apprendre qu'il en a fait don à l'Université Cheikh Anta Diop.

Longue vie au doyen Dieng !

Cotonou, juin 2011

* * *

« Amady Aly Dieng, le dernier vrai intellectuel ! »

Penda Mbow⁷

Amady Aly Dieng, nous renvoie à ce que notre imaginaire nous offre pour fixer l'écolâtre du Moyen âge. Nous allons, d'ailleurs emprunter à Jacques Le Goff (1957) mieux que Michel Winock (1997) pour essayer de cerner Amady Aly Dieng qui est à la fois professeur et penseur. Ses traits psychologiques renvoient exactement, à quelques questions que se pose l'historien Le Goff, à propos de l'intellectuel dont « les traits peuvent s'infléchir en travers d'esprit, par certains plis du caractère qui peuvent se durcir, devenir habitudes, manies. Raisonneur, l'intellectuel risque de tomber dans la ratiocination. Scientifique, le dessèchement le guette. Critique ne va-t-il pas détruire par principe, dénigrer par système ? (1957:5) ».

Notre première rencontre avec Amady Aly Dieng remonte aux années 1980, alors que nous arrivâmes comme jeune assistante au département d'Histoire. Cet homme fascinant, qui refuse de vieillir, ayant souvenance toujours de quelque chose. Qui est-il réellement ? Un bourgeois au discours révolutionnaire ? Un grand banquier conduisant toujours une superbe bagnole, à l'esprit râleur ? Un éternel étudiant qui ne vit que pour le livre ?

Amady Aly Dieng est tout cela à la fois. Il est d'une très grande générosité, sa disponibilité n'est jamais prise à défaut. Au fond, il incarne un aspect extrêmement important chez l'intellectuel : le scepticisme. En effet, il pousse cette dimension jusqu'à déstabiliser son entourage : il est un dé constructeur de mythes.

Léopold Sédar Senghor, Cheick Anta Diop, Mamadou Dia : leurs disciples le prendraient pour leur pourfendeur. Mais que non ! Il faut plutôt y déceler une manière de continuer les débats contradictoires qu'ils avaient en leur sein, en tant

qu'étudiants à Paris. Amady Aly Dieng a souvent une lecture très critique des aînés. Il cherche toujours à déceler la faille dans leur subconscient, ou à travers une expérience malheureuse, un complexe enfoui quelque part. Mais au fond, ne faudrait-il pas simplement se limiter à cette idée lumineuse d'Albert Camus : a force de vivre avec tant de simplicité, on finit par être surhomme ? La perfection ne relevant pas de l'humain !

Pourtant Amady Aly Dieng est profondément enraciné dans son terroir, ses amitiés : sa ville de Diourbel revient constamment dans ses souvenirs. Il a une admiration certaine pour Abdoulaye Ly, le premier docteur d'État et son ami d'enfance Ousmane Camara, même si leurs trajectoires ont pris des chemins fort différents, ou encore Samir Amin, économiste marxiste, tiers-mondiste. Son affiliation intellectuelle à ce dernier relève de l'évidence. Dans ses idées fortes, nous en retenons deux :

- La centralité de la connaissance des religions pour asseoir une pensée solide. Sur cette idée, il ne peut que rencontrer notre assentiment même si nous estimons qu'il surestime les intellectuels camerounais ;

- La place qu'occupent les épouses d'origine européenne dans la réussite de leurs maris, grands intellectuels africains. Même si nous reconnaissons que les premiers universitaires africains trouvaient difficilement des femmes de leur niveau, en raison de la division sexuelle du travail, épouser une africaine ne saurait être un handicap à l'évolution des carrières. Il suffit de se référer aux générations ultérieures.

Amady Aly Dieng, nous allons encore paraphraser Jacques Le Goff, pour dire que derrière la raison, cherche toujours la passion du juste, derrière la science la soif du vrai, derrière la critique la quête du mieux. Amady Aly Dieng est le dernier grand intellectuel, ni assoiffé d'honneurs et de pouvoir, ni à la recherche de reconnaissance. Seule la quête du savoir, le fait de débattre, de rendre compte de ses lectures restent ses crédos.

Un des plus beaux gestes d'Amady Aly Dieng demeure cette bibliothèque transformée en don pour la communauté universitaire.

Dakar, 17 juin 2011

* * *

« Amady Aly Dieng :
une figure emblématique du campus universitaire »

Boubacar Barry⁸

Il est très difficile de témoigner, très sommairement, sur une personnalité comme Amady Aly Dieng qu'on a connu près d'un demi-siècle dans ce campus universitaire. Nous avons évolué avec lui dans cet espace. C'est pourquoi mon témoignage sera chronologique parce que tout simplement nous l'avons connu à plusieurs étapes de notre vie commune dans l'espace universitaire. Je dois dire, à titre personnel,

qu'Amady Aly Dieng est pour nous un aîné dans la mesure où il est l'époux de notre sœur Adamadian avec laquelle nous avons grandi à Labé. Elle était pour nous le modèle de jeune fille talentueuse, intelligente qui était toujours première. Par conséquent, dans le campus universitaire, Amady Aly Dieng était, pour tous les Guinéens, un aîné qui nous a couvés avec son épouse. Cette disponibilité a continué jusqu'à ce jour. Il a continué, sur le plan familial, à nous entourer de toute son affection. Il nous a assistés matériellement et moralement à chaque fois qu'il y avait des problèmes en Guinée. Donc, sur ce plan là, nous pouvons considérer Amady Aly Dieng comme un membre de notre famille. D'ailleurs j'ai toujours chahuté sa fille en lui demandant toujours si elle était guinéenne ou sénégalaise. Elle me répondait toujours qu'elle était *sénéguinée*. Tout cela démontre le caractère familial de nos rapports et de cette amitié fraternelle qui nous lie.

Je pense qu'il faut lui rendre hommage pour sa fidélité et sa modestie par rapport à nous qui avons été ici, je ne dirais pas en exil mais loin du pays natal. Un autre aspect important, c'est le rôle intellectuel et politique qu'il a joué dans ce campus en tant qu'étudiant d'abord et surtout en tant qu'enseignant. Il fait partie de cette première génération d'Africains et de Sénégalais qui ont eu des postes d'enseignement au moment où la plupart des enseignants était d'origine française. Il a constitué avec tous les autres les Souleymane Niang,⁹ Cheikh Bâ, Boubacar Ly et Cheikh Anta Diop un modèle de ce qu'il fallait faire pour s'approprier cette université, de faire en sorte que nous ayons notre autonomie scientifique et notre indépendance intellectuelle. Par conséquent, il représente cette génération qui a couvé les premiers mouvements d'étudiants de l'UED, qui a été notre support dans toutes les luttes syndicales qui ont été menées dans ce campus universitaire.

Ensuite sur le plan intellectuel, il a produit des œuvres et soutenu son doctorat avec Samir Amin et Abdoulaye Wade. Mais, malheureusement, Amady Aly Dieng a été obligé de quitter l'université sous la pression du politique; tout comme Pathé Diagne¹⁰ et tant d'autres qui n'ont pas pu faire carrière dans cette université. Le mérite d'Amady Aly Dieng, même s'il a été à la banque pendant une longue période, est d'avoir conservé ses liens avec l'université de Dakar. Il a participé à tous les débats intellectuels qui ont traversé ce campus pendant ce demi-siècle. Son avantage sur les autres, en tant qu'économiste, c'est qu'il a brisé les barrières entre les facultés : lettres, droit et économie. Il était dans tous les débats intellectuels qu'ils soient historiques, philosophiques, sociologiques, linguistiques et sans compter son domaine de prédilection : l'économie. C'est cela aussi le mérite d'Amady Aly Dieng.

Je pense qu'il doit cet avantage au fait qu'il ait quitté le campus universitaire, donc il n'a pas été emprisonné dans une faculté comme nous l'avons été. Il me semble extrêmement important de lui témoigner notre reconnaissance d'avoir réussi à briser le cloisonnement des disciplines et par conséquent d'élever à chaque fois le débat. Son mérite aussi, c'est d'être critique à l'égard de tous et d'avoir cette capacité de non seulement connaître l'histoire de chacune de ces disciplines, mais aussi de répondre aux questionnements du présent. Et sur ce plan, je pense qu'il est incontournable. On peut ne pas être d'accord avec ses critiques, mais on ne peut

que lui reconnaître cette capacité de dire ce qu'il pense au moment où il le pense avec les mots qui lui sont propres, souvent très acerbes et très critiques. C'est un mérite extrêmement important parce qu'il ne louvoie personne et cela s'est toujours vérifié. Je pense qu'il n'a de rancune vis-à-vis de personne. Une fois que la critique est passée, il conserve des relations amicales, mais il a au moins déjà dit ce qu'il pensait. C'est l'une des marques de sa personnalité. Une autre qualité aussi importante que les autres c'est d'avoir réussi aussi à briser le cloisonnement des générations et je pense qu'il a été l'un des rares à pouvoir parler à toutes les générations qui se sont succédées dans cette université. Il est toujours parmi les étudiants. Il me rappelle sur ce plan feu Mbaye Guèye¹¹ qui était capable de s'arrêter dans le couloir pour discuter de tout avec tous les étudiants qui passaient. Amady Aly Dieng est un peu ce pôle de dialogue d'un tribun qui s'exprime sur la voie publique à haute voix parce qu'il ne cache pas ses idées. Il le fait à la cafétéria de la faculté des lettres où il est encore fréquent à cause des ses amis Cheikh Bâ,¹² Boubacar Ly, Mbaye Guèye et Oumar Kane.¹³ Il est aussi fréquent à celle du SAES¹⁴ où il rencontre les enseignants de toutes les origines pour discuter toute une matinée autour du thème du jour. L'autre qualité d'Amady Aly Dieng, c'est aussi d'avoir tout ou presque tout lu. Ses comptes rendus de lecture dans les quotidiens sont une œuvre colossale. Je me demande toujours comment il fait pour lire tant d'ouvrages et faire tant de comptes rendus très profonds et qui permettent d'avoir une idée sur le contenu de ces livres et en même temps il ouvre des prospective par rapport à ces livres. Il a une grande capacité. C'est inestimable comme travail.

Finalement, il est difficile de « peindre » Amady Aly Dieng. Il est une figure emblématique de ce campus universitaire. Je lui souhaite encore une longue vie, une bonne santé pour continuer à réfléchir avec les générations futures, poursuivre son travail intellectuel qui, à mon avis, le nourrit et lui permet de vivre la tragédie du continent africain !

Dakar, juin 2011

* * *

« Amady, le maître péripatéticien du Lycée dakarois »

Jean Copans¹⁵

Rédigée il y a un plus de vingt ans, une partie de la dédicace en tête de mon ouvrage, *La longue marche de la modernité africaine*,¹⁶ se lisait ainsi « A tous ceux qui sont restés, à tous ceux qui sont rentrés, à tous ceux qui vont rentrer chez eux ». Du plus loin que je me remémore, j'ai toujours pensé que les intellectuels africains devaient exercer leur métier dans leur pays, à tout le moins, là en Afrique où l'exercice de la pensée analytique et critique, libre de ses références et de ses attendus, était possible. Mon

raisonnement était, et reste encore, fondé sur cette appréciation élémentaire de base : l'intellectuel (qui n'est pas forcément un universitaire au sens classique et institutionnel) du Tiers monde (j'utilise ce terme historiquement marqué explicitement) se doit d'engager sa pensée avec les acteurs sociaux de sa société ou d'une société dans laquelle il est intégré et dont les mouvements sociaux et politiques critiques lui servent de caisse de résonance. La fuite des élites hors de l'Afrique est peut-être bonne pour le Savoir, la Pensée, la Culture (et les carrières personnelles) mais en aucune façon, elle ne peut contribuer à l'élaboration d'une pensée moderne, enracinée de façon populaire et autochtone dans les terreaux, d'abord vernaculaires et nationaux, de l'historicité africaine.

J'ai appliqué depuis cette époque ces principes à l'explicitation de la genèse et de la dynamique des sciences sociales africanistes africaines et notamment sénégalaises sans vouloir à aucun moment tomber dans le nationalisme gratuit ou dans l'authenticité illusoire.¹⁷ Le Sénégal n'a pas encore perdu tous ses intellectuels, loin s'en faut, et dans la mesure où le Sénégal produit toujours de manière très active une analyse sociale professionnelle de haut niveau, cette sociologie des auteurs a produit des acquis des plus positifs à l'échelle du continent tout entier d'autant que plusieurs figures très différentes se dégagent sans peine d'un tel examen. Et puisqu'il faut rendre à César ce qui appartient à César, il faut rendre au Doyen de cette famille encore étendue, comme le désignent amicalement et respectueusement ses collègues et amis, sans discussion aucune, ce qui lui appartient en propre. Il faut donc rappeler ici haut et fort tout ce dont nous sommes redevables à Amady Aly Dieng.

Je ne suis pas sûr de pouvoir retracer ex abrupto l'histoire de nos relations et fréquentations. Mais je peux commencer par rappeler l'existence entre nos familles d'une relation de parenté (très) étendue puisque la famille Copans a servi pendant quatre ans, au cours des années 1990, de correspondant amiénois à son fils Mamadou qui poursuivait des études d'économie à l'Université de Picardie Jules Verne. C'est dire la confiance qu'Amady et sa femme nous ont portée.¹⁸

Je n'aborderai pas les thèmes et les orientations des analyses théoriques de l'économiste-philosophe-historien mais je voudrais mettre en lumière l'esprit de ses préoccupations. Je retiens trois manières de faire qui auraient dû et qui devraient faire école. Pour débiter signalons sa manière à la fois souple et rigoureuse d'aborder les débats théoriques *et* politiques: une profonde culture des choses (Amady a tout lu: il n'est que voir son appartement!), une rigueur de raisonnement et surtout une modestie à toute épreuve qui tranche, depuis que je l'ai lu et fréquenté, avec le comportement de certains de ses confrères. Certes, il ne s'est pas lancé dans la politique politicienne ou institutionnelle et cela définit déjà largement le personnage. C'est l'honnêteté incarnée ce qui est rarissime même au Sénégal surtout chez les membres de sa génération. Dois-je ajouter un sens imaginaire de l'ironie sans égal, qui interpelle l'interlocuteur encore incrédule ou surpris. Le marxisme d'Amady n'a jamais été une supra-théorie, mais il est vrai que, vu de près, son emploi empirique de ces concepts est plus limité.

C'est ensuite un vulgarisateur hors-pair, notamment en tant qu'auteur prolifique de comptes rendus d'ouvrages dans les quotidiens dakarois. Je lui dois quelques commentaires bien vus de mes ouvrages et son sens du devoir de la vulgarisation est unique je crois au Sénégal et ailleurs en Afrique¹⁹. Ce panorama permanent de ce qu'un homme bien né doit connaître en dit long évidemment sur le silence ou l'inaction de ses confrères. Notons que cet activisme a pris de l'ampleur avec sa retraite mais Amady a toujours écrit et diffusé ses idées et commentaires. Il est sur ce point l'exemple parfait de l'intellectuel anti-mercenaire.

Enfin, Amady est ce qu'on appelle un grand témoin (je mets des minuscules car il n'aimerait pas l'emploi des majuscules). Du plus loin que remonte ma mémoire de nos rencontres, j'ai toujours appris de nouvelles informations sur les étudiants africains à Paris dans les années 1950 et sur la FEANF. Certes on peut concevoir qu'il s'agit d'une expérience panafricaine unique mais les témoins contemporains d'Amady sont rares à s'être exprimé sur le sujet d'autant que ce dernier en a conservé une documentation incroyable et l'a publié. Amady est un grand acteur et partisan de l'Histoire immédiate et je tiens à souligner tout particulièrement cet engagement civique car il est déjà visible que l'histoire coloniale par le bas sera bien moins riche que l'histoire précoloniale des mêmes africains. Cette démission de premier ordre de toute la nébuleuse des acteurs nationalistes et politiques de ces années là est bien connue d'Amady qui dénonce sans arrêt la compromission des vieilles et des nouvelles élites en tout genre.

Témoin, Historien du passé et Observateur désabusé mais constructif du présent, Vulgarisateur et Agitateur des savoirs (slogan dévoyé par la FNAC à une certaine époque!), militant civique avant tout avec comme seule ambition la diffusion des vérités bonnes à penser et à réfléchir et enfin ami sociable à la langue intarissable, voilà *mon* Amady Aly Dieng *à moi*. Nous n'avons pas trouvé le moyen de collaborer plus activement dans la recherche ou par l'écrit. C'est évidemment un regret, mais Amady est au sens classique du terme, un penseur public, peut-être solitaire dans l'exercice de son métier, mais des plus solidaire dès qu'il s'agit de faire connaître le résultat de ses réflexions et de ses décisions. Un penseur probablement « ancien régime » aux yeux du grand nombre, piégés par les consultances et les sirènes des sinécures occidentales mais surtout un modèle difficile à reproduire en ces temps de disettes financières. En fait, Amady est un Aristote à l'africaine, à la fois encyclopédique et partisan d'une école péripatéticienne, qui enseigne, en se promenant, le matin pour ses élèves avancés et le soir pour un plus large grand public.

Amady, un homme de l'écriture, à l'oralité toujours disponible.

Paris, 22 juin 2011

* * *

« Amady Aly Dieng : Un *Icono-clash* »²⁰Ibrahima Niang²¹

Nos premières rencontres avec le doyen Amady Aly Dieng se déroulèrent au BRGM,²² dans le cadre de son module d'enseignement intitulé : Sociologie Économique. Nous n'étions pas nombreux. Ce cours débutait toujours par une présentation des dernières parutions d'ouvrages de philosophie, sociologie économique, de magazines scientifiques et d'ouvrages généraux. Un cours qui ne ressemblait pas aux autres, tellement le « vieux » pédagogue parvenait à capter notre attention en agrémentant son cours d'anecdotes historiques, de blagues croustillantes, de railleries acerbes, de ses différents voyages à travers le monde. Avec lui notre lexique s'étoffait de nouveaux termes comme : « contrebandiers intellectuels », « *défonceur* de portes ouvertes ».

Mon rapport avec le doyen Amady Aly Dieng se poursuivra durant tout mon cursus universitaire. Je continue, encore aujourd'hui, de me délecter en l'écoutant discuter avec les étudiants et les enseignants à la Cafétéria de la Faculté des lettres et sciences humaines. J'apporte ici mon témoignage sur un économiste qui n'est ni « économe » de ses idées, ni de ses pensées, encore moins de ses critiques. Un intellectuel qui aura marqué son époque de par ses prises de positions et déclarations souvent virulentes. Cela explique mon usage du terme composite pour le qualifier : *icono-clash*.

Mon doyen à moi est un intellectuel préoccupé par le passé, le présent et la prospective pour penser le continent africain. Il a consacré toute sa vie à la réflexion, à la pensée et à l'échange intellectuel. Sa soif de connaissance et ses convictions personnelles font de lui une personnalité à part : une icône de la pensée. J'admire en lui cette faculté à traverser les frontières des disciplines. Sociologue, économiste, philosophe, historien, linguiste, bref Amady Aly Dieng est un chercheur accompli. Il ne se laisse pas emprisonner dans ces querelles puérides ; cette sorte de cloisonnement des disciplines qui gêne le développement de la recherche. Car, pour lui se rapprocher de la « vérité », c'est aller à la rencontre de toutes les disciplines des sciences sociales et humaines. C'est l'une des multiples leçons que j'ai apprises avec lui. Il m'a fait découvrir l'école allemande de Sociologie, m'a fait « traverser » la porte de Brandebourg, à la rencontre du *Capital* de Marx, Simmel et sa « philosophie de l'argent », le « capitalisme moderne » de Sombart, « l'éthique du capitalisme » de Weber et son « *beruf* ». Ce voyage m'a permis de découvrir à travers la mélodie de la valse autrichienne exécutée par Johann Strauss, l'œuvre de Veblen dénonçant, dans ses théories, « la classe de loisir ».

Mon doyen à moi ne fait pas partie de cette classe d'intellectuels prise en otage par un système dans lequel les intérêts personnels et les privilèges concurrencent la paresse intellectuelle. Mon doyen à moi est un personnage prêt à tout rejeter : les honneurs, l'argent, les strapontins, pour préserver la ligne éthique qu'il s'est imposée. Mon doyen à moi représente beaucoup dans le cheminement intellectuel de plusieurs générations d'universitaires et de politiques. Au-delà de sa trajectoire personnelle,

Amady Aly Dieng joue un rôle important dans les rencontres et les échanges entre chercheurs, de par sa dimension critique, voire subversive. Il ne s'inscrit pas dans la démarche statique. Tel un Général sans armée, il sonne la remobilisation des chercheurs et universitaires afin de leur éviter tout enlèvement dans les conjectures. Amady Aly Dieng a consacré toute sa vie à la réflexion. Il est une somme d'idées pour les jeunes de ma génération. Amady Aly Dieng est un acteur talentueux, un nœud passionnant de contradictions au carrefour de l'histoire de ce demi-siècle. Mon souhait le plus absolu est de réaliser avec lui un film-documentaire.

Que Dieu lui prête encore bonne santé et longue vie.

Dakar, le 24/06/2011

Appendice : Continuité ?

Amady Aly Dieng : « Avertisseur avant l'incendie »

Une lecture de *Contribution à l'étude des problèmes philosophiques en Afrique Noire*

Jean-Godefroy Bidima²³

Prendre la distance...

Ainsi que le dit Edmond Jabès « Toute lecture limite. Le texte illimité est celui qui suscite, chaque fois une nouvelle lecture à laquelle il échappe en partie. Ce qui reste à lire est sa seule chance de survie » (Jabès 1982:83). L'œuvre d'Amady Aly Dieng est celle qui impose aux Africains non seulement une réflexion sur la notion de distance, mais aussi l'exigence de justice et en un mot un travail de mémoire. La distance est bien celle que nous prenons d'abord vis-à-vis de nos petites suffisances qui ne supportent pas celles des institutions avec lesquelles nous sommes parfois en conflit. La distance s'inscrit ensuite – et c'est l'un des projets qui semble se dessiner à travers l'œuvre de Dieng – dans notre rapport à la marchandise. Marchandise, ce marxisme universitaire inopérant plus amoureux de l'exégèse des textes que de celle du réel historique africain ; marchandise, une certaine ethnologie réductrice du devenir des identités ; marchandises, ces religions vêtues de méfiance, accablées d'orgueil et dont les paroles ne portent plus ; marchandises, ces produits politiques qui ont été mis dans le marché des énoncés et qui sont avalés sans espoir d'être ruminés ; marchandises, ces paroles africaines sans échos et facilement programmables par l'intimidation et les cadeaux ; marchandise, cet environnement africain dont le sous-sol et les forêts sont exploités ; marchandises, ces espérances qui viennent d'un concept de démocratie qui ne s'est pas libéré de la tutelle de l'argent et des stratégies industrialo-militaires ; marchandises, ces traditions qui ne transmettent plus que le rite et l'ennui ; marchandises, ces intellectuels africains mis en marche par les ONG, les États, les riches d'Occident et d'Orient et les stratégies personnelles de narcissisme ; marchandises, ces paroles et écriture universitaires que l'on voudrait neutres et impersonnelles ; marchandises enfin, ces publications qui font marcher l'appareil éditorial et les distributions commerciales et universitaires.

En faisant ce travail de mise à distance critique de cette Afrique – traditionnelle, coloniale et postcoloniale – qui ressemble à une quincaillerie (tout s'y vend : les bons produits et les contrefaçons), Dieng a pour horizons la justice et la justesse. Un fil conducteur guide pourtant cette quête de justice, la reconstitution d'une mémoire africaine qui tienne compte de l'histoire. C'est ce *travail de mémoire* qui anime ses écrits. Dieng a certainement une carte d'identité sénégalaise, mais il est de nationalité africaine et tout ce qui est africain ne lui est pas étranger.

...et avertir...

Dieng est « un avertisseur avant l'incendie ». Cette figure d'avertisseur nous l'empruntons au philosophe Juif allemand Walter Benjamin dont nous savons que la philosophie de l'histoire recommandait de « brosser l'histoire à rebrousse-poil ». En effet, c'est dans son livre, *Sens Unique*, que Benjamin utilise la figure d'avertisseur d'incendie. Le rôle de l'avertisseur n'est pas de trancher la question « qui est vainqueur, qui succombe ? » (Walter 1978:204) mais de « couper la mèche qui brûle avant que l'incendie n'atteigne la dynamite » (Walter 1978:206). Dieng se positionne aux bords, dans cette région dangereuse et inconfortable où l'on montre aussi bien à ceux qui sont installés – dans leurs certitudes et suffisance – qu'à ceux qui se meuvent – dans leur activisme inconstant – que, quelque part, il y a un incendie et qu'avant de savoir qui en porte la responsabilité – position accusatrice – ou qui va brûler – la victimologie –, il faut au préalable retrouver les fils qui conduisent aux bâtons de dynamite. Ces fils sont, dans le cadre de l'Afrique, intriqués. N'y trouve-t-on pas la philosophie et la politique mêlées, les religions et l'histoire liées, la souffrance et l'espérance main dans la main, l'économie et la bureaucratie se congratulant, les philosophes et les marchands s'échangeant des techniques de marketing politique, les militaires, les intellectuels, les religieux et les magiciens devisant sur les sortilèges et tout cela sous le regard moqueur du grand unificateur qu'est l'argent ? Tous ces fils intriqués se retrouvent dans la pensée de Dieng qui est à la fois ; a/ une *méditation* sur la philosophie, la politique, l'histoire et l'économie ; et, b/ une *analyse des médiations* qui se détruisent ou se construisent entre les Africains et leurs institutions. L'horizon étant un *examen des projections* qui tirent l'histoire africaine non vers un passé – qu'il faut mieux connaître et comprendre – mais vers ces éléments utopiques qui la poussent vers l'avant et qui lui viennent aussi de côté. Ces moments sont concentrés dans *Contribution à l'étude des problèmes philosophiques en Afrique Noire* (Dieng 1983).

Cet ouvrage écrit quelques années avant la chute du mur de Berlin, donne déjà en filigrane la teneur des problèmes qui seront encore d'actualité à la fin du XXe siècle en Afrique. Pourquoi limiter la richesse de l'œuvre de Dieng à un livre dont on ne justifie pas théoriquement et pratiquement le choix ? Tout simplement, parce que, dans l'œuvre d'un auteur, contrairement à ceux qui classent les thèmes ou les priorités, la *partie* est aussi importante que *le tout*, et la disposition ou la chronologie, bien qu'importantes, ne sont pas déterminantes. L'œuvre d'un penseur pourrait être saisie comme une constellation. Cette saisie se présente comme un ensemble où les éléments sont juxtaposés. Cette démarche qui privilégie la lecture des thèmes

philosophiques par « constellations », nous l'héritons d'Adorno, autre philosophe allemand, et de Walter Benjamin. Dans cette constellation que représente l'œuvre de Dieng, nous choisirons de traiter des thèmes qui peuvent paraître des *détails*. Dans *la Comédie humaine* de Balzac, un texte intéressant intitulé *Un prince de la Bohême* (Pléiade, tome VII, p. 838) nous assure « *qu'on ne relit une œuvre que pour ses détails* ». Nous avons fait nôtre cette tactique de lecture de Benjamin et d'Adorno qui conseillaient une lecture micrologique des œuvres pointant du doigt des détails pour les grossir.

Méditations sur la philosophie : du mimétisme à une poétique de l'écho

L'ouvrage s'ouvre sur une évaluation des débats qui avaient cours alors sur la définition de la philosophie et la juxtaposition du qualificatif africain. Devant Dieng se trouvent plusieurs acteurs : Hountondji, Towa, Mbargane Guisse et Assane Sylla. Ceux-ci se sont penchés sur la critique de l'ethnophilosophie, sur les apports du marxisme en Afrique, sur le panafricanisme, sur la philosophie morale et sur les problèmes relatifs aux indépendances africaines.

A la fin des discussions sur l'ethnophilosophie, Dieng pose la question de l'eurocentrisme en philosophie : « Mais un problème fondamental doit être posé si nous voulons faire avancer le débat qui piétine : la voie spécifique dans laquelle s'est engagée la philosophie à partir de la Grèce platonicienne peut-elle être érigée en voie universelle ? C'est une question qui doit faire l'objet d'études approfondies de la part des philosophes africains » (Dieng 1983:21). La réponse à cette question doit tenir compte, selon Dieng, d'un phénomène assez pervers qui se glisse souvent dans les processus de création et d'expression des intellectuels du Tiers-monde : le mimétisme. « Faute d'avoir abordé ce problème fondamental P. Hountondji et M. Towa continuent à se faire des disciples de Hegel ou d'Althusser. Ainsi, ils ne voient pas la nécessité de poser des questions aux cultures africaines de l'intérieur et non de l'extérieur » (Dieng 1983:21). Cette critique de Dieng rejoint celle qui fut formulée par Sartre dans sa préface à l'ouvrage de Fanon *Les damnés de la terre*. Sartre, dans son réquisitoire contre le colonialisme, déplore le fait que non seulement ce dernier avait un système de domination politique, économique et intellectuel mais il était aussi dans une certaine mesure un frein à la vraie créativité. Le monde colonisé et ses acteurs ne furent le plus souvent que des ombres et des échos dont les véritables êtres ayant des voix étaient ailleurs ; « L'élite européenne entreprit de fabriquer un indigénat d'élite; on sélectionnait des adolescents, on leur marquait sur le front, au fer rouge, les principes de la culture occidentale, on leur fourrait dans la bouche des bâillons sonores, grands mots pâteux qui collaient aux dents; après un bref séjour en métropole, on les renvoyait chez eux, truqués. Ces mensonges vivants n'avaient plus rien à dire à leurs frères; ils résonnaient; de Paris, de Londres, d'Amsterdam nous lancions des mots « Parthénon ! Fraternité ! » et, quelque part en Afrique, en Asie, des lèvres s'ouvraient: «... thénon! ... nité! » C'était l'âge d'or » (Sartre in Fanon 1985:5). La question du mimétisme soulevée par Dieng fut aussi l'une des préoccupations aussi bien de Frantz Fanon dans *Peaux Noires masques Blancs* que d'Édouard Glissant dans *Le Discours antillais*. Pour Glissant, la colonisation ne peut que secréter des

mimétismes ; « La colonisation fraternelle est aussi déracinante que la paternelle. La mimésis est partout » (Glissant 1997:95).

À vrai dire, le mimétisme est, avec la situation spéciale du Tiers-monde, une épée à double tranchant. Souvent il sert à affirmer le fait que le patrimoine culturel universel appartient à tous et que les emprunts font partie de l'enrichissement normal d'une culture. Le mimétisme serait ainsi une redécouverte de l'altérité et – pour emprunter le jargon hégélien – une sortie de l'ipséité pour un gain de déterminations supplémentaires. Mais ce mimétisme traîne entre les Africains et les Occidentaux un contentieux historique – l'esclavage/colonisation/néo-colonisation – qui, selon les cas, conduit souvent à une paralysie de la faculté de créer chez les Africains. Le mimétisme est donc un *symptôme* et une *pantomime*. Chez les intellectuels africains, le mimétisme est un symptôme d'une *insécurité ontologique* qui se caractérise souvent par cette phrase lapidaire ; « nous ne savons pas où nous en sommes ». Souvent, un malaise habite l'intellectuel africain. Quelle en est la cause ? L'État ? La colonisation ? Les religions ? La mondialisation ? Les intérêts industrialo-militaires ? La famille ? L'incurie de la société dans laquelle il vit ? Son rapport au genre voisin ? Les médias qui valorisent la superficie ? Son rejet ou son adoption des doctrines « post » (... modernes ? ... coloniales ? ... humains ?) Son rapport au paysage ? Son insertion dans un environnement exploité ? Tout cela pourrait expliquer le malaise qui conduit souvent les intellectuels africains non seulement au mimétisme mais à la mélancolie. Sur le plan théorique, ce qui est en jeu c'est la notion de représentation.

Le mimétisme et la mélancolie de l'intellectuel africain s'expliqueraient à travers ce que Glissant nomme, s'agissant des Antillais, « l'élite de représentation ». Dans le comportement de celle-ci, « ...ce qui terrifie, eu égard à son peu de poids, est son assurance, son mauvais goût tranquille, sa sereine servilité, son improductivité chronique » (Glissant 1997:826). L'élite de représentation est bien celle qui parle, se « révolte » contre l'État et la globalisation, attend des investissements étrangers, publie des livres, assure sa promotion matérielle dans la jungle du marché, méprise le « petit peuple » au nom duquel il prétend pourtant lutter, disserte dans sa suffisance (fondée sur quoi ?) sur toutes les petites et grandes « crises du Muntu » tout en étant inféodée et payée par des ONG Occidentales pourvoyeuses de (leurs) démocraties. Une rumeur fort inquiétante ajoute même que c'est aussi une élite qui voyage, rit, se fâche théâtralement devant les amphithéâtres, les écrans d'ordinateurs ou des feuilles de papier, tout en se soumettant – familles, vanité et sécurité personnelles obligent ! – à un système dans lequel elle ne contrôle ni les processus d'accumulation – « du capital, des investissements techniques et des projets dynamiques » (Glissant 1997:95). – ni la classification des priorités encore moins la circulation des capitaux. Cette élite donneuse de leçons, accrochée aux titres coloniaux et aux décors, instrumentalise la phrase bien choisie, donne son avis à travers les médias, participe aux colloques, reçoit son *per diem*, utilise, pour les besoins de la citation, des termes, des noms et mots – Panafricanisme, Démocratie, Renaissance africaine, Mondialisation, Consciencisme, Indépendance, Libération des femmes, droits humains, droits des enfants, Négritude, Nkrumah, Mandela, Cabral, etc. – devenus pour lui de pures

instruments fétiches, et croit enfin décider une fois aux postes de pouvoir politique alors que l'essentiel se joue souvent ailleurs.²⁴

La question du mimétisme des élites soulevée par Dieng est plus que jamais actuelle et nous conduit à la reposer d'une autre manière. Et si le mimétisme n'était qu'une pantomime et une critique de la suffisance actuelle d'un certain Occident qui, depuis la fin du X^{IV}e siècle, fait march(and)er le monde (pour combien de temps ?) à son rythme ? Rien n'empêche de penser que certains intellectuels africains – souvent délégués provinciaux des bénéficiaires des puissances dominantes – qui imitent, singent et copient sans discernement les théories, les pratiques, les habitudes et le consumérisme ne sont que des échos. Mais la fonction de l'écho est peut-être non seulement de prolonger la voix mais surtout de la *déformer* afin qu'elle puisse disparaître dans ce processus de déformation. Autrement dit, quand la voix dit une chose et que l'écho en traduit une autre, cela veut-il dire que l'écho serait le prolongement de la voix ? Que non ! Cela pourrait aussi vouloir dire que l'écho se moque de la pureté, de la linéarité et de la puissance de la voix pour lui signifier qu'au delà d'une certaine sphère, une voix est finitude. La discussion menée par Dieng sur les diverses positions africaines concernant l'existence de la « philosophie africaine » conduit le lecteur à cet épineux problème du mimétisme des intellectuels africains. Notre position est la suivante : le mimétisme, symptôme de la servitude politique, matérielle et psychologique, ne s'effacera pas de si tôt de l'horizon psychologique des peuples dominés mais devrait être transformé en un moment de création.

Méditation : histoires d'origines

La question des médiations peut donner lieu à plusieurs considérations. Par médiation, on peut d'abord entendre *le cadre structurant* qui transforme un lieu en un espace. La médiation rappellerait ainsi que toute action se produit dans un lieu, et point de lieu qui ne se transforme en espace de signification. La médiation est ensuite *ce qui agit et accélère* dans cette action le mouvement. La médiation, vue sous cet angle, est liée non plus à l'espace mais au mouvement et au devenir. La médiation conjugue enfin *la temporalité* et traduit le fait que l'histoire est encore le lieu où l'expérience vécue croise l'expérience reçue. Le rôle de la médiation serait à ce niveau de pointer du doigt la notion d'historicité. Comment ces trois figures de la médiation s'articulent-ils dans le livre de Dieng ?

Deux lieux sont en vue : L'Égypte et la Grèce anciennes. Ces deux lieux ne sont évoqués que pour exprimer à la fois une continuité et une discontinuité. Bien plus, on y fait jouer les rapports entre le principe et son dérivé. Au fond se joue la question délicate de l'origine. Par celle-ci, s'élabore la remarquable controverse sur les rapports entre la créativité Égyptienne et le monde grec. Comment se sont effectuées les transactions et translations entre ces deux mondes ? Qui a fécondé l'autre ? Quelle serait la crédibilité de l'historiographie qui justifierait de telles translations ? Dans les rapports entre cette Égypte et le monde Noir, les relations sont-elles de similitude, d'analogie, de généalogie ou de diffusion simple ? Et dans cet enjeu culturel de la définition du fondement et de la créativité, à quels usages les

stratégies d'identité africaine, les discours coloniaux s'adressent-elles quand on évoque le triangle Égypte, Grèce et Afrique ? Au centre de cette relation la philosophie occupe une place de choix. La philosophie égyptienne fonde-t-elle les discours philosophiques africains et comment justifier historiquement et épistémologiquement un tel fondement ? Dieng va s'occuper de ce problème en interrogeant Cheikh Anta Diop, Marcien Towa et Pathé Diagne.

S'agissant de Cheikh Anta Diop, la stratégie critique de Dieng est de séparer le mythe du concept en mettant en avant, comme Spinoza dans un autre contexte, la critique du « miracle ». Quels sont les « miracles » dans ce cas ? L'Égypte et la Grèce. « Car il n'est pas logique de combattre le miracle grec » pour lui substituer « le miracle pharaonique ». En réalité, il n'y a ni miracle grec ni miracle pharaonique. Une analyse historique des formations sociales de la Grèce antique et de l'Égypte pharaonique permet de comprendre les voies suivies dans ces deux pays... » (Dieng 1983:65). La deuxième critique de Dieng contre Cheikh Anta Diop est l'utilisation non critique des sources ethnologiques françaises pour appuyer sa thèse : « Pour analyser la pensée philosophique de l'Afrique actuelle, Cheick Anta Diop part surtout des travaux que Marcel Griaule et de Germaine Dieterlen ont consacrés à la cosmogonie dogon » (Dieng 1983:66). Plus loin, Dieng pointe du doigt l'utilisation des cosmogonies africaines et égyptiennes par Cheikh Anta Diop : « ces cosmogonies ont-elles un statut d'une pensée philosophique consciente d'elle-même, aujourd'hui ?...ces propositions de Cheick Anta Diop s'apparentent à des affirmations insuffisamment démontrées ou étayées de preuves » (Dieng 1983:67). Dieng est néanmoins d'accord avec Cheikh Anta Diop pour reconnaître que ; « la philosophie africaine ne pourra se développer que sur le terrain originel de l'histoire de la pensée africaine... » (Dieng 1983:68).

Après Cheikh Anta Diop, Dieng convoque le rapport de Towa à l'Égypte. Il loue le fait que, pour Towa, la pensée africaine traditionnelle à travers les contes enseigne la ruse, la prudence et la réflexion. Dieng estime aussi que la fréquentation de Diop par Towa a aidé ce dernier à mieux comprendre *Le Consciencisme* de Nkrumah : « La fréquentation de Nations Nègres et Culture de Cheick Anta Diop par Towa a été salutaire et l'a prédisposé à accueillir le message philosophique contenu dans le Consciencisme de Nkrumah » (Dieng 1983:75). Tout en ayant critiqué par ailleurs l'usage hégélien de Towa, Dieng pense que celui-ci a influencé Pathé Diagne qui a pointé du doigt une espèce qui prolifère dans l'espace philosophique africain : les europhilosophes.

En ce qui concerne Pathé Diagne, Dieng estime que son entreprise de dénonciation des europhilosophes n'est pas dénuée de valeur : « L'entreprise de l'auteur de l'Europhilosophie n'aura pas été vaine : elle est grosse de riches leçons que les marxistes africains soucieux de mieux connaître leurs réalités socio-culturelles de leurs pays et de les transformer pourront en tirer » (Dieng 1983:65). Dieng, reproche d'abord les sympathies de Diagne vis-à-vis du Père Tempels et met aussi en doute la solidité des arguments que Diagne utilise pour critiquer Césaire : « Le problème n'est pas de savoir si la critique de Césaire est sévère ou non. Il s'agit de savoir si elle est juste ou non »

(Dieng 1983:84). Hasardeuse aussi, d'après Dieng, est la critique du marxisme par Diagne. En effet, en critiquant Hountondji, Diagne, d'après Dieng, croit critiquer le marxisme alors qu'il ne s'agit que de sa variante althussérienne : « Pathé Diagne croit démolir le marxisme en réduisant celui-ci à la conception que s'en fait P. Hountondji, disciple de Louis Althusser. Il fabrique son philosophe africain marxiste qu'il baptise europhilosophe » (Dieng 1983:77).

On peut voir se dessiner, à travers le parcours critique de Dieng, la trajectoire de la médiation du lieu philosophique (Égypte/Grèce /Afrique). Avec les controverses qu'il soulève, il nous ramène non seulement vers des questions politiques mais surtout historiques. La question politique étant : comment dire le lieu d'émergence (d'un discours, d'une théorie scientifique ou d'une pratique sociale) ? Comment dire l'émergence au sein d'une structure ? Et, comment la structure par excellence qu'est l'État peut-elle redonner forme et contenu à ce qui émerge, à ce qui reste informulé mais qui est déjà gros de promesses ? Les réflexions de Dieng sur l'Égypte pharaonique et ses utilisations nous renvoient aussi à cette autre notion temporelle qu'est l'origine. Celle-ci est anthropologique et politique. Par elle, on peut justifier l'exclusivité ou l'antériorité des pratiques. L'Égypte et la Grèce nous poussent à reposer cette question des origines. En général, on pense toujours l'origine de manière théologique : elle est le commencement absolu qui ne doit être dérivé de rien. On a souvent fait la critique de la notion d'origine comme étant une projection fantaisiste qui ne peut se justifier : car pour dire l'origine, il faut être situé à un endroit (espace/temps) qui soit antérieur à l'origine, or une telle position, si elle existait, ferait de l'origine, non plus un commencement, mais un dérivé. Raison pour laquelle on pourrait peut-être penser *l'origine comme un point de croisement*. Walter Benjamin nous instruit sur cette notion d'origine. Pour lui, « l'origine, bien qu'étant une catégorie tout à fait historique, n'a pourtant rien à voir avec la genèse des choses. L'origine ne désigne pas le devenir de ce qui est né, mais bien ce qui est en train de naître dans le devenir et le déclin. L'origine est un tourbillon dans le flux du devenir » (Walter 1985:43).

* * *

Le lien entre la philosophie et l'histoire africaine est la grande leçon donnée par Dieng aux jeunes philosophes africains. Dieng affirme que : « les conditions d'un développement d'une philosophie moderne susceptible de favoriser l'émancipation des peuples d'Afrique méritent de faire l'objet d'un examen sérieux et approfondi de la part des philosophes africains » (Dieng 1983:178). Le XXI^e siècle commençant a amoindri dans une certaine mesure le rôle de l'État au profit de la globalisation dont l'Empire constitue la matérialisation. « L'Empire à la différence de l'État moderne, qui se voulait un ordre de la loi et de l'Institution, est le garant d'une prolifération réticulaire des normes et de dispositifs. En temps normal ces dispositions sont l'Empire » (Tiqqun 2009:70). Comment la philosophie se situera-t-elle dans ces dispositifs chaque fois multipliés par les logiques de l'Empire ? En un mot, jusqu'à

quand la philosophie évitera-t-elle en Afrique de traiter du salaire et surtout de l'argent au moment où la logique de l'Empire dicte sa loi marchande ? Il y a aussi, dans l'espace philosophique africain, très peu de rapports entre la philosophie et la culture matérielle. On y parle des Sujets, des Communautés, des conceptions et des idées, de l'État, des élections, des changements (et des permanences !), de l'ethnophilosophie, de l'inégalité et du développement mais jamais des objets. Comment philosopher sur la proximité des matériaux qui entourent l'homme ? Une considération de l'élément matériel – les écologistes africains en font cas de manière sélective – donnera encore à la philosophie plus de vitalité en Afrique. Un traité philosophique sur l'or, le pétrole ou le diamant serait en Afrique, du point de vue matérialiste, une innovation. Pourquoi ? D'abord, parce que le philosophe en général et l'Africain en particulier vit entouré d'objets, ensuite la philosophie doit se laisser déranger par ce qui n'est pas elle. Adorno disait fort justement que :

Toute pensée philosophique que l'on peut réduire à ses articulations ou à son bilan ne vaut rien. Le pédantisme d'innombrables traités philosophiques, dont c'est le moindre des soucis, est plus qu'une insuffisance esthétique: c'est l'indice de leur propre fausseté. Penser philosophiquement, c'est aussi penser par intermittences, c'est se laisser déranger par ce qui n'est pas la pensée elle-même (Adorno 1984:142).

Laissons les acteurs politiques de côté, balayons plutôt devant notre porte ! L'intelligentsia en Afrique est souvent piégée par ce désir de dire, d'enseigner, de se plaindre, de guider, d'orienter, de conseiller, de (se laisser) piéger, d'influencer et de défendre ses avantages symboliques, mais il lui est difficile - d'où vient cette difficulté ? - de se taire, d'abandonner sa suffisance au profit du « *Novum* », d'écouter et de détecter les indices qui avertissent que quelque chose arrive. Est-ce l'incendie ? L'aurore ? Le déclin ? La renaissance ? Qui pourra le dire sans dialoguer ? Et de quoi parle-t-on maintenant quand on dit dialoguer ? D'abord, de quelque chose qui n'a de sens et d'intérêt que si elle met en relation des gens qui pensent et sentent différemment les uns des autres. S'il s'agit de papoter entre soi, au sein d'une élite mondialisée d'humanistes et de libéraux à la mode occidentale pour s'autocongratuler sur la démocratie et les droits de l'homme, les peuples seraient en droit de hausser les épaules » (Debray 2007:37).

S'il vous plaît ne poussons pas les peuples à le faire !

New Orleans (USA), 24/06/2011

Notes

1. Le doyen Amady Aly Dieng a déjà commenté ses ouvrages dans la cinquième partie de l'entretien (pp. 137-170). Ces textes illustrent les débats suscités, il y a plus d'une trentaine d'années, par ses ouvrages que je considère comme les plus fondamentaux.
2. Ce livre a provoqué un débat intéressant. Entre autres nous pouvons lire les réactions de : Jean Copans, « L'Afrique et Marx », *Afrique-Asie* (1979), Jean-Pierre Ndiaye, *Jeune Afrique*, n° 950 (1979), Elikia Mbokolo « Hegel, Marx, Engels et l'Afrique noire », *Demain l'Afrique*, n° 24 (1979), Moudjib Djibril, *Afrique nouvelle* (1979), Cheikh Tidiane Gadio, *Jonction* (Revue africaine trimestrielle d'analyse et d'opinion), n° 2 (1980), Abib Mbaye « Hegel, Marx, Engels et les problèmes de l'Afrique noire », *Le Soleil* 1981), Sémou Pathé Guèye « Le marxisme et l'Afrique. Problème de l'adaptation », *Gestu*, n° 6 (1982).
3. Il faut noter que des ouvrages sont publiés ces dernières années sur la philosophie africaine qui critiquent les positions d'Amady Aly Dieng. Pour exemple lire le dernier livre d'Ibrahima Sow philosophe et chercheurs à l'IFAN (*La philosophie africaine du pourquoi au comment*, Dakar, IFAN/Ch. A. Diop, 2010, 360 p.).
4. Cet ouvrage est une réponse aux différentes réactions suscitées par son livre publié 1978. Cette période nous semble cruciale. Les débats en Afrique tournaient autour de la pertinence de l'adoption du marxisme dans nos pays. Il fallait se frayer un passage conceptuel, idéologique et philosophique pour mieux appréhender les problèmes auxquels était confronté le continent. En lisant le livre nous nous rendons compte de l'engagement d'Amady Aly Dieng à ouvrir et stimuler la réflexion autour de nos dilemmes quotidiens face au monde de la globalisation.
5. Économiste, chercheur au Forum du Tiers monde.
6. Professeur Émérite de philosophie, Université d'Abomey-Calavi.
7. Historienne, enseignante/Chercheur au département d'histoire de la FLSH/UCAD.
8. Professeur d'histoire à la FLSH/UCAD (Témoignage enregistré le 21/06/2011).
9. Second recteur africain, sénégalais de l'Université Cheikh Anta Diop décédé en 2010.
10. Linguistic, économiste et politologue, auteurs de plusieurs ouvrages sur l'histoire africaine. Il a écrit un livre devenu un classique : *Pouvoir traditionnel en Afrique occidentale. Essais sur les institutions politiques précoloniales* (Paris, Présence africaine, 1967, 293 p).
11. Ancien professeur d'histoire à la Faculté des lettres et sciences humaines décédé en 2006.
12. Ancien professeur de géographie à la Faculté des lettres et sciences humaines aujourd'hui à la retraite
13. Ancien professeur d'histoire à la Faculté des lettres et sciences humaines décédé en 2008.
14. Syndicat autonome des enseignants du Supérieur.
15. Professeur émérite de sociologie, Université Paris Descartes.
16. Lire la « seconde édition revue, corrigée et augmentée d'une postface » en 1998 aux éditions Karthala.
17. Voir mon ouvrage *Un demi-siècle d'africanisme africain. Terrains, acteurs et enjeux des sciences sociales en Afrique indépendante*, Paris, Karthala, 2010 dont la moitié porte de fait sur le cas du Sénégal. J'y évoque explicitement ou implicitement au moins trois ou quatre fois Amady Aly Dieng.
18. Rappelons que le confiage est une vieille tradition africaine.

19. J'avais évoqué dans une note (supprimée dans le recueil cité plus haut), l'explication qu'il m'avait fourni pour justifier la rédaction d'un compte rendu d'un numéro du *Magazine Littéraire* consacré au philosophe Emmanuel Levinas dans *Walfadjri* (!): c'est pour informer les enseignants du secondaire de Tambacounda ou Ziguinchor très éloignés de la capitale.
20. *Clash* : terme emprunté au vocabulaire du hip hop sénégalais. Il signifie attaque verbale et/ou critique acerbe contre une personne.
21. Doctorant en sociologie à la Faculté des lettres et sciences humaines/UCAD. Sa recherche porte sur « Les relations entre la Chine et l'Afrique d'hier à aujourd'hui à la lumière des cas du Gabon et du Sénégal : Enjeux, contexte et prospective ».
22. Bureau régional de géologie minière où il nous dispensait des cours tous les mardis et jeudis.
23. Professeur, Titulaire de la Chaire Yvonne Arnoult, Tulane University, New Orleans-USA.
24. Le lecteur, qui n'est pas dupe, aura reconnu facilement que l'auteur de ces lignes fait partie de ce groupe dont il connaît les réflexes et les tics.

Bibliographie

- Dieng, Amady Aly, 1978, *Hegel, Marx, Engels et les problèmes de l'Afrique noire*, Dakar, Sankoré.
- Dieng, Amady Aly, 1982, *Le rôle du système bancaire dans la mise en valeur de l'Afrique de l'Ouest*, Dakar, NEA.
- Dieng, Amady Aly, 1983, *Contribution à l'étude des problèmes philosophiques en Afrique noire*, Paris, Nubia.
- Dieng, Amady Aly 1986, *Le marxisme et l'Afrique noire*, Paris, Nubia.
- Dieng, Amady Aly, 1990, *Blaise Diagne, premier député africain*, Paris, Éditions Chaka.
- Dieng, Amady Aly, 2000, *Le Sénégal à la veille du troisième millénaire*, Dakar/Paris, Forum du Tiers Monde/L'Harmattan, 2000.
- Dieng, Amady Aly, 2003, *Les premiers pas de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF). De l'Union française à Bandoung (1950-1955)*, Dakar/Paris, Forum du Tiers Monde/L'Harmattan, 374 p.
- Dieng, Amady Aly, 2006, *Hegel et l'Afrique noire. Hegel était-il raciste ?*, Dakar, Codesria.
- Dieng, Amady Aly, 2009, *Les grands combats de la FEANF. De Bandoung aux indépendances (1955-1960)*, Paris, L'Harmattan.
- Dieng, Amady Aly, 2010, *Notes de lecture d'un dissident africain*, T. I, Éditions, Le Nègre, Paris.
- Dieng, Amady Aly, 2011, *Mémoires d'un étudiant africain. De l'école de Diourbel à l'Université de Paris (1945-1960)*, Dakar, Codesria, vol 1.
- Dieng, Amady Aly, 2011, *Mémoires d'un étudiant africain. De l'université de Paris à mon retour au Sénégal (1960-1967)*, Dakar, Codesria, vol 2.

Ouvrages à paraître

- *Lenine, Rosa Luxemburg, Boukharine et les problèmes de l'Afrique noire* ;
- *Les formations sociales en Afrique de l'ouest précoloniale* ;
- *L'histoire des organisations d'étudiants africains en France (1900-1950)* ;
- *Regards sur l'œuvre de Cheikh Anta Diop* ;
- *Contribution à l'étude de l'histoire intellectuelle de l'Afrique noire.*

Album photos

Photo 1 : 11 novembre 1957 à l'ENFOM.



Photo 2 : Discours de clôture du 13^e congrès à Jean-Pierre Timbaud (Paris).



Photo 3 : Arrivée à Pékin en juillet 1959 de la délégation de la FEANF pour une visite de deux mois en Chine. On reconnaît Amady Aly Dieng en deuxième position de gauche à droite.



Photo 4 : Visite de la délégation de la FEANF durant deux mois juillet-août 1959.
En haut de gauche à droite Léopold Agboton, Amady Aly Dieng, Alpha Ibrahima Sow, Resjembe, Mikoas Elise Angaye.
En bas : Amadou Dicko, Djibril Aw, Pierre Kwenge.



Photo 5 : Visite au Palais impérial à Pékin. De gauche à droite Pierre Kwenge, Alpha Ibrahima Sow, Amady Aly Dieng, Léopold Agboton, Djibril Aw, Micoas Angaye.
En bas : Amadou Dicko, Lily Lidya Sangaret (Août 1959).



Photo 6 : Amady Aly Dieng avec Ousmane Camara son ami de toujours
(en marge de la réunion du comité exécutif de l'UIE à Varsovie juillet 1959).



Photo 7 : Amady Aly Dieng et son ami Ousmane Camara posant avec les membres de l'orchestre de la Lyre du centenaire (bal de fin d'année à Fann en 1956).



Photo 8 : Amady Aly Dieng et Adama Diagne visitant une usine de textile à la Hague en marge du congrès de l'UIE en septembre 1956.



Photo 9 : Amady Aly Dieng (FEANF) avec Alpha Ibrahima Sow (UGEAO), participant à la conférence du COSEC en janvier 1960 à Lima (Pérou).



Photo 10 : Amady Aly Dieng à l'extrême droite lors d'une réunion organisée par les étudiants vietnamiens en septembre 1961 à Hanoï à l'occasion de la fête nationale de l'indépendance du Vietnam.



Photo 11 : Amady Aly Dieng prononçant le discours de clôture du XIIe congrès à la Maison des syndicats, 8 avenue Mathurin (Paris), 1960.



Photo 12 : Amady Aly Dieng faisant un exposé à Pékin en 1960.



Photo 13 : Amady Aly Dieng (en tenue africaine) visitant un musée à Hanoï en 1961.



Photo 14 : Amady Aly Dieng à l'extrême droite à la Conférence internationale des étudiants (COSEC) à Ibadan (Nigeria).



Photo 15 : Amady Aly Dieng écoutant un exposé sur l'histoire de la Chine à Pékin (1959).



Photo 16 : Amady Aly Dieng (en chemise blanche) déposant une gerbe de fleurs à la mémoire des Chinois massacrés par Changai Tchek (Nankin, 1959).



Photo 17 : Amady Aly Dieng en haut à gauche (portant des lunettes) lors d'un repas à l'occasion de la conférence panafricaine des syndicats tenue à Casablanca en 1961 (Hôtel Marhaba, Maroc).



Photo 18 : Amady Aly Dieng. Le jour de son mariage avec Adamadian Diallo le 5 juin 1964 (Paris)

